

● **NOTES HISTORIQUES**

SUR

LA GASCOGNE .

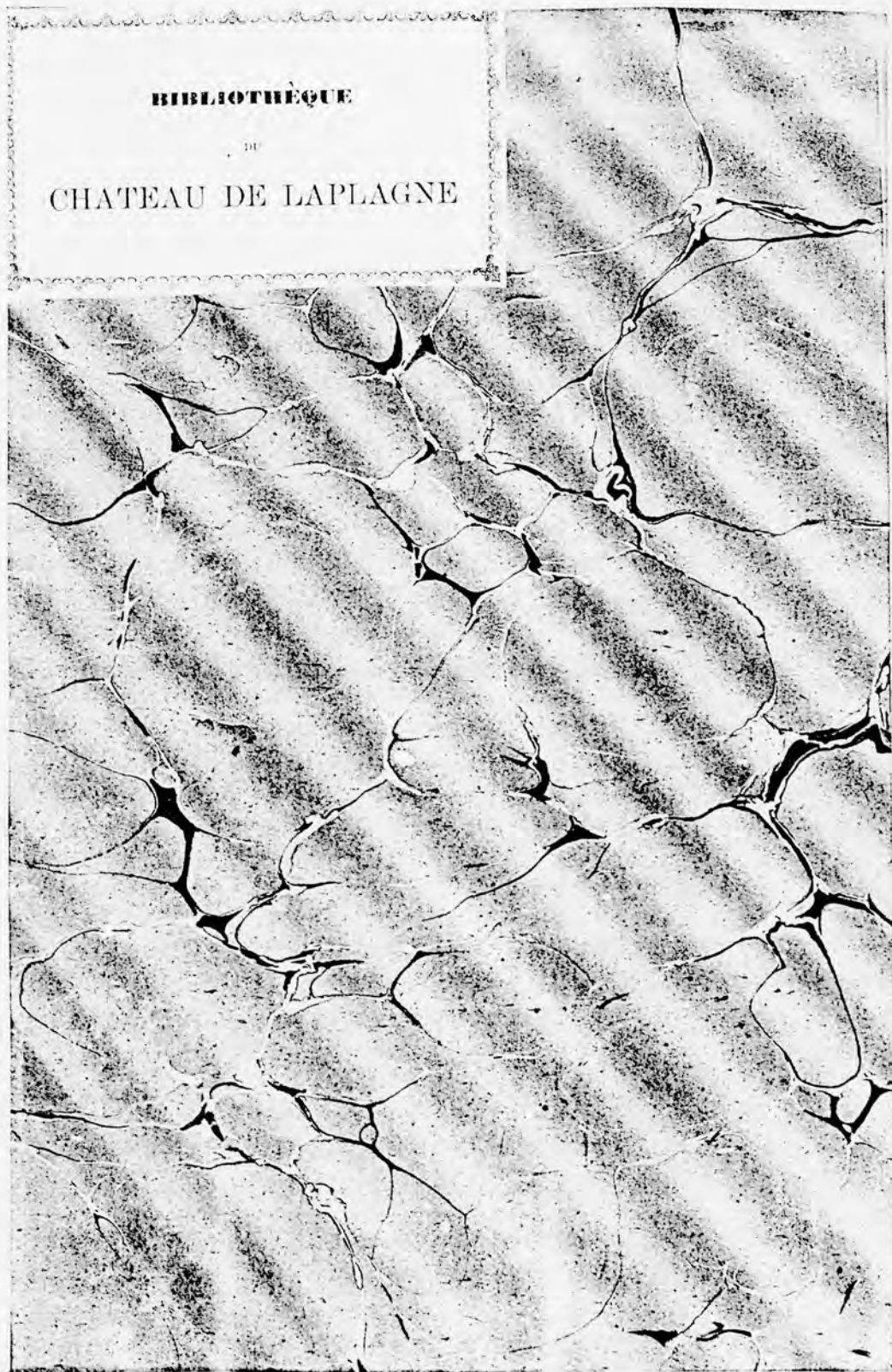
XIV .

●

BIBLIOTHÈQUE

DU

CHATEAU DE LAPLAGNE



1.

Montesquiou. (suite).

Raymond Aymeric IV^e du nom est à la guerre dès le moment où nous entendons parler de lui dans l'histoire. Du vivant de son père il en avait reçu la seigneurie de Cailhavet et, à cette, il fut personnellement convoqué dans le ban du 8 novembre 1345. par Pierre de Bourbon, il dû se rendre à Cahors et continua de servir pendant les différentes guerres ainsi que nous le constaterons jusqu'en vers 1360.

En 1343 le 26 février il avait prêté foi et hommage au comte d'Armagnac pour la baronnie d'Angles, Martan et Cailhavet.

On a vu qu'en 1322, il était déjà marié à Belesgarde d'Aspet, il en avait eu un fils du nom d'Arseu qu'il maria à Constance d'Andouins (en Beaux) Constance était morte sans enfants en 1346. nous l'apprenons par une quittance de restitution de dot, quittance donnée à Bassoues par Vital Lesta, notaire, procureur de Raymond Aymeric. Ce Lesta est le premier membre nommé d'une famille importante qui a habité Montesquiou jusqu'en 1841.

La guerre était en feu par suite de la guerre entre la France et l'Angleterre, mais il ne paraît pas que Montesquiou ait eu à en souffrir. Tout l'effort des belligérants se portait vers les rives de la Garonne

2. Montesquieu.

dont les villes furent prises et reprises maintes fois. Ce serait sortir de ce cercle restreint d'une notice sur Montesquieu que de retracer les diverses péripéties de ces luttes même lorsque les seigneurs de Montesquieu y ont pris une part plus ou moins glorieuse. on trouvera sur ce sujet tous les développements désirables dans Monluc ou tout autre historien. Je me contenterai d'indiquer les lieux et les occasions où les seigneurs de Montesquieu apparaissent combattant pour le roi de France avec une fidélité qui ne s'est jamais démentie. Montesquieu appartenait en effet à cette partie de la Gascogne qui, bien différente des parties occidentales n'a jamais eu la moindre affection pour la domination anglaise au XIV^e siècle. Nous verrons les preuves de ce fait pendant les temps malheureux du roi Jean et de ses successeurs.

Gerard de Montfaucon, sénéchal de Gascogne pour le roi de France confia la garde de Montreuil à Raymond Aymeric qui avait sous ses ordres une compagnie composée d'un chevalier bachelier 38 écuyers et 80 sergents de pied. Il demeura dans cette ville du 26 mars 1346 jusqu'au 20 juin 1347. C'est à dire pendant trois mois puisque l'année commençait à Pâques. Le 3 Avril de la même année 1347

le sire de Montesquieu donna à Toulouse quittance des gages de sa compagnie pour ce temps de service, il tint de la somme de 767 livres deux sols quatre deniers tournois. Il s'intitule dans cette quittance, chevalier banneret, titre inférieur à celui de baron qu'il avait, ce me semble, droit de porter et qu'il ne prend pas. Pour être admis à la qualité de banneret il fallait avoir fait ses preuves de bravoure et pouvoir mettre sur pied cinquante hommes d'armes ou 150 chevaux, puisque chaque homme d'armes avait à sa suite deux cavaliers, l'un arme d'une arbalète, l'autre portant un arc et une hache. Le banneret tenait rang entre le chevalier simple et le baron. Ce dernier portait le pennon ou bannière carrée, le chevalier avait une bannière finissant en deux longues pointes, le banneret coupait en deux pointes ou queues et se rapprochait ainsi de la forme carrée réservée aux barons.

Le 9 octobre 1349. le seigneur de Montesquieu était revenu et séjourrait dans ses terres, il reçoit l'hommage lige de noble Esnard de Riguepeu pour un fief dit de Yastex situé dans la baronnie d'angles. Il avait passé les mauvais jours de la peste noire qui de 1348 à 1349 s'étendit en Europe et frappa la Gascogne et en particulier Auch et l'Armagnac.

4. Montesquieu.

Le 15 mai 1355, Raymond Aymeric convoqué pour le ban, car la guerre durait toujours, fit la montre ou revue de sa compagnie à Moissac. Ses fils et toute sa famille servaient sous ses ordres avec 54 sergens de pied.

Il mourut en 1374.

- Arnaud III^e du nom porte les armes dès son enfance sous le comte d'Armagnac, son seigneur suzerain, dont nous le verrons partager la bonne et la mauvaise fortune. En 1353. Il était chevalier et commandait une compagnie de gens d'armes et de pied; il donne quittance de 303. livres 15 sols tournois reçus à Montauban pour gages de lui et de ses gens le 10 Juin 1353. - Le 14 Juin 1354 il reçut du comte d'Armagnac une gratification de 107 livres à prendre sur le trésorier du roi, attendu que M. Arnaud de Montesquieu a eu bon port en guerres du roi, tant devant Aguilhon et Reissan comme ailleurs et les grands frais qu'il a soutenus. Cette gratification est datée du camp devant Lesignan.

Dei ¹³⁵⁷1357 il était attaché au comte et paraissait comme témoin de l'hommage fourni par Renaud Seigneur de l'Isle d'Arbecchan. (Isle de Nac).

La guerre continuait avec l'Angleterre et fut terminée par le traité de Bretigny en 1361. qui eut pour effet de soumettre l'Armagnac, le

de Fougères et par conséquent Montesquieu au roi d'Angleterne.
Il fallut bien qu'à mal gré prêter foi et hommage à ce
prince après l'avoir longtemps combattu. Cette paix
permit au comte d'Armagnac de vider par les armes
ses querelles particulières. Arscie de Montesquieu qui il
s'était attaché par des gratifications et qui partageait
l'amour des combats dont on était alors animé, se joignit
à lui, ainsi que la plupart des seigneurs de l'Armagnac.
Le comte de Foix s'était, de son côté, mis en campagne.
La rencontre eut lieu le 5 Décembre 1363. à Launac sur
la Garonne, et la victoire se déclara pour le comte de Foix.
Jean d'Armagnac fut fait prisonnier avec plusieurs
des siens et entre autres Arscie de Montesquieu.
Le vainqueur les traita avec douceur, leur donnant pour
prison les villes de Mazères et de Pamiers dont ils pou-
vaient sortir à la condition cependant de ne pas de-
couler; mais il leur imposa une rude rançon (à
peu près quinze millions de notre monnaie) que le
comte d'Armagnac dut cautionner. J'ignore quelle portion
dût payer Arscie de Montesquieu. -- à la nouvelle
de la capture de leur comte, de leurs barons et
autres seigneurs, tous les vassaux, toutes les villes
et communautés d'Armagnac rivalisèrent de zèle
pour se procurer et payer la rançon et en acquittèrent

6. Montesquieu.

en effet une portion, preuve que dans ces temps les relations des seigneurs avec leurs sujets n'étaient pas telles qu'on se plaît souvent à nous les représenter.

Le pape et le roi de France intervinrent pour toute cette noblesse et envoyèrent l'un Raymond de St^e gemme protonotaire apostolique, l'autre Hamon de Safaye juge-mage de Toulouse, qui obtinrent un traité qui était le renouvellement d'autres conventions précédemment faites, car la rivalité des maisons d'Armagnac et de Foix étaient anciennes. La paix fut solennellement jurée le 14 avril 1363 dans la cathédrale de Foix par les deux Comtes et la noblesse prisonnière. Le comte de Pardiac et Arscieu de Montesquieu furent les mandataires du comte d'Armagnac et jurèrent en son nom. - Les prisonniers avaient payé une forte partie de leur rançon, Arscieu put revenir à Montesquieu; mais ce ne fut que pour reprendre bientôt après la campagne.

Il avait marié son fils Genses le 3 Septembre 1359. avec Constance de Castelbajac, qui avait apporté une dot de 4000 florins d'or, des vêtements et hardes convenables; depuis cette époque on voit Genses servir comme son père et imiter, les armes à la main, les exemples de ses ayeux. On le trouve

en 1369 et 1372. à la tête de compagnies faisant la guerre contre les anglais ou contre le comte de Foix; car la pacification procurée par le traité de Bretigny et la réconciliation solennelle de la cathédrale de Foix n'avait pas été de longue durée. Les deux parties avaient repris l'offensive et avaient suivant l'usage du temps, porté réciproquement le ravage sur les terres de l'ennemi. Hue de Laurelée, capitaine anglais avait été chargé de punir le comte d'armagnac et ses vassaux de leur fidélité au roi de France, au plutôt de la facilité avec laquelle ils avaient saisi la première occasion de se rebeller contre le roi d'Angleterre. Aussitôt que les barons d'armagnac se furent déclarés appelant au roi Charles V. contre un subside que le prince de Galles avait voulu lever sur leurs vassaux. Hue de Laurelée détaché par le prince anglais se jeta sur des terres qui sont bien voisines de Montesquieu, Marcillac, Bassoues et autres sont nommées comme ayant eu à subir des sièges et des incendies. La campagne qui nous environne dut être le théâtre de quelques pillages ou combats. Sont-ils même devons-nous faire remonter jusqu'à 1369. les ravages dont nous parlerons plus loin. après avoir indiqué les circonstances principales où Artheu se rencontre dans l'histoire.

8. Montesquieu.

Le 16 mars 1373, Arsieu assiste au mariage de Mathe, fille du comte d'Armagnac avec Jean de Gironne, l'acte en est passé au château de Lectoure. Arsieu de Montesquieu et plusieurs autres seigneurs se portent garans de la dot de 15000. florins promise par le comte d'armagnac.

Le 3 mars 1377, il rend hommage au comte d'armagnac pour la baronnie d'angles, la terre de Marsan et les fiefs qu'il avait à Bazian. Dejà nous avons dit que cette baronnie d'angles comprenait Riqueppe, St Trailles, St Jean d'angles, Castelnaud, Douy-lebon, Euprouy, St Yors, Moncla et Montesquieu. La même année il rend hommage pour St Martin Triague.

La guerre s'était rallumée entre les comtes d'armagnac et de Foix, leurs vassaux avaient pris parti et Montesquieu spécialement y joua son petit rôle.

puisque son seigneur était vassal et sujet du comte d'armagnac et que les habitants étaient vassaux et sujets de leur seigneur.

Le comte de Foix vainqueur à Cazerès de son rival avait dirigé de toutes parts des gens d'armes boulognois et pillards chargés de ravager des terres où ils se trouvaient d'ailleurs des partisans.

Mirande en sa qualité de nouvelle ville et ville soumise directement au roi de France,

Montesquieu.

9.

excitait la jalousie de ses voisines, elle s'en vengeait en saisissant toutes les occasions de faire du mal à ses égales ou rivales. Elle s'empressa cette fois d'accueillir les gens du comte de Foix, ils en firent leur quartier général et firent des courses sur les terres de la baronnie de Montesquieu. Ils pillèrent les terres, emmenaient des prisonniers et mettaient tout à butin à l'abri dans la ville de Mirande. Ils vinrent même une fois en grand nombre de gens d'armes et bien accompagnés de ceux de Mirande et attaquèrent une forteresse ou maison forte dont le nom nous est resté inconnu, qu'ils assiégèrent, prirent et démolirent avec plusieurs homicides, meurtres, roberies et autres mauvaises actions. On pense que les habitants de Montesquieu ne se laisseront pas piller et battre impunément. Leur seigneur et son fils Genses étaient à leur tête et rendaient amplement le mal aux Mirandais. Cette rivalité des deux villes dura pendant nombre d'années, mais il est probable qu'elle cessa de se traduire en actes de violence lorsque les comtes d'Armagnac et de Foix se reconcilièrent de nouveau et définitivement sous l'arbitrage du duc d'Anjou le Dimanche des Rameaux de l'année 1379. La paix sanctionnée par un mariage, fut jurée dans la

10. Montesquieu.

cathédrale d'Aire, en présence de la plus haute noblesse du pays. Noble et puissant seigneur Artieu ou Aryston de Montesquieu assista à la cérémonie. Il y est qualifié seigneur de Bazian quoique l'acte qui lui conféra la haute seigneurie de ce lieu date de 1382. quoiqu'il en soit Jean pour manifester à Artieu sa reconnaissance de l'attachement qu'il n'avait cessé de lui témoigner et des services nombreux, importants et gratuits qu'il lui rendait de jour en jour, lui donna le 16 juin 1382. La seigneurie et la haute justice de Bazian, ne se réservant que l'hommage et le serment de fidélité. Cet acte est passé au château de Vic Fezensac.

Le 1^{er} janvier 1379. huit mois après la pacification probablement peu d'années après la mort du réus Raymond Armerie, Artieu se rendit à Riguepeu pour recevoir l'hommage de ses vassaux. Dans l'église du lieu se présenterent les consuls et les conseillers de la ville qu'il requit et pria de lui faire hommage attendu qu'il était seigneur de la baronnie d'angles par lui et ses prédécesseurs depuis un temps que la mémoire des hommes ne pouvait rappeler, et attendu qu'il était d'usage de prêter foi et hommage à chaque héritier du

Montesquieu.

11.

seigneur qui avait passé du siècle à la vie éternelle. Les consuls, conseillers et habitants présents répondirent que suivant l'usage le seigneur devait d'abord prêter serment d'être bon et loyal seigneur, de garder les forts et coutumes de ses vassaux et sujets et de les défendre. Arscieu de Montesquieu acquiesçant à cette requête prêta d'abord ce serment, puis les consuls, conseillers et hommes probes présents, jurèrent fidélité, et s'engageront sous même serment d'être tous et chacun bons et fidèles vassaux de Messire Arscieu, leur seigneur légitime et naturel. Arscieu était non seulement homme de guerre, mais aussi bon conseiller. La mort de Charles V. avait répandue partout l'inquiétude, chacun prit les précautions nécessaires pour éviter autant que possible les troubles qui allaient en résulter : Jean, comte d'armagnac ne prévoyant que trop les malheurs qui menaçaient ses vastes domaines rendit le 11 novembre 1381 une ordonnance par laquelle il voulut que le comte de Comminges son fils aîné demeurât, en son absence, en Armagnac pour visiter et défendre le pays, qu'il eût toujours avec lui comme garde et conseil Bequier de Galard avec trois hommes d'armes, ou le sire de Narbonne avec dix, ou Arscieu de Montesquieu avec six. quatre écuyers et leur suite complétaient cette garde. Si quelque affaire importante survenait en gascogne

Montesquiou.

et spécialement en Armagnac, Fezensac, pays de Rivière, baronnies de Mauleon et Casaubon, le comte de Comminges devait consulter les seigneurs de Montesquiou, de Barbazan; d'autres compagnons lui étaient donnés pour les autres terres du comté d'Armagnac. Tous ces seigneurs formaient un conseil qui devait se réunir au château de Lavardens quatre fois par an, le 15 novembre, le 15 février, le 15 mai et le 15 août, il y serait fait raison à toute personne vite et de plein droit. — Arsieu de Montesquiou faisait donc partie d'une sorte de conseil de régence dont les attributions se confondaient sans doute avec celles de la cour d'Armagnac dont nos barons faisaient partie.

Arsieu avait marié en 1381. son petit fils nommé Arsieu comme lui, avec gaillarde d'Espagne. Montesperan. Le 14 Juin de la même année il donna quittance de la dot.

Le 16 novembre 1384. Arsieu de Montesquiou ayant dévotion ou confiance dans les chanoines et le chapitre d'Auch, les messes, prières et oraisons que chaque jour ils disent dans cette église, voulut y choisir sa sépulture; il obtint la concession d'une chapelle où autrefois les seigneurs de Montesquiou avaient eu leur sépulture et fonda une messe quotidienne qui devait être le dimanche, messe du St. Esprit, le samedi de la St. Vierge, les autres jours de Requiem. Il donna pour cette fondation 500. florins d'or d'Aragon, une fois payés. L'acte fut passé à Martan

en présence de Bellus de Narrens, syndic du chapitre de St Marie d'Auch, prieur titulaire de l'hôpital de Montesquiou.

Le 5 juin 1387 Arsius étant malade au château de Narren, fit son testament. Il veut expressément que son corps repose dans la chapelle qu'il a obtenue du chapitre d'Auch et y demeure enseveli jusqu'à ce qu'il entende la voix de Notre Seigneur Jesus Christ disant: Lève-vous morts qui reposez dans les tombeaux, venez au jugement, recevez le royaume qui vous a été préparé dès le commencement du monde. = de nos jours les notaires n'ont pas ce style.

Ce testament est consacré exclusivement, sauf quelques legs pieux, à des arrangements de famille sans intérêt pour nous. On y voit que déjà Gense son fils aîné, était mort laissant plusieurs enfants.

Arsius mourut lui-même en 1387.

- Arsius IV^e du nom succéda à son grand père, sans que nous sachions pourquoi il fut préféré à ses oncles et en particulier à l'un d'eux nommé Odon qui avait été substitué héritier universel par le testament que nous venons de mentionner.

Le 18 mai 1388, il rendit hommage au Comte d'Armagnac pour la baronnie d'Angles et autres terres.

Il y a lieu de croire qu'en 1379 il avait fait partie de l'expédition du comte d'Armagnac contre le comte de Foix, car il fut prisonnier en Béarn et obligé de payer rançon.

14. Montesquiou.

dont une partie fut payée par un emprunt de 200. livres tournois petites et 200 moutons d'or, fait à Guillaarde d'Espagne Montespan, sa femme,

on a de lui un acte d'inféodation de cinq arpens de terre et prés dependans d'Etipouy à noble Bernard de Marrait damoiseau.

Le droit de cens ou reconnaissance consiste dans l'hommage à faire à chaque nouveau seigneur de Montesquiou d'une paire de gants blancs, de semblables hommages sont assez communs au moyen âge où le gant jouait une sorte de rôle chevaleresque et symbolique.

Cette inféodation datée du 7 juin 1391. est passée au lieu de Riguepeu devant Vital de Liosta, clerc, de St. Arailles notaire impérial et par autorité du comte d'Armagnac et du seigneur de Montesquiou, qui en a tenu note mais, occupé à d'autres affaires n'a pu en faire un acte public et l'a fait rédiger en cette forme par Pierre d'Arquier, notaire, son substitut. Le note le dernier nom parceque la famille Arquier qui a compté plusieurs notaires, a fini par s'éteindre au commencement du XVIII^e siècle dans la famille Barris.

Arscieu de Montesquiou augmenta ses terres en acquérant celle de Laverat, en Pardiac, pour laquelle il presta foi et hommage au comte d'Armagnac le 9 Octobre 1392.

Montesquieu.

15.

Le 18 septembre 1392, il reut avec les autres barons du comté d'Armagnac, le serment du nouveau comte à Nic Teysac et lui prêta foi et hommage au nom de la noblesse du comté d'armagnac.

Le 14 novembre 1393, il rend hommage 1^o pour la baronnie d'Angles, comprenant Montesquieu, Riguepeu, St. arailles, St. yors, Sarras, Certelnaud d'angles, Souylebon et son château. 2^o pour les honneurs que lui devaient Hugues de Maxrens pour Moncla, Arnaud de Maxrens pour Montgaillard. les héritiers de Guillaume Arnaud de Montesquieu pour St. Jean d'angles, et Nestrand de Monlerun pour ce qu'il possédait à Riguepeu. - Le même jour il assiste à la confirmation des coutumes d'armagnac par le comte Bernard.

Toute la vie d'Arnaud IV a été consacrée aux combats, les guerres de l'époque furent universelles, il n'est probablement pas un seigneur ou une communauté qui n'y aient pris part. Les anglais ne pouvant tenir le pays sous leur domination avaient placé des garnisons dans certains châteaux et de là incommodaient le pays.

Lourdes surtout leur servait de refuge : leurs troupes en partaient à certaines époques et portaient fort loin leurs ravages. Ils trouverent un appui chez les Mirandais qui les aiderent à piller la terre de Montesquieu. Lorsque le butin était fait à l'improviste et les prisonniers

appréhendés, les anglais se retiraient dans les murs de Mirande et s'y rafraichissaient avec les habitants qui n'avaient rien oublié de leur ancienne haine contre les habitants de Montesquieu. Le sire de Montesquieu eut encore sur les bras une guerre avec un seigneur que la chronique nomme le duc d'aurin nom évidemment estropié, qui trouva encore appui et aide chez les Mirandais. - à la tête de ses hommes d'armes et de ses vassaux il se défendit vigoureusement, genses son frère, arnaud de Gignan, girautau Ducos, ecuyer, se joignirent à lui et coururent maintes fois sur les Mirandais. Ils formèrent des embuscades de gens d'armes aux environs de Mirande, auprès de Mazères et de St^e Dode qui suivaient la même parti, guetèrent les habitants, allant et venant et capturèrent bon nombre d'hommes, femmes, chevaux et autre butin qu'ils renfermèrent et mirent à l'abri dans le château de la Mothe, cette vieille tour dont il a été question au commencement de cette notice. Pour ceux de St^e Dode et Mazères ils avaient pour prison le château de Ponce dont j'ignore la situation et qui appartenait à Jean batard d'armagnac qui, en sa qualité de batard, était un bretteur et n'avait pas manqué de venir donner un coup de main à nos compatriotes. - Du reste les habitants de Montesquieu et leur seigneur mettaient une certaine délicatesse et circonspection dans leurs

Montesquieu.

exploits car = ceulx qui juroient et affirmoient par serment
 non estre du dit lieu de Mirande etaient delivrez a plain
 sans aucune chose prendre ne exiger d'eulx fut pour
 raison de vivres ne autrement. = Pour les habitants de
 Mirande ils etaient detenus pendant quelque temps et
 ensuite mis a rancon. Cependant les choses faillirent mal
 tourner pour les nôtres par trop de succès. = un appelé
 Oudot, de Mirande fut tué dans une rencontre ainsi que
 guillot du Tremble qui étoit serviteur de Louis de Sancerre
 senechal de Toulouse. Les mirandais se sentant battus s'adresserent
 a ce senechal qui leur avait envoyé une garnison
 pour les defendre. Arsieu et les siens n'en continuèrent
 pas moins leurs courses et battirent la garnison avec
 mort de quelques uns des hommes d'armes de Louis de
 Sancerre, nommés Robert et le moyne qui furent
 deffardés et detrouvés de leurs harnois, chevaux et
 durent payer rancon. Dans une course on prit aussi
 un cheval qui se trouva appartenir au sire de Duxfort
 étranger a la querelle, a cette nouvelle le senechal
 de Toulouse fit ajourner Arsieu de Montesquieu
 et ses compagnons a comparaitre devant sa cour. Il
 se rendit a Paris pour rendre compte des faits au roi
 qui écrivit aux montesquieu pour faire cesser cette
 guerre. La lettre mit un terme a la lutte néanmoins

18. Montesquieu.

la procédure continua son cours, les ajournés firent défaut, furent reassignés, firent défaut encore et furent condamnés par contumace. Le jugement avait sans doute assez peu d'autorité car le parlement de Paris fut bientôt saisi de l'affaire. Le procureur général envoya une citation à laquelle ne répondirent pas les accusés, mais craignant les conséquences de ce procès, ils adressèrent au roi une demande en grâce et obtinrent au mois d'avril 1405 des lettres de remission pleines et entières sauf dedommagement à la partie civile. On verra à la fin de cette notice ces lettres transcrites tout au long avec leurs curieux motifs. Parmi ces motifs devait assurément figurer en première ligne aux yeux du roi la fidélité et le courage du baron de Montesquieu et de sa famille.

Le 1^{er} février 1407. Arnaud ou Ayssin de Montesquieu rend hommage au comte d'armagnac pour les terres de Marsan et de Bazian.

au milieu des desordres des guerres plusieurs vassaux du seigneur de Montesquieu, qui tenaient de lui leurs fiefs, cessèrent de payer les cens dont ils étaient redevables et de prêter foi et hommage. Régulièrement requis de le faire, ils s'y refusèrent.

Le baron de Montesquieu s'adressa au roi qui

Montesquieu.

19.

Le 5 Juin 1405 envoya des lettres au seneschal d'agennois pour qu'il eut à enjoindre à ces vassaux de se conformer à leurs devoirs suivant les titres ou les preuves par enquêtes, parmi ces vassaux sont désignés les seigneurs de Sanguinède en Armagnac, de Carchet et de Las.

- 31 Decembre 1418. Arceüe rend hommage au comte d'Armagnac pour la baronnie d'angles, Montesquieu, Estipouy, Souylebon, St arailles, Riguepeu, Bazian, Castelnaud d'angles et la baronnie de Larozière.

Arceüe de Montesquieu porta les armes jusqu'à ses dernières années de sa vie. Ses deux fils qu'il avait eus de sa femme Guillearde d'Espagne Montespars servaient en même temps que lui, ainsi que l'attestent les trois quittances suivantes de leurs gages nous les rapportons parcequ'elles ne sont pas imprimées dans la genealogie de la maison de Montesquieu.

- Le Agstien de Montesquieu, chevalier, confesse avoir reçu de François de Nerly, receveur des finances et tresorier des guerres de Languedoc et Guienne. 97. livres dix sols des gages de treize arbalétriers de ma compagnie au recouvrement de la ville de Beziers, sous le gouvernement de Charles Montaigne de Bourbon, capitaine general dudit pays, le 25 Juin 1421. (celle d'un veau en une rouge.)

- Le Aistin de Montesquieu, chevalier confesse avoir reçu de François de Nerly, trésorier des guerres 400 livres, prêts des gages de moi, chevalier bachelier et de vingt écuyers de ma compagnie étant à la garde de Languedoc et Guienne, en la compagnie de messire Jacques de Montmorin, sous le gouvernement de Charles monseigneur de Bourbon le 20 may 1421.

- Le Jean de Montesquieu, écuyer, confesse avoir reçu de François de Nerly trésorier des guerres, 300 livres des gages d'un connestable d'arbalétriers et de 38 arbalétriers de ma chambre à la garde et défense de Languedoc, à ma compagnie et sous le gouvernement de Charles monseigneur de Bourbon capitaine général des dits pays. le 15 juin 1421.

- Barthelémy de Montesquieu, fils d'Arscieu seyait en même temps. (voyez aux preuves Généal. - p. 66.)

Les deux dernières quittances qui sont des fils d'Arscieu de Montesquieu portent des sceaux avec un lambel, marque de leur infériorité vis à vis de leur père.

Arscieu, Aystin ou Aisselin sont le même nom.

Dans la suite Jean second fils d'Arscieu II. abandonna la carrière des armes pour l'église et fut chanoine de St Etienne de Toulouse et archidiacre d'Angles.

Montesquieu.

21.

Arceü IV. donna à l'église d'auch la dime d'Yos terre située dans la vallée de l'Islette. Il fit son testament le 17 février 1426. au château de Bazian et mourut la même année instituant son héritier universel son fils aîné Arceü.

Arceü V. succéda à son père dans la baronnie de Montesquieu. nous devons noter ici un nom que nous rencontrons dans les actes, comme appartenant à des habitants de Montesquieu, Pierre d'aureüe (de aurericia) était juge de la baronnie de Montesquieu et de la terre d'angles en 1427.

La guerre continuait toujours et le désordre allait croissant par l'affaiblissement extrême de l'autorité royale qui semblait réduite alors aux abois.

Charles de Bourbon soutenait en gascogne et en Languedoc la cause du Dauphin, désespérés partout ailleurs. Il fallait de l'argent pour entretenir les troupes, on frappait des impositions continuelles, opposées aux franchises et libertés des habitants. Tous nobles et roturiers résolurent de s'opposer à ces exactions. Le Figeusac choisit pour mandataire Arceü de Montesquieu qui, au nom des barons, chevaliers, nobles villes, communautés, adressa requête au parlement de Toulouse pour obtenir de faire comparaître

devant la cour les receveurs et les juges du comté de Fzensac qui avaient violé les libertés et privilèges en imposant certains subsides et autres charges. Ces juges et collecteurs ayant fait défaut le parlement ne voulut point juger et ordonna leur réassignation par arrêt donné à Beziers le 2 décembre 1428. Nous ignorons quelle fut la suite de cette affaire.

1432. Le d'Arceüe V se montrait empressé alors de soutenir les intérêts des peuples, il paraît que ces bonnes dispositions ne furent pas de longue durée, car après s'être fait l'organe des plaintes auprès du parlement de Toulouse lui-même voulut exiger de ses vassaux un impôt sur le vin et d'autres subsides. Les vassaux en appelèrent à la cour du comté d'Armagnac. Le juge de ce seigneur enjoignit à d'Arceüe de Montesquieu de mettre un terme à ces exactions. Cet ordre trouva le baron peu disposé à la modération, car à peine l'eut-il reçu qu'il ramassa ses hommes d'armes et gens de guerre et les envoya dans les maisons des habitants où ils se mirent à vivre en garnison, prenant le pain, le vin et autres victuailles pour se nourrir et le foin pour leurs chevaux. Les habitants envoyèrent aussitôt leurs consuls vers Jean comte d'Armagnac alors résidant au château de l'Isle Jourdain, pour adresser le plus vives plaintes et des instances plus pressantes.

Montesquiou.

23.

Le 18 Decembre 1432. Jean leur donna des lettres qui defendaient de la maniere la plus formelle a Arsius de Montesquiou la continuation de ses injustices, il envoya en même temps a Montesquiou son lieutenant et le gouverneur du comté de l'Isle Jourdain pour verifier les faits par une enquête sommaire. Ces deux commissaires se rendirent aussitôt a Montesquiou et après s'être assurés de la justice des plaintes des habitants, ils en rendirent compte a Jean d'Armagnac qui, attendu qu'il lui appartenait comme juge supérieur d'empêcher les barons et autres hommes puissants d'opprimer leurs inférieurs et sujets, declara qu'il prenait sous sa sauvegarde speciale tous et chacun des habitants de Montesquiou. Il ordonna a Guillaume de Garros licencié en droit son juge d'armagnac, de publier ces lettres de sauvegarde et cette declaration après avoir fait appeler Arsius de Montesquiou, et soit qu'il se presentât ou qu'il fit défaut. Il lui enjoignit aussi de faire apposer aux maisons des dits habitants et de leur famille de penonceaux sur lesquels seraient peintes les armes d'armagnac en signe de garantie et sauvegarde.

Le mardi 29 Decembre 1432. Janche du Prat consul de Montesquiou, delegué par ses collègues et la communauté des habitants, se presenta a l'heure de tierce devant la cour de Fezensac et d'Armagnac seant a Vie Fezensac

et composée de Guillaume de Garros, juge ordinaire, et Pierre de Tite ou Lafitte, notaire ordinaire de la dite cour et commissaire député du comte pour toutes les causes. Le consul requit la publication et l'exécution des lettres. Il avait fait citer noble et puissant homme messire Artieu de Montesquiou, chevalier, seigneur du lieu de Montesquiou qui comparut par Arnaud de Vaquier (de Daqueris) notaire à Vie, son procureur qui requit délivrance d'une copie des lettres de sauvegarde et s'opposa à leur publication, demandant qu'on fût un jour pour plaider la cause. Le juge ordonna que copie des lettres serait délivrée mais que nonobstant toute opposition la publication aurait lieu. Elle fut faite incontinent par Pierre de Caerbo créier public, et à la requête de Sanche Duprat il en fut dressé acte public. - Le procureur du seigneur de Montesquiou appela aussitôt de cette sentence soit devant le comte d'Armagnac soit devant le senechal d'Agenais ou même au redoutable (*metuendotimam curiam*) parlement du roi ou au roi lui même, ou enfin à tout autre ayant droit de juger l'appel.

J'ignore si cet appel eut des suites et si les Vathaup eurent définitivement raison contre leur seigneur. Artieu V. fit toujours la guerre et s'y distingua.

Charles VI. en fit un de ses chambellans sans qu'il paraisse toutefois en avoir jamais rempli l'office à la cour. Il était d'usage que les barons de Montesquiou, en leur qualité de chanoines d'honneur, pretaient hommage et serment de fidélité une fois dans leur vie au chapitre de St Marie d'Auch.

Le 24 mars 1441. Arsieu se conforma à cette habitude ainsi qu'il est constaté par un procès verbal où l'on voit figurer Raymond de La Rivière qui avait alors le titre de prieur de l'hôpital de Montesquiou.

Arsieu s'engage par serment moyen (*juramento medio*) prête ses mains jointes sur le martyrologe du vénérable chapitre à être bon, fidèle et loyal au chapitre, à lui procurer l'utile, éviter l'inutile, écarter les maux, tenir les secrets... etc... De son côté le chapitre s'oblige à fournir et présenter au seigneur de Montesquiou, quel qu'il soit, une prebende de pain et de vin, telle qu'elle est due à tout autre prebendier, toutes les fois qu'il viendrait à Auch, mais un jour seulement à chacun de ses voyages. Arsieu confirma dans cette occasion la donation de la dîme d'Yas.

Le seigneur épousa en premières noces le 17 juillet 1438. Douce de Taudouas, fille du sire de Taudouas-Barbezans. Il eut de ce mariage deux filles.

Le 31 Aout 1451. Arsius V de Montesquieu est à la tête de la noblesse de Fezensac pour rendre hommage à Jean V. comte d'Armagnac.

Arsius V de Montesquieu mourut sans enfans mâles, cas prévu par le testament d'arsius IV. et la substitution qu'il créait. Il en resulta que le 14 Janvier 1453. après la mort d'arsius V. la baronnie d'angles passa toute entière sur la tête de Bertrand son frère, au préjudice de ses filles qui probablement viterent avec un mince patrimoine. Bellegarde l'une d'entre elles intenta à son oncle Bertrand un procès dont la baronnie était l'objet, mais elle fut deboutée de sa demande par deux arrêts, l'un du 19 Janvier 1459, l'autre du 8 avril 1470.

Le 14 avril 1471. Bertrand regla ses affaires avec Bartholomy l'un de ses frères auquel il ceda la terre de Marsan. Ce Bartholomy se trouve ainsi être la tige de la branche des Montesquieu Marsan aujourd'hui représentée par le duc de Fezensac. A l'âge de 80 ans. Bertrand, baron de Montesquieu eut des différends avec son suzerain Jean V. comte d'Armagnac qui, par des motifs que l'on ignore, le fit enfermer pendant un an au château de Lectoure. Les lettres patentes du roi de France datées du

Montesquiou.

27.

20 avril 1465. qui mirent fin à sa captivité. (donnée à Louis) mentionnent que son aîné et feal chevalier Bertrand de Montesquiou, âgé de quatre vingts ans ou environ, et ses predecesseurs étoient de toute ancienneté, extraits d'une des plus nobles maisons d'Armagnac et avaient toujours servi sa Majesté, tant au fait des guerres que autrement sans avoir jamais commis aucune chose digne de reproches. que cependant le comte d'Armagnac sous ombre de certains excès à lui faits, contre vérité; par ordonnance et commandement du duc de Bourgogne et de feu M^r Jean Bureau, le fit prendre et detenir prisonnier l'espace d'un an ou environ au chateau de Lectoure et depuis à la conaigerie du parlement de Toulouse, où il resta long temps et d'où il fut elargi par lettres du feu roi, par lesquelles lettres sa Majesté manda aux gens tenant parlement à Paris que sur l'adjournement qu'ils avaient donné audit de Montesquiou à comparoir en personne il fut reçu par procureur pour poursuivre ce que dessus, attendu qu'il avait une de ses jambes rompue. — Probablement ce pauvre vieillard avait été victime des violences et des cruautés qui, dans ce temps, à force de guerres et de desordres avaient passé dans les mœurs de la masse de la nation.

38. Montesquiou.

Bertrand de Montesquiou était mort intestat le 6 décembre 1475.
Il avait eu deux femmes, ayant épousé en 1425.
Marguerite de Montaut-Benac qui mourut sans enfant
et plus tard Gaussonde de Cartelbajac qui vivait encore
en 1478. et dont le fils aîné Jean succéda à Bertrand
dans la baronnie de Montesquiou.

Il restait une fille d'Arcein V. Jeanne de Montesquiou. Les
seigneurs voisins et des parents projetaient de l'enlever de
la tutelle de Bertrand son oncle. Elle obtint du duc de
Guienne, frère de Louis XI, des lettres de sauvegarde pour
rester au château de Montesquiou. Son ~~demi-frère~~^{cousin} Jean
Baron de Montesquiou la dota et lui fit épouser noble
Amanieu de Gelas.

Jean, Baron de Montesquiou, est peu connu dans l'histoire.
Pendant sa domination et celle de ses successeurs les
événements qui ont pu se passer à Montesquiou ne sont pas
parvenus jusqu'à nous. Nous mentionnerons donc brièvement
ces seigneurs.

Jean servit pendant les guerres du roi Charles VIII.
Il assista en sa qualité de Baron de Montesquiou à
l'entrée solennelle de Charles comte d'Armagnac dans
la ville d'Auch le 21 mai 1484.

Le 18 juillet 1475, il fut témoin de l'hommage de Renaud
Baron de l'Isle d'Arlechan, au comte d'Armagnac.

Montesquiou.

29.

Il fit la guerre comme ses ancêtres, car dans un codicille du 29 septembre 1485. il règle ses affaires avant de partir pour le service du roi.

On sait qu'en 1502 et 1503. il eut un procès avec un de ses frères seigneur de Pouylebon.

On a de lui un testament du 14 juillet 1503.

Il avait épousé Catherine d'Aspremont fille de M. d'Aspremont vicomte d'Orthe, dont il eut entre autres enfans Amanieu qui lui succéda dans la baronnie de Montesquiou.

Amanieu, baron de Montesquiou, avait épousé le 26 octobre 1502. Jaquette du Faur, dame de Pompignan, fille d'un procureur général au parlement de Toulouse.

Il perdit en 1508. un procès contre Bertrand de Montesquiou, seigneur de Pouylebon, son oncle.

Le 31 décembre 1507. en sa qualité de l'un des premiers barons d'Armagnac, il assista à l'entrée solennelle à Auch de Henry d'Albret, roi de Navarre, et à sa réception comme chanoine d'Auch. et comte d'Armagnac.

Il mourut sans doute la même année car en 1528 son fils Jean lui avait succédé.

Jean II^e du nom, baron de Montesquiou, fils du précédent releva l'éclat de sa maison. Dès 1529. un an après la mort de son père il était sénéchal d'Aure et de Magnoac, dignité importante qui lui imposait

30. Montesquiou.

des charges judiciaires et militaires. - Il servit en qualité d'homme d'armes et sans doute en compagnie de ses vassaux, dans les troupes commandées par le roi de Navarre en 1550. Son nom se trouve dans une revue passée à Condom le 23 juillet de cette année. - on le trouve encore dans une mention du 10 juillet 1552.

Dans une revue passée à Valence le 1^{er} décembre 1560, nous trouvons François de Montesquiou.

En 1561. Jean de Montesquiou était de retour au pays. Les huguenots troublaient partout la tranquillité par des excès et des cruautés que rien n'avait provoqué, et contre lesquels on ne pouvait opposer que représailles.

Lectoure et plusieurs autres villes de la même contrée avaient vu piller, dévaster et ruiner leurs églises; le chapitre d'Auch conçut des craintes pour sa cathédrale et les autres églises de la ville; il députa le seigneur Gauray chanoine, vers le baron de Montesquiou pour réclamer = aide et secours = contre ces certaines congregations de gens appelés huguenaux qui journellement se joignent (= se vantent) venir en la cité d'Auch, comme ils en font à Lectoure. Pour appuyer leur demande, les chanoines alléguèrent le serment de fidélité que Jean eust bien que ses prédécesseurs avait prêté au chapitre dont il était membre honoraire et quasi vassal. Le baron

Montesquieu.

31.

repondit à la requisition, en promettant secours s'il en était besoin et déclarant qu'il fournirait aux charonniers = gentz et arnois à leurs depens = à moins qu'il ne fut commandé par le roi ou le comte d'armagnac, auquel il devait d'abord obéir. Il eut à presumer que les charonniers n'auraient pas besoin de secours et que les huguenots ne se soustraient pas assez forts pour entrer à Auch. Ils firent cependant de grands ravages dans les environs et massacrerent cruellement tous les prêtres ou religieux qu'ils rencontrèrent.

Jean II fit son testament le 27 Avril 1567. et mourut la même année.

Cette illustre race tirait à sa fin. Montesquieu allait perdre des seigneurs qui l'avaient pendant tant de siècles gouverné. Jean eut deux fils François et Jean Jacques dont la vie courte et aventureuse fut la vie habituelle des nobles de ce temps.

Les huguenots après maints desordres partiels avaient fini par entamer ouvertement la guerre en 1567. La noblesse catholique de chaque pays se rassembla, et deux regiments de cheval legers formés en gascogne allèrent sous le commandement de Montluc joindre le duc d'anjou aux environs de Brice, en Champagne, François baron de Montesquieu était lieutenant d'un de ces regiments. Après une courte campagne où il se distingua, il fut

François de Montesquiou fut nommé capitaine des gardes du duc d'Anjou; Samazan son fidèle compagnon, dit le-capdet de gascogne, = fut renversé de cheval dans une rencontre de fourrageurs par un soldat ennemi. Montesquiou le croyant tué, accourt et étend mort à ses pieds le soldat avant qu'il ait eu le temps de recharger son arquebuse et quoiqu'il lui demandât grâce en langue gasconne.

Chacun retourna chez soi après la paix, mais elle ne fut pas de longue durée. Les protestants reprurent les armes et les deux régimens de cheval legers se reformerent.

Jean Jacques de Montesquiou, seigneur de Pompiignan, y eut la lieutenance de son frère François, que sa charge appelait auprès du duc d'Anjou. Samazan de Cornac, par amitié pour eux, fit la campagne dans le régiment où se trouvait Jean Jacques de Montesquiou.

C'était en 1569. Le petit corps de troupe prenant par les bords de la Garonne put rejoindre l'armée de Monsieur et arriva à propos pour prendre part à la bataille de Jarnac. Les cheval legers y furent cernés par la cavalerie du prince de Condé. Les trois amis foulés aux pieds des chevaux et couverts de blessures eurent bien de la peine à se tirer d'affaire. M^r de La Valette commandant ce régiment et d'arné capitaine, La Deveze, d'ostun, Lamejan, Lacassaigne

étaient au nombre des blessés. Lamazan avait son cheval tué, il avait reçu un coup d'estoc en toutes les deux cuisses, un coup de pistolet au bras droit et à la main de la bride un coup d'estoc qui la lui presca d'autre en outre, plus deux coups de pistolet sur la cuirasse. En voulant défendre ses amis il avait reçu tous ces coups, ayant passé la grande foule et se retirant tout en sang il fut attaqué par M^r de Lignerès, gentilhomme huguenot, démonté comme lui et eut le bonheur de le faire prisonnier. L^{ts} Lary, Pompignan, Las-Sardiac, l'ayant aperçu mirent à son secours et le menèrent jusqu'à un petit bois où étaient les meilleurs chirurgiens de l'armée, il se fit panser avec du beaume et de tout ce qui se pouvait de bons médicaments. M^r de Montesquiou lui avait donné un de ses gens qui, avec son prisonnier, le soignèrent et l'aideront à aller jusqu'à Jarnac où il reçut de plus grands soins. Les compagnies gasconnes furent autorisées à aller se rafraîchir dans leur pays, et elles en avaient grand besoin ayant perdu beaucoup d'hommes et de chevaux. Elles firent la route par Agen emmenant les blessés sur des brancards. Le jeune d'Osun fut contraint de s'arrêter en route et mourut de ses blessures, à Libourne.

À cette bataille de Jarnac demeurèrent deux ou trois

mille hommes sur la place qui ne retournerent jamais chez eux en leur maison, dit Samazan. Le prince de Condé entouré d'ennemis et prêt à périr reconnut le seigneur d'Argence et se rendit à lui. A ce moment arriva François, baron de Montesquiou, qui avait reçu des ordres formels du duc d'Anjou de tuer ce prince. et demandant quel était ce trouble, on lui répondit que c'était le prince de Condé, il s'approcha alors et lui cassa la tête d'un coup de pistolet. On a dit que c'était Antoine de Montesquiou St Colombe qui était l'auteur de ce meurtre (Anselme). mais tout démontre que ce ne peut être que François de Montesquiou capitaine des gardes ^{suisses} du duc d'Anjou. —

François de Montesquiou, après cette campagne, revint à Montesquiou et se maria le 13 Juin 1569 avec Catherine d'Ornezan, fille de Jacques d'Ornezan, baron d'Auradé et de Brunette de Corneilh. Il n'en eut pas d'enfant. Il était de retour à l'armée avec son frère Jean Jacques de Montesquiou et Samazan lors de la bataille de Moncontour. A cette bataille le duc d'Anjou irrité des ravages de l'artillerie ennemie, chargea avec tant de rapidité qu'il laissa derrière lui les lictors et les autres bataillons et se trouva à la tête d'une petite troupe. Reçu par une centaine

Montesquiou.

35.

D'arquebusiers à cheval et de reîtres, le combat fut vif et terrible. Longueville, Lorraine et Carnavalet avaient peine à retenir les gens qui voulaient quitter la place. Le cheval du duc d'Anjou est tué et il est renversé à terre, le baron de Montesquiou et le marquis de Villars le firent monter sur un autre cheval qui se trouva bien à propos. On arrivait de tous côtés pour le secourir et l'impétuosité courageuse des catholiques décida la bataille. Les huguenots fuyaient mais un dernier coup de canon tiré par la pièce qu'ils nommaient la chatte-messe dirigé sur le duc d'Anjou faillit l'atteindre et tua cinq personnes qui marchaient devant lui. Montesquiou comme on le voit remplissait noblement sa charge de capitaine des gardes, il combattait toujours à côté du prince. Il était brave et en même temps habile, sa fortune eut été promptement faite à l'armée. Le roi et la reine mère lui avaient promis des charges et entre autres le gouvernement de Bayonne que le vicomte d'Orthe voulait quitter sans doute il eut été capitaine de 50 hommes d'armes et chevalier des ordres du roi et à cet effet il se préparait à aller en cour après la campagne, mais, dit le manuscrit de Samazan, ce malheur lui arriva qu'il fut tué au siège de St Jean d'Angely la même année 1569. Les assiégés avaient refusé deux fois de se rendre le canon

36. Montesquiou.

battant en buche pendant plusieurs jours la tour Beliard finit par la faire tomber rez de la terre, au point qu'un cheval chargé pouvait passer par dessus, mais les assiégés travaillaient activement, réparèrent la breche et y mirent des defenses de toutes sortes, de manière à rendre l'entrée très difficile. Le roi et les chefs de l'armée hésitaient à donner l'assaut, néanmoins une troupe de noblesse impatiente de combattre sous les yeux de la cour emmena une quantité de soldats et se précipita sur la breche qu'elle fut obligée de quitter après un combat opiniâtre. Deux couleuvrines battaient en courtine sur cette breche, François de Montesquiou en fut atteint dans la bouche et bientôt après il mourut regretté de tous et pleuré par le duc d'Anjou. On lui fit une sépulture honorable, Les suisses et la garde du roi y assisterent.

Pendant ce siège M^r de Pompiignan, frère de François Baron de Montesquiou, tomba malade de la dysenterie et fut obligé de quitter les opérations du siège et de se retirer à Senac près de Saintes. Devenu seigneur de Montesquiou par la mort de son frère aîné, il fit son testament le 17 Décembre 1569. à Senac.

« Considérant, y dit il, les peynes et travaux qu'il a eus en ce present monde, et iceuluy estre une pèrogrination litigieuse en laquelle il est certain mourir et dubieuz

Montesquiou.

37

de l'heure, il donne tout à madame de Lupo sa sœur, (Anne de Montesquiou,) puis il fait des legs particuliers. Laurent son cuisinier aura un courtant, des bons qui sont dans l'écurie, plus cent écus. Jean Bordes, son homme de chambre, un autre courtant de son écurie et autres cent écus. Pierre son palefrenier, six vingt livres tournois. Puis aux anciens serviteurs de François de Montesquiou de petites sommes d'argent et des habillemens honnêtes, ainsi qu'il a accoutumé bariller à ses laquais de même couleur et parement. Il recommande à ses compagnons d'armes de faire mener ses chevaux et bagages à Montesquiou en cas de décès. L'hiver était arrivé, la campagne finissait. Jean Jacques de Montesquiou se dirigea vers son pays accompagné de Samazan et de sa suite. La maladie l'obligea à s'arrêter quelques jours au Port Saint Marie, puis au château de Saumont chez une de ses tantes. Enfin on arriva à Montesquiou où le baron mourut bientôt après de la cruelle maladie qu'il avait rapportée de Saintonge.

- Anne de Montesquiou avait épousé le 10 Avril 1554. François de Lupo dont elle était veuve sans enfans en 1569. Devenue baronne de Montesquiou par la mort de ses deux frères François et Jean Jacques, elle vint demeurer au château de Montesquiou. Il lui était contesté par les Montesquiou des autres branches qui alléguoient

38. Montesquiou.

des substitutions et prétendaient que femmes ne pouvaient succéder à de si grands biens et baronnies de Montesquiou. Ils firent courir le bruit qu'ils voulaient s'emparer de force des biens et que rien ne les en empêcherait. Samazan (Jean d'Antras) appela sous des prétextes quelconques plusieurs gentilshommes de ses amis auprès de lui à Montesquiou et fit si bonne garde que rien ne fut entrepris. Le calme se rétablit, Samazan et ses amis purent retourner dans leurs maisons, toutefois ils revenaient de temps à autre à Montesquiou pour surveiller le château. Il était important que le chef lieu d'une baronnie aussi considérable trouvât un défenseur. La dame de Montesquiou fut recherchée par Fabien de Montuc quatrième fils de Blaise de Montuc. Samazan s'employa de tout son possible à faire réussir ce mariage, qui fut célébré au grand contentement de toutes les parties le 9 Janvier 1579. C'est ainsi qu'après quatre cens ans et plus Montesquiou cessa d'être gouverné par des seigneurs portant son nom. La branche aînée de cette famille illustre, famille éteinte dans sa descendance, n'eut que se perpétuer dans les familles dont nous allons voir la succession, mais où on ne la retrouve plus que mêlée à d'autre sang et n'ayant plus qu'un rôle secondaire. On verra même que déshéritée de seigneurs d'origine, au dix septième siècle cette belle baronnie passa dans des mains obscures et indifférentes jusqu'à ce que les branches

Montesquiou.

39.

cadettes de la maison de Montesquiou brillant d'un dernier éclat l'ont de nouveau possédée pendant les dernières années du XVIII^e siècle.



Les armoiries de nos barons de Montesquiou étaient :

Parti au premier de gueules, plein et au second d'or à deux tourteaux de gueules.

Les branches cadettes ne portent que la seconde partie - d'or à deux tourteaux de gueules.

Fabien de Montluc nouveau seigneur de Montesquiou était, comme nous l'avons dit, le quatrième fils de Blaise de Lasseran Masson comte seigneur de Montluc, maréchal de France : il était donc du sang masculin des Montesquiou, car on sait que les Montluc étaient des Lasseran Massonne comme descendants d'un Odet cadet de Montesquiou, marié en 1318 à l'héritière des Lasseran Massonne dont il prit le nom.

Fabien en épousant Anne de Montesquiou, fit que lui et ses descendants portaient le nom de Montluc Montesquiou. Fabien était chevalier de l'ordre du roi, capitaine de 50 lances de ses ordonnances. En 1567 il était capitaine d'une des compagnies du régiment des gardes.

Voici comment Blaise de Montluc parle du mariage de son fils

« Et quant au dernier de mes fils il a épousé l'héritière de Montesquieu qui n'a pas moins de sept ou huit mil livres de rente, et je lui ai donné Chabanais que M^r de Lioux, mon frère, m'avait donné par son testament. Et encore bien qu'ils soient en procès, j'ai fiancé que son bien lui sera gardé. Et avecques ce bien là il a dix à onze mil livres de rente.

Ce M^r de Lioux était Joachim de Montluc, dit le jeune Monsieur de Lioux, prince de Chabanais, par acquisition, Chevalier de l'ordre du roi, gentilhomme ordinaire de sa chambre, gouverneur d'Albe en 1553, mort en 1567.

(Montluc. Comment^{re} I. 15.)

- 1569. le chevalier de Montluc (Fabien) leve un regiment qui va servir au siege de St Jean d'angel. Le sieur de Bonnemén est son mestre de camp : car contrairement aux usages et droits, il prend le titre de colonel de son regiment et le drapeau blanc avec la compagnie colonelle, qu'il commande spécialement et qui lui appartient.

(Daniel tome II. p.p. 288. 289. Histoires)

à ce camp ses chevaux lui étaient morts, unq autre au camp Montluc, mon filz, quand il revint du camp, que ses chevaux lui étaient morts. J'en eusse prins cinquante fois, si j'eusse voulu cinq cents creus

Fabien de Montluc était gouverneur de Pignerol, comme ses deux frères, il passa sa vie à la guerre et comme eux mourut.

Montesquiou.

41.

mort violente sur le champ de bataille, Blessé au siège de Rabastens de Bigorre l'année même de son mariage au mois d'Avril 1570, il vint se faire guerir à son château de Montesquiou.

C'était un homme de cœur, ami des combats, desirant de la gloire et ayant hérité de cette grandeur d'âme, de cette fidélité à la bonne cause qui ont illustré son père le Maréchal de Montluc. Ce dernier avait bien jugé son jeune fils lorsqu'au milieu de la douleur que lui causait la mort aux îles Madère, du capitaine Peyrot son huitième fils, il disait = je vois que ce petit Montluc que Dieu m'a laissé tâchera à imiter son frère tant en vaillance qu'en loyauté envers son prince comme toujours les Montluc ont fait. "Il n'est tel je le descouvres."

Le 26 Avril 1572. le maréchal son père ayant quitté le service Fabien prit le commandement de la compagnie et devint capitaine. Il avait pour lieutenant Jehan de Bernac. Cadreils - Jehan de Cabat, enseigne. - Jean de Montesquiou. Bernard de Montesquiou, maréchal des logis.

Hommes d'armes = Jean de London. Arm. (v. Montluc. II. 162.)

le note toutefois Jehan de Biere et Guillaume Lénidos qui sont des fermiers de Montesquiou. Parmi les archers on trouve Jehan de Biere et Jehan du Tazet ou du Haget.

Il est nécessaire d'ajouter quelques indications à retrouver

Dans l'histoire du régiment des gardes françaises par Suzanne qui est dans ma bibliothèque.

Fabien de Montluc marcha sur les traces de sa valeureuse famille, mais une mort glorieuse arrêta sa carrière en septembre 1573. = Je perdis, dit Montluc dans ses commentaires, pour mon dernier malheur mon fils Fabien seigneur de Montesquieu, lequel voulant forcer une barricade à Nogaro, en gascogne, fut bleté d'une arquebuse de laquelle il mourut. Encore qu'il fut mon fils, j'eus peine à dire qu'il était bien né et courageux. Cela me pensa accabler d'ennui; mais Dieu me donna le courage de le porter, non pas comme j'en devais, mais comme j'en peus. =

Combien il perit de noblesse dans ces malheureuses guerres où chaque village devenu ville forte se défendait contre son voisin ou l'attaquait. Trois de nos seigneurs y trouvèrent la mort en moins de dix ans; trois jeunes hommes généreux qui eussent ajouté sans doute un fleuron à la couronne de célébrité que leur avait léguée leurs ancêtres.

Il est probable que Fabien fut inhumé dans le chœur de l'église St Martin de Montesquieu. On fit beaucoup de vers sur son tombeau: je reproduis le sonnet suivant qui est je crois de Duchemin, évêque de Condom, grand

ami de la maison de monluc. (voir Histoire de l'agenais par Samazeuilh on y trouvera plusieurs détails intéressants.)

Sonnet.

L'amour de son pays, le brave Peléide,
conduisait à la mort, alors que pour venger
Le gregois Menelaos du Troyen étranger,
La vie s'acheuva par un trait homicide
L'amour de Dieu du roy et du pays le guide
Monluc, a mesme pas méprisant ton danger,
quand chassant le Niernois ardent de saccager
Un plomb donna dedans la cuisse d'arnois Vuide.
Magnanime guerrier tu meurs avant ton temps
Et celui peut mourir qui encore jeune d'ans
Par une brave mort vient double vie acquiesce
Et ore que tu es fait habitant des cieux,
Peut estre as tu pitié de nos jours soucieux
Ou tu vis des destoins des auteurs de la guerre.

Cette pièce est comme on voit dans le goût du temps, fort mythologique, et composée par un auteur qui quoique évêque affecte de parler en poëte. Elle est cependant sous ce rapport bien inférieure encore à une autre épitaphe de Monluc et de ses trois fils inscrite à la fin de ses commentaires. (Edition de 1661. Paris. chez Estienne Mauclerc rue du Coin au Miroir.) dont l'auteur

12. Montequion.

Geoffroy Malvin, conseiller au parlement de Bordeaux. = le
Burdigalae senator. = il était fils de Charles Malvin, cos
a Bordeaux, ami du maréchal de Montluc, l'un des tem
de son testament rapporté dans Montezun. 26 juillet 1

tome VI. page 377. = Geoffroy Malvin se bat les fi
 pendant plus de deux cors vers pour donner aux qu
 Montluc des tournures grecques ou romaines. Il faut
 reporter à cette ridicule élucubration pour se faire
 idée exacte du mauvais goût et du pueril engou
 qui dominaient alors la littérature. En voici comme
 tillon un morceau. = après maintes considérations
 la = d'arque = qui coupe le fil de nos jours, sur la
 Charke (mison) tenebreuse de Pluton = sur le coura
 = flamboyant = du maréchal de Montluc, qui.

..... avant que la saison
Luy fûsant sur la joue une cospe toison
Empoisonné d'honneur, il voulut chaud apprendre
..... Le métier de Bellone.

Le conseiller au parlement de Bordeaux ajoute.

Les armes reluisaient de lauriers étoffés
Ayant toujours fait voir par le glaive pointu
qu'il étoit impossible d'abattre sa vertu
Si bien que le dieu Mars or qu'il portast envie
Gros de rage et de pit aux oeuvres de sa vie

n'a jamais entrepris dedans l'estour sanglant
Sur la poudre adonter ce Iydide vaillant
Dont gromet de fureur et bouillant de colere
a meurtry coup sur coup en leur fleur printaniere
Trois freres, les trois fils, trois Achilles françois,
Trois Scipions nouveaux flamans sous le harnois
Comme l'astie jumeau qui sauve de tempeste
Du matelot j'a prest a naufrager la teste.
Les vieux heros de grece et ces foudres romains
n'eussent passe l'honneur des trois freres germains
Leur forte vigueur aux armes, si bien nee.
En leur tendre bourgeon n'eust este moissonnee.
Comme on voit trois beaux lys qui d'un lustre pareil
Desboutonnaient leur robe aux rayons du soleil
ou trois beaux hyacinths a la face vermeille
Epanir les thresors de leur rive merveille.

mais le corte tranchant ou le gresleux orage
les celestes honneurs de leur beaulte saccage
Le desten nous montra puis a soudain repris
ces trois freres a soy du terrestre pourpris.
Estoit l'honneur que l'on rendoit en 1577. a notre
Seigneur de Montesquieu et a son illustre famille.
On lui en rendit d'une autre nature et plus solides

46. Montesquiou.

sans doute car il était catholique sincère et surpassait de beaucoup en vertu les héros tant vantés de la Grèce et de Rome.

Anne de Montesquiou, femme de Fabien de Montluc, survécut peu à son mari. Son testament est du 25 Juin 1577.

De leur mariage étaient nés deux fils Adrien et Blaise. Le dernier fut seigneur de Pompignan et mourut de maladie en Hongrie où il accompagnait le duc de Nevers. Le 3 Juillet 1577. mourut dans son château d'Etillac le ~~mar~~ maréchal de Montluc, qu'il faut compter comme un des plus illustres seigneurs de notre Gascogne.

La guerre se faisait avec fureur dans toute la Gascogne. Le roi de Navarre, comte d'Armagnac, parcourait le pays dans tous les sens à la tête de sa petite armée, perdant et reprenant les petites places que les jettions attachaient à son parti. Mirande, Bastoues et Barren tenaient pour lui. En Janvier 1577. Henri de Navarre ayant perdu Mirande, fit un effort inutile pour reprendre cette ville; il ne s'approcha pas de Montesquiou, mais le 8 Mars 1577. (15) il passa au bas de notre ville venant de Bastoues il s'arrêta à l'Isle de Bleucha pour se reposer.

Le 30 Avril 1586. venant de Pau, il s'arrêta et dîna

Montesquiou.

47.

à Bassoues, passa à Montesquiou sans y entrer et alla
souper et coucher à Barran, pendant une excursion rap-
pide qu'il était venu faire dans l'intervalle des grandes guerres.
Adrien de Montluc, Montesquiou, succéda à son père Fabien
dans la baronnie de Montesquiou. Son ayeul le maréchal
de Montluc lui avait donné la principauté de Chabannais,
qui était un petit bourg enclavé dans la basse Marche,
au gouvernement général de Saintonge et Angoumois, aux
confins du Poitou, sur la rive droite de la Vienne, dépendant
de l'intendance de Limoges et ayant 600. habitants. En 1771
cette principauté appartenait aux Colbert, de la branche de
St Pourcange, qui l'ont conservée jusqu'à nos jours. Le
marquis de Chabannais est mort sans enfants en 1877.

Adrien de Montluc épousa le 23 septembre 1599, étant encore
fort jeune, Jeanne de Foix, fille unique d'Odet de Foix
comte de Caraman ou Carondeing et de Jeanne d'Orbessan
- d'Allemont des Reaux, auteur peu digne d'être cité raconte
que = cette dame était bizarre. Elle avait pensé être mariée
au comte de Clermont Lodève qui était un fort pauvre
homme. Cependant elle eut un tel chagrin d'avoir épousé
Gramail au lieu de lui, qu'en douze ans de mariage,
elle ne lui dit jamais que oui et non; et de chagrin
elle se mit au lit et on ne lui changeait les draps que
quand ils étaient usés. Elle est morte de mélancolie. =

quoiqu'il en soit il est certain que cette union ne fut pas des plus tendres. Il en naquit une seule fille comme nous le verrons plus tard. Depuis son mariage il prit le nom de comte de Caraman, Caramain ou Cramail. C'est Caraman en Haut Languedoc, 6 lieues à l'est de Toulouse, chef lieu d'un comté d'où dépendent seize communautés, on prononçait Caramain suivant l'accent du pays et par corruption ce nom devint Cramail, et dans les mémoires du temps on ne l'appelle que le comte de Cramail; de cette comté dépendait la baronnie de St Felix qui donnait entrée aux Etats de Languedoc, notre seigneur de Montesquieu devint donc un de ceux qui participeront à ces importantes assemblées provinciales.

Adrien de Montluc avait été élevé avec soin par sa mère et son éducation s'était complétée par un séjour dans les académies d'Italie. — En 1586 du 14 au 26 novembre il assista aux Etats tenus à Carcassonne.

Il entra dans le parti de la ligue et prit part avec sa compagnie au combat de Cesteras où le duc de Joyeuse commandant les ligueurs fut battu par le duc de Montmorency commandant les royalistes en 1591.

Il assiste aux Etats de la ligue tenus à Toulouse le 3 février dans le refectoire des Augustins sous l'autorité du duc de Mayenne, le duc de Joyeuse recevant

les honneurs que l'on rend aux gouverneurs de la province. Les services militaires le distinguèrent puisque le 10 Mars 1613 il était fait chevalier des ordres du roi, c'est à dire chevalier du St Esprit, distinction éminente qui ne s'accordait qu'à des hommes déjà remarquables, surtout à cette époque. Il fut capitaine de cent hommes d'armes des ordonnances par succession de son grand père et avant de pouvoir commander effectivement et en personne car en 1577. le dimanche 15 septembre cette compagnie, faisait partie de l'armée du duc de Joyeuse livrés en combat acharné aux protestants sous les murs de Montpellier. Il fut gouverneur du pays de Foix, fit une guerre acharnée et heureuse aux protestants de Languedoc, fut blessé plusieurs fois et avec gravement au siège de Montauban au mois d'octobre 1621.

C'était un homme d'un esprit vif, ayant la répartie prompte et toujours pleine de sens, il s'attacha à la reine Marie de Médicis qui conçut pour lui beaucoup d'estime, il la servit tant qu'il put avec la plus grande fidélité. Elle avait eu l'intention de le faire gouverneur de son fils le roi Louis XIII. Ces intentions ne se réalisèrent pas et le comte de Cramail se mêla à toutes les intrigues de la cour avec l'ardeur qui le caractérisait. Il y devint important par son expérience des affaires, sa hardiesse.

50. Montesquieu.

et par l'importance de sa haine contre le cardinal de Richelieu. En 1630 il publia un livre intitulé les - Jeux de l'inconnu : sous le nom d'un sieur Devaux. Au premier aperçu cet ouvrage semble n'être qu'un ridicule amphigouri ; mais il n'a pas dû l'être autant pour les contemporains ; il contient une foule d'allusions dont aujourd'hui quelques uns peuvent encore être devinées. Le comte de Gramail est encore auteur de quelques autres ouvrages notamment de la - Comédie des Proverbes. - force très gaie souvent réimprimée. Le cardinal de Richelieu contre lequel était dirigé le livre des - Jeux de l'inconnu. - en fit souvent des plaisanteries qui acquirent son auteur.

La reine Mère qui supportait toujours très difficilement l'empire que le cardinal avait sur son fils, était entourée d'un certain nombre de personnes qui partageaient ses sentiments et parmi lesquelles était Madame de Targis, sa favorite, avec laquelle le comte de Gramail avait lié une intrigue amoureuse. Cette Targis s'appelait Madeleine de Silli, comtesse de Rochepot, dame d'atour de la reine Anne d'Autriche, mariée à Charles d'Angennes, seigneur de Targis qui fut ambassadeur ; elle en eut un fils nommé aussi Charles, mort des suites des blessures qu'il reçut à l'attaque des lignes d'Arras, en 1640. Elle même mourut en septembre 1639.

La sœur Marguerite de Lillie, dame de Commercy, épousa en juin 1604 Philippe Emmanuel de Gondi, comte de Joigny, général des galeries et... père du cardinal de Retz. Le sœur de Fargis se trouva à la Bastille avec Cramail. La dame de Fargis et le comte de Cramail parvinrent à opérer la réconciliation des deux reines, et c'est alors que commença de leur part, le roi étant malade à Lyon, une conjuration pour perdre dans son esprit le Cardinal. Ils revinrent à Paris avec le roi; Cramail suivait la cour. La reine Mère déclara à son fils qu'elle voulait que le Cardinal fût chassé. Chacun croyait qu'elle avait réussi; la reine resta à Paris, le roi se rendit à Versailles, et la cour persuadée toute entière de la disgrâce du ministre se félicitait déjà de ce résultat. Monsieur, frère du roi, grand ennemi de Richelieu souperait ce soir là 11 Novembre 1630, chez le comte de Brion avec D'Assompierre et Nuyllaurens. Ils causaient gaiement et en toute confiance lorsque survint le comte de Gramail qui leur apprit de tristes nouvelles. « Savez-vous bien, dit-il, que le garde des sceaux Marillac a été chassé ? La reine devait être à Versailles pour empêcher tout cela; allez vite l'en avertir et qu'elle empêche que l'esprit du roi ne soit préoccupé. » Cet avis était déjà tardif; le roi avait, sur l'avis du duc de St Simon, son favori,

52. Montesquieu.

et l'ami du Cardinal, avait déjà appelé ce dernier à Versailles et l'avait traité avec une bonté particulière au moment même où ce ministre se croyait perdu et songeait à se soustraire à des ennemis contre lesquels le roi seul le défendait.

Cette journée a pris le nom de journée des dupes. Le comte de Gramail y avait pris toute la part qu'il fut permis d'y prendre, puisque la reine mère et le Cardinal furent les seules personnes qui y jouèrent un rôle.

Monsieur ayant, quelque temps après quitté la cour et cherché à soulever la Bourgogne, le roi se mit à sa poursuite et à son passage à Sens, le sieur de Courtenay Blesneau qui s'était trouvé appartenir à Monsieur, vit la Majesté et lui fit connaître par un écrit signé la conduite de divers personnages et notamment le propos ci-dessus rapporté du comte de Gramail. C'était le 19 mars 1651. Cette révélation éclaira le roi et surtout son ministre. Cependant le C^{te} de Gramail resta à la cour, il ne suivit pas la reine mère en Flandre lorsqu'elle prit le malheureux parti de s'y retirer, il resta l'ennemi secret du cardinal qui pendant plusieurs années n'eut pas de pouvoir ou de protecteurs suffisants pour se débarrasser de lui.

Montglas dit que ce vieux seigneur avait beaucoup d'esprit, de très grandes qualités et que le roi se plaisait

à causer familièrement avec lui. Le comte de Gramail en abusait pour s'efforcer de mûre au ministre. En 1635 lorsque le roi se rendit en Lorraine pour combattre le duc Charles révolté contre son suzerain, le comte de Gramail suivit la cour. Il eut sous le comte de Loissons envoyé pour assiéger St. Mihiel, un commandement important. Le duc Charles se retirant peu à peu à mesure que les troupes du roi approchaient - Cela dit Richelieu tome 28 page 397. fit résoudre le roi d'envoyer promptement devant St. Mihiel M^r le comte de Loissons avec M^{ms} de La Meilleraye et de Gramail l'assiéger avec huit régimens et cinq cents chevaux de ceux qu'il avait auprès de lui pour joindre à deux mille sept cents et deux régimens que le sieur de Vaulbecour avait effectivement sous sa charge. (au mois de septembre 1635.) La majesté attendant d'y aller en personne lorsque les approches seraient faites et que le canon serait prêt à tirer. M^r de Lenoncourt commandait dans St. Mihiel, on lui envoya M^r de Lalobe, son parent, qui servait dans l'armée du roi, pour le décider à se rendre, mais il refusa de lui parler. Le roi étant arrivé à Bar le duc, M^r le C^{te} de Loissons lui fit dire le lendemain qu'il ne pouvait encore investir St. Mihiel que le jour suivant parce que M^r de Vaulbecour ne le devait joindre que le soir avec ses troupes.

54. Montesquieu.

quoiqu'il eût avec lui neuf régimens et plus de 3000. chevaux, il en demandait encore. Le roi lui envoya encore deux régimens et 500. chevaux. Le comte de Gramail était auprès du comte de Soissons un conseiller assez peu favorable aux intérêts du roi, soit que l'ancienne liaison qu'il avait conservée avec la vieille cour et depuis toujours entretenue avec la maison de Guise fit impression en son esprit, soit que l'intelligence étroite qu'il avait avec Mad. de Fargis l'animât, ou quelque autre raison particulière, il essayait de tirer en longueur les affaires et d'en éloigner tous les avantages qui dépendaient uniquement de la diligence, et de ne pas laisser échapper l'occasion favorable sous ombre de flatter le roi, et qu'on ne lui donnait pas de véritables aces sur le nombre des ennemis en Lorraine, Luxembourg et Flandre, il disait au roi qu'on avait à redouter de voir tout à coup les ennemis arriver en grand nombre et tomber sur l'armée royale composée en grande partie de régimens nouveaux. En tout il faisait le considéré et cherchait à dire des flatteries et des choses qui étaient agréables à l'oreille de la Majesté qu'utiles à son service. Etant de cette humeur le comte de Gramail refroidissait beaucoup de la noblesse et des gens de guerre au lieu de les eschauffer; mais principalement il était dangereux auprès de M^r le comte de Soissons, bien né mais jeune prince déjà

porté à la jalousie et facile à impressionner. Le roi reconnut les effets des propos du ^{Dr} de Cramail, il en donna avis au Cardinal et lui dit qu'il ne s'y laissait pas prendre. Le 29 septembre 1635 le canon arriva devant St. Michel, le 30 le roi se rendit à Coeur pour voir emporter la place. St. Michel endura le canon deux jours, après quoi elle se rendit. Le roi se montra généreux envers les rebelles; un très petit nombre fut puni de mort; Les soldats de la garnison forte de 1400. hommes devaient être envoyés aux galères, mais 150 seulement y furent effectivement transférés.

C'est tout ce que fit l'armée royale pendant cette campagne. Les chefs imbus des idées de discord et des animosités qu'avaient fait naître les dernières guerres civiles et le gouvernement du cardinal, laisserent échapper toutes les occasions de faire éprouver un échec décisif au duc Charles de Lorraine et à Gallas dont les troupes affaiblies par les maladies n'auraient pu résister à une attaque. Nos soldats partageaient le mauvais esprit de leurs chefs, refusaient le service, la noblesse qui servait à ses dépens sollicita l'autorisation de retourner dans ses maisons après la St. Martin, ce qu'on ne put lui refuser. Le roi revint donc à Paris très mécontent de ses généraux et songea à prendre les

mesures nécessaires pour commencer une nouvelle campagne plus effréc. C'était au milieu de novembre : l'armée fut reorganisée tout autrement. Le duc d'Angoulême qui l'avait commandée en chef eut l'ordre de se retirer dans sa maison de gros Bois à quatre lieues de Paris ; le comte de Soissons fut envoyé en Champagne pour lever et organiser une armée. La Majesté considérant qu'elle ne pouvait ni laisser le C^{te} de Gramail à Paris, ni avec sûreté lui donner charge en aucune de ses provinces, commanda qu'on se saisît de sa personne et qu'on l'envoyât dans la Bastille où, hormis la liberté, il eut le meilleur traitement qu'il pouvait désirer. Le comte de Gramail était alors âgé de 67 ans, sa détention ne fut, en effet, accompagnée d'aucune rigueur. Il y avait ses hommes d'affaires, ses valets dont l'un Antoine Cabrol qu'il surnommait Coudon le servit avec fidélité et zèle et même un gentilhomme attaché à sa personne. Il y recevait des visites, y donnait à dîner, et n'hésita pas à entrer dans une conspiration dont le but était d'assassiner le cardinal de Richelieu.

Les maréchaux de Vitry (Nicolas de l'Hôpital duc de Vitry, qui tua le maréchal d'Ancre et mourut le 28 Septembre 1644) et de Bassompierre (François

de Dathompiere né en 1579 mort en 1646. voir ses memoires)
M^r du Coudray Montpensier, et par une coïncidence singulière
M^r de Fargis l'époux de cette dame Fargis dont il a été
question plus haut, se trouvaient à la Bastille en même
temps que Cramaël. M^r de Fargis était l'oncle de François
Paul de gondi si connu plus tard sous le nom de M^r le
Coadjuteur et de cardinal de Retz pour la part active
qu'il prit aux conspirations de cette époque de troubles.
Paul de gondi venait fréquemment le voir à la Bastille,
il se rencontra avec les autres prisonniers, les entendit
exprimer les sentimens de haine qui les animaient contre
le cardinal et resolut de leur proposer quelque entreprise
contre ce ministre. Le maréchal de Vitry hardi jusqu'à
la temerité était bien capable d'une conspiration violente,
M^r de Gondi pensa néanmoins qu'il valait mieux trouver
d'abord au comte de Cramaël qui avait de l'entendement,
et tout pouvoir sur l'esprit du maréchal (memoires
de Retz. Tome 1^{er}, p. 119.) Il m'entendit à demi mot,
dit Gondi, et il me demanda si j'étais ouvert dans
la Bastille à quelqu'un. - Je lui repondis sans balancer.
Non, monsieur, et je vous en dirai la raison en peu de
mots. M^r le Maréchal de Dathompiere est trop cauteux:
je ne compte rien sur la fidelité de M^r le Maréchal
de Vitry que par vous, la fidelité de M^r du Coudray

m'est un peu suspecte, et mon bon oncle du Targis et un bon et brave homme, mais il a le crâne étroit. = a qui vous fîtes vous donc, me dit d'un même fil M^r le comte de Cramail = A personne, monsieur, lui repartis-je, qu'à vous seul. " Bon, reprit-il, brusquement, vous êtes mon homme. J'ai quatre vingt ans passés, vous en avez vingt cinq : je vous tempérerai et vous m'échaufferai. nous entrâmes en matière, nous fîmes notre plan, et lorsque je le quittai, il me dit ces propres paroles = Laissez-moi huit jours, je vous parlerai après plus de sérieuxment : et j'espère que je ferai voir au Cardinal que je suis bon à autre chose qu'à faire le jeu de l'Inconnu. - On se rappelle qu'en effet ce livre à la vérité lui mal fait selon l'opinion de de Retz était l'objet des railleries du Cardinal.

J'allai, ajoute de Retz, justement dîner le huitième jour avec M^r le maréchal de Bassompierre, qui, s'étant mis au jeu sur les trois heures avec Madame de Gravelle aussi prisonnière et avec le bon homme du Bremlage, gouverneur de la Bastille nous laissa très naturellement M^r de Cramail et moi ensemble. Nous allâmes sur la terrasse M^r le comte de Cramail après avoir fait mille remerciements de la confiance que j'avais prise en lui, et mille

protestations de service pour M^r le Comte, me tint ce propre discours :
« Il n'y a qu'un coup d'épée ou Paris qui nous puisse de faire
du Cardinal. Si j'avais été de l'entreprise d'Amiens je n'aurais
pas fait, à moins à ce que je crois, comme ceux qui ont manqué
leur coup. Je suis de celle de Paris, elle est inmanquable;
j'y ai bien pensé. Voilà ce que j'ai ajouté à notre plan =
En finissant il me coula dans la main un papier écrit
des deux côtés, dont voici la substance = ce qu'il avait
parlé à M^r le maréchal de Vitry, qui était dans toutes
les dispositions du monde, de servir M^r le comte : qu'ils
repondraient l'un et l'autre de se rendre maîtres de la Bastille,
où toute la garnison était à eux, qu'ils respondraient aussi
de l'Arsenal : qu'ils se declareraient aussitôt que M^r le
Comte aurait gagné la bataille, à condition que je leur
fasse voir au préalable, comme je l'avais avancé à lui
comte de Gramail, qu'ils seraient soutenus par un nombre
considérable d'officiers colonels dans Paris. = Cet écrit conten-
nait ensuite beaucoup d'observations sur le détail de la
conduite de l'entreprise et même beaucoup de conseils sur
la conduite de M^r le comte de Loissons. Ce que j'y admirai
le plus fut la facilité que ces messieurs eussent trouvée à
l'exécution. Il falloit bien que la connaissance que j'avais
du dedans de la Bastille, par l'habitude que j'avais
eue avec eux, me l'eut fait croire possible, puisqu'il m'était

60. Montesquieu.

venu dans l'esprit de la leur proposer. mais je confesse que quand j'eus examiné le plan de M. le comte de Cramail, qui était un homme d'une grande expérience et de très bon sens, je faillis à tomber de mon haut, en voyant que des prisonniers disposaient de la Bastille avec la même liberté qu'eut pu prendre le gouverneur le plus autorisé dans sa place. Le Retz se mit aussitôt en devoir de faire réussir le projet, il le communiqua au comte de Soissons qui l'approuva, lui envoya 12.000. écus pour préparer le succès et lui recommanda de ne se fier qu'à deux personnes. Larmontier substitut du procureur général, capitaine du quartier St. Eustache et St. Epiroie, son beau frère, lieutenant du même quartier et auditeur de la chambre des Comptes. M. de Retz après avoir vaincu toutes les hésitations du comte de Soissons et fait un voyage à Sedan où était ce seigneur, puis dans les Flandres pour s'entendre avec les agents de l'Empereur qui devait concourir à l'entreprise, revint à Paris où il mit encore deux autres personnes dans le secret M. d'Etampes, président du grand conseil et M. l'écuyer, conseiller à la chambre des comptes. Il employa les 12.000. écus en aumônes que lui-même accompagné de sa tante Madame de Meignelay alla distribuer dans les greniers aux plus nécessiteux de Paris afin de se faire connaître et

aimer et d'avoir déjà de l'empire sur les masses, lorsque l'on en viendrait à l'action. Le maréchal de Vitry écrivit de sa main l'ordre de l'entreprise et le porta cinq ou six jours dans sa poche. Aussitôt que serait arrivée la nouvelle du gain de la bataille par le comte de Soissons, les conjurés devaient la publier. M^{re} de Vitry et de Coëmail devaient l'ouvrir en même temps avec autres prisonniers, se rendre maîtres de la Bastille, arrêter le gouverneur, sortir dans la rue St Antoine avec une troupe de noblesse dont M^{re} le maréchal de Vitry était assuré, crier Vive le roi et M^{re} le Comte. - M^{re} d'Estampes devait à l'heure donnée faire battre le tambour par toute la colonelle (il était colonel de son quartier) joindre le maréchal au cimetière St Jean, et marcher au Palais pour rendre des lettres de M^{re} le Comte au Parlement et l'obliger de donner arrêt en sa faveur. M^{re} de Retz devait de son côté, se mettre à la tête des compagnies de Parmentier et de Guérin, desquelles l'Épiscopat répondait avec 25 gentilshommes qu'il avait engagés sous divers prétextes sans qu'ils sussent eux mêmes précisément ce que c'était. Son bonhomme de gouverneur qui croyait qu'il voulait enlever M^{re} de Rohan lui en avait amené douze de son pays. M^{re} de Retz devait se saisir du pont neuf, donner la main par les quai à ceux qui marcheraient au Palais et de pousser ensuite

62. Montesquieu.

les barricades dans les lieux qui paraissent seuls. La disposition de Paris faisait croire aux conjurés le succès infailible. Le secret fut gardé jusqu'au prodige. Le 6 juillet 1641. Mr le comte de Soissons donna la bataille de la Marfée et la gagna, mais il fut tué au milieu des siens sans qu'on ait jamais su ni par qui, ni comment. Les conjurés furent consternés à cette nouvelle. Mr le comte de Crémail le plus sage de tous ne songea plus qu'à couvrir le secret qui, du côté de Paris, n'était qu'entre six personnes mais qui à Sedan était répandu entre un plus grand nombre qui avaient moins d'intérêt à le garder parce qu'ils ne revenaient pas en France. Mr de Vitry et le comte de Crémail balanceront au commencement à se sauver, ils se rassurèrent peu à peu, et le secret fut, en effet, scrupuleusement gardé. - En 1643. après la mort du cardinal de Richelieu, le comte de Crémail sortit de prison et vécut pendant les dernières années de sa vie à Paris dans son hôtel de la rue Coq Heron; il avait vivement désiré revoir sa chère maison de Montesquieu mais l'état de sa santé ne lui permit pas d'entreprendre ce long voyage. Il mourut à Paris le 26 janvier 1648. ne laissant qu'une fille Jeanne de Montluc-Montesquieu, que porta la baronne de Montesquieu à son mari Charles d'Escaubœuf marquis de Louvois et d'Alluyes, chevalier des ordres du roi, mestre de camp de cavalerie légèr gouverneur

de l'Orléanais du pays chartrain et du Mâleois qui mourut à Paris le 21 décembre 1666, laissant la baronnie de Montesquieu à sa fille cadette Elisabeth d'Escoubleau qui porta notre baronnie à son mari Antoine Ruse marquis d'Effiat, lequel en 1669 vendit la baronnie de Montesquieu au duc de Roquelaure. Au commencement du XVIII^e siècle Françoise de Roquelaure eut la baronnie de Montesquieu qu'elle porta à son mari Louis Bretagne aîné de Rohan Chabot. En 1751. leurs héritiers la vendirent au sieur Bombarda de Beauchie qui la donna à son petit fils M^r de Montesquieu d'Artagnan, par lequel cette seigneurie revint à une branche cadette de nos anciens barons.

Note A. -

à l'occasion de la donation faite au XII^e siècle par R. J. le Toubaignan on lit dans l'Historien Monlerun (Tome II. 99) que la seigneurie de Montesquieu était alors et fut long temps divisée. J'ignore sur quelles preuves le savant abbé se fonde pour avancer ce fait dont je n'ai trouvé aucune justification. En tous cas ce ne peut être sur l'acte de donation d'une partie des dîmes de Montesquieu, car il s'agit non de la seigneurie mais des dîmes qui étaient entièrement indépendantes des droits seigneuriaux. Les dîmes étaient des droits ecclésiastiques payés par les

64. Montserquieu.

fideles pour l'entretien des prêtres qui, occupés à l'administration des âmes ne pouvaient gagner leur vie par le travail. Ce droit a son origine dans les traditions les plus anciennes et se trouve autorisé et recommandé par une épître de St Paul ; mais il fut d'abord perçu sans régularité et sans aucune obligation jusqu'à ce que les conciles en aient fait une obligation pour les fideles et lui aient donné une forme et une quotité régulière. Le concile de Macon au VI^e siècle a publié des canons sur ce point de discipline. Il n'était pas malgré son nom de la dixième partie des fruits de la terre dans toutes les contrées ; il variait suivant les usages et localités du dixième au vingtième. Au milieu du désordre des guerres il arriva que des seigneurs s'approprièrent les dîmes et que dans d'autres cas les églises les leur abandonnaient pour s'acquiescer leur puissance protection. On appelait ces dîmes appartenant à des laïques dîmes inféodées, soit qu'elles furent inféodées par les églises aux seigneurs, soit qu'elles furent inféodées par ces derniers à d'autres laïques. Le titre de cette possession laïque n'était pas toujours parfaitement justifié ; aussi considérant on généralement comme une bonne action la restitution gratuite ou non de ces dîmes, l'église. Les actes qui les constatent témoignent toujours des sentiments de pitié ou de repentir qui en ont été le motif. Raymond

Guillaume de Loubaignean était animé par le repentir dans l'acte cité à l'occasion des dîmes de Montesquieu. Le Louis donna en mars 1269 une ordonnance destinée à faciliter le retour pur et simple à l'église des dîmes inféodées.

Voyez sur les dîmes 1^{re} Institutes ecclésiastiques de Gilbert. page 815. - 2^e Merlin. répertoire verbal Dîmes.

3^e Recueil de jurisprudence de Denisart. V^o dîmes.

4^e l'article Dîmes dans les notes sur Montesquieu par mon frère Cyprien. au Capdubarry.

Note B.

Les actes que nous avons eus entre les mains se rapportant aux premières années du XIV^e siècle sont suivis d'une formule tout à fait remarquable. Presque tous sont rédigés par des notaires royaux (auctoritate regia notarius) qui enoncent les avoir extraits des notes, livres et protocoles de feu N.... (quondam notarius) qui a rédigé l'acte mais, prévenu par la mort, n'a pu lui donner la forme authentique ou publique. C'est la trace d'une sorte de révolution opérée à cette époque dans l'institution des notaires. Ces officiers publics n'ont pas toujours existé. Vers les X^e, XI^e et XII^e siècles on comprit la nécessité de les créer ou plutôt de les faire revivre des institutions romaines afin d'éviter cette foule de garanties, de cautions,

pleiges alors en usage pour donner force civile aux actes.

Il y avait des notaires impériaux créés par le Saint Siège munis de diplômes et ayant droit d'exercer partout, mais on comprend que en s'établissant point dans tel ou tel lieu ils n'offraient pas les avantages désirables.

Les seigneurs laïcs ou ecclésiastiques établirent des notaires ayant pouvoir de rédiger des actes publics dans leurs terres et c'est ainsi que l'on voit des notaires d'Armagnac de Fzensac, d'Auch et mêmes de Toulouse exerçant pour nos seigneurs de Montesquieu dans les différents endroits.

Philippe le Bel dont l'esprit créateur et administrateur a tant organisé en France, qui a marché sous, a rapporté heureusement, sur les traces de St Louis, et à qui la Gascogne en particulier doit beaucoup d'institutions gouvernementales, pensa que tous ces notaires seigneuriaux présentaient des garanties insuffisantes. En 1300 il commença par leur interdire leur exercice dans la ville et prévôté de Paris. S'ils n'étaient reçus au Châtelet, puis en 1302 il se réserva exclusivement le droit de créer des notaires. C'est ainsi qu'à partir de cette époque on voit ces officiers prendre le titre de notaires royaux. Eux seuls dès lors, avaient la faculté de donner la forme authentique aux actes. C'est pourquoi lorsqu'on voulait faire usage d'un acte rédigé par un notaire non royal

ou antérieurement à l'ordonnance de 1302, on requerrait le juge qui donnait des lettres d'autorisation au notaire royal pour lever et rédiger en due forme l'acte irrégulier de son prédécesseur. Il faut ajouter toutefois que les notaires impériaux, c'est à dire ecclésiastiques, se conservèrent et que l'ordonnance de 1302 ne fut pas observée longtemps dans la rigueur, car on retrouve plus tard des notaires seigneurs qui avaient l'habitude de ne pas rédiger leurs actes en forme publique, mais seulement sur un registre particulier, et des lettres du juge devenaient nécessaires pour en tirer des copies authentiques.

note C.

on attribuait au serment une confiance telle que lorsqu'un homme accusé d'un crime n'avait pas été pris en flagrant délit, ou pendant sa fuite, ou n'avait pas avoué son crime, ou n'avait été convaincu ni par témoins ni par duel, il était admis à faire déclarer définitivement son innocence en prêtant serment sur le corps d'un saint. Cette coutume qui était spéciale à la Gascogne fut abolie par lettres du roi Philippe le Hardi données en Juillet 1280. à la requête du roi d'Angleterre duc d'Aquitaine.

— Serment à la suite d'un acte. forme des protestants.

16 mai 1644. Guystienne notaire à Lannepaux. page 69. —

Il a juré par serment en haussant sa main droite

68. Monterquieu.

etendue sa religion prétendue réformée. —

à la page 41. — Ont juré par serment levant leur main
droite à Dieu.

- Le procès verbal du serment du jeu de paume est exposé
au musée des Archives, la page ouverte à la première de
signatures. on y lit celles qui suivent de notre pays.

de Laterrade, juge mage d'Armagnac.

de Roberpierre. —

Laclaverie - Sentet - de guillemey. —

note D,

Le sestier anciennement en usage vaut un litre quatre
vingt six centilitres. Les personnes de la 1^{re} catégorie
payaient donc 7 litres 86^e d'avoine par an.

de la 2^e catégorie — 5 litres 88. centilitres.

de la 3^e catégorie — 1 litre 86. centilitres,

de la 4^e catégorie. — 9 litres 79. centilitres, car l'omire
est la moitié du sestier.

de la 5^e catégorie — 9 litres 79 centilitres.

on voit que ces droits étaient très modérés, et si je
me trompe quant à l'appréciation, ce ne peut
être qu'en raison de la clause qu'on se servira
de la mesure de Monterquieu. Cette mesure
pouvant être un peu plus forte que celles
usitées généralement.

Note E.

Les Francs en conquérant les Gauls avaient laissé les terres à leurs propriétaires, mais s'étaient distribués toutes celles qui appartenaient au fisc ou se trouvaient vacantes. Chaque chef avait sous distribué ces terres entre ses soldats à la charge d'une redevance plutôt honorifique que lucrative, mais surtout à la charge du service militaire et du serment de fidélité, telle est l'origine des fiefs. Les arrière fiefs étaient une inféodation de ces fiefs faite par les possesseurs à d'autres. Dans la suite des temps le serment de fidélité se changea en hommage ou reconnaissance du droit du seigneur dominant sur le fief. Les censives et divers devoirs se perpétuèrent au même titre. Quant au service militaire il se maintint aussi pour la grande majorité des fiefs même par ceux tenus par l'église. C'est ainsi qu'on vit des évêques et des abbés sur les champs de bataille et que dans la suite, excusés du service personnel, ils durent néanmoins fournir un homme vivant et mourant, comme on disait alors. La convocation des vassaux ou possesseurs de fiefs, constituait le ban, celle des arrière vassaux s'appelait l'arrière ban. Tout possesseur de ces sortes de biens, qu'ils fussent nobles ou roturiers, étaient absolument obligés au service militaire de 18 à 60 ans suivant une ordonnance du roi Philippe le Bel de l'année 1309,
1303.

20. Montesquieu.

Les convocations du ban et de l'arrière ban faites par le roi et ses successeurs comprennent cette disposition - le seigneur ayant imposé cette condition formelle lors de la concession avait le droit d'examiner si elle pouvait être accomplie lorsque le fief passait en d'autres mains; de là la faculté d'approuver ou louer (l'audare) la vente ou toute autre contrat translatif. De là aussi le retrait féodal qui dans notre coutume était comme on le voit moins favorisé que le retrait lignager. Pour en revenir au service militaire, l'usage du ban et arrière ban a à peine survécu aux armées régulières. (au XVI^e siècle Montesquieu fournissait un homme d'armes et deux archers: Bazian, un homme d'armes: Riquepeu un demi archer etc... Plus tard lorsque la prestation fut changée en une taxe en argent, Montesquieu payait 1000. livres. Bazian 1200 livres, etc...)

Louis XIV. a cependant convoqué le ban et l'arrière ban une dernière fois en 1690, mais en tout temps et par diverses ordonnances la noblesse a été obligée d'aller à la guerre. Ceux qui avaient d'autres professions étaient seuls exceptés.

Pour de plus amples détails il faut voir la collection de jurisprudence des nouveau Denisart aux mots. Fief - ban - arrière ban... et autres ouvrages.

- note F. -

Le mot capcazal ou pour mieux dire capcasou est exclusivement employé par les coutumes de gascogne. C'est la maison principale, le chef du fief. Dans l'article de notre coutume il signifie évidemment le château ou manoir seigneurial, c'est le chef lieu du fief ou emphyteose.

- note G.

Le mot ban en latin = bannum = a plusieurs sens suivant les coutumes. Ici il semble signifier une assignation à comparaitre en justice, ou une amende due au seigneur pour infraction aux règles qui liaient les vassaux.

- note H.

Les précautions contre les changements de domicile tenaient au droit du seigneur sur ses vassaux et leurs terres; elle était surtout en usage pour prévenir les émigrations qui attiraient les fondations des villes ou bastides nouvelles. Il s'en élevait de toutes parts à cette époque.

- note I. -

- guerre avec Mirande. = Lettres de remission accordées par le roi à Arnaud de Montesquiou, chevalier, gonsier son frère et autres, au mois d'Avril 1405.

- Charles. par la grâce de Dieu roy de France, J'avois faisons à tous presens et à venir, nous avoir reçu l'umble supplication de Arnaud, seigneur de Montesquiou en Bezonsac,

chevalier d'angles; Gensez, son frere: Arnault de gignan et Girautau du Cos, escuyers du pays de Gascongne, contenant comme un..... et consent, que durant la guerre que piece fut entre le comte d'Armagnac duquel ledit de Montesquiou est homme vassal et subgiect, sans moyen d'une part: et feu le comte Phebus de Foix d'autre; les habitants de la dite ville de Mirande, en Asturac, avaient recepte ayde confort et conseil à leur povoir les gens d'armes souldoyez et pillards du feu comte de Foix, lesquels étant au dit Mirande avaient fait très grand guerre au dit de Montesquiou à sa terre, hommes et subgiects, et après s'étaient retraitez avec les prisonniers et pillages qu'ils avaient prins et pillé en la dite terre dudit Montesquiou, en la dite ville de Mirande, et pour ce aussty que les dits de Mirande durant ladicte guerre étaient venus en grand nombre de gens d'armes en la dite terre de Montesquiou par voye de force de guerre, et y prins, destruyt et demoli une forteresse d'un des vassaux dudit Montesquiou et y fait et commis plusieurs homicides, ~~prelons~~ preloins, roberies et autres mauvaises et aude ce pour que les dits de Mirande durant la derniere guerre d'entre nous et nos adversaires d'Angleterre avaient de tout leur pouvoir aide, recepte, conforté et conseillé les gens d'armes et les pillards de la garnison du chateau de Loule,

Montesquieu.

73.

tenant le party de nos ditz adversaires, lesquels en eulx re-
tourneent de courre et piller ladite terre dudit Montesquieu
s'estaient plusieurs fois retraits et rafraichis ensemble, lesditz
prisonniers et pillage en la dite ville de Mirande et en
oultre pour ce que durant certaine guerre d'entre le dit
de Montesquieu d'une part et le duc d'Anjou d'autre, les
ditz de Mirande avaient plusieurs fois aydiés et confortés,
receptés et conseilés ledit d'Anjou a l'encontre dudit de
Montesquieu, et en ce et autrement en plusieurs manieres
fait et aydié a faire a icelluy de Montesquieu en sa
terre, hostes, hommes et subgects plus autres..... et damages.
Iceulx supplians aucunes fois tous ensemble et d'autres fois
particulièrement avec aucuns autres en leur compaignie
ayent plusieurs fois couru en chevaulx et armis decouvertes
sur les ditz habitans du lieu de Mirande, mis plusieurs em-
buscades de gens d'armes aynsi d'icelle ville pour prendre
et aprisonner aucuns desditz ~~habitans~~ habitans et fait
tant devant icelle ville de Mirande comme devant le
lieu de Majeres et St. Dode, pour ce que les habitans
des ditz lieux soutenaient et portaient faueur aux ditz
de Mirande contre ledit de Montesquieu, tous autres
faits de guerre: y prins et aprisonner plusieurs hommes,
femmes, chevaulx et autres venans, et iceulx menés
et retraits en la dite terre dudit Montesquieu et au

74. Montersquieu.

lieu de la mote qui est tenue de luy. En faisant lesquelles courses et prises devant les dites villes de Moseres et St Dode iceulx supplians agent prins ou fait prendre plusieurs autres personnes et les mener prisonniers au chateau de Somme que tenait et occupait le bastant d'Armagnac. Et iceulx qui juraient et affirmaient par serment non estre dudit lieu de Mirande, delivrez a plain sans aucune chose prendre ne exiger d'eux, fut pour raison de vires ne autrement: et les autres dudit lieu de Mirande detenus prisonniers par aucun temps et apres les mis a rançon.

agent été aussy occis et tués esdites courses, embuches et chevauchées, esquelles ou en aucun d'icelles ledit bastant d'Armagnac et ses gens ont plusieurs fois esté un appelle Oudot, ~~du Dremblé~~ pour loz serviteurs habitant de Mirande et un nommé Guillot du Dremblé pour loz serviteurs du senechal de Loulouse. et semblablement y ayant esté prins et appriseunés, deux hommes d'armes l'un appelle Robert et l'autre Lemoine serviteurs de feu Loys de Lancerre, marechal et depuis connetable de France. et lesquels Guillot, Robert et Lemoine, ledit marechal ou connetable ou senechal de Tholouze ou l'un d'eux avait envoyez en garnison audit lieu de Mirande pour la deffendre et les ditz habitants que l'en dit estre en notre protection et especiale sauvegarde a l'encontre desdits

Montesquieu.

75.

suppliants : et iceulx hommes d'armes ainsi prins, deffardes
et destrousses de leurs chevaulx et harnois et mis a raison
et finance, de un coursier qui fut au sire de Durefort
et tout butiné : et avecques ce ayant esté esdites courses,
embuscades et chevaulchies, prins, blessez et raisonnez plu-
sieurs autres personnes dont les suppliants ne sont ap-
pres recordz. Et il soit ainsi que après ce que ledit feu
de Sancerre fut d'arrier devant nous en ceste nostre ville
de Paris et exposé les cas dessus ditz et que nous eumes
mandé par lettres ou autrement au batant dudit Mont-
esquieu et autres suppliants dessus nommés qu'ils se
deportassent des entreprinses, voies de fait et autres
choses dessus dites : iceulx suppliants se soient du tout
deportez et desintez sans aucune chose avoir fait ne
attempté à l'encontre des ditz habitans dudit Mirande
ou autres nos subgiez, mais ce nonobstant, sous ombre
de ce que dit est, iceulx suppliants ont esté accusez et
approchiez par devant nostre tenechal dudit Loulouze,
appelez par plusieurs et diverses journées et mis en
plusieurs deffautes et contumaces, et depuis à la requeste
de nostre procureur general. la cause dessus dite a
esté advoquée en nostre court de parlement en laquelle
notre court, combien que iceulx supplians aient esté
adjournés à y comparoir personnellement à l'encontre

de notre procureur general, pour doubte de rigueur de justice
et aussey de plusieurs ennemys et adversaires qu'ils ont
audit pays de Gascongne ils n'ont esté venir, ni eulx com-
paroir. ont esté mis en plusieurs deffaus et adjournez
sur le prouffit d'iceulx et se doubtant d'estre mis en
plusieurs proces et en la fin et conclusion d'iceulx estre
pour ce durement traittez et grandement dommagiez,
se par nous ne leur eut impartie notre grace et misericorde
supreme, ils dient et pour ce nous ont fait umblement
supplier iceulx supplians, que attendu que ils qui en
tous autres cas ont esté et sont gens de bonne vie, renommée
et honeste conversation sans autre vilain reproche, et qui
tout leur vivant se sont armez pour nous servir, et ont
esté et sont bons et loyaux françois, n'ont pas fait
les chevauchées et autres choses dessus dites en contempt
de nous et de notre seigneurie mais seulement pour
eulx contrerengies et dedommagier des injures, pertes, griefs
et dommaiges par ledit sire de Monterquion, ses hostes,
hommes et subgies soufferts et soutenus par le fait et
coulpe dempnables des ditz de Mirande et aussey qu'il
est accoutumé faire entre les nobles dudit pais de
Gascongne, nous leur veuillons notre dite grace impartir.
Pourquoi nous, ces choses considerées et les bons, grans
et agreables services fais a nous et a nos predecesseurs

Monterquieu.

11

par les dits suppliants et les leurs, au fait de nos guerres et
autrement en plusieurs manieres, esquelles nos guerres
ils ont expose corps et biens et sont prêts de faire,
toutefois que metier sera; et aussi souffert et soutenu
plusieurs pertes et dommages tant de leurs amis qui
en armes en notre service ont perdu les vies, autrement
et ausy l'honneur et reverence du saint temps où
nous sommes a present et de la sainte mort, passion
et resurrection de notre benoist sauveur et Redempteur
souffrit en ce mesme temps pour tacher l'humain lignage
des peines d'enfer, et autres causes et considerations.
a ce nous mouvans, voulons en ceste partie misericorde
estre preferée a rigueur de justice, a' icelle MyMeu sei-
gneur de Monterquieu d'angles, genses de Monterquieu,
son frere, Arnaut de Gignon et Guicautau du Cos, esuyers
et supplians dessus nommés, a' chacun d'eux avons
au eus dessus dit pardonné, quieté et remis, pardonnons,
quitions et remettons de notre certaine science et grâce
especialle, par ces pièces, les courses, embuches, chevauchées,
homicides, et emprisonnements, raenonnements, ports
d'armes, ni infractions de notre dite sauvegarde et
autres faits et cas dessus dits, tous procei, informations,
appeaux, deffaulx, peines multes pour ce fait et
qui s'en pourraient ensuivre et le ban d'aucun s'en

et ensuivi avecques toute peine, offense et amende corporelle, criminelle et civile. En quoi pour cause et occasion des choses dessus dites et chacune d'icelles et leurs circonstances et dependances, iceulx supplians et chacun d'eulx peuvent estre encuru envers nous et justice et les restitutions et remissions a leur bonne fame et renommée au pays et a leurs biens non confisqués. Et imposons sur ce silence perpetuel a notre dit procureur general present et a venir, satisfaction faite a partie civilement, se faite n'est tant seulement, si donnons en mandement par ces presentes a nos amis et feaux conseillers les gens tenant notre present parlement a Paris, et qui tiendront ceulx a venir, aux seneschaux et viguiers de Toulouse, Carcassonne et Bigorre et a tous nos autres justiciers et officiers presens et a venir ou a leurs lieutenans et a chacun d'eux si comme a lui appartiendra que de notre presente grace octroy, pardon et remission facent, souffrent et laissent ces dits supplians et chacun d'eulx joyr et user paisiblement, plainement, sans pour ce les contraindre, travailler, arreter ou empêcher, faire, ne souffrir d'eulx estre contraincts, travailliez, molestez ou autrement empeschez en corps. ne en biens ne en temps a venir en aucune maniere, au contraire mais se le corps d'eulx ou d'aucuns d'eulx ou aucuns

de leurs dits biens non confisqués sont ou étaient pour ce pris, repris ou autrement empêchés, leur mettent au facent mettre sans délai à pleine délivrance, et pour ce que ce soit ferme chose et estable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces présentes lettres, sauf autres choses notre droit et l'autrui en tout.

Donné à Paris au mois d'Avril l'an de grâce 1405.
après Pâques et le 25^e de notre regne.

Ces lettres signées sur le reply par le roi.
Messire Jacques de Bourbon. — maître Tristan du Bos.
et plusieurs des chambellans.

- Fiefs de Montesquieu. —————

Les fiefs nobles compris dans la baronnie de Montesquieu ou plutôt dans la justice de Montesquieu n'ont pu être désignés d'une manière sûre. Ceux que j'ai retrouvés sont les suivants :

1^{er} Perron, aujourd'hui métairie située sur le coteau qui domine la jonction de l'Osse et de l'Yvette.

Il était autrefois la propriété d'une famille du Regne qui s'intitule noble homme sieur de Perron. Cette famille a quitté Perron, au commencement du XVIII^e siècle et s'est établie à Dathoues, où l'on retrouve plusieurs de ses membres jusqu'à 1780.

2^e: Lerido ou Cerido.. qui porte dans sa construction des traces de l'aisance de ses anciens possesseurs. Le fief appartenait aux Bonnet de St grette que l'on voit aux XVI^e XVII^e et XVIII^e siècles. s'intituler noble homme sieur de Cerido.

En 1774. ce fief passa à la famille de Cours par le mariage d'une fille unique de St grette, heritière de Cerido avec un de Cours, seigneur d'Artiguedieu, capitaine au régiment de la couronne. La famille de Cours est devenue propriétaire de Cerido.

3^e: Narbonne, au levant de Montesquiou. Je n'ai retrouvé qu'un acte de vente consenti par Amaud et Dominique de Narbonne, hommes d'armes, à la date de l'année 1527, cet acte porte la signature du seigneur, Jehan de Montesquiou.

4^e: Le Haget, dans la plaine de l'Orto. a été possédé par une famille de Bordes s'intitulant noble et sieur du Haget. Les membres servirent aux guerres du XVI^e siècle et pendant le XVII^e siècle. Le dernier de cette famille Jean de Labasthe de Bordes sieur du Haget, capitaine au Royal Pologne, cavalier, ne se maria pas, et mourut en 1767. Il désigna pour son héritier François Lacane, son cousin, prêtre et curé d'auc. - Son frère cadet Jean Baptiste de Bordes sieur de Marrot, lieutenant au Royal Pologne.

qui mourut comme son père aîné en 1767 et laissa tout son bien à son cousin Jean Lacave, frère du curé d'aup.

Par suite d'une bruyère de famille le fief du Haget passa à la famille Lieta, qui ruinée complètement en 1840. fut saisie et les biens vendus par autorité de justice.

5: La Plagne - a appartenu aux XVI^e et XVII^e siècles à une famille Mimale, qui s'intitulait noble homme sieur de La Plagne. cette famille éteinte par une fille mariée au siècle dernier à un Savadillan, de Bassoues, dont une fille unique mariée à un Despouey de Caubous qui en 1769 vendit La Plagne à Mr François Lacave, curé d'aup, lequel laissa cette terre à son neveu Barthélemy Lacave, qui, selon l'habitude, prit le nom de La Plagne, fief noble.

La maison de La Plagne est telle aujourd'hui qu'elle était dans les temps anciens sauf les bâtiments qui entourent la cour dont la construction est due à mon grand oncle le curé de Castelnau, agissant pour son beau frère.

6: Bière - Le plus important des fiefs relevant de la justice de Montesquieu. Cette terre appartenait dès le XV^e siècle à une branche de la famille de Béon.

En 1507. Jean de Beon rend hommage à Amanieu baron de Montesquieu, pour le fief de la salle noble de Bière. Il laisse deux fils. 1: Jean de Beon, qui, en 1529. rend hommage au baron de Montesquieu, comme

coseigneurs de Bière, le même en 1540. passe déclaration devant le senechal de Lectoure de la moitié de la salle de Bière, consistant en une pièce de labourage. Ce bien tomba en grande partie aux mains du seigneur de Montesquieu, qui en 1556 en possédait les trois quarts, l'autre quart appartenant à Bertrand de Beon. En 1571. Jean de Beon seigneur de Bière épouse une fille cadette du seigneur de Montesquieu, qui fait donation du bien de Bière à ce Jean de Beon.

Son fils Alexandre de Beon vend sa portion à Adrian Dubarry, conseiller au presidial d'auch.

2°. Bertrand de Beon second fils de Jean, marié à Harde de Rachet, n'en a qu'une fille Rose qui épouse Bernard de Four, sieur de St Simon, en Roquepère. 1528.

Bertrand se remarie à une demoiselle de Popas dont il a entre autres enfans Bertrand II de Beon marié à Marguerite de Senque, avant 1540. Ils donnent leur bien à Jean et Bernard de Senque sieur de Puyol. de Roquebrune.

Ces derniers passent une transaction en 1582 avec les enfans de Rose de Beon, fille de Bertrand, du premier lit.

Jean et Bernard de Senque vendent leur part de Bière à Jean Antoine du Taur, seigneur de St Arithes. Ce dernier le revend à Gerard St Vie ou St Vignes, et Barthélemy St Vie donna cette portion de Bière à sa sœur qui épousa Adrian Dubarry, conseiller au presidial.

Adrien Dubarry devenu seul propriétaire de Brie, conserva le bien intact par lui ou ses héritiers. Ils avaient fait de la maison une jolie résidence de campagne qui, avec ses grandes salles, sa tourelle, ses jardins plantés de charmilles et d'arbres fruitiers, son orangerie, était sans contredit, la plus belle habitation de Monterquieu. Au milieu du siècle dernier les Dubarry eurent pour héritière une fille unique qui épousa M^r de Luttan. de ce mariage une fille seule survivante mariée en 1773 à M^r Droghem de Sauvan, exempt des gardes du corps. Dont deux filles que j'ai connues âgées, habitant Brie sans s'être jamais mariées. Leur héritier M^r de Lardac a vendu en 1840 le domaine de Brie à la bande noire.

Aujourd'hui les salles sont désertes et délabrées, l'église peut à peine soutenir le pas des visiteurs, la tourelle est fendue, les grandes fenêtres à l'antique ne s'ouvrent plus, le blé et le maïs remplissent les corridors : la charmille est rasée, l'herbe couvre les allées du jardin.

A peine aperçoit-on les pans de mur de l'orangerie ruinée, le vivier est sans poisson et presque sans eau. Car depuis longues années les maîtres du manoir oubliant le domaine ont préféré d'autres séjours. Il y a quelques années (1842) une grande partie de la belle futaie de chênes a été vendue.

Montesquiou.

C'est le sort des anciens fiefs de l'illustre baronnie de Montesquiou, l'abandon et la ruine les ont visités, comme ce vieux château qui fut jadis leur chef lieu. Soixante ans ont passé sur eux et vainement déjà l'on chercherait sur le sol les traces d'une existence qu'on ne peut plus découvrir qu'en déchiffrant quelques papiers poudreux. Les descendants de ces hommes d'armes ou archers qui revenaient habiter leurs modestes maisons nobles après avoir bravement combattu sous la bannière de leur seigneur, ont disparu, leur nom même est inconnu. Nul ne les a remplacés, des anciennes familles restent encore seules et aucune à part une, n'a su comprendre que la vertu des pères était une obligation d'efforts et de travail pour les enfants.

genealogie de la maison des barons de Montesquiou
dressée et complétée par mon frère Cyprien.

Ayméric 5^e comte de Fexensac, vers l'an 980. eut deux fils
Guillaume Astanous qui lui succéda dans le comté de Fexensac.
et Raymond Ayméric qui eut pour apanage la terre
d'angles. Dont le chef lieu était Montesquiou et qui comprenait
Montesquiou, Duran, Ordan, Caillavet, Montbest, Moncha, Souy-lebon.
Cauterac, St Jean. Bazais. Caillavet. Starailles. dont voici la descendance

I.

Raymond Aymeric I^{er} du nom. baron d'angles. vers 1030.

Femme = Auriane de La Motte. dont:

1^{er} Arsius. qui suit.

2^{er} Bertrand. tige des seigneurs de Marrens et Mondat.

II.

Arsius I^{er} baron d'angles et de Montesquieu vers 1068.

Femme: N. de Lagraulet (de la race des Pardaillan.) dont:

1^{er} Bertrand. qui suit.

2^{er} Bernard. voué à l'église d'avech. dont il fut chanoine
évêque de Larches de 1141 à 1175. (surnommé l'obé.)

III.

Bertrand I^{er} baron d'angles et de Montesquieu vers 1130.

Femme: guillemette de Labarthe. dont:

1^{er} Raymond Aymeric qui suit.

2^{er} Raymond. chevalier de la milice du Temple.

présent à un acte passé en 1145. à Tripoli, de Syrie.

IV.

Raymond Aymeric II^{er}. baron de Montesquieu vers 1160.

Femme: Pictavine de Mavruast. dont:

1^{er} Raymond Aymeric. mort jeune.

2^{er} Arsius. qui suit.

3^{er} Braides. marié et ayant une fille Bebel en 1210.

4^{er} guillaume. chevalier. qui est présent en 1217.

Montesquieu.

au traité de paix signé entre le Comte de Cerdagne et
l'évêque d'Elne et de Cerdagne.

5^e Pierre, évêque d'Alby, cardinal créé en 1269 par
le pape Innocent IV.

V.

Arsien II. baron de Montesquieu. 1205. 1258. a pour orfèvre.

1^{er} Raymond Aymeric qui suit

2^e Aymeric

3^e gence.

4^e Hugo. religieux de l'ordre de St. Dominique.

VI.

Raymond Aymeric III. baron de Montesquieu. 1258. 1305.

Femme: Alpaïs de Barillac. dont.

1^{er} Braide. marié à Raymond de Benac

2^e Blanchefleur. marié à Galin de Caillavet.

3^e Agnès. marié à Pierre de Caussade.

4^e Rose.

5^e Aude.

6^e Eclairmonde. marié à Guillaume Arnaud
de Lussagnet

7^e Beatrix. marié à Auger de Baulat.

8^e Gentile. marié à Vital de Marcoret.

9^e Anne. Fleurdelys. religieuse au couvent
du Brouilh. (ordre de Fontevault.)

Montesquieu.

87.

- 10^e Capdaroze religieuse à Bastillon.
- 9^e femme - Longue de Montaut. dont:
 - 1^{re} Arsiere. mort avant son père
 - 2^e Genset qui suit.
 - 3^e Pietavin. évêque de Bazas, de Maquelonre et ensuite d'Alby. Cardinal du titre des Sts Apôtres en 1350. par le pape Clement VII.
 - 4^e Odon. tige de la branche du Lasseran. Massonecome et Menhuc.
 - 5^e Raymond Aymeric. prêtre, archidiacre d'Auch. prieur de l'hôpital St Blaise, de Montesquieu
 - 6^e Bertrand-Hugues. religieux de l'ordre de St. Dominique.
 - 7^e Montarsin. moine et abbé de Berdoues
 - 8^e Guillaume Arnaut, destiné à la milice de l'empereur puis tige des seigneurs de St. Jean d'Angles.
 - 9^e Genset.
 - 10^e Longue.

VII.

Genset 5^e baron de Montesquieu. 1305. - 1342.

Femme: Condesse d'Antin. dont:

- 1^{re} Raymond Aymeric, qui suit.
- 2^e tude. mariée en 1340.
- 3^e Bertrand écuyer en 1333.

Leur mère était fille de Antoin d'Antin et de Marie de Montezum.

VIII.

Raymond Aymeric IV^e baron de Montesquiou. - 1342. 1373..

femme Bellegarde d'Aspet. dont:

1^{re} Arsiou qui suit.

2^e Pictavin, qui a formé la tige des co seigneurs
de Belmont et gignan.

3^e Agnes. mariée à Bernard de Sab. en 1344.

IX.

Arsiou III^e baron de Montesquiou. - 1373. 1387.

femmes. 1^{re} Constance d'andauins. morte sans enfans

2^e Aure marguerite de l'Isle, dont:

1^{re} genses qui suit.

2^e Odet.

3^e Jean. seigneur de La motte d'angles.

4^e Bellegarde, mariée à Odet de Montaut

enfans naturels = 1^{re} Seotrand.

2^e Barrane. mariée au seigneur
de Scieurac (Roquebrune)

3^e Gaudonie.

X.

Genses II^e baron de Montesquiou. 1387.

femme: Constance de Castelbajac. dont:

1^{re} Arsiou, qui suit.

2^e Muraud. chanoine d'Auch.

Montesquieu.

89.

- 3^e. Gense. vivant en 1405.
- 4^e. Raymond Aymeric seigneur de Labasthe d'astarac.
- 5^e. Jeanne. vivait en 1384.
- 6^e. Aude. mariée en 1379 à Jean de Faudas.
- 7^e. Enclarmonde.

XI.

Arseu IV^e baron de Montesquieu. 1387-1426.

Femme: Gaillarde, d'Espagne Montesgran. dont:

- 1^e. Arseu. qui suit.
- 2^e. Bertrand. qui suivra le précédent;
- 3^e. Roger, tige de la branche de Marsac.
- 4^e. Siene. guillaume, mort sans alliance.
- 5^e. Barthelemy. tige de la branche de Moisan.
- 6^e. Jean. chanoine de Toulouse.
- 7^e. Jeanne, mariée à Jean de Bonnay, seigneur de Montfaucon.

XII.

Arseu V^e baron de Montesquieu. — 1426. 1453.

femmes. 1^e. Catherine de Curton. dont:

- 1^e. Bellegarde. mariée 18 avril 1437. a. Raymond
Gauché de Cavedan.
- 2^e. Agnès.
- 3^e. Bonne.

2^e femme: Douce de Faudas. dont:

90. Montesquieu.

- 1^{re} Jeanne, mariée à Pons, vicomte de Castillon.
- 2^{de} Françoise, mariée à Bernard de Biran seigneur de Roquefort et de Susségu.
- 3^{de} Jeanne, mariée à Amanieu de Jelas.

Enfants naturels: 1^{er} Bernard, étudiant en 1439
2^{de} Georges, tige des seigneurs de Beaumont.
3^{de} Jeanne.
N^{os} genses.

XIII..

Bertrand II. baron de Montesquieu, frère d'Artieu V.

1^{re} femme: Marguerite de Montaut-Benac, morte sans enfant.

2^{de} femme. Gaussionde de Castelbajac. dont:

1^{er} Jean, qui suit.

2^{de} Amador, tige des seigneurs de Lagrault et de Campanes.

3^{de} Bertrand, tige des seigneurs de Pouylebon.

4^{de} Agnès, mariée à Amanieu de Forcès.

5^{de} Isabelle, mariée en 1^{re} noces à Naudonnet de Lauzanne et en 2^{de} noces à Thomas Pons, seigneur de Clermont, en Périgord.

6^{de} Marguerite, religieuse française, à Condom.

7^{de} Guithérie.

C'est Bertrand qui a eu ce long procès touchant le partage de la baronnie, avec sa nièce Dolleguode de Montesquieu dans le Lavedan.

XIV.

Jean I^r. baron de Montesquiou. - 1478-1503.

Femme : Catherine d'Aspremont d'Orthe. dont :

1^r Jean. marié à Marguerite de Comagne. mort en 1502. sans postérité.

2^r Amanieu, qui suit.

3^r Bertrand, prêtre, archidiacre d'Auch. prieur de l'hôpital St Blaise de Montesquiou.

4^r Pierre, vivait en 1503.

5^r Antoinette, mariée à Jean de Lups, seigneur de gensac.

Enfants naturels : 1^r Bertrande mariée à Jean Case, bourgeois de Vic Fezensac.

XV.

Amanieu, baron de Montesquiou. 1503-1528.

Femme : Jacqueline Dufaur, dame de Pompiignan, dont :

1^r Jean. qui suit.

2^r Anne, mariée à Alain de Searn. seigneur de Laumont.

enfants naturels : 1^r Trise, mariée à Carbonneau de Ferragut, seigneur de Lasalle et de Latorrade.

2^r Gentile, mariée à Bertrand d'Antras seigneur de Pallane et dous Litges.

3^r Louis, mariée à Seleguin de Gimat. de Calien. famille bourgeois de judicature.

XVI.

Jean II^e. baron de Montesquiou. 1528. 1567.

Femme: gabrielle de Villemur, dont:

1^e. Jacques. mort avant son père.

2^e. Antoine. mort avant son père.

3^e. François. qui suit.

4^e. Jean Jacques, seigneur de Sully-laurens et Langignan
qui nendra après son frère.

5^e. Anne. mariée à François seigneur de Luré. remariée
en secondes nocces à Fabien de Montluc.

Enfants naturels :

1^e. François

2^e. Bernard.

3^e. Pierre

4^e. Louise. mariée à Jean de Bern, seigneur
de Dries. en Montesquiou

5^e. Jeanne. fille de Marie de Behela

XVII.

François. baron de Montesquiou. 1567. 1569. capitaine
des gardes suisses du duc d'Anjou.

Femme: Catherine D'ornevan, qui ne lui donna pas d'enfant.

XVIII.

Jean Jacques. baron de Montesquiou frère du précédent
en 1569. mort du suite d'une maladie contractée au
siège de St Jean d'Angely. en 1569. sans avoir de mariée.

XIX.

Anne, baronne de Montesquieu. 1570. 1575. - neuve. des seigneurs de Lapey, épouse en secondes nocces Tabien de Montuc fils du maréchal Blaise de Montuc, Tabien de Montuc Montesquieu, baron de Montesquieu par sa femme, mourut des suites d'une blessure reçue à Nogaro. Septembre 1573 laissant

1^{er} Adrien. qui suit

2^e Blaise. dit le seigneur de Pompignan mort sans alliance

XX.

Adrien. - baron de Montesquieu. - 1573. 1646.

Femme: Jeanne de Forp. Lavaman. dont.

Jeanne. qui suit.

enfants naturels. 1^{er} Marc antoine. légitimé en 1632

2^e Jean Jacques. - idem. -

3^e Tabien. chanoine d'auch. prieur de l'hôpital St Blaise de Montesquieu

4^e Marie. religieuse.

5. Blaise. mort en bas âge.

XXI.

Jeanne. baronne de Montesquieu. - 1646. 1657.

mariée en 1642 à Charles d'Escoubleau, marquis de Sourdis et d'Alaye. auquel elle porta la seigneurie de Montesquieu. qui passa à une de ses filles Elisabeth mariée au marquis d'Effiat.

96. Montequiou.

— Notice sur l'histoire municipale de Montequiou —
mon frère Gyprien possède deux des registres consulaires de la
jurade de Montequiou. Le premier est une portion notable du
registre des délibérations de la jurade du 14 Avril 1630 au
18 février 1653. malheureusement les premiers feuillets, les
derniers et d'autres dans le corps du livre ont été déchirés;
le premier aujourd'hui porte le n.º 74. — Le second registre
qui est la suite du précédent, commence au 6 Juillet 1653,
et se termine au 8 Juin 1679. plusieurs feuillets y manquent
aussi, et sur les dernières feuilles un de mes ancêtres M. Lacave
Jean, a écrit des comptes de sa maison et de ses métairies.

J'ai extrait du premier registre tout ce qui suit: on y verra
l'histoire de Montequiou pour ainsi dire jour par jour
pendant le XVII^e siècle.

Montequiou était administré par quatre consuls nommés
chaque année par le seigneur sur la présentation de huit
noms proposés par la jurade, ou assemblée des conseillers
pris parmi les principaux habitants pour administrer avec
les consuls. Ces derniers étaient chargés de la levée des
impôts, ils recevaient pour leur peine une légère rétribution.
Ces charges consulaires étaient considérées comme très
onéreuses; chacun cherchait à éviter mais tous ceux
qui étaient solvables et bien famés y passaient leur
à tour.

Le seul impôt payé au roi était la taille, ainsi nommée, dit-on, à cause des coches ou entailles faites sur des morceaux de bois pour indiquer les paiements. Cette imposition a subi des phases diverses suivant les besoins du royaume. Henri II y ajouta le taillon qui était un accroissement de tant par livre. Dans notre pays la taille était réelle c'est à dire que tous les biens roturiers étaient imposés qu'il qu'en fût le propriétaire, et que tous les biens nobles étaient exemptés même possédés par des non nobles. Les consuls étaient chargés de toutes les dépenses de la communauté, de l'entretien des chemins, ponts, murailles etc. ils avaient aussi la surveillance de la police.

— 12^e avril 1630. — consuls : M. Jean Liesta, bachelier en droit, Gilmor Beth, gaillard nodenot et Frison Duprat. Jurats ou conseillers : noble anthoine de Bordes sieur du Hagot. M^r de Mimale, M^r Arnaud Marsan. M^r Jean Abadie, antoine Formigé, Frison Estibault, Arnaut Estibault, Raymond Cignan, Arnaud Aucille, Arnaud Bertrand. G^rhot Lepoy, Antoine St. Vié.

Délibération au sujet du département des tailles. Les diverses communautés de la collecte sont en procès avec la ville d'Eauze. de Vié, Manciet et Mauvegin. Pour l'entendre sur ce procès il y a eu réunion à Roquebrune. M^r de Liesta s'y est rendu, mais on n'a pas pu prendre de parti.

96. Montesquieu.

definitif; les députés des communautés n'ayant pas été en nombre suffisant, nouveau rendez vous a été pris pour Jeudi prochain, on fournira l'argent des frais dans la proportion de ce que donneront les autres villes et villages.

- 26 avril 1630. — on y voit Jean Boytier, archiprêtre de l'île d'Arleschaen, Jean Darris et Pierre Julian,

on décide d'emprunter pour payer le procès pendant en la cour des aydes de Montpellier.

on cotise 35. sous par arpent pour payer la taille dont la mande est arrivée et vu la mauvaise année on priera le receveur de termoyer de quartier à quartier.

- 9 mai 1630. — La veuve de Jean Lieret, en son vivant, greffier des tailles de cette ville, reclame 530 livres et plus qui lui ont été taxées pour avances de frais d'un procès qu'avait la communauté contre Me Pierre St Martin, conseiller en l'élection de Nivande.

on verra à emprunter cette somme à l'intérêt.

- 2 Juin 1630. — La communauté passe acte avec Arnould Mimali, escholier, a promis d'instruire la jeunesse de Montesquieu pendant un an, à partir de la fête de St Jean Baptiste prochain venant jusqu'à semblable jour de l'année suivante moyennant 80^l. payables par quartier de trois en trois mois.

- 3 Juin 1630. — La ferme du p^{re} de la communauté

Montesquieu.

97.

est donnée à Antoine Lakerenne, habitant de Montesquieu, moyennant 77. livres et un char de foin. Ledit arrant pour la présente année seulement. (L'acte est rédigé par Bertin, notaire royal.)

- 1^{er} août 1630. M^r de Ranchin, conseiller à la cour des aides de Montpellier est venu à Vic pour faire faire l'estimation des biens de la collecte. Vic étant surpet au reste de la collecte, le rendez-vous a été pris à Cupiac, pour samedi à deux heures du matin. M^r de Liéta s'y rendra.

(Les feuillets 79 et 80 du registre manquent.)

- 19 janvier 1631. - Consuls: Jean Abadie, Bertrand Dupouy, Bernard Bonnet, Jean Barrie.

On a été convoqué aux Etats à Vic. on délibère de ne pas s'y rendre; les consuls de cette ville ont envoyé copie d'un département de 6000. et tant de livres dont Montesquieu devrait 336^{fr} 6 sous. On envoie à Auch auprès de M^r le plus d'armagnac pour savoir si l'on doit payer somme. On arrête que tous les habitants de la ville seront tenus, à peine de 5 sous d'amende de porter au marché de la ville toutes sortes de grains qu'ils pourraient porter aux marchés des villes circonvoisines. que tous les trafiquants de la ville, à peine de 20 sous, seront tenus d'acheter ces grains

ainsi que tous les habitants de la juridiction, à peine de confiscation de ce qui se trouverait avoir été acheté ailleurs.

Le juge sera prié d'approuver.

- 15 mars 1631. - grande misère dans le pays, plus de 700. pauvres dans la terre de Montesquiou. on emprunte 200^l pour subvenir à leurs besoins.

Jean Barrie nommé consul n'avait pas voulu accepter. Sentence du senechal a été obtenue contre lui.

La noblesse tenant ses états à Vic, pour la désignation des biens nobles, on y envoie comme député de la communauté M. de Bordes du Haget.

- 5 mars 1631. - Pierre Darrieux, maître chirurgien, afferme pour une année la taverne promettant la garnir de bon vin. Il paiera 56 livres 14 sous en quatre paiements égaux.

- 25 mai 1631. - Des arpenteurs sont chargés de refaire le terrier de Montesquiou, on les loge chez Coutse, et on désigne plusieurs personnes pour leur faire voir le terroir du consulat.

- 26 Juin 1631. - On cote 40. sous par arpent pour la taille et autres droits. Bernard d'Arquie était alors procureur d'office ou juridictionnel.

- 15 juillet 1631. - Location de la boucherie de la ville pour trois ans à Maravat, boucher de Vic.
Commandement de Monseigneur le comte de Carmain

de faire paver l'entrée de la ville jusqu'à la porte, de faire raccommoder le pont levis, de faire garder et tenir un homme à la porte, comme aussi de faire raccommoder la porte du devant la ville par laquelle on peut facilement entrer par dessous. Les consuls sont chargés par la jurade d'aviser et de faire faire ces réparations.

- 15 Août 1631. - on envoie Abadie, consul, à Lannepux dimanche prochain pour s'occuper, sur le mandement de M^r de St-Jean Souty, du règlement de l'arpentement

- 7 septembre 1631. Le consul Abadie retournera le lendemain 8. à Vic pour assister aux Etats, il reçoit pouvoirs nécessaires.

- 19 septembre 1631. - Les consuls sont encore mandés aux Etats à Vic pour lundi prochain; on doit s'occuper 1^o de ratifier l'emprunt de 4000^l fait au nom de la collecte pour solder M^r de Ranchin commissaire. 2^o de nommer des auditeurs du compte que M^r le Bonnet, consul, de Vic rendra de l'emploi de ces fonds. 3^o de consentir à l'arrangement convenu par suite duquel les biens nobles seront indiqués après vérification des titres produits par la noblesse. M^{rs} de Bordes et d'Esta prendront la peine d'aller à Vic Feyssac.

- 2 octobre 1631. Jean Dubarry, docteur en droit, est invité à aller à Auch devant le juge-mage de Lectoure pour assister à la vérification des titres de noblesse et le.

l'arpentage general de la collecte de Vic Peyensac. -

- 15 Mars 1632. consuls Antoine St. Vie, Pierre Lukin, Jean Vincent, Bertrand Castay, Jarblancq.

nouvelle convocation a Vic pour le partage des frais de l'arpentage general de la collecte. on y deputa Mr. Jean Liesta, bachelier en droit.

- 28 mars 1632. Mr de Liesta rend compte de la mission qu'il a remplie a l'assemblée au nom de Montesquieu qui est une des principales propriétés de la collecte.

- 7 Mai 1632. Les consuls ont reçu la mande et assiette contenant la somme que Sa Majesté veut être imposée cette année audit Montesquieu, suivant le département fait par M.M. le president et conseillers de l'élection d'Armagnac seant a Auch, on cote sur les habitants et pays taillans, 32 sous par arpent.

- 4 Juillet 1632. Proposition d'arranger a l'amiable le differend avec la ville de Vic. Mr. Dubarry s'en occupera, on lui fournira l'argent pour les frais.

- 15 decembre 1632. - Par ordre de Mgr. le duc d'Epemon le juge-mage de Lectoure a convoqué a Auch une assemblée. On y deputa Mr Liesta, bachelier en droit.

- 27 decembre 1632. On emprunte 300^{fr} par un syndicat pour payer en partie Mr. Devaulx, recteur de Montesquieu creancier de la communauté pour 450^{fr}. Cette creance

lui a été cédé par M^r Jean Barrie. Il menace de poursuivre.
- 8 mai 1633. consuls = Jean Barrie, Jean Bloutton, -
Frison Estibault, Bernadet Rosis.

Sous mardi prochain 10 Mai, on est convoqué à Vié
pour nommer des commissaires qui examineront s'il s'est
trouvé des fraudes et omissions dans la recherche et l'ar-
pentement général qui vient d'être fait. Le sieur Barrie
verra M^r de St. Martin avocat au siège de Lectoure & le
consultera sur ces fraudes et omissions; ensuite on nommera
M^r de Bordes pour commissaire. M^r Barrie fera cette
nomination à l'assemblée où il est convoqué.

- Le Juillet 1633. - on impose lib. sous par arpent sur
les biens tant prétendus nobles que roturiers ou ruraux,
on envoie M^r Barrie, consul, trouver M^r de La Beune
pour obtenir délai pour le paiement des trois quarts
pour lesquels on est en retard.

- 19 Mars 1634. consuls: Bernard Nimalé, gaillard
Nodenot, Bernard Dubourg, Joseph Liéto.

Continuation du procès et discussion avec Vié. Peyrussac,
pour la distinction des biens nobles et la régularité de
l'arpentement de la colléte. Peyrussac, Lupiac et autres
communautés plaident de concert avec Montesquieu.

Le 8 mai suivant on envoie 200^l à M^r Duffour de
Peyrussac, pour les frais du procès. Les 200^l seront levés

par les plus accommodés de la communauté.

- 26 juillet 1634. - La misère est grande. Les consuls n'ont pu lever un denier pour les tailles. on envoie vers le receveur, lui demander délai en lui promettant le sou pour livre. Les biens communaux ne pouvant être affermis, les consuls sont chargés de trouver des personnes qui les prendront à condition de payer les tailles.

- 14 octobre 1635. - Consuls: Arnaud Estebaut, Antoine Daudé, Jean Barrie, Jacques St. Lannes, on voit dans cette délibération M. M^{rs} Jean Barrie, recteur de Monterquion; Bernard d'arquier, procureur juridictionnel de la baronnie et notaire. - Barthélemy St. Vie conseiller du roi. au siège présidial de Tholozé. on cote 20 sous par arpent pour la taille, taillon, crue, droit du sieur duc d'Epemon et du sieur duc de la Valette son tiers honore fils.

- 21 octobre 1635. - Annulation de la precedente deliberation. La cotisation est reduite à 15 sous car la mande pour le roi n'est que de 580^s 12 sous, taillon ordinaire et droit de levée 235^s 7 sous, pour le seigneur duc d'Epemon et le sieur duc de Lavalette son tiers honore fils. 112^s -, plus pour les officiers de lecture. 8 livres.

Pour donner une idee de la redaction et de la

forme des deliberations, je donne une copie de la presentation des consuls de l'année suivante.

Dans la ville de Montesquieu et maison commune d'icelle le vintiesme jour du mois de Decembre mil six cent trente cinq estant assemblez Arnaud Estibaut, Antoine Baudé, Jean Barrie, Jacques Stannes, consuls de la presente année, audit Montesquieu, à eulx assistant noble Jean Anthoine de Bordes, sieur du Haget, M^{re} Jean Lieta, bachelier en droit, M^{re} Jean Abadie, chirurgien, Frison Estibaut, Jean Blousson, Bonson, Bertrand Castay dict Janblanc, Bernard Mimalé, Frison Rotis, Frison Duprat, Raymond Cugnan, Frison Dubuc, Gaillard Nodenot, Bertrand Depoy tiliat, lesquels consuls auraient representé qu'ils avaient convoqué le conseil pour en iceluy faire nomination de huit personnes capables pour être presenté à Monseigneur suivant la coustume ou à personne ayant de luy charge, nommant à ces fins M^{re} de La Plagne et Frison Duprat, Bertrand Dupuy et Gilmer Beth, Jean Vincent d'Emmartin et Jean Lacave, au troisieme et quatrieme rang Jacques Duprat, et Jean Aueilhé fils à Friset, laquelle nomination ayant adheré, aurait été delibéré qu'il sera envoyé à M^{re} Jean Jacques de Boistien en l'absence de Monseigneur comme son intendant general en toutes et chaque les affaires de Montesquieu le comte de Carmain Les saichers

104. Montesquieu.

exercices signés = Bordes - de Liesta. -

- 13 Janvier 1636. Consuls = Bertrand Dupuy dit Gilhet,
Jean Vincent, Jean Aueilhé, Philibest Beth.

La communauté n'a pas cotisé 1230 et tant de livres im-
posés pour la crue des garnisons et la tour de Cordouan.
Pour contraindre au paiement 18 commissaires sont logés
depuis trois jours dans la maison de Pierre Julian
et veulent être payés. Pour éviter de nouveaux frais
et attendre que tout le voisinage a payé cet article,
on propose de cotiser 10 sous par arpent, mais il est
impossible de lever cet argent de suite on envoie
Mr. Barris vers Mr de La Beaune pour qu'il accorde
terme, sinon on empruntera à l'intérêt et les consuls
leveront ensuite les 10 sous par arpent.

Pierre Darrieux fermier de la Laverne de Montesquieu
se plaint que certains particuliers prennent du vin du
tiels et du cart et le vendent à pot et peyrolle à son
grand prejudice. Le Boucher se plaint aussi que l'on
vend des moutons, pourceaux etc. dans les maisons
sans payer le dixain suivant la coutume ancienne.
Il est délibéré que defense sera faite avec la jonction
et requisition de Mr le Procureur jurisdictionnel à
toute sorte de personne de recevoir du vin ou
vendre de la char sans en payer le dixain à peyne.

Monterquieu.

105.

de cent sous et à cette fin que la criée en sera faite par le bayle ou valet des consuls devant la maison de ville ou halle publique et sera aussi crié la continuation des marchés sur les dites peines.

- 1^{er} février 1636.- Les consuls de l'année dernière qui n'avaient pas achevé la levée des sommes dues, sont autorisés à la continuer, on leur passera le non valoir et on leur remettra les livres pour les indemniser de leur peine.

- 30 mars 1636.- La mando envoyée par m.m. les esleus d'Armagnac, seigns de Contignon. - et Baron greffier, est de quatre mil neuf cens 52 livres, 2 sous. 7 deniers.

on cotise 57 sous par arpent comprenant en icelle levée le droit du receveur, les gages des consuls, intérêts que doit la communauté, gages du regent et autres menus frais que la ville a accoustumée faire annuellement. Il sera fait rôles et lieue pour la taille et taillon 35 sols, pour le reste 22 sols par arpent

- 3 Avril 1636.- Pour le procès avec Viè, on envoie M. de Bordes et M. Barris, notaire, à une assemblée qui doit se tenir à Lépiaz. on accorde à M.^e Jean St Vignes regent de Monterquieu la continuation de la regence à la charge qu'il fera le deu de sa charge le mieux qu'il lui sera possible.

- 16 novembre 1636. La communauté n'ayant pas pu

paye toutes les sommes qu'elle devait au receveur M^r de La Beaune
a fait incarcérer un habitant. on emprunte 400.^l au
sieur de Miran et on envoie M^r du Haget supplier M^r de
la Beaune de Lermoges ou à défaut payer et obtenir
ainsi la liberté du prisonnier.

- 6 Janvier 1637. consuls - Jean Bertin, Jean Blousson,
Bonson, Bertrand Estibaut - Bertrand Rosis.

Afferme de la Taverne de Monterquieu moyennant
121^l 3 sols pour un an a Joseph Lesta, liserand de
laune. qui s'oblige a tenir bon vin pour la ville
et faux bouoys et souffrir taxe vicatuy. Les consuls
s'engagent de leur côté a faire jouir Lesta du droit
de deupain de ceux qui feront vin a vendre autre que
celuy qu'ils recueillent dans leurs vignes.

- 20 Janvier 1637. - on delibere sur assignation donnée
par M^r de St Jean Poutge a l'occasion du departement de
la taille et de l'acte passé a Lupiac le 20 Avril.

Arnaud Estibault qui a été emprisonné a Auch reclame
le paiement des frais qu'il a faits. on remet à statuer
a la prochaine assemblée. on envoie a Auch le sieur
Bertin pour savoir si le departement du belod
demandé par le duc d'Epemon est fait justement.
33 sacs sont exigés de Monterquieu, ce que les consuls
trouvent exorbitant.

Montesquiou.

107.

12 fevrier 1637. C'est 23. sacs qui sont demandés; on décide de faire une levée de 50 ou 150 livres pour acheter ce bled et les sacs pour le mettre. Ce sera le prix rendu au lieu de Casaubon. Dertin consul et notaire est chargé de faire la levée sur le rôle préparé: il en sera tenu compte sur les prochaines tailles. Les rebelles seront contraints par le valet. — Le même jour Jean Antoine Palherenne, avocat, habitant de Montesquiou confesse tenir en afferme d'herbe du pied de la ville communément appelé: le pré de Besiale. — et ce pour une année seulement moyennant la somme de 59 livres, ensemble un char de foin se rendu dans la maison de ville payable lorsqu'il tirera l'herbe du pré.

12 Mars 1637. — mande extraordinaire. Il a été mandé aux consuls par l'élection, d'imposer cinq cens huitante sept livres plus les droits de levée et façon des rôles, pour l'entretien des armées qu'il convient au roi de tenir tant dedans que dehors le royaume.

On répartit cette levée sur 2480 arpens qu'il y a en Montesquiou, ce qui fait 6 sous par arpent et attendu que la mande a été dissimulée, que l'on est grandement surchargé M Jean Beth ira à Auch pour avoir explication.

1. 28 Mars. 1637. Les consuls reçoivent une mande signée

Dalong. juge mage, de 365 livres 8 sous, qui a la part de Montesquiou dans l'entree de 1200. rations de gens de pied a raison de 2 sous par ration et onze chevaux par jour a 12 sous par cheval pendant trois mois pour être rendu a Bayonne. On envoie ~~pour être~~ le sieur Bertin a Auch et en passant, a Barran, pour s'informer aupres du greffier et voir quel est le département de toute l'élection et prendre tout renseignement.

- 20 mars. - Toute la communauté vote une imposition de 12 sous par arpent et aussi somme analogue sur les personnes aisées non propriétaires de biens fonds suivant leur industrie.

- 15 mai 1637. - La communauté afferme la terre du Pété de que a Jean Beaudé pour trois années et trois récoltes dont la première en l'an 38 moyennant 3 livres par année payables chaque feste Notre Dame d'Aoust.

- 28 mai 1637. - Les consuls ont reçu la mande des tailles de la présente année - signée Cotignon. - et Baron. greffier. - montant a 4386.⁴ 16.⁴ sans y comprendre les droits de collecte. a lever sur 2180 arpents on cotise 8 sous par arpent.

- 26 Juillet 1637. - Les consuls représentent l'insuffisance des moyens de payer les tailles. On cotise 28 sous par arpent.

- 16 août 1637. - Reclamation du sieur de Lagarde (Lasseran Massencome) au sujet d'une dette de la communauté vis à vis de lui.

Il est décidé qu'on enverra vers le sieur de Lagarde, pour obtenir de lui délai de paiement.

- 29 septembre 1637. Les consuls de Vic ont convoqué la communauté de la collecte pour envoyer leurs députés à l'assemblée qui se réunira le 30 du present mois dans la ville de Vic, pour proceder au departement de l'entretien du regiment de Navailles qui est dans ladite ville de Vic, par ordonnance de Mgr. le duc de La Valette, afin de connaître la part qui revient à la communauté de Montesquieu. Le s^r Jean Antoine Laberrenne, voudra bien aller à Vic et demandera communication dudit departement qui sera fait sur l'ancien tarif, et demandera aussi communication de l'ordonnance du dit seigneur de La Valette.

- 2 Octobre 1637. Le s^r Jean Antoine Laberrenne rend compte qu'il s'est transporté le 30 septembre dernier dans la ville de Vic, et a été mis de rapporter entre les mains des consuls de la dite ville les sommes qui se sont trouvées être dues par la dite communauté de Montesquieu, pour l'entretien du regiment de Navailles, laquelle part monte à la somme de 14^l 3 sols. 6 deniers. Et comme il n'y a pas d'argent pour payer ladite somme les consuls seront chargés d'emprunter ladite somme, avec promesse qu'ils seront indemnisés.

- 11 Octobre 1637. Les consuls de Vic ont réclamé de nouveau le paiement de la cotisation de la communauté de Montesquieu

Les consuls feront l'avance de cette cotisation, et pour se rembourser on cotisera cinq sous par arpent, pour relever les consuls de leurs avances.
- 15 octobre 1637. au sujet d'une ordonnance du Tresorier general des finances qui prescrit de rapporter toutes les quittances des sommes payées pour la communauté et les envoyer dans la ville d'Aux pour la verification des dites sommes. Le sieur Jean Antoine Jullien ira dans la ville d'Aux pour la dite verification.

- 15 novembre 1637. Les consuls ont été contraints d'employer l'argent qui a été imposé pour payer les tailles et taillon et pour l'entretien du regiment de Navailles qui a longtemps sejourne dans la ville de Vic Fezensac, revenant a la somme de 600 livres. Pour remplacer cette somme, il sera cotisé huit sous par arpent.

- 6 Janvier 1638. consuls. Jean Barrie notaire. - Bernard Dubourg. Arnaud St. Vie. et Johan Liobea. petit. On a reçu des consuls de la ville de Vic. le departement de l'entretien des gens de guerre placés dans la ville de Lanneprax. Mr Jean Barrie, consul, sera prié de se transporter dans la ville de Lanneprax pour s'entendre sur le departement dudit entretien des gens de guerre. Il est delibere qu'on demandera l'aide de Monseigneur le comte de Carmain.

- 11 Janvier 1638. Deliberation sur le moyen de se procurer l'argent necessaire au paiement de l'entretien des gens de guerre. On demandera l'argent au fermier de Barcou, sur autorisation de Mgr. le comte de Carmain.

Monterquieu.

111.

- 17 Janvier 1638. - Payement des gens de guerre logés dans la ville de Lanneprax. Il sera fait emprunt au sieur Arnot de Porques sieur de Seyragude. de la somme de 120^l et pour le remboursement de cette somme il sera cotisé une somme de 600^l sur tous les biens tenants de Monterquieu.
- 10 février 1638. - Pour l'entretien des gens de guerre. Il sera emprunté 400^l à M^r Galois de l'île.
- 28 février 1638. - On a reçu la mande des tailles, signée Cousto et Daignan élus, Baron greffier. de la somme de 58^l 8 sous. ordonnée par Mgr. le duc de la Valette.
- 25 avril 1638. - Reclamations de l'intendant de la province relativement au paiement des droits des années 1635 et 1636.
1637. - M^r Davis sera envoyé à Ni. on lui donnera des instructions avant son départ.
- 22 Mai 1638. - Pour le payement de l'entretien des gens de guerre et des droits d'abonnement en retard, il sera cotisé 15 sous par argent.
- 11 Juillet 1638. - Imposition ordonnée par la Majesté sur la généralité de Guienne. nécessité d'emprunter pour payer les deux quartiers de cette imposition.
- 25 Juillet 1638. - Dette de 1500^l réclamée par M^r de P^lan Pontge. on propose d'emprunter 8000^l à M^r d'Handon, fermier et agent général de Mgr. le comte de Carmainy.
- 12 Août 1638. - Payement des deux derniers quartiers de la taille et taillon. on cotisera 25 sous par argent.

- 5 Septembre 1638. - Emprunt de 2000. livres. pour être employé au remboursement des sommes dues à M^r de St Jean Poutge et de Galois. de l'Ac. assignation de la Communauté par M^r Jean Harris. docteur, pour faire faire nouvelle estimation et apurement des biens du consulat.
On soutiendra ce procès et on charge M^r de Nouzerie, de prendre avis d'un avocat sur cette affaire.
- 2 Janvier 1639. - Consuls: noble Guillaume Mimale, Jean Liebra, Joseph Liesta. Duprat. consuls, M^r Jean Dubarry est prié d'aller à Auch pour tenter d'empêcher le nouvel apurement - et voir en même temps le greffier de l'élection au sujet du déplacement des sommes imposées par Sa Majesté sur le gouvernement de Guienne.
- 9 Mars 1639. - Les consuls de l'année dernière ont rendu leur compte et ont porté plusieurs articles de non valeur. Il serait utile de désigner des personnes pour vérifier ces biens non valeurs.
- 7 Avril 1639. - Le marquis de Louvois gendre de M^{gr} le comte de Carmarthen. se trouvant à Bordeaux, on est d'avis d'envoyer des députés de la communauté de Montesquieu, pour saluer le seigneur et lui offrir service. Les députés désignés sont M^r du Haget. Les consuls lui paient les frais du voyage.
- 15 mai 1639. - Les consuls ont reçu la munte qui s'élève à 7090^{rs} environ pour la taille et le taillon à quoi il faut ajouter 1^{re} les frais qu'il convient de faire ordinairement. 2^{es} les sommes payées aux contributions de Vic et de Lannepax (subsistance des gens de guerre. 3^{es} les frais du voyage fait par

M^r. du Haget à Bordeaux pour rendre visite à Monseigneur de Sourdis. 4^e: le paiement du predicateur et les intérêts que l'on fait à plusieurs. Le tout montant 7930. livres ou d'avantage. Pour faire face à ces dépenses on cotise trois livres six sous par arpent, on divisera ainsi la cotisation = 3^{li} 6^s seront levés pour la taille et pour les frais ordinaires, et 10^s pour la subsistance des gens de guerre, paiement du predicateur, voyage de M^r. du Haget et intérêts des capitaux dus. Mgr. de Sourdis étant à Gimont on lui enverra un présent honnête que les consuls se procureront et qui leur sera passé en compte. M^r. de Sourdis ayant déjà rendu des services, notamment pour l'exemption du logement des gens de guerre et la communauté pouvant espérer de lui de grands soulagemens, M^r. de Mimale curé de Maubert qui va audit Gimont sera prié de vouloir bien assurer audit Seigneur l'obéissance de tous les habitants de Montesquieu et le supplier d'agréer le présent et de leur procurer l'exemption du logement des soldats.

- 10 Juillet 1639. Les communautés de la collecte ores qu'elles soient les plus petites de la Haute Guienne en fruits et semences ont obtenu un arrêt qui les décharge pour trois années des tailles sous prétexte de faits faux allégués au conseil du roi; et ce au grand préjudice

de Montesquiou et autres communautés qui seront chargées d'autant plus. Et même les consuls de Vic Fezensac et Riguepeu s'efforcent d'obtenir une semblable de charge quoiqu'il ne soit arrivé sur eux aucune des grandes incommodités de logement de gens de guerre qui ont accablé Montesquiou, Etipouy, Monela, Doylebon et autres qui ont été depuis six ou sept ans grélés. Les consuls ont envoyé à un avocat aux conseils pour qu'il obtint que les arrêts dont il s'agit ne fussent pas exécutés, mais il ne peut plus agir faute d'une procuration. On charge les consuls de faire au nom de tous les assistants la dite procuration, noble Guillaume Mimale est spécialement chargé de s'entendre avec les autres communautés intéressées de constituer tel avocat qu'il jugera convenable et de suivre le procès en qualité de syndic, promettant d'avoir pour agréable ce qu'il fera et lui rembourser les frais qu'il avancerait. Les soussignés sachant escrire. =

Le même jour délibéré de faire présent de 60 livres à M^r de Favin qui a procuré auprès de M^r de Nouil intendant de la justice et maréchal des logis, l'exemption des gens de guerre, qui étaient logés à Lannepax et même la restitution de 260 et tant de livres qui déjà avaient été payées aux consuls de Lannepax.

M^r de Laplaigne remerciera le dit sieur de Favon et lui fera
agrecer le present.

- 9 octobre 1639. Les consuls ont reçu une lettre de Monseigneur
le marquis de Sourdis adressante à M^r de Poule' con-
cernant les arrearages qu'il demande des années 1637. 38. 39
et ainsin qu'ils on fait apparoir de la mande signée de
Poule, conseiller du roi et maître des requêtes de sm hôtel.
On envoie M^r de Laplaigne rapporter la lettre de M^r de
Poullé et lui représenter la misère de Montesquieu.
Les consuls lui donneront l'argent necessaire pour faire
le voyage là où M^r de Poullé sera. Il aura soin aussi
de recouvrer les quittances des tailles, taillens et frais
faits es années 1637. 38. 39. 38 et 39., les procès verbaux
faits par M. M^{rs} de l'archevêché du dommage des grêles
tombees aux susdites années ainsi que les declarations
necessaires pour faire voir au susdit sieur de Poullé les
logemens que les gens de guerre ont faits.

L'assemblée delibere d'envoyer un cadeau à M^r le marquis
de Sourdis, en 60 sacs d'avoine; les consuls bailleront
l'argent et feront porter ces sacs à Bordeaux.

- 21 novembre 1639. Les consuls representent qu'ils ne sont
pas encore payés des deux premiers quartiers de l'année
à cause de la pauvreté des habitants qui est cause que
les sargens et archers sont dans la ville depuis huit jours,

ce qui cause grands frais : pour en éviter la continuation ils proposent d'emprunter 200. sous au denier de l'ordonnance pour acquitter les deux quartiers. Sur quoy les consuls sont autorisés à faire cet emprunt pour deux mois : il leur sera tenu compte de l'intérêt qu'ils paieront.

- 29 Janvier 1640. - Consuls : Ramon Cousto, Jean Vincens, Fusion Estebault, Bernadet Rozis. - Ils ont reçu une mande de Monseigneur le prince pour la somme de 1791 livres 6 sous laquelle dite somme il est nécessaire d'imposer. Maître Jean Dubarry, docteur et magistrat, Mr Jean Licita, bachelier en droit et autres conseillers ont dit être raisonnable d'imposer la dite somme à raison de 20. sous par arpent. Les consuls sont autorisés à exiger les comptes des consuls de 1637, 1638. et 1639. qui seront obligés par toute rigueur s'il le faut de payer ce qui pourrait être dû par eux ; et attendu qu'il y a dix ans et d'avantage que la dite communauté a exposé plusieurs et grands frais à l'obtention des marchés et foires à Montesquieu et dressé des halles et que par la mauvaise intelligence des habitants ennemis du bien public la permission et établissement du marché est inutile à cause que les habitants ne se rendent pas les jours destinés aux dits marchés pour vendre de leurs denrées ainsi s'en vont aux villes voisines. Il est arrêté que tous les habitants

du consulat de Montesquieu seront contraints un de chacun domicile de venir au marché et y apporter quelque chose suivant leurs facultés pour le vendre ou acheter des marchandises nécessaires à leur maison, à peine de 20. sous d'amende pour la première fois de leur manquement et 50 sous pour la seconde, au paiement de quoi les consuls pourront contraindre les contrevenants. Ils feront publier la dite arrestation, sous la même peine un de chaque maison ou au moins les jurats seront tenus de se rendre à la maison commune pour délibérer des affaires de la communauté à la première requisition des consuls ou des valets envoyés par eux. Les sacheurs escrire soubsignées et non les autres pour ne savoir.

- 12 février 1640. Les consuls de l'année précédente 1639. représentent aux consuls de 1640 et aux jurats qu'ils ont reçu la semaine dernière une requête au pied d'icelle portant commandement à tous habitants d'imposer et payer les deux derniers quartiers de la taille de l'année dernière 1639. Le dit commandement fait par M. de Pouli. Sur quoi on prie Ramond Cousto de s'en aller aux villes circonvoisines pour s'informer comme quoy ils paieront les dits deux derniers quartiers, et à ces fins lorsque le s^r Cousto sera revenu il rendra compte à la jurado qui résoudra au tout.

- 15 mars 1640. - Ces jours derniers qui était le 18 Mars les consuls ont été sommés et ensuite contraints par M^r de Foulé au paiement de 180 livres pour le paiement des restes des deux premiers quartiers de 1639. Cette somme ayant été remise à M^r de La Baune (de La Baune) de Vic et à M^r Cousson. on envoie Jean Costa bachelier en droit et Ramond Cousto à Vic où ils verront à s'entendre pour cette affaire et notamment pour le paiement des frais faits par ledit sieur de La Baune pour obtenir le paiement de ces deux quartiers. Il s'agit d'éviter un procès au sujet de ces frais.

- 25 Mars 1640. - M^{rs} Jean Costa et Ramon Cousto ont été à Vic le 18 pour voir M^r de La Baune. Les dépenses et prétentions qu'il a sur la communauté se sont élevées à 235^{fr} 18^s. Ils n'ont pas eu pouvoir conclure avec lui sans consulter la communauté. Sur quoi on délibère que M^r de La Baune sera prié de vouloir réduire et relâcher les taxes des frais qu'il a pu ou pourra obtenir à 180^{fr} et prendre terme pour le paiement de cette somme. La réduction pourrait être faite par des arbitres M^r de La Baune choisira le sien. La communauté prend M^r de Palagos, avocat à Auch. Ramond Cousto est nommé mandataire de la communauté.

- 15 Avril 1640. - Les consuls ayant reçu mande des frais et dépenses faites par le moyen des gens de guerre. à l'effet du paiement de la subsistance négotée par

Apr. le prince, on cotise pour en quitter 541 livres qu'il s'agit de payer. Chacun paiera 10 sous pour livre de ses tailles pour acquitter cette somme.

- 24 mai 1640. - Mr le Comte ayant fait rejet sur la collecte de Vic pour l'entretien des gens de guerre qui sont à Lannepax et à Lupiac, on députa Mr du Haget pour obtenir de charge de Mr le comte ou bien lettres de Mr le marquis de Louvois pour Mr Foulle.

Plusieurs se présentant pour les écoles, on leur eut de se poser des juges à Auch qui examineront leur capacité. Il en sera fait rapport. Si mieux ils n'aiment venir à leurs dépens et souffrir examen des habitants capables de ce. Antoine Rodenot consul. a été constitué prisonnier pour défaut de paiement des restes des deux premiers quartiers de 1639. On décide que ce qui est dû sera payé.

Mr Jean Barrie, notaire & consul de 1638 et 1639. demande à régler les comptes, une différence de 200 livres existe, on choisit deux arbitres à Auch. Le consul Mr Palagon, avocat, Mr Barrie. M^r Verdun également avocat.

- 1^{er} Juillet 1640. Les consuls ont obtenu jugement de M. M^{rs} les élus d'Armagnac qui les reçoit à impayer les comptes présentés par les consuls des années 1635 et 1637. Ils demandent l'avis de la jurade sur ce qu'ils ont à faire. Du contentement des consuls de 1635 et 1637. On

nomme pour arbitres Guillaume de Bordes, sieur du Haget et Jean Cauchayé à qui Coussou et les consuls fourniront leurs impugnations qui liquideront les comptes et au cas où ils ne pourraient s'accorder choisiront autres personnes non suspectes.

- 5 Août 1640. Les consuls ont reçu l'assiette de la taille de cette année signée de Contignon et Daignan, conseillers élus en l'élection d'Armagnac et Duclou, greffier, et dans icelle dite mande s'est trouvé monter à la somme de 6860⁺ g⁺ 8 den laquelle somme il convient imposer sur 2160 arpens qui sont en la juridiction de Montesquieu. M^r Jean Dubarry docteur en droit, M^r Jean Lieta, bachelier, noble Guillaume de Bordes sieur du Haget, noble Guillaume de Mimale sieur de Laplaigne, Jean Barris, notaire, Jean Bertin, notaire, M^r Jean Abadye, maître chirurgien, Joseph Lieta, Frison Rozis, de Labordeneuve, Blousson bonson, Arnaud Bertrand, arnaud Etibault, Gelibest Beth, Antoine Modenot, Ramon Cugnac, Jean Barris bet Jan, Jironis Baudé, et plusieurs habitants dudit Montesquieu lesquels tous unanimement et d'un commun accord ont dit qu'il est nécessaire imposer à raison de quatre livres par arpent, tant pour payer la dite mande que pour suppléer aux autres frais qui pourraient survenir à la dite communauté et plus n'a été délibéré. - les marchans enuyre. et . . .

- 21 Decembre 1640. - Le premier consul Ramond Couste, represente aux habitants et jurats Jean antoine Lieta, bachelier en droit, guillaume Murali sieur de Laplaigie, Jean Abadie M^e chirurgien, Joseph Lieta, Gilbert Beth, et Bernard Dubourg, que suivant l'antique coutume dudit Montesquiou, tous les consuls ses collegues avaient nomme huit personnes idoines et capables pour en estre pris par monseigneur le comte de Carmain les quatre pour exercer la charge consulaire audit Montesquiou l'annee prochaine 1641. Ils en ont fait deux listes: en la premiere sont M^e Jean Bertin, notaire, givonis Baudet, Jean Aveille petit jeun, D. Estibaut, et en la seconde sont Jean anthoine Julian, bourgeois, Jean Harris Beth, Jean Raymond Nodeno, peymadone, et guillaume..... Les consuls ajoutent qu'ils ont recu de Mgr. le comte lettre par laquelle il veut et ordonne que Fris Marsan, regent, continue a enseigner dans les ecoles, ce que eux consuls veulent aussi: La jurade et les habitants n'ont rien a dire sur les personnes designees dans les listes, qui seront envoyees de suite, vu que l'annee est avancee, a Mgr. le comte ou a son defaut a M^r de Boissieres, son intendant general, Fris Marsan continuera la regence des ecoles et d'enseigner la jeunesse.

- 10 Janvier 1641.. L'an 1641 le 10^e jour du mois de Janvier fut aut
 assemblée, du mandement des consuls dans la maison de ville
 où se tiennent les assemblées publiques pour deliberer
 concernant l'intérêt de la communauté.. Guillaume
 Barriès, prêtre recteur dudit Montesquiou, Bernard Rosis,
 chirurgien etc.. jurats et habitants. Les consuls de l'année
 dernière ont dit que depuis le premier paiement, tant
 de la subsistance de Mgr le prince, que du premier
 quartier des deniers royaux, cotisés l'année dernière
 au consulat de Montesquiou, Cousto et ses collègues
 en faisant la levée et exaction des dits deniers avec le
 decry et decheq (dechet) des monnoies, soit de France,
 soit d'Espagne, ils ont pris des taillables 414^l 6^s 6^d
 d'argent, parmi 2200^l qui sont telles especes: nonante
 trois pièces de vingt sous de France, et 100^l 14^s 6^d de
 pièces de 13 sous 6^d, soixante trois piastres en 2^e reaux,
 d'Espagne et 8 menilhes, et les pièces de 14^s 6^d, 14
 piastres fortes, une dalle qui était de bonne monnaie
 courante avant le decry, Le receveur a refusé de
 prendre cet argent que au poids de marc à qu'ils
 ont fait constater par l'acour, notaire à Auch, ils demandant
 ce qu'ils ont à faire et déposent toute cette monnaie
 sur la table requerant qu'on leur bailla en reprise.
 On decide que l'on pesera les espèces et qu'on les vendra

au poids de marc. M^r de Laplaigne est chargé de cette opération. Un arbitre sera nommé pour juger si la communauté devra supporter la perte. La somme en provenant sera remise au receveur et pour en outre payer tout le surplus qu'une nouvelle mande de subsistance on cotise 20 sous par arpent.

Les consuls sont Gironis Baudé, Jean Aueille, Ramond Modenot peymadone, - Julien s'est porté appelant de l'élection consulaire, la communauté le poursuit en justice pour le contraindre à accepter une nomination raisonnable. - 2 février 1641. Sur la requête présentée à M^r de Foulé pour obtenir décharge des tailles vu les grêles qui ont ruiné les terres de ce consulat pendant six années consécutives il a été ordonné que vérification serait faite par un conseiller en l'élection d'armagnac, présent ou appelé le procureur du Roy. Hier on a reçu ordonnance de payer au sieur l'abaune. receveur, les quartiers arriérés. on envoie R. Coussou prieur M^r de Contignon conseiller eslu de se rendre avec le procureur du Roy à Montesquieu pour faire la vérification; on leur envoie montures à cet effet, et on pourvoira aux avances nécessaires; en même temps on priera M^r de l'abaune d'accorder délai pour le paiement de l'ordonnance d'hier parcequ'il est impossible de payer de suite vu les grandes

impositions et subsistances qui ont été imposées.

- 24 mars 1641. Jean anthoine Julian consul et ses collègues représentent que l'on a fait descendre Mr de Contignon élu et Mascaron procureur du roy pour verification de l'ordonnance de Mgr. de Poullé intendant de la province de Guyenne, mais qu'on n'a pas obtenu encore la décharge du roy et de son conseil, que journellement les receveurs poursuivent les habitants par execution et emprisonnement et que les frais augmentent; on delibere que Mr Julian choisira un syndic qui s'occupera de chercher les moyens d'obtenir arrêt du conseil et poursuivra l'affaire pour le soulagement du pauvre peuple, en se réunissant aux autres communautés qui seraient dans le même cas.

- 20 juin 1641. Le 20 juin les consuls ont reçu la mande des tailles montant 5595^l 18^s 9^d, sans y comprendre les 4 deniers pour livre attribués aux receveurs. On impose sur les 2160. arpens de la juridiction, on cotise 3^l 5 sous par arpent tant pour la mande que pour les autres affaires de la communauté.

- 15 Septembre 1641 Les consuls ont été assignés par devant Mr Regis commissaire des armoiries pour faire la declaration des biens que la communauté possède. Ils ont envoyé cette assignation à

M^r. Degan avocat et procureur de la communauté pour faire la déclaration en forme et se présenter de nouveau devant le commissaire, et dire que la communauté ne jouit aucun bien de son chef, ains seulement une pièce de bois, une pièce de pré en pature pour tenir les foires que M^{gr}. le comte de Carmain, seigneur et baron de Monterquion a baillé à nouveau fief à la dite communauté moyennant la rente annuelle de 8.⁴ 2.⁷ et desquels biens ils payent annuellement la taille au roi: comme aussi ledit seigneur leur a permis de tenir taverne et boucherie moyennant six praires de chapons, et deux œufs petits par an. On indemnifiera M^r. Degan de ses démarches et frais.

~ 22 septembre 1641. Dominique de Salles, conseiller du roy et son receveur du taillon a envoyé une lettre de M^{gr}. de Bousquet intendant en quénne. qui veut savoir pourquoi la communauté et d'autres du voisinage n'ont pas payé les deux derniers quartiers de 1639 et 1640. on prie M^r. Julien se rendre à Auch ou autre lieu où sera M^r. de Bousquet pour lui représenter l'impossibilité de payer vu les grêles et inondations d'eau continuelles, et même que le pauvre peuple est sur le point de quitter ses maisons comme plusieurs ont déjà fait. Les terres de la communauté sont demeurées incultes

depuis cinq ou six années et sont ravagées par les orages. On charge Mr Julian de les affermer pour huit et neuf ans moyennant certaine rente pour éviter leur perte irréparable.

- 11 Octobre 1641. Julian, en sa qualité de consul, Joseph Liétra et les habitants ont reçu ajournement personnel de la part du sieur Luteulade, lieutenant au gouvernement de Navarrens sous un fausp et suppose exploit de rebellion que les habitants auroient fait aux sergens voulant exécuter pour les sommes qui auroient été indiquées par le s^r de Labaune receveur des rentes que la communauté faisait de l'année 1639, on charge Mr Julian d'aller à Auch devant l'intendant devant lequel l'ajournement est donné pour s'insinuer en fausp contre le dit exploit de rebellion et l'impugner, promettant le relever de tous depens.

- 27 Octobre 1641. Julian s'est rendu à Auch devant l'intendant, mais n'a pu obtenir son elargissement que pour huit jours tant seulement et en donnant caution de payer les sommes dues au sieur de Luteulade, il prie l'assemblée de prendre quelque expedient pour qu'il n'arrive aucun desordre. Le sieur Julian, verra si ledit Luteulade voudrait accorder quelque temps pour le paiement de la somme ou prendre obligation de la communauté, ou tout autre moyen

qui sera avisé par le sieur Julian pour le soulagement du pauvre peuple. on décide aussi que pour les frais qui ont été faits cette année au logement des cavaliers de M^r le marquis de Sainte Croix, faute de paiement de la subsistance, ils seront rejetés sur ceux qui se trouvaient redevables de cette subsistance lors de l'arrivée des cavaliers. Les consuls de l'année dernière feront les rôles de ce rejet.

- 29 décembre 1641. Les consuls ont reçu la mande de la subsistance montant à 2345⁴ 10³ q^d on impute à raison de 26 sous par arpent. La mande est signée de messeigneurs de Schomberg, gouverneur pour le roy en Languedoc à présent commandant les armées en Guyenne, de Dousquet intendant des finances en la dite province, et de Lepinette trésorier en la généralité de Montauban = signée aussi de Chaumont, secrétaire de mondit seigneur.

- 9 mars 1642. Jean Baris, Bernadot Rotis, Dominique Piabre, petit, Bertrand Etibaut, consuls de la présente année. Les receveurs ont demandé la subsistance, et même par deux diverses fois fait exécuter sur les meubles des consuls. L'un des consuls ira trouver le receveur ou son commis et lui demandera de vouloir nous soulager de l'édite subsistance, et que pour l'attente il lui sera baillé le sou pour livre.

- 11 mai 1642. On a reçu 1^{re} la mande des tailles

signie d'aignon montant à 6352^{fr} - 2^e autre mande pour le franc-fief de 86^{fr} - 3^e autre mande de 1120^{fr} pour les bagues des consuls, regent, interets et autres menus frais ordinaires, en tout 7519^{fr} 6^{fr}. On cotise pour les deux premiers quartiers 1/2 sous et 2/3 sous par argent pour les deux derniers quartiers. - Les consuls ont reçu assignation à la requête du sieur de l'espine pour raison des greffes, tribunal et alternatif par devant M^r de Bousquet. Il a été délibéré que les consuls feront présenter un avocat ou procureur.

- 1643. les consuls sont - Frison Rotis, Pierre Darrieux, Jean Aueilhé petit jean, Ramond Poumarin.

(Ici se trouve sur le registre une page laissée en blanc et le feuillet 169 contient la délibération ci-dessous relative au voyage de M^r le comte à Montesquiou.

- L'an mil six cents quarante trois et le vingt deuxieme jour du mois de Février dans la ville de Montesquiou et maison commune d'icelle étant assemblés Frison Rotis, Pierre Darrieux, Jean Aueilhé petit jean, Ramond Poumarin consuls l'année presente, à eulx assistans Guillaume Mimali sieur de Laplaigne, M^r Jean Bortin et M^r Jean Baris, notaires, Jean Abadie M^r chirurgien, Joseph Lestor, Bernard Mimali, Arnaut Estibaut, Antoine Daube' gironis, Domenge Liabra petit, Jean Bloutton, bonson, Frison Estibaut, Bertrand Castay jean blanc,

Montesquieu.

129.

Bernard Rotis, Jean Barrie, Guillaume Anelhe, Bertrand Depoy, Antoine Julian et autres habitants dudit Montesquieu et juraats. Lesquels consuls auraient representé que Monseigneur le comte (admiral de Mouluc) sen vîen sur le pays et particulièrement dans son chateau de Montesquieu et qu'il y a longues années qu'ils ne l'ont recogneu d'aucun present et recognoissance des bonnes grâces et protection dont il nous a favorisés, et continue à ce faire durant ces troubles, qu'il seroit à propos de luy offrir en present quelque chose à son arrivée, affin de l'obliger à nous départir ses faveurs à l'advenir et luy faire quelque entrée suivant nos commodités, les forces et savoir faire de la communauté. Sur quoy auroit esté delibéré et d'un commun accord et cry publicq qu'il luy seroit offert et baillé par les dits consuls au nom de l'adite communauté la quantité de dix char de foin, cinquante sacs d'avoine, douze paires de chapons, huit moutons et deux sacs legumage, et qu'il seroit acheté quelques livres de pouldre à la discretion et sagesse des consuls pour tirer à son arrivée et feu de joie qu'on a delibéré faire. A quoy faire et subvenir aux frais qu'il conviendra faire pour tout ce dessus, les consuls sont priés des part de la dite communauté de

travailler à la recherche des choses susdites afin qu'elles soient toutes prêtes et les avances et frais qu'il conviendra faire pour tout ce dessus. La dite communauté promet leur allouer et payer toutes les fournitures qu'ils feront et tout ce dessus promettant avoir pour agreable tout ce que par les dits consuls sera fait pour tout ce dessus et plus n'a été délibéré.

(Le voyage du Comte à Montesquieu ne put pas avoir lieu et adrien de menluc fut retenu à Paris par son état de santé.)

(autre feuillet blanc également coté 162.)

- 10 mai 1643. Le receveur des années 1629-1640 et 1641 a reçu de Paris ordre de se faire payer les rentes dues, on est menacé de grands frais, les consuls proposent de faire un emprunt, mais avant on décide que les consuls écrivent à M^r de Cotignon pour le prier de parler au receveur et obtenir délai.

Les consuls de 1640 ont rendu leurs comptes devant l'aucut Dubourg, docteur en droit, juge du present lieu et Jean Labruelle, notaire royal; ils ont reçu 9074¹/₂ s.⁹ y compris 524¹/₂ dont ils demeurent déchargés comme en ayant rendu compte à la communauté et employés aux affaires les plus pressantes. L'assemblée approuve la dépense à 8926¹/₂ la recette excède donc de 118¹/₂ s.⁹

somme qui s'augmente de quelques autres, en sorte que les consuls sont redevables de 1887 qu'ils verseront au receveur des tailles de l'année 1640, et en rapporteront quittance à la communauté; et les comptes seront clos et arrêtés. La première fois que les consuls vont à Auch ils présenteront requête à M.M. de l'élection pour faire commettre M. Dubourg ou autre pour parafer comme vacantes les pages précédentes oubliées par inadvertance par M. Julien.

(Trois pages sont en blanc à la suite).

- 21 Juin 1643. M. de Contignon se rendant à Paris a fait offrir ses services à la communauté. Un des consuls ira à Auch le trouver, accepter les offres et lui porter les verbaux faits à l'occasion des grâces. afin qu'il puisse solliciter arrêt du conseil qui décharge la communauté des tailles. on lui donnera lettre pour Mgr. le comte de Carmain et Mgr. le marquis de Sourdis, afin qu'il leur plaise nous départir leurs faveurs pour plus facilement obtenir l'arrêt. on donnera 60^l à M. de Contignon qu'il promettra rendre s'il ne réussit pas: s'il réussit la récompense sera à la discrétion de la communauté. Le foin avait été acheté sup char à raison de 7 livres le char pour faire don à Mgr. le comte de Carmain. Comme il ne vient pas à Montesquieu, le foin sera vendu

à l'encan et la peste sera sur la communauté. on payera par raison de la dépense faite par la compagnie de cavalerie. Et tous par cavalier à ceux qui les ont logés, et ceux qui auraient logé en 1641 seront payés suivant le taux qui en avait été fait.

- 3 Septembre 1643. - on a reçu plusieurs fois depuis trois ans des significations et indications des élus d'Armagnac pour faire faire l'arpentement, recherche et estimation des biens du terrier de Montesquieu. on nomme des arpenteurs experts qui feront cette opération en présence des jurats désignés et moyennant salaire, les propriétaires étant appelés.

- 28 novembre 1643. nouvelle délibération sur le même sujet. On adjoint aux deux arpenteurs déjà nommés le sieur Abbadié, de la maison de la Grange, en Pardiac et, à son défaut, le sieur Molère, lequel sera payé aux dépens de la communauté: on fournira un indicateur pour avertir les propriétaires. Les arpenteurs feront huit degrés des terres et, en outre, un degré suprême pour celles qui sont excellentes, et un degré infime pour les mauvaises terres. L'arpent sera de quarante places, la place de 16 escuts, et chaque escut de 18 pams de tous côtés en figure carrée, mesurée et aunage comme il est marqué à un pilier de la halle de la présente ville. L'arpentement de la ville et faubourg

se fera de même. Les arpenteurs recevront 635 livres payables 200⁺ avant travail, 200⁺ à demi travail et le reste lorsque tout sera terminé. — La livre terrière qui sera de un arpent au premier degré aura de pied huit escuts et l'escut sera composé de 64 sous.

5 Decembre 1643. — assiste à la délibération Jean Boyhet archevêque de l'Isle d'Arleschan — Bonnet, curé de St. Avelles et M^r de St. grette de la Courrasse.

On adjoint un tiers arpenteur à ceux déjà choisis, ce sera le sieur Mollère qui assistera les maîtres arpenteurs dans leur estimation et recevra pour ce aux mêmes conditions et termes cent livres tournois et le service comme aux arpenteurs. Et laquelle somme Moulène present, accepte et promet d'assister à l'estimation par toute la terre du consulat de Montesquieu. On ne fera pas le suprême et l'infime degré de l'estimation ci-dessus, tout sera réduit à huit degrés. Le valet des consuls accompagnera les arpenteurs pour assister les propriétaires et au besoin porter le rouleau cadastre, on lui donnera vingt livres. Pour subvenir à tous ces frais les consuls modernes feront une levée à raison de 8 sous par arpent on leur donnera pour tout droit de levée 24 livres ce qu'ils acceptent.

26 Decembre 1643. M^r Drellet a envoyé 26 cavaliers

pour contraindre à payer les arrearages de 1642, ils donnent deux jours pour ce paiement et celui de 1643 et menace d'envoyer toute sa compagnie. Ils font grands frais.

M^r de Contignon a obtenu arrêt du conseil pour le déchargement des tailles, sa sœur en a l'expédition: il concerne plusieurs communautés et renvoie la connaissance de l'affaire devant l'intendant à qui M^{gr} le comte a écrit en faveur de Montesquieu.

Les consuls ont emprunté 1000. livres sur lesquelles ils ont donné au sieur Dallies 75^{li} sur les derniers quartiers de 1642, 200^l sur les restes de 1641 et 60^l à M^r de Contignon pour l'arrêt de déchargement. On décide que deux consuls iront trouver le sieur Dallies et lui demanderont un délai d'un mois ou quinze jours au moins lui donnant parole de le payer après ce temps, durant lequel on contraindra les contribuables. Les consuls se rembourseront de leurs mille livres après la levée faite. On enverra auprès de Mad^{lle} de Contignon pour connaître la teneur de l'arrêt ou au moins la liste des communautés qui y sont comprises, afin qu'on les avertisse et les engage à contribuer aux frais qu'il faudra faire devant l'intendant M^r de Laferrière.

On fera la criée. qui voudra acheter les arbres du bois de la ville du côté de derrière, on fera rôle

de ceux qui veulent acheter, ce qui servira à payer les frais dont il s'agit.

- 15 Janvier 1644. - Consuls de l'année - Jean Barrié, Antony Noënot, Jeannet St. Vignes, Jean Parroties.

La dem^{le} de Contignon a refusé de délivrer l'arrêt de le chargement avant d'être payé des frais promis, on envoie le sieur J. Bertin, notaire, qui dès le lendemain se rendra à Auch donnera à la dem^{le} de Contignon toutes assurances de la part de la communauté et verra ce qu'il convient faire. Ensuite il ira trouver le seigneur intendant pour obtenir le déchargement. Les consuls de l'année dernière lui donneront cent francs pour parer aux frais, il en fera rôle et rendra compte.

- 25 février 1644. - Le receveur des droits d'amortissement a réclamé des consuls 833.^{fr} à quoi la communauté a été taxée sur deux cavales l'une appartenant à M^r. Jean Barrié notaire, l'autre à Joseph Lesta. on envoie encore M^r Bertin notaire, à Auch pour qu'il tache auprès du receveur de recouvrer les deux cavales en payant les depens et voyages des commissaires qui ont exécuté.

Les consuls de l'année précédente annoncent que l'en doit encore, 2000.^{fr} pour restes: cette somme ayant été divertie pour autres depens. on leur enjoint de rendre compte de la levée qu'ils ont faite dans quinze jours pour tout délai, temps pendant lequel on péciera le receveur de ne

pas exécuter. on verra avec le receveur pour combien il veut quitter pour empêcher de se pourvoir en déchargement. on le priera de ne point exécuter pour les restes de 1629. les consuls de cette année sont menacés d'exécution. M^r de Laplaigne d'un d'eux représente que ses comptes sont ratifiés sauf quelques articles laissés en suspens, depuis il a fait diverses dépenses; il remettra ses comptes dans le délai de huitaine à ses collègues et il y sera fait droit.

Plusieurs consuls depuis dix ans n'ont pas fait vérifier leurs comptes et sont encore redevables; une commission composée de M^r. l'archiprêtre de l'Isle, Laplaigne, Cauhape, Cousto et Bertin reçoit pouvoir de contraindre ceux qui dans le délai d'un mois n'auront pas remis leurs comptes. Ceux qui ont souffert logement des gens de guerre pressent les consuls et les menacent même de poursuites en justice pour se faire rembourser la dépense qu'ils ont faite.

Ces personnes fourniront le rôle des avances qu'elles ont faites, il y sera fait droit.

- 1^{er} avril 1644. - Les consuls, sur la charge à eux donnée par la communauté, d'emprunter où ils pourraient une somme de 1000^l. l'ont empruntée par acte notarié de noble Jean Dicaud sieur de Barrie, de la ville de Mirande, et prient l'assemblée de délibérer sur l'emploi de cet argent. l'assemblée promet de relever les consuls de l'obligation susdite et des

accessoires, on donnera sur cet argent 1^o 400^{fr} au receveur sur les tailles qui peuvent être dues de 1642 et 1643.

2^o 100^{fr} à Mr. Bertin pour subvenir aux frais de l'instance en déchargement. on l'engage de nouveau à se rendre à Auch pour traiter avec le receveur des amortissemens et tâcher d'avoir toute modération qu'il pourra. On lui donne plein pouvoir.

- 16 Mai 1644. - Les consuls ont reçu la taille de l'année qui s'élève à 6771^{fr} 17^{den} plus pour les intérêts, amortissement et droit de levée 1429^{fr}. - au total 8.200^{fr}.

On impose sur 2000 arpens, déduits 80 arpens de non valoir et infimes, ce qui donne 2^{fr} par chaque arpent.

- 12 Juillet 1644. - Il faut faire levée des arrerages dus au receveur des années 1639. 1640. 1641. On cotise pour cela 40 sous par arpent. Pierre Darrieus est chargé de faire la levée, il aura le sou pour livre et sera tenu de rendre compte et où il ne trouvera meubles pour faire et garantir il aura exploit et diligences dont il devra rapporter la preuve.

- 11 Septembre. 1644. - Le sieur de La Feulade a obtenu par devant Mgr. l'intendant ordonnance portant contrainte de 354^{fr} à lui dues par la communauté des restes de ce qui lui a été baillé par la Majesté sur le pays. L'ordonnance a été intimée aux receveurs,

Le terme est venu et le sieur de Salles, receveur, a envoyé Guill^m Baget: Il fut verbalement convenu que Mr. Barrie, notaire, irait voir le s^r de Salles, ce qui a été fait et obtenu délai jusqu'au 20 août pour 200^{fr} et jusqu'à lundi dernier pour le reste, mais il n'a pas été satisfait à cet accord, on a reçu lettre qui menace d'envoyer toute la compagnie si l'on ne paye de suite: on décide que 35^{li} seront payés de suite.

(La page n° 176 du registre est déchirée.)

- 2 août 1645. Jean Antoine Lakerenne, Jean Liabra, Antony Depoy, Guilmot Mimale, consuls de l'année. Mr de Laplaigne, consul de 1639, achève de rendre ses comptes et les fait apurer par la jurade, on lui passe 19^{li} qu'il a payées pour la dépense du prédicateur logé chez Abadie. Il paye en présence de la jurade 28^{li} dont il restait redevable.

- A la suite est écrit sur le registre un acte du 29 Août 1645. par lequel les consuls, la jurade et les habitants de Montesquieu donnent quittance de 170^{fr} provenant de l'impôt de trois arpents de terre labourable qui, dans l'alibrement et arpentement du terroir de Montesquieu de l'an 1621, ont été omis d'incorporer sur le livre des décharges au terroir de Landepoy et ont été jouis par Mr. Jean Barrie,

recteur vieux, et Jean Barris, son heritier, lesquels biens ont été sans aucune cotisation ordinaire ou extraordinaire jusqu'à 1645. inclusivement: les 170^l sont le paiement de l'impôt de ces 24 ans. on reporte les terres omises sur la livre Terrier.

- 24 octobre 1645. - M^r de Bethezé a envoyé réclamer 230^l qui sont l'intérêt de 2000. livres que la communauté lui doit. on n'a pas de quoi payer, on demandera délai jusqu'au 1^r Janvier et on ira, s'il est besoin, trouver M^r de Bethezé en sa maison pour obtenir ce nouveau terme en donnant 10^l au commissaire envoyé par M^r de Bethezé.

- 5 novembre 1645. L'intendant M^r de Lafrière, a rendu ordonnance dans l'affaire du déchargement par laquelle il déclare la communauté déchargée pendant trois années des tailles et enjoint aux élus de ne pas la comprendre dans le département qui sera fait des tailles. arrêt et ordonnance qui ont été signifiés aux élus sans qu'ils aient voulu y obéir ou avoir égard.

On décide que M^r de Laplaigne se rendra dans la ville de Montauban ou autre lieu où sera le surintendant de la justice en province de Guienne pour lui représenter l'arrêt et ordonnance de son prédécesseur ensemble le refus des élus de les exécuter et lui demander toutes permissions requises et nécessaires aux fins que la

communauté puisse jouir du bénéfice des dits arrêt et ordonnance.
on paiera à Mr de Laplaigne les frais qu'il conviendra faire.

Sur le feuillet 182 dechui. deliberation du 24 Octobre 1645
relative aux mesures prises par le receveur qui saisi pour les
arriérés l'argent versé aux consuls pour les tailles.

- 21 Decembre 1645. Douze cavaliers de la compagnie de
Mr de Vilemur sont logés dans la maison des consuls
de 1644-1645. pour contraindre au paiement des restes
des années precedentes et des tailles de cette année. on
decide qu'on donnera au receveur tout l'argent qu'on
peut avoir et que les consuls seront remboursés de
la depense qu'ils font pour cette cavalcade.

- 1646. Les consuls precedons ont reçu assignation devant
le senechal d'Auch a la requête de Guillaume Barrie
qui a été élu consul l'année courante, en cassation
de cette election. Ils demandent a la jurade ce qu'ils
doivent faire. Julian élu également consul declare
adhérer a l'appel de Guillaume Barrie et pareille-
ment Guilhem Aueilhé autre consul. Il est convenu
que l'affaire se reglera à l'amiable, que les
appelans et l'un des consuls se transporteront a Auch
et prendront pour arbitres Mr de Chavailles, avocat
du roi et Mr de Ville, avocat du roy, au senechal
au'il sera fait ainsi qu'ils l'auront ordonné.

- 11 Mars 1646. - Election des consuls a été cassée par un jugement du senechal d'armagnac, il faut proceder a un nouveau choix, les consuls anciens ont fait suivant l'usage les listes : en la premiere est : Arnaud St Vignes, Bernard Dubourg, Jeanmet Duprat, Guillaume Barris : en la seconde. Joseph Liesta, Bernadot Rosis, Dominique Liabra petit, Arnautot Barris. La jurade approuve les listes et decide qu'elles seront envoyées à Mgr. le marquis de Sourdis, qui choisira les consuls.

- 5 Avril 1646. - Dubarai, maître en arts, expose qu'il est fils de Montesquieu, qu'ayant passé le meilleur de son temps a l'étude des bonnes lettres, etant desirieux de communiquer sa doctrine a la jeunesse de Montesquieu, d'autant qu'audit Montesquieu on a coutume de tenir regent pour cet effect, il supplie l'assemblée de l'admettre a ceste charge pour l'année prochaine, et a tout le moins permettre que quinze jours avant la Pentecôte, temps où on est accoutumé de disputer, cette charge, il lui soit permis d'affiger theses pour que ladite charge soit baillée au concurrent et ete donnée au plus merite et capable. Delibéré qu'on lui permet d'afficher theses, et au cas qu'il soit le plus capable, les consuls et la jurade lui passeront contrat aux gages accoutumés.

142. Monterquieu.

- 24 mai 1646. - Jean Antoine Taberenne consul de 1645. expose que noble François du Regne a obtenu des élus trois exécutoires l'un de 21 livres, deux autres de 12 livres et qu'il a fait exécuter sur les bestiaux de plusieurs habitants. Sieur Danieus consul, est chargé de lui donner 24 livres sur les arerages de 1645. qu'il doit pour le reste : faute d'argent on priera le sieur du Regne de patienter, et après vérification la somme et les depens seront passés sur la prochaine imposition.

- 29 juin 1646. - Arnaud St Vignes, Bernard Dubourg, Jeanet Duprat, sont consuls. L'arpentement & estimation n'est pas encore achevé vu qu'aux extrémités de la juridiction il reste encore certains biens à estimer et arpenter. Les consuls accompagneront les arpenteurs pour leur montrer les terres limitrophes qui peuvent rester. Tout le fonds que possède le seigneur, et il y en a beaucoup, sera arpenté et estimé tel qu'il se trouvera aux plus véux consiers. Ensemble les biens de la grange de Marreins de Berdoues et du prieuré de l'hôpital dont il sera fait un cahier à part et convenu avec les arpenteurs de ce qu'il leur sera donné. Les maisons et places de la ville ne seront pas plus chargées que celles des champs.

- 8 Juillet 1646. - Le mande de l'élection datée du 5 mai se monte à 5097⁴ 8¹ 6⁸ sans comprendre 6^d pour livre du droit de levée, 4^d pour livre du droit de recette,

y ajoutant ces deux droits, 3⁴ pour la façon du rôle, gages du valet des consuls, faire mettre les pages au rôle, l'est trouvé le tout revenir à 400⁺ ajoutés au principal de la mande, le total 897⁺ 8' 6⁺, sera reparti sur 1092 livres terrières que le s^r Goffin argentier a dit être dans la juridiction de Montesquieu, détraits les biens que le seigneur possède et ceux des seurs prieurs de Berdoues, abbé de Sacasse Dieu, de l'hôpital. L'imposition sera faite de 5⁺ par livre terrière sans préjudice de ce qu'il faudra imposer pour payer les intérêts des sommes que doit la communauté, dont il sera fait rôle à part et levé l'impôt après que on en aura obtenu permission de messieurs les élus. La contestation n'est pas terminée avec Guillaume Barris, au sujet de la charge consulaire, on nommera un collecteur pour faire la levée dans le quartier qui lui était destiné aux frais de la communauté. L'affaire restera en suspens jusqu'au 1^{er} Août et alors on ira à Auch et on en finira, on fera au dit Barris une protestation du retardement des deniers royaux. Les consuls devront dorénavant au paiement des tailles et après les avoir inscrites au rôle, indiquer la mesure payée sur un lirot que chacun aura si bon lui semble. et ainsi seront évités les désordres et plaintes, à l'égard du procès avec M^r du Regne, on suspendra jusqu'au

1^{er} Août et ses tailles ne seront pas levées jusque là. Les arpenteurs Goffin et Barthe n'ont pas encore achevé le livre terrier, ils ont fait un brouillon, on leur signifiera acte pour qu'ils ne détournent pas ce brouillon de cette ville jusqu'à ce que le livre soit terminé.

- 25 juillet 1646. Le sénéchal a donné décharge de la charge consulaire à Guillaume Baris. Il serait trop long de lui donner un remplaçant, la levée des tailles ne pouvant plus être retardée on choisit personne solvable pour faire la levée du quartier de l'alleque qui arrivait à Guillaume Baris, ce collecteur et le sieur de Rotis qui recevra le sou par livre gages ordinaires, sera garanti par la communauté dans le cas où il souffrirait logement ou despens pour les insolubles. - 11^{es} sont données pour la confection des rôles des impôts extraordinaires.

- 13 septembre 1646. au département de l'impôt on n'a pas incorporé les droits municipaux, intérêts des sommes dues, et on y a au contraire incorporé les terres incultes qui sont portées annuellement comme non valeurs. Le tout monte à 700^{es} qu'on demandera aux élus la permission de s'imposer. Arnaud St Vignes, consul est chargé de faire les démarches, ses collègues et lui réclameront des consuls de 1642, les restes qu'ils doivent.

- 6 novembre 1646. Les consuls de 1644. qui ont

, emprunte 500 " au sieur de Barré, de Miande, pour solder les tailles de 1642 et 1643. sont poursuivis par ce créancier et menacés même d'emprisonnement, on les autorise à faire nouvel emprunt à intérêt ou à rente foncière pour payer M de Barré, intérêts et capital, au nom de la communauté,

- 25 novembre 1646.. On fait la liste des consuls pour être présentée à M le marquis et Mad^e son épouse; la liste comprend Joseph Lieta, Arnaud Etibaut, Bernard Dubourg, Frix Baliez, Dominge Liabra petit, Arnaud Eprau, perinon, Jean Barris lanatier.

- 30 Decembre 1646.- Les consuls ont reçu ordre et commandement des intendants de Monseigneur et Madame le marquis de Sourdis, seigneurs et barons de la presente ville, de vouloir faire la sainteure (ceinture ou litre) soit une couche de mortier blanc entourant l'église sur laquelle on peignait les armes du seigneur defunt, l'église de Peyrute Grande a encore dans la partie du nord Est la ceinture ou litre et les armes peintes du marquis de Roquepine son seigneur avant 1789) du present lieu et afficher les armes de feu Monseig^r. le Comte (adrien de Monluc mort en Janvier 1646.) autour et dedans. Cette ceinture sera faite en suivant le traité déjà fait avec Lespine maître peintre de

Mirande par plusieurs habitans de Montesquieu le 26 decembre, on donnera 55. livres au peintre qui fera tout sauf qu'on lui fournira la chaux et le sable et qu'un manoeuvre l'aidera pour faire ledit cordon et le necessaire.

Mr. Jean Dubarry, juge de Barran reclame parcequ'on lui a fait payer dans le nouveau cadastre l'impôt de pièces qu'il dit ne pas lui appartenir. Deux consuls et deux habitans se transporteront sur les lieux pour juger.

Les 55^{rs} destinées a payer le peintre seront soldées par les consuls de 1643. sur ce qu'ils doivent en vertu de la sentence obtenue contre eux devant les élus d'Armagnac.

- 3 fevrier 1647. Consuls: Joseph Liéla, Dominge Liabra petit, Arnaud d'Espiau perinon, Jeannet Modenot.

L'election n'a jamais voulu avoir egard a l'arrêt de dechargement de moitié des tailles des années precedentes et les commis à la recette des deniers royaux ont imputé sur les restes de 1639. et suivantes tout ce qu'on a payé, on sorte que la communauté est sans aucun moyen de s'acquitter de ce qu'elle doit pour 1645.

et 1646. - Le sieur Dupuy propose d'attester la communauté aupres de Mgr. l'Intendant, offres qui sont acceptées. Les consuls precedens sont invités à reunir toutes leurs quittances comme preuves

- 17 fevrier 1647. La boucherie a été mise aux enchères

Montesquiou.

147.

et adjugée à 26 écus petits, à un homme de Mirande qu'ilhem Couartan precedent adjudicataire, il prie qu'on la lui laisse à 25. écus comme par le passé, à raison des pertes qu'il a éprouvées. La communauté lui fait nouveau bail à 25. écus considerant qu'il est habitant de Montesquiou et qu'il a bien servi les années passées.

Les consuls de 1646. donneront sur ce qu'ils peuvent devoir cent livres au sieur Beuil, receveur, ce qui leur sera remboursé par la communauté s'ils ne doivent rien. On écrira à Mgr le marquis pour obtenir lettre à l'intendant pour le supplier nous vouloir decharger.

- 25 mars 1647. - Le receveur a écrit qu'il veut que la communauté s'oblige demain sans autre délai à lui payer 300^l et plus que sont les restes de 1646. sans quoi il va envoyer la compagnie de fusiliers pour contraindre: il demande que M^r de Laplaigne, Frison Rosés, Anthony Nodeno et Jean Baries s'engagent particulièrement.

Jamet Duprat et Arnaud St Vignes ont emprunté 70^l pour donner audit receveur et demandent que cette somme soit levée en diligence, car ils n'ont que quinze jours de délai. On décide que la communauté souscrira une obligation ou seront compris M^r de Laplaigne et autres. On enverra l'original au receveur et on obtiendra de lui un délai raisonnable. On comprendra ces 700 livres dans la liasse

de 1647. On fera un rôle particulier pour la levée de 70^u empruntées par Duprat et St Vignes. Les consuls désigneront ceux qu'ils considèrent comme devant être portés sur ce rôle. M^r Jean de Dordes, sieur de Monseric, assiste à l'assemblée.

- 9 mai 1647. - La taille datée du 23 mars signée des élus a été envoyée. elle monte à 4809^u 7^u et pour le taillon 472^u 2^u comprenant en icelle, le droit de levée des consuls, port de l'argent, fixation des rôles et vérification d'iceux, intérêts que fait la communauté, gages du regent, gages de celui qui batte l'orloge, sonneur des cloches, valet des consuls - 50^u du huitième denier. 50^u pour les gages des officiers de 1640. 45^u dues à M^r Jean Bertin notaire pour la clôture d'un compte. Le tout revenant à 6350^u. on cotise 6^u sur chaque livre terrière.

- 5 août 1647. - Jean Dubarry, juge et magistrat royal de la ville de Barran a fait assigner les consuls et obtenu appointement et condamnation de depuis contre eux devant les élus au sujet de la surcharge de ses terres. Pour éviter les frais, accord est consenti entre lui et les consuls. Les frais seront taxés par personnes à ce connaissant, des arbitres décideront la question de surcharge et en attendant M^r Dubarry ne sera pas imposé sur ces terres. On exigera des sieurs Goffin et Barthe arpenteurs la remise du livre terrier.

- 18 Septembre 1647. Les consuls representent que nos seigneurs et dame de Lourdes seigneurs et barons dudit lieu doivent arriver un jour de ceste semaine dans leur maison et chasteau dudit Montesquieu, et qu'il seroit a' propos de leur faire present de quelques volailles, moutons et veaux, coqs d'inde durant leur sejour en reconnaissance de leurs nouveaux seigneurs priant la communauté d'y delibérer et pourvoir au plus tot. Sur quoy ouis noble guillaume Mimale sieur de Caplaigne. M^{re} Jean Abadie, chirurgien et autres, on prie les consuls de faire recouurer des paines de coqs d'inde, dix paines de chapons, une paine de brauc de lait. L'argent qu'ils y emploieront leur sera rembourse. On prendra les moutons chez Couartan qui a la boucherie au prix legal et il lui sera tenu compte de ce prix sans le fermage qu'il a à payer.

- 8 Decembre 1647. on fait la liste des consuls pour l'année 1648. M^{re} de Caplaigne et Frison Rotis, premiers consuls, Jean Laroutis, Dousson Dlousson seconds consuls, Jean Duprat, des maisons du Prat, guithem Barrie, des maisons de Barres pour troisiemes consuls: anthoni Caumont, de clauville, anthoine Barrie, de Nanes pour quatriemes consuls. - Pour se conformer a une ordonnance du sieur marquis de Lourdes en date du 17 novembre 1647. les consuls depuis dix ans rendront leurs comptes en

Montesquieu.

presence du procureur juridictionnel dans le delai d'un mois devant M.M. de Serido, de Nogaro, St Vignes et St Bress. Bourgeois de la ville de Mirande.

- 6 Janvier 1648. Consuls: Trison Rosis, Benson Blousson, Jean Dupreux, Antoine Caumont. on donne la garde du bois de la communauté à Arnaud Tentets.

- 26 fevrier 1648. M^r Jean Labruelle procureur juridictionnel assiste à la seance. Les consuls ont reçu lettre du Sieur Carchet qui avertit que la communauté et les consuls de Vic Fezensac, chef lieu de la collecte, ont l'intention de se pourvoir au conseil pour être autorisés à imposer 48.000. livres sur la collecte dudit Vic Fezensac.

on écrit à M^r Dufour, de Seignosse, qui a son fils avec M^r Vigor avocat au conseil pour prier ce dernier de tenir et empêcher que la permission dont il s'agit ne soit accordée promettant de rembourser tous les frais legitimes faits pour tout ce qui pourra toucher la communauté. On demandera à M^r le marquis de Sourdis, baron dudit lieu de Montesquieu, par un exprès envoyé aussitôt de vouloir nous donner aide auprès de M^r l'intendant pour empêcher les surcharges qui se font annuellement audit Montesquieu.

Les consuls depuis dix ans qui devaient rendre leurs comptes et ne sont pas venus à la maison commune -

Il seront contraints à peine de 20. sous d'amende pour la première fois et 40. sous pour la seconde. Cet argent sera employé aux murailles de la ville.

Plusieurs plaintes contre les arpenteurs. on est obligé de les poursuivre pour obtenir remise du livre censuel, et après cette remise obtenue en justice on vérifiera les plaintes et on recherchera les surcharges. Fusin Rosis et Bonson Blousson feront cette opération.

- 25 mars 1648. - Mgr. de Sourdis a obligé la communauté en lui donnant une lettre pour l'intendant pour le prier d'avoir en considération ladite communauté et empêcher les surcharges lors du département des tailles. Les consuls demandent avis à la jurade pour savoir par qui on doit faire porter la lettre. On avait arrêté suivant le commandement de Mgr. le marquis de faire le compte de tous les restes qui sont dus, mais on a été à Vic sans effet sans avoir rien conclu. - L'obligation contractée par la communauté de payer 300^l au receveur pour les restes de 1644 a été accomplie par les consuls qui s'étaient engagés en leur propre nom, mais elle n'est pas cancellée. On décide que l'on supplie très humblement Madame qu'elle nous donne une lettre pour le receveur afin d'obtenir pour faire le compte des restes et MM. de Caplaing et Raberone qui ont connaissance à faire les comptes

iront à Vic suivant la réponse. On retirera la lettre de Mgr. le marquis de Louvois qui est entre les mains de Labruelle et M. M. Dubarry et Mimale seront priés vouloir bien la porter, ou l'un pour l'autre. Ils retireront l'arrêt de décharge des mains de M. Poignette élu et lui donneront pour son droit de rapport ce qu'ils aviseront. On leur donnera l'argent nécessaire. On demandera au receveur la cancellation de l'obligation de l'année dernière. Les consuls de 1627. paieront aux obligés les 300^l.

- 10 Juin 1628. - On a reçu la mande du 28 Mars, montant à 5.761^l 10^s et une autre mande de 291^l pour le droit des officiers de l'année 1627. Plus pour les intérêts la somme de 500^l. - Pour le regent 88^l. - pour bander l'orloge et au sonneur des cloches 14^l. - et en outre des sommes indéterminées pour faction des rôles, le sou pour livre, le droit de levée, les 6 deniers pour livre au receveur. On departit le total sur mille cent livres tenières dont la communauté de Montesquieu est composée. On cotise 6^l 10^s par livre tenière. Présens M. Jean Dubarry docteur en droits, lieutenant de juge. Jean Labruelle, procureur juridictionnel, Jean Abadye, m^e chirurgien et autres habitants.

- 20 Janvier 1629. Les consuls de l'année précédente restent en charge. On voit dans cette délibération

M. M. de Laplaigne, de Monserié, Jean Antoine Bonnet Sieur de la Tourraste etc... on a reçu copie d'une ordonnance de Mgr. le duc d'Epemon, gouverneur de Guienne, par laquelle il baille la communauté de Montesquieu avec tout le reste de la collecte de Vic, aux consuls et habitants de Valens, Marsiet et Lupiac pour la nourriture et entretien de 2 compagnies du regiment de la Marine logé par son ordre dans ledits lieux pour y passer les quartiers d'hiver, et il veut qu'il soit prouvé au département de leur subsistance par le juge royal de Vic. Mr de Gemat, ce qui a été fait, et s'est trouvé la part de notre communauté revenir à 7⁴ 7² par jour. on n'a pas assez de temps pour prouver au département: il est décidé que les consuls donneront de l'argent de celle qu'ils ont en moins de la leue qu'ils font des deniers royaux. On prie Mr de Bordes de Monserié et Mr Laplaigne d'aller à Lupiac porter de l'argent et en même temps voir s'il n'a pas été fait injustice dans le département et de combien de gens sont composées les compagnies.

Le fevrier 1649, Parmi les jurats se trouvent Jean Antoine Bonnet de St Grette, Sieur de Serido, et Jean Bonnet Sieur de la Tourraste. Les comptes des consuls depuis 10 ans devaient être examinés par les sieurs St Vignes St Mure Bourgeois de Merende, Nogaro, de Calvon et Mr J. B. Bonet de Serido, Ils n'ont pas daigné se présenter pour proceder

à la vision et clôture d'anciens comptes. Les comptes ayant été remis entre les mains de M. Labruelle, procureur juridictionnel pour les inquiéter, considérant que St. Vie est surpet étant germain de Dubourg, comptable, et que St. Brieux est lui-même comptable, comme ayant fait la levée de 1647. on décide que les comptes seront rendus pour le passé et pour l'avenir devant les consuls en charge, en présence des habitants à ce appelés et du procureur juridictionnel également appelé et à qui les comptes seront communiqués.

on avait choisi à la fin de l'année dernière huit personnes pour être consuls la présente année et M. de Rios, chargé par Mgr. le marquis de Sourdis, avait désigné: Jean Harris, Jean Labra, Guillaume Lalane, Antoine Deproy, qui tous ont relevé appel de l'élection. on décide que cette instance d'appel sera poursuivie au nom de la communauté.

- 6 février 1649. Conformément à la dernière délibération les consuls ont demandé à Dominique Liebra, petit qui a fait la levée des deniers royaux en 1649. de rendre ses comptes qu'il s'est refusé à remettre. Les consuls y ont été deux ensemble pour le sommer de nouveau et l'ont trouvé refusant et il les a renvoyés disant qu'il n'était tenu de remettre les comptes dont il s'agit. Cette réponse ayant été représentée en pleine jurade, il a été délibéré de contraindre Liebra. En exécution de quoi

Montesquieu.

155.

les consuls ont arrêté prisonnier le susdit Viebra et l'ont remis à la prison du château, comme prison d'emprunt, celle de la communauté n'étant pas en état. A suite de quoy Mr. Dubarry, docteur en droit, lieutenant de juge de Montesquieu a enlevé ledit prisonnier et, non content de ce, il a menacé les consuls et les habitants, disant qu'ils s'en repentiraient et les apprendrait leur métier, et les aurait injuriés. Ce qui a occasionné les dits consuls de dresser un verbal des attentats commis par icelluy Dubarry, on décide de porter le procès verbal avec plus ample mémoire du procédé du sieur Dubarry à un conseil et suivant l'avis qu'il donnera on rapportera en pleine jurade et on délibérera sur ce qu'il convient faire.

- 20 fevrier 1649. Convocation pour mercredi prochain à Vie pour deliberer sur les assignations données à la collecte de Peyronzac par le commis à la levée des restes de 1647. Mr de Laplaigne est député, il ira trouver le commis et lui montrera à l'aide des mémoires et quittances que la communauté n'est pas en restes sur 1629. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46 et 47. mais au contraire a de beaucoup surpassé. On envoie en outre le sieur Laberrenne à Auch pour s'enquérir et consulter au sujet de l'appel de l'élection consulaire.

- 28 fevrier 1649. Mr de Laplaigne s'est rendu à Auch

156. Montesquieu.

Il y a eu nouvelle convocation à Vic pour mercredi prochain afin de choisir personne capable qui sera envoyée à Lectoure suivant la convocation de Mgr. le duc d'Epemon et de Sa Majesté pour la délibération qu'il se doit faire du clergé, noblesse et tiers état de la convocation assemblée dans la ville d'Orléans. On députa Mr de Laplaigne avec mission de participer au choix qui sera fait.

- 14 mars 1649. - Les consuls pour payer le logement des gens de guerre ont dû verser 700^l de la levée des deniers royaux, ils sont exécutés par le receveur sur leurs biens et menacés d'emprisonnement et n'ont de quoi remplacer ledit emploi et les arriérés de 1647. Mr Gimat, juge de Vic a fait le département des subsistances sans avoir appelé la communauté, ce qui aurait dû être fait. On envoie Mr Laberrenne à Vic, il priera le receveur de patienter, lui montrera les quittances et actes qui prouvent que la communauté ne doit rien de 1647.

et qu'elle a dû payer le logement des gens de guerre. Et en outre il fera des actes au sieur Gimat pour protester contre les départements qu'il a faits et les surcharges qu'il a imposées illégalement à la communauté.

- 21 mars 1649. - On cotise 15 sous par livre terrière pour subvenir à la dépense des gens de guerre logés à Lupiac et remplacer les 700^l employés par les

Montesquieu.

157

consuls sur la levée des deniers royaux.

- 30 mai 1649. Jean Dubarry, juge et magistrat royal de Barran, noble Jean de Bordes, sieur de Monseric, noble Guillaume Mimale sieur de Laplaigne, arnaud St Vignes, prêtre, prié l'assemblée de lui vouloir continuer la regence des écoles pour l'instruction de la jeunesse pendant l'année suivante qui commencera à St Jean prochain, aux mêmes droits et conditions que les regents qui ont été ci devant. Ce qui a été accordé audit sieur St Vignes, aux gages accoutumés, le priant d'avoir soing particulier de l'éducation de la jeunesse. Il aura les gages accoutumés.

On voit que les consuls modernes ont pris la charge. Ce sont: Jean Baris, Antony Duprat, Guillaume Palane, Jean Habra.

- 20 Juin 1649. Le sieur de Lagarde (Lasserien manseuome) en vertu de certaines condamnations qu'il presuppote avoir obtenues contre la communauté de Montesquieu et autres circonvoisines a fait procéder à diverses exécutions sur les bestiaux et meubles de divers particuliers, on s'est pourvu par requête en la cour du parlement. On décide qu'on intimerà la dite requête au sieur de Lagarde pour arrêter les poursuites on avisera un sergent pour la signifier et ensuite une nouvelle délibération décidera ce qu'il convient de faire.

- 22 Juin 1649. Les consuls de 1648 ont reçu avis que faute du paiement des restes dus de la subsistance des gens de guerre

doivent venir loger à Montesquieu et excuter même par l'enlèvement des bestiaux des habitants, on decide que pour éviter de plus grands maux, les consuls trouveront, s'ils le peuvent, quelqu'un qui veuille prêter somme suffisante à la communauté jusqu'à ce qu'on ait le temps de faire la levée des deniers.

- Le Juillet 1649. - La mande du 13 Juin monte à 4168^{rs} 6^d pour la taille et pour le taillon à 450^{rs} 2^d, plus il faut imposer 500^{rs} pour les intérêts dus par la communauté et les menus frais. On cote 4^{rs} 10^d par livre tenière sur 1100. livres tenières qui sont dans la juridiction. L'affaire avec M^r de la Garde sera arrangée à l'amiable devant deux avocats d'Auch, du consentement de M^r de la Garde et les pièces préalablement communiquées à M^r Dubarry, juge de Barran ou à M^r son fils conseiller à Auch pour qu'il n'y ait la suspicion des avocats. Si M^r de la Garde n'y veut consentir on lui fera la signification dont il a été question.

- 1^{er} août 1649. - On ajoute à la cotisation 5 sous par arpent pour ajouter aux précédentes sommes, mais les consuls feront les réparations des entrées des portes de devant et de derrière, et du pont qui est sur le canal de la rivière de l'Osse; ils prendront argent sur la taverne et les boucheries, mais non sur la rente du pré qui est destinée à payer les gages du regent.

Les consuls de 1647. sommés de remettre les quittances

des tailles de cette année dans le délai de huit jours pour compter avec le receveur qui sera prié d'attendre jusqu'à ce qu'ait été fait la vérification devant MM. Dubarry, Monserié, Laplaigne, Robecenne et Julian; et sans desom paver a été délibéré que M. J. A. Julian prendrait la direction des affaires de la communauté, écrirait les délibérations de la jurade et ferait les charges et décharges des impôts, qu'à cet effet on lui remettrait le livre et cadastre terrier, le registre des délibérations et une clef du coffre où sont tenus les papiers et documens de la communauté. Il portera chaque année sur le registre le règlement du compte des consuls de l'année précédente. Les consuls après avoir fait le rôle de levée de l'impôt et avant de le soumettre aux élus devront le communiquer à MM. Laplaigne, Monserié et Julian, ce dernier ne pourra faire charge et décharge que jusqu'à concurrence de deux sous.

- 2 Decembre 1649. - La jurade après avoir prêté serment sur les saints Evangiles entre les mains de M^r. Dubarry, juge, approuve les listes qui doivent être présentés pour les consuls de l'année prochaine. Les listes comprenant
1^{re} liste: Fritz Daleich, notaire, Guilmet Mimalé, Guillaume Barrie, Bertrand Vincent - 2^e liste: Arnaud St Vigner, Bertrand Depoy, Bernard Etibaut, Arnaud Saucedo, les tous habitant Montesquiou, gens de bien et solvables

160. Montesquieu.

pour être présentes à Mgr. le marquis de Louvois et Madame son épouse.

- 31 Mars 1650. Consuls: Arnaud St. Vignes, Bertrand Depoy, Leonard Estibaut, Arnaud Luccède.

On a reçu mande et ordonnance du duc d'Epemon, gouverneur de Guienne, de payer 4200. mesures d'avoine pour la subsistance des gens de guerre. On est menacé de voir arriver ces soldats. Les consuls de 1649 acheveront la levée et la feront toute entière de 300^l valeur de la cotisation.

Le feuillet 207. est déchiré.

- 5 mai 1650. Les consuls des années dernières veulent rendre compte de leur gestion et demandent qu'on leur nomme des auditeurs. On désigne M^r Jean Nordet, sieur de Monserio, Le sieur de Serido, Bonet, notaire, Jean Coutte, avocat, qui sont priés d'accepter la dite charge et vérifier légalement les comptes.

- 15 mai 1650. Les consuls de 1648 et 1649 ayant présenté plusieurs non valeurs, on ordonne que les dits consuls désigneront nommément avec les noms des propriétaires, les tenans et confrontations pour qu'on vérifie.

- 24 mai 1650. Les consuls sont autorisés à emprunter de M^r Barrie ou de toute autre personne 300^l qu'ils enverront de suite à M^r d'Averède qui donne les routes aux gens de guerre, afin d'éviter le passage ou

logement des dites gens de guerre. On levera aussitôt cette somme suivant le rôle qui en a été fait, le produit sera appliqué d'abord à rembourser la personne qui aura prêté et ensuite l'excédent sera employé à l'achat de chaux, charroies de pierre, accommodement des ponts, des portes et murailles de la ville, le tout le plutôt possible. Les consuls feront la recherche dans les maisons où ils trouveront des pierres derobées aux murailles, ceux qui les auront derobées seront punis suivant le mérite de la cause, les amendes seront employées à la construction des dites murailles.

- Le même jour, deuxième réunion de la jurade, sur la prière qu'on en a faite à M^r de Liso, il a obtenu de M^r d'Auerde qui commande le regiment de Beheims, de ne prendre logement ni route sur le consulat de Montesquieu Etipouy, Moncla, et Riguepeu. Pour ne pas montrer d'ingratitude on donnera à M^r d'Auerde 200^{fr} en présent, qu'on a empruntés de M^r Jacques Barris not^{re} on enverra la deliberation aux consuls des communautés exemptes pour qu'elles participent à ce don. La levée des 200^{fr} sera faite de suite sur les plus aisés et qui ont le moins d'avance et sera imputée sur les tailles de l'année.

- 19 Juin 1650. - Dans la maison commune, étant assemblés

les consuls, à eux assistants Alexandre de Beon sieur de Bière, Antoine de Bonet sieur de la Courraste, Jean Dubarry, Guillaume Mimale sieur de Laplaigne, Jean Bordes sieur de Monsérie, Jean Abadie, me chirurgien et autres — Mr de Liss a proposé de la part de Mgr. le marquis de Lourdis, baron du lieu, de faire et procéder le plus promptement possible à la réparation des murailles, pont et portes de la dite ville. La jursade considérant l'utilité de la dite requisição pour le bien et conservation des habitants, est d'avis d'emprunter 200^{fr} pour payer les maçons et charpentiers à l'effet de reparer le clos du present lieu et que les habitants seront contraints de faire tous les charrois nécessaires, ensemble de contribuer aux manœuvres suivant l'ordre qui en sera donné par un des dits consuls avec Antoine Cabrol sieur d'Emplume et Jean Abadie, maître chirurgien. qui seront priés de prendre la charge de syndic sous la direction de Mr de Bière, pour ne point les charger trop on leur adjoint le sieur de Lesta sieur de Saron et Bertrand Dupuy. Les habitants qui différeront d'exécuter les ordres seront condamnés la première fois à 3. livres d'amende, la seconde fois à 6 livres et contraints à payer sans autre figure de procès. Ils ne pourront leur eslever pour leurs

Monterquieu.

163.

depens à raison des dits charrois ou manœuvres. —
- 17 juillet 1650. Les élus de la ville d'Auch ont envoyé
la mande en la date du 22 Juin. on cotise 5⁴ 10.⁴
par livre terrière. - Par oppression et contrainte à main
armée, les consuls de Vie se sont fait remettre, 100⁴ par
ceux de Monterquieu, on se pourvoiera devant la cour
du parlement. - Les officiers dudit Monterquieu ont
verifié que feu Ramond Cousto a usurpé beaucoup de
terre sur le champ que la communauté possède près
le cimetière St Sébastien, planté des haies sur le fonds
de la communauté, tiré de la terre et causé un grand
dommage à la dite communauté. - Plusieurs habitants
ont usurpé les fossés du faubourg et par ce moyen
ont réduit le chemin à n'y pouvoir passer au grand
danger du bétail qui y passe ordinairement. Le chemin
étant fort mauvais, retreci et fermé en plusieurs endroits,
on avertira ces diverses personnes et en cas de refus de
restituer leurs usurpations, on les y contraindra par
voie de justice. - on continuera la réparation des
murailles. - Les consuls feront vendre à la criée les
25 et 26 de ce mois le bois qui est du côté du chemin,
en réservant les gros chênes.
- 13 novembre 1650. - le sieur Laberrenne est envoyé
à Vie pour assister au département que M^r. Gimat

juges, va faire de par l'ordre de M.^r de St. Luc, gouverneur de
guienne, de la subsistance de la compagnie de cavalerie
logée à Vic.

M^r. Dubarry, juge, a fait signifier acte de protestation par
arnaud arque, sergent, contre les syndics pour la réparation
des murailles. Les derniers demandent d'être garantis
contre tous depens, et en outre qu'on veuille leur donner
de quoi faire ces réparations sans quoi ils se demettront
de leur syndicat, d'autant plus qu'ils ont déjà baillé
25. livres au tuilier sur le prix de la chaux qu'on devait prendre.
Les consuls offrent de bailler les fonds nécessaires; ils proposent
la liste des consuls pour l'année suivante: savoir:

Jean Barris, Jean Bet, Jean Auelho, Rodenot, amaud
Rosis, Jean Baleix notaire, Jacques Duprat, Guillaume
Darris, Renaud Barris.

- 14 Decembre 1650. - Laberemne est revenu de Vic où
a été fait le departement des fourrages qu'on doit
donner à celui qui commande le regiment. La part
de la communauté est de 152.^s 12.^d payables la moitié
dans huit jours, l'autre moitié huit jours après. On
cote 3 sous par lieue teniere, tant pour cette somme
que pour rembourser à Abadie garthot une cavale
qui a été executée par M.^r de La garde Montencome.
Arquier, marechal, a fait pour 15^e de réparations

au pont levis. on decide qu'on lui donnera un chêne qui
est coupé dans le bois après estimation. - Pour continuer
la réparation des murailles on vendra les chênes du bois
qui ne serviront qu'à bruler et faire charbon. La vente
aura lieu sur place par l'entremise des consuls assistés
de Furon Rosis et Jaymet Duprat lesquels seront juges
de la valeur d'eux. Au préalable serment prêté sur les
Saints Evangiles de Dieu. La vente aura lieu à cry public
au plus offrant et aux conditions que la coupe s'en
fera de suite.

- 15 Decembre 1650. - Des cavaliers sont depuis mardi soir
13 du courant logés chez Cousto pour exiger paiement
des fourrages. - On trouve que la vente du bois a été
faite à vil prix. On decide qu'il y aura une surenchère
pour le bois Dimanche prochain après affiche apposée
au pilier de la Halle, et avis donné dans les villes et
communautes voisines; le bois sera vendu en gros ou en
détail, à argent ou autrement. -

Ceux qui ont baillé le bois pour reparer le pont levis
seront payés en argent ou avec les chênes coupés à
leur choix. Sur ce prix on paiera aussi 10 livres au
Sieur Salavert, procureur au parlement qui les a
avancés dans le procès avec le sieur de La Garde.

1. Abadie gaillot ayant fait pratiquer des saisies sur

les consuls pour se faire rembourser sa cavale, on prierà le sieur de Peyraguède de patienter et donner delay raisonnable pour paiement de cette cavale.

- 24 Decembre 1650. Des gens de guerre sont logés dans la ville, il faut leur payer trois pistoles par jour et davantage par chaque compagnie. Les consuls ont déjà donné la plus grande partie de l'argent de la taille. La jurade conformément à la volonté du roi du mois de Septembre 1648. delibere que on emploiera à la subsistance des gens de guerre tout l'argent de la taille et autre qu'on pourra trouver,

- 25 Decembre 1650. M^r l'abbé de Lacave est dans la maison de M^r le marquis de Fimarcon, presentement logé à Condom, on lui a écrit pour le prier d'aller auprès de M^r de St Luc obtenir le delogement de trois compagnies logés à Montesquieu, il a répondu qu'il n'a pu faire le voyage auprès de M^r de St Luc. on prie les sieurs de Calabret et Liesta d'aller trouver ledit M^r de St Luc pour solliciter ce delogement ou avoir des aydes; ils passeront par Condom, verront M^r de Fimarcon, le remercieront de la bonne affection qu'il temoigne avoir pour notre communauté et verront si le sieur de Lacave serait en humeur de faire en toute diligence comme la necessité le requiert ledit voyage.

Montesquieu.

167

, obtenir par lui des lettres de fabueur de M^r de Rimaron pour M^r de St Luc. Les consuls donneront l'argent pour faire le voyage et pour les autres frais.

- 28 Janvier 1651. consuls: Jean Nodenot, Jean Aueithe petit Jean, Jean Baris, Bernard Rosis.

Domerge Cista sieur de Sarron, et de la jurade. Pour la subsistance des trois compagnies, on a consommé l'argent des tailles, de toutes les impositions et même d'avantage. On est obligé de payer par avance de dix jours en dix jours, le terme est demain, il faut avoir 700.^s et qu'on n'a ni argent ni expedient. Les consuls verront s'il se trouve personne qui veuille prêter à la communauté 1600 livres, avec toutes les garanties et hypothèques, on promet de relever les consuls du capital et des intérêts Jean Nodenot et Jean Aueithe petit Jean, les seuls consuls qui aient encore prêté serment s'obligeront. On leur passe en compte un char de foin et six sacs d'avoine qu'ils ont donnés au commandant ainsi que les autres frais fait par eux. Les consuls de 1650. s'obligeront aussi. Les consuls de 1648. 1649. 1650. rendront compte des levées qu'ils ont faites.

- 12 février 1651. - On arrête que les consuls feront le paiement de la subsistance en presence de quatre jurats se conformant aux arrêtés qui ont été ou qui

seront pris. Les capitaines seront priés de faire revue à leurs soldats et logement sera baillé aux effectifs, contrôle sera fait du nombre desdits soldats et leur étape réglée.

- 16 mars 1651. Antoine Cabrol s'est refusé à payer les tailles de l'année et des années dernières pour sa métairie d'Emplume disant qu'elle est noble, comme ayant été jouy noblement par feu Monseigneur le Comte de Carmain, Baron du lieu dont il est donataire. Considerant les frais qu'il faudrait faire pour le recouvrement et les bons services que la communauté a reçus et espere recevoir dudit Cabrol, on lui quitte ses arerages, et d'un commun accord il est décidé qu'à l'avenir la métairie d'Emplume sera soumise aux tailles comme les autres biens, il en sera fait nouvel arpentage et évaluation par un arpenteur que fera venir Cabrol. Les consuls et M^r de l'apaigne, présents.

- 2 février 1651. (Je ne sais pourquoi cette délibération est écrite après les précédentes.)

Acte par lequel la communauté en présence de M^r Jean Dubarry, juge royal de la ville de Barran et officier de la justice de la baronnie de Montesquiou homologuant la délibération; Jean Antoine Julien procureur juridictionnel; vu la nécessité de donner 800^{rs} de dis en dis jours aux compagnies logées

par ordre du roy au dit Monterquieu depuis le 30 Decembre 1650, on emprunte 3000. livres a Jean Destieux, marchand a Mouchès, a rente fonciere, moyennant 100^{rs} de pension annuelle, qui revient au denier 20. Les consuls des deux années dernieres et de la presente s'obligent sur leurs biens personnels et ceux de la communauté, se soumettant aux rigueurs de la justice, sans disussion.

Cet acte est redigé par Jacques Barris, notaire royal pris pour secretaire de la communauté pour retenir la presente deliberation.

- 14 mai 1651.. Les consuls se sont pourvus par devant Montgr. de Lironis, tresorier general et commissaire depute pour faire les allocations des subsistances que les communautés ont été obligées de payer pour le logement des gens de guerre.

Le dit commissaire n'a pas voulu allouer les ustensiles des dites compagnies logées au present lieu qui montent a 17 livres 18 sous pour chaque jour. On decide de se pourvoir au parlement. Laberonne offre de faire le voyage, ce qui est accepté, on lui fournira les pains necessaires.

(Le feuillet 233. du registre est déchiré.)

- 10^e Juillet 1651.. La manke est de 5272^{rs} 15^{rs} sans compter les frais de levée et autres gages des consuls et deniers des nouvelles ordonnances. On cotise 6.^{rs} par livre tierciere.

Memoires de Lecaue. et Cousto se sont offerts pour être

regents. Cousto est le premier, on avait décidé qu'il afficherait
thèse qui serait mis au concours et qu'il n'avait daigné
satisfaire, on le sommerait de le faire et il sera délibéré
à la pluralité des voix pour donner la place à un seul.
Les habitants qui ont fourni des poutres et autres bois
pour le pont levis ne sont pas encore payés, on décide
que les consuls de cette année réunis à ceux de l'année
dernière livreront des chênes du bois de la ville.

On défend aux contestations et demande de M. Dubarry
qui se plaint qu'on lui aurait volé un cheval, et de
Cousto qui réclame dommages intérêts pour logement
de gens de guerre qu'il a souffert.

- 3 septembre 1651. Jean Aberthé consul a fait inviter
ses collègues de monter en la maison de ville pour
délibérer sur les affaires de la communauté qui sont
en un grand désordre et ils n'ont daigné venir, il a
cependant réuni la meilleure partie de la jurade.
Jeanne de Vigneaux, veuve de Ramond Cousto assigne
devant les élus d'Armagnac, en dommages intérêts
des depens faits par un capitaine logé chez elle
l'hiver dernier, on défendra à cette assignation d'autant
plus que la communauté est pourvue au sujet
des sommes reçues pour les capitaines en outre de
leur stage. Touchant les écoles on poursuivra

Montesquieu.

171.

le concours pour les mettre au concours de ceux qui se
présenteront pour afficher thèses,

- 9 Octobre 1651. Le sieur de la garde Mansenecome a
obtenu arrêt du parlement de Toulouse qui condamne
la communauté à 15. livres, les depens et rapport: il veut
faire exécuter. M^r Jean Berton est prié d'aller à Toulouse
consulter pour voir le moyen qu'il y aurait d'empêcher
l'exécution et d'éviter les frais qui en résulteront. On
lui donnera l'argent nécessaire,

- 19 novembre 1651. Listes des consuls à présenter à Mgr.
le marquis de Sourdis. 1^o Fris Daleix notaire, Jaymet
Duprat, Gilmor Mimale, arnaud Barris, - 2^e Jean Carot
jardinier, Jean Duprat, tisserand, Bernard Blousson
Antony St Vignes, mouliér.

- 1^o Decembre 1651. M^r Dubarry a reçu lettre ce matin
de M. Lagarde. Mansenecome pour nous avertir que M^r
le marquis de Basillae doit loger en ce lieu et à
Rigapreou pendant dix jours. Le sieur de Mansenecome
en qualité de voisin et bon ami, offre ses services
si nous voulons traiter avec ledit Basillae pour éviter
le logement des gens de guerre. M^r de Mansenecome
sera très humblement remercié de ses bonnes intentions
on lui montrera la lettre de Mgr le marquis de Sourdis
et que nous ne pouvons faire ni traiter autrement

que conformément à la volonté du seigneur. Néanmoins M^r de Lérido sera prié de voir M^r de Lises pour lui demander de voir M^r de Bazillac et de le prier vouloir nous soulager. On agréera tout ce que M^r de Lises aura fait. on donnera argent à M^r de Lérido pour sa dépense et celle de M^r de Lises.

- 6 Decembre 1651. M^r de Lérido est de retour. M^r de Lises a vu le marquis de Bazillac qui consent à exempter la communauté du logement de sa compagnie moyennant 300. livres, somme qu'il attend qu'on lui porte à drie aujourd'hui, l'heure est tardée et un mal present. Les consuls feront l'avance sur les deniers de la levée. M^r de Lérido portera l'argent.

- 27 Decembre 1651. Urbain Le Gallais sieur de Preslon est venu hier dire qu'il avait ordre de M^r de St Luc, lieutenant de La Majesté en cette province, d'amener une compagnie de gens de pied du regiment de St Luc pour loger pendant quinze jours à Montesquieu, qu'il demandait si l'on voulait entrer en composition pour éviter l'insolence des soldats et le mal qu'ils pourraient faire dans cette terre. On demandera copie de l'ordre signé du sieur de Preslon et vidimé par deux notaires et on le priera de se contenter de ce qui est accordé par l'ordonnance du roy c'est à dire

Montesquieu.

173.

17 livres par jour. Les consuls paieront cette somme et non autre chose sur l'argent des tailles suivant l'ordre de Sa Majesté et du sieur de St Luc.

On fera taquer les depenses de l'arrêt du sieur de La garde, On traitera des depens faits pour saisie d'une anette sur Blousson Abeille. - M^r de Preslon n'a pas voulu se contenter de l'ordonnance de Sa Majesté.

- 11 Janvier 1652. Consults Frix Saleix notaire, Jean Duprat, Guimot Mimale, Bernard Blousson; mais ils n'entrèrent en charge qu'au mois d'Avril.

Noble Urbain de Gallois, sieur de Preslon avec sa compagnie ordonnée pour le service de Sa Majesté a reçu des consuls pour huit jours 269^l 8 s. Comme on n'a pu lui donner d'avantage il continue le même logement avec cent soldats y compris les principaux officiers, qui font grande foule, oppression et desordres auxquels il faut remédier. On priera M^r de Preslon de vouloir se contenter de 532^l 10^s y compris la somme précédente, et ensuite de loger en fournissant copie signée de sa main, de l'ordonnance de M^r de St Luc et quittances des sommes qu'il a reçues.

Jean Davis consul de 1651 a été emprisonné à la requête du receveur qui malgré sa longue détention ne le veut élargir à moins que Davis ne donne 500^l.

174. Montesquieu.

caution dans la ville d'Auch et obligation de 1500^l. Les consuls de l'année dernière s'obligeront solidairement avec lui comme c'est le devoir de leur charge. Ils continueront leur levée, pour trouver cet argent. La communauté les indemnisera.

- 12 Janvier 1652. En obtenant les 269^l 8^s pour huit jours et en donnant quittance dans ces termes, le sieur de Preslon a surpris la bonne foi des consuls et profité de leur ignorance et illiterature. Il a fait entendre à Jean Abeilhé et Bernard Rotis que la compagnie était de cent hommes et qu'elle devait passer pour deux compagnies complètes, tandis que cette compagnie est à peine composée de 80 hommes, partie de paille volants et mendiants de l'Isle, Barran, Loubaignan, Monbeut, Lou Brouillh, Miranes et Riquaprou de sorte que les 269^l qui lui ont été donnés sont plus que la subsistance de quinze jours qui lui était due, néanmoins il s'est refusé à donner une quittance générale qu'on lui demandait pour la faire passer en compte au receveur des tailles. Il a mené sa compagnie et a causé tant de dommages pendant quatre jours qu'il a demeuré à Montesquieu, qu'on peut les estimer plus de 2000. livres. Haon outre forcé les habitants à traiter en lui donnant 172^l dont il n'a pas

voulu donner quittance ni même quittance claire et liquide des premières 269^l. on décide qu'on informera sur les vols et oppressions commes, contre le sieur de Preslon par devant Mgr. de St. Luc pour savoir si son entendu est qu'il penne le payement pour cent hommes effectifs à raison de 3^l par jour. un cahier de ces informations sera envoyé à Mgr. de St. Luc et l'autre à Mgr. le marquis de Sourdis. Il sera fait rôle des depenses souffertes par les particuliers pour le logement des gens de guerre et le degat qu'ils ont fait et on leur en tiendra compte ainsi qu'il appartiendra. Quant aux violences et entreprises faites par quelques mendians, il sera informé par l'autorité de l'ordinaire de la presente ville et la poursuite sera faite le plus promptement possible.

- 22 fevrier 1652. on envoie à Auch Jean Antoine Labau pour faire avec le sieur Salanne, receveur, le compte des paiemens faits par les consuls de 1650. 1651. se faire allouer et retenir quittance suivant les ordonnances sur ce rendues par la cour du parlement de Toulouse et rembourser ceux qui ont fait depense pour le logement des gens de guerre: ces derniers sont les habitans de la ville et faubourg seulement et presque tous reliquataires des tailles, ils se refusent à les acquitter puisqu'à ce que on leur ait tenu compte de ce qui leur est dû.

176. Montesquieu.

- 10 mars 1652. - Les consuls ont envoyé un homme exprès à M^r de Lacave, à Lectoure, pour le prier d'interceder pour la communauté et de lui éviter logement des gens de guerre. M^r de Lacave a obtenu de Mgr. de St. Luc promesse verbale de ne point envoyer de troupes à Montesquieu, en disant que à cause de l'arrivée de Mgr. De Harcourt il fallait se retirer à lui. Le sieur de Lacave offre d'y apporter ses soins, qu'on l'avertisse de ce qui se passera. Il se plaint de nous au sujet des écoles de Montesquieu parceque nous n'avons voulu satisfaire au jugement rendu par le senechal d'Auch en faveur de Jean Jacques de Lacave son frère, et on avons appelé au parlement. On prie M^r de Lacave de tenir l'œil aux routes qui seront données aux gens de guerre et continuer ses bons soins promettant l'indemniser de ses depens. La communauté paiera les frais d'appel au parlement et tâchera d'obtenir arrêt de confirmation. M^r Jean Jacques de Lacave continuera l'école jusqu'à la St. Jean prochaines.

Les murailles et autres lieux importants seront promptement réparés, le portail de derrière fermé à pierres et pour y tenir la main le sieur de Bière et le sieur de Laplaigne seront priés de contraindre les habitants à faire tous les charrois et manœuvres nécessaires par saisie de cent sous et même emprisonnement des personnes qui useront de

meprio. Abadie et Jacques Barris assisteront au travail des manœuvres. Les consuls feront rôle des depenses generales et particulieres pour le logement des gens de guerre, rôle qui sera remis pour être taxé et liquidé a M. Jean Dubarry, Laplaigne, Diere, Cerido, Puy Balix, Jean Antoine Lakerenne, par devant lesquels tous ceux qui pretendront avoir fait des depenses de fourniture a la troupe en vin, pain etc... se presenteront et, Boulangers, meuniers et autres se purgeront du tout de la verité des dites fournitures sur le registre et croix Saint Canon de la Messe.

- Le Avril 1652. Les consuls de Vie ont envoié a ceux de Montesquiou une assignation d'envoyer quelqu'un de la jurade pour assister a l'assemblée qui se tiendra Samedi prochain pour delibérer sur le soulagement des desolations causées par les gens de guerre de l'armée de Mgr. le Comte d'Harcourt et aussi voir M. de Labaune receveur qui sera a cette assemblée pour faire avec lui les comptes des tailles de l'année dernière. Sur quoy on delibere qu'il a été trouvé bon et utile de deputer les personnes de noble Guillaume Mimale sieur de Laplaigne et M. Puy Balix notaire 1^{er} consul pour se trouver dans la dite ville le dit jour de Samedi prochain a la dite assemblée et comme par le present acte deputer et représenter et faire voir le logement

que la communauté a souffert, outre la dépense ordinaire les oppressions, rençons que les gens de guerre ont extorqués de la communauté pour faire le tout connaître dans la délibération qui sera prise en la dite assemblée, aux fins que par l'Altesse dudit seigneur d'Harcourt leurs souffrances soient cogneues et l'impossibilité de la continuation d'icelles. mais nonobstant tout ce, s'il plaît à son Altesse dudit seigneur d'Harcourt ils s'offrent, non seulement l'épée qui leur reste, mais leurs vies pour le service de Sa Majesté. - Les députés arrêteront les comptes avec M^r de Labaune.

Ils traiteront avec telles personnes qui conviendront pour l'exemption de la continuation de logement de gens de guerre. On promet au nom de l'entière jurade indemniser les députés de toutes les dépenses et charges qu'ils feront. - 28 avril 1652. Les députés sont revenus de l'assemblée précédente, le département de l'impôt demandé par le comte d'Harcourt a été fait. Montesquieu est taxé à 300^l, qu'il faut remettre dans six jours aux consuls de Vie. Pour faire ce paiement on prendra 500^l restant à recevoir de celle de 2000^l empruntée à Destieus, le 2 janvier 1651. - 300^l seront prises conformément au cours porté par l'ordonnance du sieur de la Chaîne, maréchal de bataille du seigneur d'Harcourt et pour les 200^l restantes les espèces seront prises au cours commun et que ledit

Montesquieu.

179.

300^l seront baillées et remises des mains de M^r Fux Saleix pour icelles remettre es mains des dits consuls de Vic.

Imposition des tailles de l'an 1652 a raison de 5 livres 10 sous par livre terriere.

- 5 Mai 1652. - la somme des tailles, taillon et autres subsistances datées du 18 avril monte à 4850^l non compris les six deniers pour livre pour collecte, quatre pour le receveur, droit de la faction des rôles et verification d'iceux. on cotise sur 1100 livres terrieres 5^l 10^s; et quant aux charges municipales on y satisfera sur les rentes et emolumens de la communauté qui se leveront quartier par quartier par Saleix premier consul.

- 26 Juin 1652. - on y voit Jean Dubarry magistrat royal et Adrien Dubarry, conseiller du roi et son magistrat presidial. Une compagnie de cheval-legers du regiment de Mgr. d'Harcourt est logée à Montesquieu depuis le 24. Juin; les consuls ont envoyé le sieur de Liesta vers M^r de Gouhas (goas) marechal de camp pour sa Majeste dans les armées pour obtenir le delogement. Il importe d'accelerer ce delogement en payant au sieur de Bourne capitaine, ce qui se trouve lui être du, c'est à dire 100^l plus l'avoine, foin, viande et pain que on a pris des habitans pour faire subsister la compagnie. On autorise les consuls a tout payer; ils en feront rôle particulier

et pourront obliger pour trouver argent.

- 14 Juillet 1652. M^r de Laplaigne rend compte du voyage qu'il a fait à Montauban vers Mess. les Tresoriers generaux.

Le feuillet 249. qui contient la suite de cette deliberation est déchiré.

- Deliberation sans date, le commencement en ayant été placé sur le feuillet déchiré. Il paraît que Montesquieu avait obtenu reduction de 2500^l. qui lui etaient departis pour le don de un million que le roi avait permis au Comte d'Harcourt, de lever sur la Guienne. Le greffier d'élection et les consuls de Vic, Lupiac, recevront signification de cette reduction. M^r de Laplaigne prie de s'en occuper avec diligence. - La depense du dernier logement des gens de guerre liquider à 400^l. sera levée par les consuls et les habitants remboursés suivant les roles. On tachera de faire allouer cette somme sur les tailles.

M^r Arnaud St Vignes demande la continuation des écoles pour l'année courante, ce qui lui est accordé: comme il s'ouloit faire cy devant aux memes charges et conditions.

- 14 Juillet 1652. Deux compagnies de chevaux legers du regiment de Mgr. d'Harcourt sont logés à Montesquieu pour contraindre au paiement de 2500^l pour la cote arivée à la communauté pour le don d'un million, attendu la pauvreté des habitants, il n'y a moyen

de payer. Cependant les cavaliers se livrent à toutes sortes d'excès, il faut les faire cesser pour éviter la peste totale des habitants. Les cavaliers refusent de s'en aller si on ne leur donne cent livres, ce qu'on accorde à la condition qu'ils délogeront ce soir même. La somme sera passée en compte aux consuls ainsi que l'intérêt pendant qu'ils supporteront l'avance.

- 15 Juillet 1652. - On a promis de payer jeudi prochain 1000^l entre les mains de M^r de Lesca, receveur pour le million si ce paiement n'est pas fait, les gens de guerre qui étaient ici depuis le 19 du courant retourneront jusqu'à effectif paiement. Il faudrait envoyer vers M^r de Gohas commandant à présent dans la province pour le prier nous soulager. Délibéré que les consuls feront la levée suivant leurs rôles et suivant leur pouvoir, et si les gens de guerre viennent, ils seront logés chez les refusans ou reliquataires pour accélérer le paiement. M^r Dubarry conseiller, est prié de s'en aller vers M^r de Gohas pour le prier d'avoir considération pour cette communauté. M^r de La Courasse est prié d'aller trouver M^r de Pontarion beau père de M^r de Gohas avec des lettres de M^{rs} de Lison et de Biere qu'on les priera de nous donner. On fournira l'argent de ces voyages. Les consuls sont autorisés à emprunter à intérêt jusqu'à la levée.

- 8 septembre 1659. ont été assemblés noble Leonard de Laffitte sieur de Lios et deu Bosc, alexandre de Beon. sieur de Sière, Me Jean Dubarry, docteur en droit, et juge royal en la judicature de Barran, M^{re} m^{re} adrien Dubarry conseiller du roy et magistrat royal au seneschal d'auch. noble guillaume mimulé sieur de Caplaigne, Jean abadi, maître chirurgien, noble antoine Bonet sieur de la Tourasse, Prison Rosis, Joseph Liesta, Jean Larrotis, Jean Barrie et autres jurats de Monterquieu avec gaillard nodenot, Sey mimulé peron, Francois Barrie, Laurent du Phil, Joan Duprat, Pierre Narbonne, Prison Campuzan, Domejon Marsan, Jean Delon, Guilhem St.orex et autres habitants dudit Monterquieu faisant la plus saine opinion. Ont délibéré sur ce ; Jean Cousto, praticien, et allé depuis dix jours en la ville de Toulouse où la peste est tellement enflammée qu'on ne recognoist maison qui n'en soit affligée.

(voir sur cette peste - Bulletin historique 1^{re} livraison.)
à cause de quoy et comme ledit Cousto étant venu ceste nuit passée à cachette et s'est retiré dans sa maison après estre entré dans la maison d'A. Cousto son cousin ou neveu, et de Vignaux mère de son neveu, que ledit Cousto praticien sera enfermé dans sa dite maison, et en cas il sortira d'icelle qu'il sera coreu (cours) sur luy et encourra les peines

de droit, et en cas il se verifera qu'il sera entré dans la maison de son neveu et belle sœur depuis son retour. il sera aussy pareillement fermée sous les memes conditions et peines, et apendant ils seront mises deux gardes scaichant l'ère, l'une sur le haut du faup bourg et l'autre a la porte du costé de l'orient du clos de la presente ville pour éviter l'entrée des passans et repassans sans avoir valable attestation de lieux non suspects et hors de contagion aux despens de la communauté et sera fait inhibitions et deffances aux hostes dudit faup bourg de ne recevoir aucun des passants sans prealablement avoir reçu l'ordre de la dite garde a peine de cinquante livres et de prison. Ensemble ayant esgard à la recolte prochaine des fruits des vignes et sur le grand desgât que les passans et autres y apportent, ils seront faictz inhibitions et deffances publiques de ne entrer, passer ou repasser par les dites vignes, a peine de dix livres, au payement de laquelle somme, sans aultre cognoissance de cause, le contrebenant sera contraint, moytié appliable au proffit du propriétaire et l'autre moytié au seigneur et a celluy qui aura teneue le contrebenant dans les vignes. Et celui qui aura veu ledit desgât et les passans qui l'auront faict seront tenus de decouvrir sur mesmes peines de dix livres. Et ainsi a esté annexé

184. Monterquieu.

les saichans escripre soubsignés & les saichans et commandés à la dite garde seront contraincts à peine de vingt sols -

signé Dubarry. Dubarry. - Pierre. l'arque. La Courasse. Abadie. Davis.

Il y a ensuite une deliberation du 18 septembre 1652. mais le feuillet est déchiré ainsi que les feuillets 254. 255. 256. 257.

- 6 Janvier 1653. - Les consuls de l'année précédente continuent leur charge. Convocation des consuls de Vic pour élire un député qui ira représenter à M^r le duc de Candalle commandant l'armée de La Rojeste, le piteux état de la collecte et pauvreté causée par les fréquents logemens de gens de guerre et les maux qu'ils font, le supplier d'avoir pitié d'elle ou du moins de mettre un ordre à l'advenir.

On député à Vic le sieur Balon, notaire, qui dira qu'il ne prétend députer auprès de M^r de Candalle autre qu'un habitant de Monterquieu nommé par la jurade de ce lieu qui ira avec les autres députés.

- 12 Janvier 1653. - Le 6 du courant la compagnie de Jarony de cavaliers détachée de l'armée est venue loger en ce lieu pour contraindre au paiement du million ordonné à Mgr. d'Harcourt, nonobstant que la communauté avait payé ce qui était ordonné par les Tresoriers généraux de Montauban, les cavaliers y sont demeurés et ont commis dans la terre beaucoup de pilleries, vols, rensonnemens et barterments au peuple. on s'est plaint

Monterquieu.

185.

au commandant qui n'a voulu faire aucune justice ny faire restituer les lozains de ses soldats.

Convocation à Auch pour le 13 du courant afin d'assister à la repartition que M. de Trassy viendra faire des logements de gens de guerre pour les quartiers d'hiver. Une personne de la jurade fera le voyage, et représentera à M. de Tracy combien pendant ces guerres la communauté a été accablée.

- 19 Janvier 1653. - on a appris que M.^{rs} les Tresoriers généraux s'occupent de faire la verification des depenses supportées l'an dernier par les communautés pour le logement des gens de guerre. On envoie à Montauban M. de Laplaigne qui est chargé de suivre cette verification; on lui remettra tous les papiers, quittances. etc. et on lui paiera son voyage. Balcix, Julian et Barris procederont à la liquidation des frais du logement pendant une nuit de la Brigade Jurany.

- 13 fevrier 1653. - une compagnie de cavaliers est logée à Monterquieu pour passer le quartier d'hiver. Elle demande par M.^r de Perin, son capitaine, la somme de 8000^l qui lui ont été ordonnées par M. de Tracy. M. de Perrin menace de contraindre la communauté par toutes sortes de rigueurs si cette somme ne lui est pas donnée dans deux ou trois jours. Depuis le 6

186,

Montesquieu.

Janvier on a fourni du foin pour les chevaux des officiers mais on ne peut plus les contenter. Les consuls sont priés de faire emprunt de 4000^l et de l'avoine et foin nécessaires en engageant les biens de la communauté et les leurs propres : ils en feront rôle, de retirer toutes les sommes dues par les consuls des années précédentes et enfin de faire une cotisation sur les habitants qui seront contraints à payer par logement des gens de guerre. Ou si le sieur de Perrier le préfère on lui remettra le rôle de cotisation et il fera lui-même la levée.

- 16 février 1653. - on autorise les consuls à emprunter 1000^l à M. de monnaie au denier vingt, et 1000^l au sieur Dutiéux, ce qui fera 3000^l avec l'obligation de 1651. Pour reconnaître l'obligeance de ce dernier on l'exempte des tailles trois arpens de terre qu'il possède au passage de Cordisac, jusqu'au remboursement de ce qui lui est dû. M. Dubarry, conseiller et M. de Castagne sont chargés de traiter avec le capitaine sieur de Perrier.

La délibération du 18 février qui suit est dictée ainsi que le reste du registre au folio 283.

Le second registre que se trouve aussi dans la bibliothèque de mon frère Lyprien, au Capdubarry, est plus

Montesquieu.

187

complet, il se compose de 204 feuillets numérotés, contenant depuis le 1^{er} feuillet jusqu'au 202^e feuillet compris la suite des délibérations de la jurade de Montesquieu depuis le 6 juillet 1653, jusqu'au 8 Juin 1673. -

- 6 Juillet 1653. Consuls: Jean Larrot, Anthony Depoy, Arnaudet Davis, assistés de M^{re} Jean Dubarry, lieutenant en la judicature de Montesquieu, noble Guillaume Nymale sieur de Laplaigne. M^{re} Jean Antoine Jubian procureur juridictionnel, Antoine Bonet sieur de la Tourasse et autres. La peste regne dans la ville d'Auch, la maison de Rambos est infectée, plusieurs personnes y sont mortes de la maladie contagieuse; cette maladie s'étend dans tout le pays par suite de la fréquentation des habitants. Il est délibéré sur les précautions à prendre, il y a lieu aussi de prier le levée des tailles; comme il n'y a que trois consuls, ils réclament la désignation de plusieurs collecteurs pour les aider d'autant plus qu'ils ne peuvent pas aller dans les maisons infectées par la maladie contagieuse. - Les consuls font connaître qu'il y a trois compagnies du régiment de Foix, commandées par M^{re} de Lau, maréchal de camp, qui sont venus se loger sous la conduite du sieur de l'arocque, capitaine, Colomes son lieutenant et un nommé Narbonne, protestant un ordre de M^{gr} de Candalle, lesquels auraient pris la maison de Arida et fait corps de garde avec grands feux. toute la nuit, les soldats ont pillé les maisons, volant provisions, bestiaux et volailles, et

ont renfermé leur butin dans la dite maison de Ceridu. De sorte que pour arrêter les dites violences les consuls ont été obligés de bailler audit l'arceveque et à son lieutenant la somme de cent livres en une monture et deux cents livres. laquelle monture ils ont pris de Mr Dubarry, conseiller, pour la bailler audit l'arceveque. L'assemblée donne assurance à Mr Dubarry pour ses avances. - La jurade prie Jean Abadie, chirurgien, de prendre soin de la santé publique. Pour éviter l'agglomération qui pourrait aider la maladie contagieuse. Mr le curé sera prié de faire dire la messe grande dans la chapelle St. Sébastien pour les habitants du quartier de devant, et dire la messe devant l'église de l'Hopital pour ceux du quartier de derrière.

- 12 Août 1653. - Le marquis de Sourdis a obtenu lettres du roy en faveur de la communauté de Monterquieu, pour décharge des dépenses faites pour le logement des gens de guerre. La jurade designe Mr Jean Antoine Julian, procureur juré d'ordonner qui voudra bien se transporter dans la ville de Gimont pour remettre les susdites lettres au sieur de Dracy, et le supplie de suspendre l'exécution des contraintes ordonnées contre la communauté pour regard des restes des tailles.

- 18 Janvier 1654. - assemblée dans la maison commune pour délibérer des affaires publiques. noble Jean Bonet, sieur de Monserie, Jean Abadie, mr. chirurgien, Mr Fuis Salach, notaire et les consuls Jean Lieste, Guillaume Salach, int. "Signer, Jean

Montesquiou.

189.

Auithé, dit Gaston, - afferme de la taverne et des boucheries de la ville de Montesquiou. difficulté provenant de l'entente des taverneiers et bouchers. Comptes à rendre par les anciens consuls.

- 27 Janvier 1654. Les consuls représentent que pour savoir si Monsieur de Marin a donné les ordres dans ces quartiers. M^{re}

Jean Jacques de Lacave, s'étant pr^{is} d'aller vers le dit sieur de Marin, et à son retour il a dit que le s^r de Marin lui avait dit que M^r de St. Luc donnait les ordres des quartiers d'hiver, en ce pays; il serait donc utile d'envoyer vers le sieur de St. Luc pour citer les routes et quartiers d'hiver qui pourraient être dans le present lieu. on priera M^r de Lieta, servant au regiment de Boesse, d'aller vers le sieur de St. Luc, et le prier de considerer le present lieu comme appartenant à M^{gr} le marquis de Sourdis. Les consuls bailleront au dit sieur Lieta les sommes nécessaires pour faire ledit voyage.

- 13 février 1654. M^{re} Jean Lieta premier consul, M^{re} Jean et Adrien Dubarry, pere et fils, noble Jean de Borles sieur de Monserie, Guilhaume Mymale sieur de Laplaigne, Jean Bonet, notaire, et M^{re} Jean Antoine Julian, procureur juridictionnel, personnes approuvées par la jurade pour deliberer, la dite jurade ne s'étant pas assemblée. Le premier consul represente qu'il s'est transporté dans la ville de Vic pour traiter avec les consuls de la dite ville concernant la somme de 400^{rs} que par ordonnance de l'intendant avait

obtenus pour deux compagnies de gens de guerre logés dans ladite ville et n'ayant pu obtenir de lais, sont contraints au paiement et pour éviter les courses des dits gens de guerre, les consuls de l'année dernière qui, à cause de la maladie contagieuse, n'ont pu lever la cotisation entière, remettront l'argent au sieur Liestas et pour le reste de la somme on priera l'intendant de donner terme.

- 13 mars 1654. - Par ordonnance de M^r de Machaut, intendant général de la province, il a été cotisé sur le lieu de Montesquieu la somme de 874^{fr} 15^s pour la subsistance des troupes. Cette somme doit être payée le 30 avril prochain. Pour payer cette somme, la jurade décide qu'il sera imposé une somme de 1000^{fr} sur les contribuables, à l'exception des non valeurs.

- 2 avril 1654. - Le consul Jean Liestas représente que le commandant de deux compagnies logés à Beaumarches de l'ordre de M^r le chevalier d'Aubertin, est allé vers M. de St Luc pour obtenir le delogement et le mettre sur le présent lieu de Montesquieu. Le sieur de la Courrasse est prié par la jurade de les transporter dans la ville de Montauban auprès du s^r de St Luc pour empêcher le dit logement et au cas où il ne pourroit pas l'obtenir, demander l'aide des lieux voisins. M. de la Plaigne est prié de prêter une de ses juments pour faire le dit voyage, sous promesse de lui en payer la valeur, au cas où elle se perdrait.

Monterquieu.

191.

- 16 Avril 1654. - Il est représenté que le s^r Fris Dabich, aurait fait intimer lettres d'appel au senechal d'auch des apostilles et clotures des comptes par lui remis en qualité de consul des années précédentes. La jurade decide qu'il sera envoyé pour se défendre contre ladite assignation et les poursuites, attendu que ledit senechal est incompetent.

- 23 Avril 1654. - Jean aueillé gaston, consul, expose que malgré sa diligence, il n'a pu lever la somme de 800 livres pour la subsistance des troupes, à cause de la grande pauvreté du peuple. La jurade est d'avis de contraindre les habitants au paiement, et pour commencement le paiement on accepte l'offre de Jean Bertin, marchand, qui propose de prêter à la communauté trente sacs de blé, à 13 livres le sac.

- 12 Juin 1654. - Le consul Jean Lieta que la communauté faute de paiement de ce qu'elle doit en capital ou intérêts, est poursuivie en justice et menacée de l'envie de cavaliers pour contraindre au paiement. L'assemblée delibere que les consuls de l'année précédente feront les avances d'une somme de cent livres, que les consuls modernes s'engagent à rembourser. - Le s^r Jean Caroté expose qu'il a baillé au s^r Lieta, lieutenant au regiment de Borie, une somme de 10 livres pour son voyage vers M^r de Maré, par autorisation de M^r de Lacave. La jurade decide que les sommes seront remboursées, après reddition des comptes.

- 28 Juin 1654. - Le consul Jean Lesta représente qu'il a en main une lettre de M^r le marquis de Sourdis, adressée à M^r de Estrade. M^r de la Courrasse est prié de se rendre à Agen pour remettre la dite lettre à M^r de Estrade. Jean Rossi, chirurgien lui prêteva sa cavale pour faire le voyage; Jean Barrie collecteur des tailles remettra 25⁴ à M^r de la Courrasse pour son voyage.

- 5 Juillet 1654. - Le consul Lesta annonce qu'il a reçu la mande de la taille, montant à la somme de 3889⁴ 16⁴ 6⁴ sans y comprendre les divers frais et droits. On cotise 6⁴ 10⁴ par livre terrière. On obligera à la remise des quittances les consuls de 1657 à 1658, pour les dépenses de tailles, tailleurs, et subsistance des troupes, afin de les faire verser devant l'intendant de Montauban.

- 12 Juillet 1654. - Le regiment de Campeils est arrivé pour loger à Montesquiou par ordre de M^r de Estrade. Il est décidé que les consuls, afin d'éviter ce logement, payeront 178⁴ au major dudit regiment.

- 10 Septembre 1654. - Jean Lesta consul représente que la peste est tellement échauffée dans les métairies du gaillot, la Lucante, Entajan et le voisinage: ce qui retarde la levée des impôts pour ne pouvoir approcher sans grand danger de perdre la vie non plus qu'aux métairies du Soulan du Penin et Pizogol, au quartier de Pis, - de plus il a été assigné comme consul à la requête du sieur Guillaume Barrie, à

propos d'un procès intenté contre lui par Bertrand Luceade, de même il a été assigné devant les Elus d'armagnac par le sieur Jacques Barris, au sujet de quelques articles de ses comptes consulaires mis en surse par les auditeurs désignés par la jurade, et au sujet d'une orcuine de 206^{fr} sur la dite communauté, pour quoi il aurait saisi tous les fruits des champs de St. Sébastien et aurait retiré secrètement la récolte, non content de ce, aurait poursuivi décret tant sur le dit champ que sur le pré de la ville, — Arnaud Laforcade, maître tailleur a été commis comme gardien de la porte de la ville avec payement de 7 sous par jour pour sa peine, lequel a quitté cette garde sous prétexte qu'il n'avait pas été payé à sa convenance, ce qui avait mis le dit lieu en danger et avait obligé le consul de convoquer la garde bourgeoise, tant pour la conservation de la ville et faubourg, la peste étant fort échauffée avec mémoires du garbhot, la ruante et Entajan, Il est décidé qu'on continuera la garde bourgeoise, jusqu'à ce que le bon Dieu, bénoissant nos prières veuille apaiser son courroux, Laforcade sera satisfait du temps qu'il a rempli sa charge à la porte de la ville. que pour le procès intenté par le sieur Barris, les consuls se défendront jusqu'à fin de cause aux dépens de la communauté. Ont signé: Dubarry. — de Bordes. Cerido. Abadie. Bonet. Barris,

194. Montequieu.

12 octobre 1654. Le consul a reçu avis par lettre du sieur de Lafont que dix compagnies de gens de guerre étaient désignées pour loger au présent lieu. Il est décidé que les consuls de l'année dernière avanceront la somme de 520⁰ pour éviter ce logement.

27 octobre 1654. Jean Lietau premier consul représente que la communauté de Montequieu étant obligée envers les fermiers des droits seigneuriaux de Mgr. le marquis de Sourdis et que cet engagement monte à la somme de 3000⁰ par acte Cousto, notaire, avec stipulation que le s^r Desrieux acceptait la responsabilité au nom de la communauté, laquelle acceptation sera envoyée aussi promptement que possible à Mgr. de Sourdis.

- 31 décembre 1654. - trois compagnies du régiment de gouzas avec l'état major, a reçu ordre de venir tenir quartier en ce lieu pour y séjourner un jour et une nuit; mais pour éviter le désordre des soldats on décide qu'on leur offrira 36 pistoles à condition qu'ils ne viendront pas en ce lieu. M^r Dubarry sieur de la Mousquière sera chargé de porter ladite somme.

- 10 février 1655. M^r Jacques Darrès, notaire, Jean Aueilhé petit Jean. Jean Dupuy, Jean Beth. consuls de l'année présente. assistés de M^r Jean Dubarry, juge royal de Barrean, noble Guillaume Mimale sieur de Laplaigne. M^r Jean Antoine Julien procureur judiciaire, Jean Abadie M^r Arnaud Jean. Jean Lietau. Jean Darrès le natif, Jean Carrotin, Anthony Lepouy. Jaymet Duprest, Jean Rosa maître

Montesquieu.

195.

chirurgien, Bertrand Dupuy, Bernadet Blathon, Joseph Leta
pretre, Laforcade sieur du Brana, Bernard Estibaut et
Bernard Rosès. Lesquels consuls ont representé que depuis
trois jours ils ont reçu une mande de la part de Mr de
Machault, Intendant de la justice, police et finance en
province et armées de Guienne, commissaire departy par la
Majesté en la generalité de Montauban, portant que
nous devons avoir et departir sur tous les taillables de la
communauté la somme de 2615⁴ pour la subsistence, et en-
retien des troupes qui sont en quartier d'hiver dans la province
de Guienne, pour icelle somme lever le plus promptement
que faire se pourra et de plus a été intimé aux consuls
portant que nous ayons à payer entre les mains du sieur
Mignon receveur de la collecte d'Armagnac les sommes
qui se trouvent être dues des arrearages depuis 1647
jusqu'à 1653.. a' quoy nous devons contraindre par voye
de logement effectif de gens de guerre, de plus ont repre-
senté que le sieur Destieus fait poursuivre la communauté
sur l'exécution qui a été faite par 2 Harotés consul de 1653
a' défaut de paiement de la taille, pretendait être
exempt de toute contribution; de plus le sieur Pion de Qué-
beck de Montesquieu pretend avoir raleais pour cause de
la maladie contagieuse de l'année dernière. Sur quoy
d'une commune voix a été délibéré et conclud que

196.

Monterquieu.

pour raison de la mande et de la subsistance il sera impôté et départi sur tous les taillables à raison de trois livres par livre livrante, sur laquelle levée sera tenue compte de la somme de 360^{tt} qui a été cotisée sur certains particuliers par forme d'emprunt pour éviter le logement de trois compagnies du regiment de Gouhaes, somme promise à M^r de Lillie, capitaine-major au dit regiment. On convoquera les consuls des années précédentes à rendre compte de leur gestion - on passera au tavernier le quart de la ferme de la taverne. Le sieur signet - Mimale, J. Abadie, Julien, Lieta Harris. Roris. approuvent l'article de la mande et non les autres.

- 30 Avril 1655. Les consuls assistés de M^r Jean Dubarry, juge royal de Barrean, noble Jean de Bordes, sieur de Monnerie, Guillaume Mimale sieur de Laplaigne, Jean Antoine de Bonet de St Geste, sieur de Cerde, Dominique Lieta sieur de Laron, Jean Antoine Julien, procureur juridictionnel. Jean Abadie, m^e chirurgien et autres habitants jurats. Le sieur Lallere, lieutenant au regiment de Bougy, à envoyé lettres réclamant une somme de 500^{tt} à prendre sur la communauté - Antoine Abadie maître à arts demande la regence des écoles, même demande formulée par Jean Dubin, maître à arts. - La regence des écoles sera mise au concours. Jacques Harris, premier consul, ira vers le s^r Lallere, pour éviter paiement de 500^{tt}.

Montesquieu.

197.

- 17 mai 1655. - adrien Dubarry, conseiller au sénéchal d'Auch et Jean Antoine de Bonet seign de La tourasse sont parmi les jurats. on a envoyé à Bré. MM^{rs} de Laplaigne et Cécido. vers M^r de Lestrade, pour demander le delogement des compagnies d'infanterie qui sont à Montesquieu pour contraindre au payement d'une somme de 800^l. réclamée par le receveur de Labaune pour arerages. Il l'ont obtenu moyennant un premier versement de 300^l. mais le capitaine P^r Amour, commandant les compagnies logés à Montesquieu n'a pas voulu deloger, à moins qu'on ne lui remette une gratification de trois pistoles. on décide de lever, même par voyes de réqueurs, toutes les sommes nécessaires.

- 8 Juin 1655. - Le sieur de Salaut, capitaine au régiment de Passerre, est venu en cette ville le 6 Juin, pour avertir du logement de trois compagnies d'infanterie du régiment de Lestrade, faisant pressentir qu'on pourrait éviter le logement moyennant le payement d'une somme de 600^l. on a donné 10^l à M^r de La tourasse pour aller vers M^r de Passerre, on délibère sur la liquidation des dettes contractées au sujet des sommes fournies aux compagnies des régiments de Gohas et de Bougy. Et pour reconnaître les bons services du sieur de Passerre, aide major au régiment de Bougy, il lui sera donné une ou deux pistoles.

- 10 Août 1655. - La mande envoyée par M^r de Machault. se monte à 28 01^l 10^s. Il y a eu différend relativement aux

écoles. Sur jugement de M^r St Martin, recteur du collège d'Auch et de deux commissaires, les écoles ont été adjugées à M^r Leston. - Le sieur abadi veut poursuivre la communauté devant le Présidial. on cotise 4^u 10^u par livre terrière. Les 10^u payés à l'abadi pour le faire taire seront priés sur les gages du regent.

- 23 Août 1655. - afferme du prie de la ville. personne ne s'est présentée, il a fallu faire faucher l'herbe: il sera vendu à la crie.

- 13 octobre 1655. - M^r le marquis de La Mothe a envoyé un gentilhomme pour faire connaître que M^r de Moncassin étant à Condom, avait donné l'ordre au regiment de Guyenne de venir loger dans le present lieu. Il est décidé que Barris consul ira à Condom vers M^r Moncassin pour le prier d'éviter le logement des gens de guerre.

- 24 octobre 1655. - M^r Jacques Barris a été trouver le sieur de Moncassin, qui prétend avoir ordre de M^r de Candalle de faire venir de 500^u sur Montesquieu pour l'entretien des troupes de la province. Aujourd'hui le chevalier de Lajoin, frere du s^r de Moncassin est venue ici, pour connaître la volonté de la communauté et dit que si on ne lui fait le payement, sept compagnies logées à Vic. viendront en ce lieu pour contraindre au payement. La jurade demande réduction à 300^u. Ledit Barris est donc prié de payer audit Lajoin 300^u ou 400^u avec promesse de lui rembourser cette somme.

Monterquieu.

199.

- 13 novembre 1655. Les consuls des années 1652-1653 et 1654, n'ont pas rendu leurs comptes, faute d'auditeurs, ce qui est cause que plusieurs habitants refusent de payer leurs tailles, ce qui a été cause de plusieurs courses de gens de guerre. La jurade nomme pour l'audition des dits comptes Jean Dubarry, magistrat en la judicature de la baronnie, Jean Antoine Julian, procureur juridictionnel, Jean Abadie, m^{re} chirurgien, Jean Harris lanatier, Joseph Liester, Guillaume Baris, marchand, François Darrieux, chirurgien.

- 20 novembre 1655. Liste des consuls pour d'année suivante. =

1^{re} liste. Jean Harris, tisserand, Pierre Saramon, Jean Caumont, Berthomieu nodenot, pegmadone. = 2^e liste: Jean Duprat, Bertranet Dupuy, Bernardet Blousson, Jean Abadie, gaillot.

- 13 février 1656. consuls: Jean Baris, Pierre Saramon, Jean Caumont, Barthelémy nodenot. - mande de 6219.⁴ 10.⁷ 6.⁸ on cotise sur 1113 livres terrières la somme de 8000 livres.

- 9 Mars 1656. Règlement des comptes des consuls des années précédentes. Différend à ce sujet on choisit pour arbitre. M^{re} Prunier, conseiller au présidial d'Aruch.

- 26 Mars 1656. Le sieur de Lagarde rectame de la communauté le remboursement de frais par lui payés à cause d'un arrêt de la Cour des aides. Vérification des logements des gens de guerre. Il est dû au sieur de Montcassin la somme de 200⁴, prêtée par M^{re} Jacques Baris, qui avait en outre emprunté autres 200⁴, - les anciens consuls remboursent.

Montesquieu.

- 5 Avril 1656, La communauté est poursuivie par M^r de Lagarde, on soutiendra procès devant la chambre des requêtes à Toulouse.
- 20 Mai 1656. - Procès devant le senechal d'Auch, intenté à la communauté par des habitants du consulat de Montesquieu.
- 28 mai 1656, Suites du même procès devant le Senechal,
- 8 Juin 1656. - Différend avec le sieur de Lagarde, on lui a envoyé deux députés qui ont convenu qu'on lui donneroit la somme de 120 livres. On se pourvoira devant M^r de Vertamon intendant de la province pour obtenir décharge.
- 3 Août 1656. - Règlement des comptes des consuls; et donnent leur confiance à M^r St. Martin, avocat au parlement pour vider tous les différends.
- 12 novembre 1656. - Formation des listes consulaires pour l'année suivante qui seront soumises au seigneur baron de Montesquieu qui sur icelles fera choix de quatre consuls.
- 17 fevrier 1657. Consuls: Jean Rosin, maître chirurgien, François Barrie, Jean Vincens, Bertrand Beth. - Le sieur Richem vii s'entendre avec M^r de Lagarde au sujet des paiements effectués afferme de la taverne et de la pièce de terre de St. Sébastien.
- 25 fevrier 1657. - Les consuls devont contraindre ceux des années 1653 et 1654. de payer les sommes qu'ils doivent.
- 8 mars 1657. - Les consuls ont reçu mande de 344.^l pour le payement du quartier d'hiver; de plus autre mande des tailles montant à 644.^l 5.^s en cohiera pour la première

sept sous par livre terrière, et pour la seconde il sera cotisé six sous par livre terrière.

- 5 Avril 1657. - Les créanciers de la communauté molestent les consuls faute de paiement du capital et intérêts. Les dettes de la communauté montent à la somme de 16000. et tant de livres; le remboursement sera levé sur 1000. livres brieves en rejetant 100 et tant de livres tournois. lequel département sera fait au taux de 40 sous par livre terrière. On règlera aussi avec le sieur de Lagarde les sommes dues par les autres communautés de la collecte.

- 6 Mai 1657. - nouvelle signification de requête à faire au sieur de Lagarde devant l'intendant, pour payer les frais on affermera le pré de la Ville, en baissant de 2 eus en moins, à condition que le paiement sera fait réellement. On fera un emprunt de 72. livres sur les fermes du taverne et boucheries. on fera vérification des rôles. -

- 21 mai 1657. - Les consuls feront la levée et payeront à proportion aux créanciers de la communauté; cette levée sera faite jusque après les récoltes; et les consuls contraindront les reffusants par toutes voyes de rigueur.

- 19 Août 1657. - La jurade et d'avis de transiger sur les procès personne ne s'est présentée pour tenir les écoles. Jean Dubois qui a enseigné la jeunesse. demande à être maintenu dans la regence des écoles. ce qui lui a été accordé.

Montesquiou.

- 14 octobre 1657. - M^r Daugier, intendant de M^r le marquis de Sourdis a fait connaître le sieur de haute dame la marquise de Sourdis, comtesse de Carmain, dame de Montesquiou (Jeanne de Montluc Montesquiou). La jussade deude, que les honneurs funebres seront faits aux frais de la communauté.

- 8 novembre 1657. - on dresse les listes des consuls pour l'année prochaine, pour être soumises à M^r le marquis de Sourdis. Reclamations au sujet de reter dus au tenant liei de M^r de Retzege auus creanciers de la communauté, on donne pouvoir de payer les creanciers qui reclamationt.

- 6 Decembre 1657. - on enverra un député à Auch pour s'entendre relativement au departement des troupes de l'armée de Catalogne.

- 20 Janvier 1658. - Consuls: François Darrieus, chirurgien, Dominique Bonet, Félix Blousson, Bernard Dupuy. - on enverra au seigneur de St Luc, au sujet du logement des troupes. - Le sieur Hilans, curé de Montesquiou, a fait assigner les consuls en condamnation pour louage du presbitere et aussi pour lui payer les processions de St Marc. - autres assignations du sieur de Lagarde, et du sieur Adrian Dubarry, conseiller au senechal, cette deliberation n'est pas finie et n'est pas signée.

- 17 Juin 1658. - mande de la taille montant à 6986^l 14^s. Il sera imposé pour la dite taille et tous autres droits ou frais, à raison de 8^l 5^s par livre terriere; laquelle imposition se fera en quatre roles.

- 14 juillet 1658. - La levée des deniers est arrêtée parce que un seul des consuls a prêté serment; la jurade est d'avis de contraindre les dits consuls à la prestation du serment, et que le S^r Darrieus consul, avec les anciens consuls feront la vérification des rôles des tailles, parce que la levée n'est pas faite, que le receveur Labaune poursuit la communauté, et que déjà deux quartiers sont passés.

- 26 novembre 1658. - Le consul Darrieus réclame la formation des listes consulaires pour l'année 1659. et propose la liste de huit personnes pour être envoyés au seigneur. Ces deux listes sont approuvées par la jurade.

- 10 Décembre 1658. - suite de la délibération précédente.

- 9 Janvier 1659. - Jean Dupuy, Jean Bonet, Guillaume Rosis, François Darrieus, consul de l'année dernière, reste en charge.

Les consuls ont reçu lettre de M^r de St-Luc et de l'intendant de la province de Guienne, portant commandement de recevoir une compagnie de cavalerie du régiment d'Aulterre, et lui payer la somme de 5520^l pour les places à raison de 20 sous par place, à payer de dix en dix jours, par avance. La dite somme sera imposée et levée à raison de 6^l par livre territoriale. Ceux qui feront cette levée seront exemptés de logements de gens de guerre, et auront un sou pour livre des sommes levées, mais n'accuseront ledit sou qu'à celui que le capitaine Dauron sera payé.

- 24 Janvier 1659. - chaque propriétaire ou metayer labourant. payera par chaque paire de bœufs un quintal de foin et une mesure d'avoine. Le dit foin et la dite avoine seront emmagasinés et livrés au capitaine Dauron du regiment d'Aubeterre.
- 7 février 1659. - Il sera fait un magasin de foin, avoine, pain, vin et viande pour la subsistance des cavaliers de M^r Dauron, on pressera la levée des 5520^l. suivant les ordres de l'intendant, on lui enverra M^r Bonet, pour lui représenter la misère de la communauté.
- 13 février 1659. - on enverra à Vic auprès du commissaire des guerres une personne pour porter l'état de la compagnie du regiment d'Aubeterre, logé au present lieu. M^r le marquis de Lourdis a écrit à l'intendant en faveur de la communauté. on pourvoira par emprunt de denrées à l'entretien de la compagnie de cavaliers. on traitera avec les officiers pour leur dépense et celle de leurs chevaux.
- 28 février 1659. - La mission auprès de l'intendant n'a pas eu de succès. - on enverra un député à Vic pour s'entendre avec les consuls relativement au département des tailles et subsistances. Les officiers se plaignent des magasins et reclament du bois on écrira au marquis de Lourdis pour lui faire connaître le mauvais succès de sa réclamation. on approvisionnera le magasin. et on enverra vers M^r de St Luc. pour savoir ce qu'il exige de la communauté.

Montesquiou.

205.

- 4 mai 1659.- La communauté a été imposée de 700^l en plus de la première imposition : la quelle somme de 700^l devait être payée le 15 avril passé à M^r Dauron, capitaine pour la subsistance de sa compagnie lequel demande l'impaiement tous les jours, menaçant de faire vivre ses cavaliers à discretion. Il veut aussi être payé d'un voyage qu'il a fait à Agen pour la communauté dont il estime les frais à 600. livres ; qu'il prétend lui avoir été promises au delà de 2 écus par jour pour sa nourriture, ce qui fait qu'il lui est dû, à son compte 200^l jusqu'à ce jour. Tout ce qu'il demande revient à 1500^l de plus les officiers subalternes et soldats veulent être logés et nourris dans la maison que leur fournit la subsistance. Moyennant ce ils veulent vivre en paix et concorde avec les habitants de Montesquiou. - On imposera 10. sous par livre, et comme la levée sera longue à cause de la misère du peuple, on fera un emprunt. On empruntera aussi du blé du vin, avoine et viande pour la subsistance des cavaliers.

- 10 mai 1659.- Pour payer les charges de la communauté, on emprunte 100 livres à chacun de Messieurs. Dabarry, Laplaigne, Hagot, Julien, Ceride, Barrie, notaire, Cabrol, Guillaume Barrie, marchand, et autre Guillaume Barrie, Balciès. et Monserie. on rayera leur cotisation et ce qui leur restera du leur sera remboursé ultérieurement.

- 25 mai 1659. - Les consuls sont chargés de pourvoir au logement et entretien des officiers et cavaliers ainsi qu'à leur subsistance. Ils en feront rôle et on leur en tiendra compte.
- 15 Juin 1659. - Pour prêter et rembourser l'argent emprunté à divers particuliers de la communauté pour l'entretien des gens de guerre, on cotisera sur tous les habitants biens tenants la somme de 9^e 10^e par livre terrière; et que les refusans seront contraints par saisie de leurs fruits.
- 16 octobre 1659. - Le marquis de Sourdis et d'alluye est dans la ville de Toulouse à la suite du roi. M^{rs} de Laplaighe et Dubarry sieur de la Moussière seront envoyés vers lui pour lui offrir les hommages de la communauté et lui faire connaître les souffrances endurées pour l'entretien des compagnies de cavalerie et obtenir de lui soulagement; on s'occupe de la rentrée des tailles.
- 14 novembre 1659. - Formation des listes des consuls pour l'année suivante. Les consuls sont aussi chargés de faire présent à M^r le Comte de Nonlac.
- 16 Decembre 1659. - Joseph Dieste, Jean Depouy et Jean Donet, consuls, assistés de M^r Jean Dubarry, juge royal de la ville de Baran, noble Guillaume Mimale sieur de Caplexigne, M^r Jean Antoine Julian procureur juridictionnel, Jean Antoine Laberrenne, P^{rs} Daleix Jacques Baris, notaires, Jean Baris, François Darniers,

Montesquieu.

207.

et Jean Rotis m^{tes} chirurgiens, Raymet Duprat, Raymond
Soymaurin, Jean Caumont, Jean Aueille petit jean,
Jeannet Nodenot, Barthomieu Nodenot, Arnaud Dubouze,
Bertrand Beth, jurats et faisant la plus grande et la
plus saine partie de la jurade dudit Montesquieu.
M^r de Laplaigne et M^r adrian Dubarry conseillers au Rendral
d'Auch, representent qu'étant en la ville de Toulouse pour rendre
devoir à Mgr. le marquis de Louvois ils ont fait efforts aupres
de l'intendant de la province pour obtenir soulagement
pour la communauté tant aux tailles de l'année 1660. que
aux foules de l'année courante; ledit intendant aurait, après
verification, interdit aux sieurs receveurs d'usur d'aucune
sorte de vexation sur les contribuables.

- 6 mai 1660. - consuls - Jean Rotis, Barthomieu Blouzon
consuls, - la mande de la Majesté 5720^{rs} 7^d. Le département
se fera à raison de 5^{rs} 10^d. par livre terrière, et ce qui est
des municipaux, tant pour les intérêts, gages du regent,
sonneries des cloches, orologe, portes, sera cotise 35 sous
par livre terrière, de tout quoi sera fait rôle.

- 30 Juin 1660. - Les consuls sont chargés par la jurade
de passer contrat pour la regence des écoles, et cela
aux memes gages accoutumés, et payés selon la
coutume par les habitants du present consulat.
les sacheans excepte se sont sousignés.

- 12 septembre 1660. - Deliberation concernant la levée des rôles des impositions sur les differens quartiers du consulat
- 26 novembre 1660. - Designation des personnes proposées pour la charge consulaire pour l'année 1661. pour être présentées au seigneur marquis de Sourdis.
- 2 Janvier 1661. - Les consuls ont procédé à l'audition et clôture des comptes des collecteurs de l'année 1659. et les comptes du sieur Darriens collecteur de l'année 1658. Lesquels comptes sont approuvés par la jurade. La communauté à plusieurs assignations de diverses personnes, elle prie le sieur Dubarry de défendre les dites assignations. et poursuivre ceux qui ne voudront pas rendre compte de leurs charges soit comme consuls, soit comme collecteurs. Dans la premiere imposition on comprendra les frais, depens et recompenses des peines et vacations dudit sieur Dubarry.
- 24 fevrier 1661. - Jean abeilha, petit Jean, Jean Rotis et Bourthoumieu Blousson, consuls dudit Montesquieu, assistés de Me adrian Dubarry, conseiller et magistrat royal au senechal d'auch, Lothade Dubarry, juge royal de Barran, Jean anthoine de Bonet de St. grette sieur de Cenide, Guillaume Mimale sieur de Laplaigne, Me Jean Anthoine Julian, procureur juridictionnel de la baronnie de Montesquieu, Jacques Barris, notaire, Guillaume Barris, marchand, Jayme Duprat, Joseph Chista, Jean

Montesquieu.

209.

Caumont, Jean Bonet, Bernard Rosis, Bernadet Blousson, Jean Baris, lanatier, et autres jurats et habitants dudit Montesquieu. Les consuls ont reçu de M^r Holman, intendant de la province, la mande montant à la somme de 5583⁴ 12⁸. Il sera cotisé 5⁴ 6⁸ par livre terrière. Les consuls de cette année n'ont pas encore été nommés par le seigneur. Les consuls actuels feront les rôles de cette imposition.

- 3 Juillet 1661. M^r Jean Cousto, consul de cette année présente, assiste de noble Marc Antoine de Montuc sieur de Roquebrune, Jean Bonet de St grette sieur de Ceribo, Jean Bernard Bordes sieur du Haget, Dominique Lieta, capitaine, Antoine Cabrol, Joseph Lieta, Jayme Duprat, Bernard Rosis, Jean abadie Gaillot, Jean Baris, tissier, François Baris, Bernard Etiebaud, Antoine Parotis, - Les créanciers de la communauté veulent être payés des intérêts annuels. Il faut aussi cotiser pour les foires municipales. M^r Jean Lieta demande à être pourvu de la regence des écoles. Le consul Cousto reclame le remboursement des sommes et grains qu'il a fournis en 1658 pour l'entretien de la garnison. On cotise 32 sous par livre terrière.

- 14 Septembre 1661. Jean Cousto, notaire. Jean Caumont, Bernard Dupuy, consuls de la présente année, assistés de la jurade, représentent que M^r de Lagarde Mausecome est sur le point de faire procéder par exécution sur les habitants

pour des sommes qu'il prétend lui être dues pour un arret que feu Monseigneur de Lagarde son père obtint contre les communautés de la collecte de Vic. Le consul Cousto se transportera au lieu où le sieur de Lagarde sera pour traiter avec lui par la voye de la douceur, et par arbitrage d'une personne qu'il plaira designer et ladite communauté en nommera un autre pour liquider ce qui peut être dû au M^r de Lagarde, ou à son père ou ayeul M^r feu de St Jean Poutge.

- 18 novembre 1661. - Le consul Cousto se transportera dans la ville de Lectoure pour y porter les mandes, roles, et quittances, et autres choses des années de 1647 à 1656 - Il devra aussi aller en la ville d'Auch où doit se tenir la grande assemblée des députés de la collecte. Quant au procès du sieur de Lagarde on se joindra en l'instance formée par les consuls de Lupiac et autres lieux contre ledit s^r de Lagarde, on donnera dix livres à celui qui sera député. Et pour le regard du sieur curé de Montesquiou qui a obtenu décharge des impositions municipales sur les biens qu'il possède dans la juridiction de Montesquiou, il sera traité à l'amiable et remis à la décision de deux avocats non suspects dans la ville d'Auch. auquel effet, plein pouvoir est donné au sieur Cousto, de passer un compromis en tous les différends qui sont entre le dit sieur curé et la communauté, auxquels finis le s^r Cousto est créé pour syndic.

Monterquieu.

211.

- 27 novembre 1661. Etablissement des listes des consuls proposées et la nomination du seigneur marquis de Sourdis, baron de Monterquieu. 1^{re} liste = noble Jean Antoine de Bonet de St'gense, sieur de Cerido, Bernard Blousson, Anthony Depoy, Bernardet Blousson, Arnaud Laforcade. - Pour la seconde liste, noble Dominique de Litta, capitaine; Jean Abadie gaillet, lieutenant mimale, Ramond Noudenot. Ces listes seront envoyées à Monseigneur le marquis de Sourdis.

- 15 Janvier 1662. - une compagnie du regiment de Camillac, commandée par un nommé Lamadoleine et logée à Monterquieu, chez les consuls. On décide qu'on donnera une gratification au commandant de cette brigade pour obtenir le logement.

- 2 février 1662. - M^r Coturier, trésorier de France a fait sequestrer le bétail de plusieurs habitants, faute de paiement des tailles, entre autres une pument appartenant à M^r. Bernard Bonet aisé de St'Arailles. Les consuls de l'année dernière feront les avances nécessaires pour delivrer le dit bétail; les sommes qu'ils donneront leur seront tenues en compte.

- 30 mars 1662. - Le consul cousto, ancien, expose que les consuls nommés pour cette année ont refusé de prêter serment et de prendre charge, ils sont appelants de l'élection ce qui retarde la levée des tailles et la communauté est menacée de logement de gens de guerre. Les consuls nommés seront poursuivis, on imposerà sur 1300. livres tenières à raison

de 4^{te} 12^{te} par terrieres. La mende est 2810^{te}, sans prejudice des municipaux qui seront cotisés separement. on procedera a la mise en forme aux encheves de la taverne.

- 23 Avril 1662. Dominique Lieta, Janet Abadie, Anautet Nimalé et Ramond Noudenot, consuls de la presente année, pour la depense des frais municipaux, on cotisera 30 sous sur chaque livre terriere.

- 30 avril 1662. Les heritiers du sieur de Betbeyé ont assigné la communauté comme debitrice. Les consuls defendront contre cette assignation. Les consuls defendront aussi la communauté contre la poursuite du s^r Donet, uxor de s^r Arailles, qui a rendu la communauté responsable de la saisie de son bétail.

- 30 novembre 1662. La communauté est fort pressée par ses creanciers, entre autres par M^r Jacques Barris, par M^r de Capleigne et par le senant lieu et place de M^r de Lagarde. Les consuls regleront ces differentes affaires par voie de douceur, en remettant toutes les piéces a M^r de Cassaigne, juge. Les consuls feront l'avance des frais. On se defendra rigoureusement contre M^r de Lagarde - on dresse les listes des consuls à nommer pour l'année prochaine.

- 8 Decembre 1662. M^r Jacques Barris continue les poursuites contre la communauté; cette affaire sera defendue en appel devant la cour des aides de Montauban par les soins

de Mr de Lieta, premier consul, après avoir pris avis d'une personne capable, on vendra les arbres du bois de la ville, à la réserve de deux ou trois chênes que l'on fera couper en planches pour faire un coffre destiné à renfermer les documents de la communauté dans la maison de ville, et faire un plancher neuf à la dite maison, portes, fenêtres et banes dans l'alle, ainsi que pour les réparations du port bair. Mr Dominique Juliau voudra bien accepter la charge de greffier de la communauté, pour faire les actes nécessaires, rôles des impositions, les charges et decharges.

- 8 février 1663. - consuls: Antoine Larrotis, Jean Dupuy, Bernard Barris et Jacques Barris qui étant en procès avec la communauté ne put pas charge. Les consuls nommés se sont rendus appelants, devant le senechal d'Auch, mais ils ont été contraints de prendre charge. On cotise 4^{rs} 6^{cs} par livre terrière pour la taille, et 30 sous pour les frais municipaux.

- 1^{er} mars 1663. - Delibération au sujet de la nomination des consuls appelants, et du procès en appel avec le sieur Jacques Barris. Le consul ancien Dominique Lieta est chargé de poursuivre ces affaires, on lui promet de lui rembourser tous les frais qu'il fera.

- 22 avril 1663. - Les gens de guerre sont arrivés dans la ville où ils veulent être logés. Le porteur de contrainte exige

50 sous par jour. on priera le commandant de loger chez les redevables des impositions; pour payer le commandant et les frais du porteur de contrainte les consuls leveront le sou par livre en donnant quittance à ceux sur lesquels on le lève.

- 8 Juillet 1663. Le procès du s^r Jacques Barrie sera terminé à l'amiable. on prendra l'argent de la vente des chênes pour payer les frais du rapport de l'homologation du compte de 1655.

La communauté prendra fait et cause pour le sieur Julien et Duprat qui ont eu leur bétail saisi. - on nommera un syndic pour se défendre contre les poursuites de M^{re} de Lagarde. Règlement des comptes des consuls. - Procès en appel avec le sieur Dhyllano, curé de Montesquiou. - Difficulté avec le fermier de la boucherie. - le sieur Darrieux a demandé la regence des écoles, les consuls passeront acte avec lui.

M^{re} Leothade Dulearuy, magistrat royal, est choisi comme syndic, pour suivre toutes les affaires de la communauté.

Dettes de 100^{rs} de M^{re} de Podenas, ni à ni Montesquiou.

on est d'avis de supprimer les gages du regent des écoles à cause du très petit nombre d'enfants.

- 2 Septembre 1663. - Feu Jean Dabary, juge royal de Baran, et sa femme Louise Boytier ont fait plusieurs prêts d'argent à la communauté, leur fils M^{re} Leothade Dabary, juge royal de Baran, a fait plusieurs sommations exigeant payement de ces sommes. on lui demande de vouloir

Montesquiou.

215.

bien patienter, à condition de lui payer l'intérêt annuel, ce à quoi il a consenti, mais on lui renouvellera obligation tant des sommes prêtées par son père et sa mère que celles à lui dues par subrogation des sieurs Dufour de Lauran et Comar, bourgeois de Mouchès. Le tout se montant à 1985 livres, après vérification des actes et règlement définitif des comptes.

- 25 novembre 1663. - L'ites des consuls pour l'année 1664. afin d'être envoyées à M^r le marquis de Sourdis.

- 8 Janvier 1664. - Consuls: Jean Anthoine Bonnet de St gresse sieur de Cerido. Jean Marsan, Jean St Vigner, Gastard Bonet. de la maison du Boirat. - Les consuls ont reçu copie d'une ordonnance de M^r Bellot, intendant de la province, unissant la rentrée des impositions dans la généralité de Montauban. Beaucoup de fonds de terre ont été abandonnés par les propriétaires, faute de pouvoir payer les charges.

- 13 Janvier 1664. - Le premier consul Cerido, après prestation du serment ordinaire a réclamé la remise des clefs du coffre de la communauté: on ne savait pas où étaient ces clefs, enfin elles se sont trouvées être dans la main du sieur Jean Cousto, notaire, consul de l'année 1663, qu'il remet au susdit Cerido, après inventaire. - Le sieur Darrieup continuera la regence des écoles. - Il sera informé contre les personnes qui ont été coupes du bois dans le bois de la ville, après la vente des chênes de futaie.

- 20 Janvier 1664. - Les consuls ont reçu. lui mande de cette année montant à la somme de 2506^{fr} 4^{fr} plus il sera imposé la somme de 1500^{fr} pour les arverages dus depuis l'an 1664. Il sera cotisé 2^{fr} 6^{fr} par livre terrière et pour les arverages on verra avec les consuls des années précédentes ce qui reste à payer et il sera cotisé en conséquence. Pour les frais municipaux il sera cotisé 25 sous par livre terrière. Les biens fonds abandonnés seront donnés par les consuls à ceux qui consentiront à en payer les charges.

- 17 Août 1664. - Il sera donné nouvelle obligation de 1000^{fr} au sieur de Monserie avec promesse de paiement des intérêts.

Pour la regence des écoles les consuls passeront contrat aux conditions ordinaires avec les sieurs Dubin, prêtre et Davieux diacre. - Pour la réparation du pont on donnera l'entreprise à l'adjudication la plus avantageuse. Le sieur Laberone prétend avoir fermé une rue de la ville que parqu'elle ne servit plus de passage, il pourra en jouir mais devra la rouvrir si la communauté en a besoin. et sans qu'il ait sur cette rue droit de propriété, il devra fournir déclaration de ce.

- 19 Octobre 1664. Les consuls de l'année précédente seront sommés de rendre leurs comptes. Ventes du bois de la ville, du pied de la communauté et du champ de St Sébastien. On délibère sur la taverne et la boucherie. Tout cela afin de pouvoir payer les dettes de la communauté.

Montesquieu.

217.

- 9 novembre 1664. - Le prie de la ville a été mis à l'encan, le sieur Jacques Baris a surenchéri et Mr de Crido passera acte de vente pour la somme de 1600 livres.

- 23 novembre 1664. - Confirmation des pouvoirs données au sieur de Crido pour passer les actes de vente du prie et autres biens de la ville en faveur de Mr Jacques Baris en lui passant la charge des tailles. Sur cette vente il sera employé la somme de 1000^l. au payement de Mr de Monserié ou à Mr le marquis de Sourdis, à sa discharge, avec les intérêts depuis le 1^{er} du mois de février dernier; et le surplus sera employé au remboursement des frais et autres dépenses.

- 26 novembre 1664. - Délibération relativement au payement de la dette de Mr. Monserié.

- 22 Décembre 1664. - Formation des listes des consuls pour l'année suivante: cette liste devra être adressée à Paris, à Mgr. le marquis de Sourdis.

- 4 Janvier 1665. - La jurade est d'avis d'envoyer requête par devers Mgr. l'archevêque d'auch, afin qu'il ordonne que Mr. de Malaubert, prêtre, vint faire la fonction de curé dans le dit Montesquieu, et faire la dite cure, attendu qu'elle n'est pas servie à présent comme il faut par messieurs les vicaires, attendu que ledit sieur Malaubert n'a jamais fait le service dans le dit lieu de Montesquieu. On priera Mr Dubarry, conseiller au senechal d'auch, de voir

Monsieur l'archevêque d'Auch pour lui dire que ladite requête n'est pas le fait de la communauté ni de la grande partie des habitants de Montesquieu: et cela afin que la dite requête ne soit cause de procès et frais.

- 25 Janvier 1665. - La mende a été envoyée. On cotise 6^l 4^s par livre terrière, et 10 sous pour les municipaux.

- 2 février 1665. - Jean de Bordes sieur de Monserie, Jean Baron, Jean Laille, Bernard Vincens. consuls modernes. La jurade charge le s^r de Monserie premier consul, de passer contrat de cession des biens abandonnés avec ceux qui voudront prendre charge pour payer les tailles, impositions et autres devoirs; il lui et autres donne pouvoir de faire travailler les terres que les propriétaires n'ont pas pu faire labourer, afin de ne pas perdre les récoltes.

- 1^{er} mars 1665. - sous payer certaines charges de la communauté, il sera cotisé deux sous par livre terrière en sus de la première cotisation.

- 8 mars 1665. - Le sieur de Monserie expose qu'en prenant la charge consulaire il aurait requis la communauté de nommer un collecteur à cause de l'évidente insolvabilité des sieurs Laille et Vincens ses collègues. Et si on n'obtempère pas à sa requête il déclare refuser de faire aucune fonction de sa charge, afin de n'être pas tenu de la levée qui serait faite par lesdits sieurs Laille et Vincens. La jurade prie le sieur de Monserie, à cause de sa

capacité, de prendre les rôles des tailles et faire la levée et il prendra les emolumens des sieurs Taille et Viramp.

- 14 mai 1665. Le premier consul a reçu assignation à la requête du sieur Adrien Dubarry, qui veut se faire decharger des frais municipaux. M^{rs} de Monserie et Julian sont priés de voir ledit Dubarry pour se défendre de la dite assignation.

L'affaire ne sera poursuivie qu'après avoir pris avis.

- 27 septembre 1665. - Le sieur Lamothe commandant le détachement qui est dans le present lieu pour, par ordre de l'intendant Pellot, contraindre au payement des restes du taillon, et arerages de l'année passée, veut exécuter sur six des principaux et plus haut taillables qui sont le s^r de Laplaigne, Mache Leothade Dubarry, Guillaume Barrie marchand, La jura de prie M^r de Laplaigne et M^r Jacques Barrie de se transporter vers M^r l'intendant de la province pour le prier d'avoir égard à la grande misère de la communauté et aux biens tom^s de M^{gr} le marquis de Louvois, baron dudit lieu de Montesquieu.

- 28 Septembre 1665. - on enverra députés vers le receveur des tailles d'Amagnac pour le prier de surseoir aux contraintes jusqu'après le retour des personnes qui ont été vers M^{gr} de Sello, intendant de la province. Il est arrêté que M^{rs} de Laplaigne, Dubarry et autres, pris comme soldaires seraient relevés et garantis par toute la communauté tant de ce qu'ils ont souffert, de ce qu'ils souffriront.

13 octobre 1665. - Messieurs de Laplaigne et Darnis notaire, sont de retour, ils sont demeuré onze jours auprès de Mr l'Intendant, esperant obtenir de lui quelque grâce et moderation des arrezages et des impositions de l'année dernière, en regard à ce que ladite communauté a été grandement affligée des grêles et tempêtes, afin d'empêcher la ruine totale de la dite communauté. On fera des roles sur les plus aisés de manière à avoir deux ou trois cents livres et les porter au sieur receveur afin de pouvoir obtenir de lui le delogement des gens de guerre et le retour des bestiaux exécutés; et pour le reste on le priera d'accepter des obligations pour les dits restes.

- 18 Octobre 1665. - Le receveur des tailles reclame une somme de onze cents livres. On arrête que pour le payement de cette somme on imposerait vingt sous par livre terriere, nonobstant ce qui reste dû par les consuls de l'année 1664.

- 8 novembre 1665. - Formation des listes consulaires qui doivent être soumises au marquis de Souvès, baron de Montesquieu qui y choisira quatre personnes capables de prendre la charge consulaire pendant l'année prochaine.

- 19 novembre 1665. - Le sieur Dubarry a cédé des terres incultes situées dans le consulat de Montesquieu à des personnes inconnues qui n'en payent pas les tailles. Le sieur Dubarry sera contraint de payer les tailles et impositions des dites

terres, et le sieur Monserie, consul, a fait billet de quatre soldats pour loger chez ledit sieur Dubarry lequel a assigné le susdit premier consul. La jurade prie le sieur Julian de vouloir bien aller a aub pour defendre l'assignation.

- 22 novembre 1665. - Dans la maison commune de Montesquieu d'angles, étant assembles Jean de Bordes sieur de Monserie premier consul, Jean Baron second consul. noble Dominique de Lieta sieur de Laron, Jean Bernad de Bordes sieur du Haget, Guillaume Mimale sieur de Laplaigne, M^{re} Jean Couste, notaire, M^{re} Jacques Barris, notaire, Francois Darricour M^{re} chirurgien, Jean Barris, lanatier, Guillaume Salonne, bourgeois, Jeanet Abadie gaillot, Jean Aveille petit Jean, Bernad Rotis, Jean Caumont, Bernadet Blousson, Jeanet Noudenot, Jean Duprat, lanatier, Jean Rotis, Jean Rotis chirurgien, Antoine Deproy, et autres jurats et habitants dudit Montesquieu. ayant été representé par les dits sieurs consuls que M^{re} Jean Bonet, prêtre, aurait fait un acte de requisition et protestation au nom de Jean Antoine de Bonet, consul l'année dernière dudit Montesquieu sur ce que le sieur receveur de la collecte de Vic Fezensac, l'aurait fait constituer prisonnier dans la ville d'aub, faute de paiement des restes des taillois de la dite année et d'autant qu'il dit que le dit acte ne contient pas le reste que le receveur lui demande, a la reserve de 55. livres

mais les collègues nommés et approuvés par la communauté, sont
insolubles, en conséquence il proteste contre ledite communauté
de tous principal, despens, dommages et intérêts, en cas où
on ne pourrait obtenir son elargissement. La jurade est
d'avis qu'il faut répondre au dit acte par un autre acte
que les consuls lui feront faire par lequel il lui sera
dit qu'ayant été commandé d'apostiller les comptes de sa
recette et de sa dépense par les auditeurs des comptes ordonnés
par la communauté, il n'aurait voulu les laisser achever.

- 6 Decembre 1665. M^r de monserie a souffert logement de la
brigade, et pour en être déchargé il devra prêter la rente des
restes des tailles. on priea Monseigneur le marquis de Sourdis
d'enrè en faveur de la communauté à l'entendant Pallot
et on remercia ledit seigneur des bons offices qu'il a rendus
à la communauté. quant à l'assignation faite à la requête
de M^r de Cerido pour son emprisonnement faute de paiement
il y sera répondu en se défendant et les consuls seront
remboursés de leurs frais.

L'an mil six cent soixante cinq et le troisième jour de
Juillet, à 8^h du matin dans le faubourg de Montesquieu
d'angles, au diocèse d'Auch, concathédrale dudit Auch,
par devant moi notaire soussigné, présents les témoins
bas nommés, ont comparu en leurs personnes Bernard
Etibaut et Raymond Auvette, et Bernard Faudas

tailleur d'habits, habitant Montesquieu, qui ont dit avoir pris à ferme la dîme, communément appelée = Lou quartier de dessus. — que Mgr. l'archevêque d'Auch et M^r. l'archidiacre d'Angles ont accoutumé prendre annuellement en la juridiction de Montesquieu au dit parson, pour le temps et espace de trois années et trois récoltes, le quel afferme commença l'an 1663. et attendu que la grêle serait tombée le jour d'hier à onze heures de nuit sur les grains et vins dépendant dudit domaine, et ayant fait et porté un très grand dommage, et par leur contrat il est dit que ledit seigneur archevêque et l'archidiacre promettent demeurer aux dits fermiers aux cas fortsuits. requis qu'il en soit, les dits comparants ne pouvant avoir la présence du d^t seigneur archevêque et archidiacre pour leur en faire la denonce, et requisiion, ils leur requièrent par le present acte de commettre experts pour être procédé à la verification dudit dommage. à lundi prochain qu'on comptera le supiême du courant, à faute de ce faire ont déclaré et déclarent par le present acte qu'ils y feront prouver ledit jour de lundi par les consuls et prud'hommes dudit Montesquieu, et ont requis à moi notaire leur en retenir le present acte pour le faire signifier tant audit seigneur archevêque que sieur archidiacre.

ou à leurs agents aux fins ne s'ignorent ce que leur aurait conve-
 nir en présence de M^r Fr^{ois} Marsan prêtre et vic^{aire} de Montesquieu
 François Darrieux, M^r chirurgien, habitant Montesquieu
 Marsan notaire royal,

- Le château de Montesquieu fut réparé par ordre du marquis
 de Sourdis, dans le courant de l'année 1665.

- 10 Janvier 1666. Consuls modernes: Jean Costa, notaire,
 François Baris, Jean Beth et Jean Abouille,

La taille de la présente année monte à 1607^l, on cotise à
 4^l 12^s par livre terrière.

- 28 Janvier 1666. Comme le premier quartier de la taille est déjà
 échu et n'a pas été payé. Pour éviter toute presse de logement,
 on cotisera 5^l 12^s tant pour la taille que pour les frais
 municipaux et intérêts.

- 31 Janvier 1666. on a réglé le compte des rentes avec le
 receveur. M^r Dubin prêtre, a traité avec lui, moyennant une
 somme de 500^l, le receveur a promis de surseoir pour le
 surplus. on prestera autant que possible la vérification des
 dettes de la communauté. Les consuls sont convoqués pour
 mercredi prochain devant le commissaire départi pour la
 vérification des dettes de la communauté.

La somme de 500^l sera payée par les consuls de l'année
 1666 qui sont demeurés reliquataires de certaines
 sommes n^{es} à la communauté.

Montesquiou.

325.

- 27 mai 1666. - Comptes du consul de l'année 1665. Demande à l'intendant de la province d'autoriser une taxe pour payer les dettes de la communauté et éviter le logement des gens de guerre. Les comptes de 1665 seront ouïs et closurés. On a été avisé de la mort de la reine regente Anne d'Autriche. Les consuls feront sonner les cloches et donneront ordre aux vicaires de dire messes haute et basse avec autant de magnificence qu'il se pourra pour le repos de l'âme de la susdite Reine regente, et tout ce qui sera nécessaire sera alloué aux dits consuls.
- 6 mai 1666. - La boucherie n'ayant pas pu être affermée faute de bouchers elle sera mise en régie par les consuls. On cotisera 2 sous par livre de viande pour payer la somme de 90 livres due par la communauté.
- 15 Juin 1666. - Arnaut Abellé a demandé la regence des écoles de Montesquiou, après avoir affiché des theses. Comme ledit Abellé est le seul qui se soit présenté, la jurado lui adjuge la regence des écoles, pour une année & compter de la fête de St Jean Baptiste, aux gages accoutumés.
- 28 novembre 1666. - Formation des listes consulaires de l'année suivante pour être soumises au choix de Mgr. le marquis de Sourdis, Evêque et Baron de Montesquiou.
- Charles d'Escoubreau de Sourdis, Baron de Montesquiou, meurt à Paris le 21 Décembre 1666.

- 27 Janvier 1667. Consuls: Jean Rosis, chirurgien, Guillaume Palanne, Arnaud Albadie et Antoine Fourmiqué. —

La mande est de 4398^{fr} 8^{den} et les 6^{den} pour le droit de collecte, ensemble 1710^{fr} 12^{den} 2^{den} pour taille, huitième du principal des dettes, municipaux et autres frais ordinaires. On priera les créanciers de patienter à cause de la grande misère des habitants et de la petite valeur des denrées. On mettra aux enchères la taverne et la boucherie pour faire effort de les vendre afin de décharger les dettes de la communauté. Il est nécessaire d'imposer 5338^{fr} sur cette somme on imposera 5100^{fr} sur tous les tailleables du consulat et les 238^{fr} sur les personnes qui seront sujetes à l'industrie, laquelle somme sera répartie par M^{rs} M^r Lothade Dubarry, Guillaume Minoli sieur de Laplaigne, Jean de Borde sieur du Haget, et M^r Dominique Julian. Les biens incultes et abandonnés seront cédés aux personnes qui voudront les prendre et en acquitter les charges.

- 9 Avril 1667. Les consuls ont reçu l'état des dettes de la communauté qui sont ainsi établies par l'arrêt de règlement = à M^r de Miran. - 344^{fr} 9^{den} en principal, 372^{fr} 13^{den} d'intérêt = à M^r de Belmont. - 340^{fr} en principal, et 247^{fr} 15^{den} d'intérêt. - Les consuls devront s'informer des titres de ces réclamations avant de les accepter. Les biens incultes seront ensemencés.

Montesquieu.

227

- 28 Avril 1667. - Les biens du prieuré de Montesquieu, n'ont jamais été compris dans les anciens cadastres, ni sujets à la taille, par conséquent on ne veut faire aucune poursuite contre le prieur dudit hôpital, ni contester en aucune manière la noblesse des biens et de la métairie dépendant dudit prieuré; les consuls feront faire notification de la dite déclaration au said prieur, celle de 246^u, de la communauté à M^r de Leon, de Bière, cédée au sieur Catol qui a fait assigner la communauté, en tiendra compte de cette assignation pour payer ce qui est dû.

- 24 Juillet 1667. - Le consul Salanne vint à Lannepay pour s'entendre avec les députés de la collécte de Vie, au sujet du déchargement de la communauté. Les consuls signifiaient au sieur Barres, qu'il n'y a pas argent pour gages de regent et que de reste il n'a aucun droit aux dits gages puisqu'il a tenu les écoles sans y être autorisé par les consuls; que s'il veut tenir l'école, il n'a qu'à se faire payer par les enfans qu'il mène et instruit. - Le consul Salanne vint trouver le Receveur des tailles afin d'obtenir le déchargement de la brigade dont les frais seront supportés par les taillables rétrodataires.

- 8 Septembre 1667. - Sur la demande des sieurs Daignan et Danglade, conseillers élus d'Armagnac au sujet de la quantité de bestiaux existant dans le consulat de

Montesquieu. Les consuls et habitants déclarent qu'il y a, à peu près, 75 paires de bœufs ou vaches, qui labourent 150. têtes de bétail de nourissage; 200 têtes de brebis ou moutons. Il est aussi réclamé le denombrement des biens communaux qui sont dans le terroir, les noms de leurs acquereurs; on remettra le denombrement des dits biens communaux, ainsi que des chemins: et les consuls défendront contre l'assignation du sieur de Crédo, relativement au règlement de ses comptes consulaires.

- 6 novembre 1667. Formation des listes consulaires pour l'année suivante. Elles sont adoptées et seront envoyées au marquis d'Effiat, baron de Montesquieu, pour qu'il fasse nomination des quatre consuls.

- 26 Décembre 1667. Les élus d'Armagnac ont réclamé la remise des livres du cadastre de la terre de Montesquieu, les consuls n'ont pas pu lui remettre parce que ces livres du cadastre se trouvent entre les mains du s^r Lesca, docteur en droit, depuis plusieurs années, pour faire, par l'ordre du seigneur baron de ce lieu, vérification et reconnaissance des biens de cette terre de Montesquieu. Les consuls se feront remettre immédiatement par le sieur Lesca lesdits cadastres, et s'il ne veut lui faire acte à lui ou à celui qui les détient, et dès que les consuls auront les dits cadastres ils les enverront aux élus d'Armagnac.

Montesquieu.

229.

- 2 février 1668. - Consuls: Guillaume de Pacave, Frix Caumont, Bernard Dupuy et Frix Dutil. - mande de la taille qui monte à 4377^l. 4^s plus autre mande du huitième des dettes de la communauté. 1710^l. 9^s. 2^d. plus seconde partie du huitième des dettes. plus les frais municipaux, Reclamation du fsc. relativement aux biens ruraux du seigneur de Montesquieu, qui n'ont jamais été soumis à la taille.

La communauté est d'avis de rejeter cette reclamation fiscale afin de se maintenir dans les bonnes grâces du seigneur. Les jurats, vu la misère du peuple, refusent de procéder au département des tailles. Les consuls avec M^r Dubarry, juge royal, M^r de Laplaigne, M^r Jean Luita, Jean Abadie Gaillot, et Jean Rosier, marchand, protestent contre ce refus de départir les tailles, et affirment qu'ils sont tout prêts à obéir aux ordres de sa Majesté.

- 15 février 1668. - La communauté ayant été menacée de poursuites et de logement, la jurade impute pour la taille, municipaux et frais ordinaires. à raison de 6^l 16^s par livre terrière; les consuls se présenteront et se défendront à l'assignation du procureur du roi. Les consuls feront reparer le pont de l'Osle, les halles et le puits, après avoir mis ces travaux à l'enchère, la jurade approuve les actes passés par les consuls avec ceux qui ont pris les biens abandonnés, particulièrement avec le s^r Darbo, fermier des biens de l'hôpital

pour la metairie Duregne, qu'il a acquise moyennant 23⁷ avec promesse d'en acquitter les charges. on ira vers le seigneur baron de Montesquieu pour lui faire connaitre les prétentions du procureur du roi relativement aux biens ruraux dudit seigneur, et on s'entendra avec lui: le député lui fera signifier que la communauté n'a jamais eu dessein de contribuer à cet acte de réclamation. M^r du Haget est désigné pour aller vers ledit seigneur baron, qui se trouve actuellement au château d'Effiat, en Auvergne.

- 23 février 1668. - De l'ordre de M^r les Elus d'armagnac il a été tiré trois copies de la délibération ci-dessus par le sieur Cenac, pour être les dites copies déposées au greffe.

- 25 février 1668. - Les consuls défendront devant la cour du senechal, contre le procureur du roi, la nobilité des biens du seigneur baron de Montesquieu; et dans le cas où ces biens seraient déclarés ruraux, les tailles en seront payées aux frais de la communauté.

- 12 Avril 1668. - Le consul de Lacave a été assigné pour la réformation des samps et foires de la grande maîtrise de Toulouse. (la délibération n'a pas été transcrite sur le registre.)

- 15 avril 1668. - La jurade refuse d'imposer sur industrie et meubles lucratifs aucun habitant de Montesquieu, mais il sera fait une imposition sur tous les taillables.

et biens tenans pour subvenir aux reparations du port, halle
et autres portées dans la deliberation precedente.

on produira le titre du bois de la ville qui a été abandonné
à la communauté par le baron de Montesquieu, sous le
fief de sup eus petit, les consuls donneront copie de la dite
assignation avec quittances dudit fief, qui se trouvent dans
le coffre de la communauté. le tout sera remis au sieur
Lesca, juge de Riguepeu, faisant les affaires du seigneur de
Montesquieu, ainsi que les certificats d'hommages pour le
dit bois et autre biens vacants. Mr de Lesca vaudra bien
aller à Toulouse pour produire les dits titres, sous promesse
de le rembourser de ses frais.

- 1^{er} Juillet 1668. Les consuls pousuivront devant les Elus
d'Armagnac la cessation de l'imposition sur les industries
laquelle imposition a été faite sans le consentement des
habitans

- 12 Septembre 1668. Dette de la communauté envers le sieur
Cabrol agissant au nom du marquis de Louviers, laquelle
dette avait été cautionnée par les sieurs Jean et Adrien
Dubarry, l'aplaque, Cendo, Julian et Daricux. Demande
de remboursement. menaces de pousuite en cas de non
payement, le premier consul est chargé par la jurade de
payer une somme de cent livres à compte de la somme
totale en en retirant discharge.

- 30 novembre 1668. - Les consuls proposent de former les listes consulaires pour l'année suivante. La délibération n'est pas écrite sur le registre, au feuillet 112. le bas du feuillet est en blanc avec deux barres en croix.

- 13 Janvier 1669. Les consuls de l'année précédente restent en charge. Guillaume de Lacave, premier consul, Jean Caumont, Bernard Dupuy et Frix Dutil. - on confondra l'imposition du frais de réparations avec celle de la taille, et celle des biens ruraux du seigneur. on poursuivra le placement des biens abandonnés.

Le feuillet 115. contient un double de cette délibération avec quelques variantes sans importance.

- 18 Janvier 1669. - Les consuls ont reçu la mande. Il faudra l'imposer dans huitaine, ainsi que la somme de 1710^l 12^s pour un huitième des dettes de la communauté, intérêts, frais municipaux et autres nécessaires et 100^l pour l'achat de l'imposition des biens du seigneur. et 803^l pour le montant des industries, cabarets et meubles lucratifs. On cotisera sur 1111. livres terrières, à raison de 6^l 16^s par livre terrière. Il est interdit de vendre du vin à pot en dehors de la taverne à peine de 5^l d'amende. on mettra aux enchères la dite taverne au rec, ainsi que les fougères, brambes et tiges et genévres qui se trouvent fauchés dans le bois de la ville.

- 11. février 1669. - Les rôles de la levée des tailles n'étant pas terminés, on n'a pu procéder à la levée, quatre archers sont arrivés pour contraindre au paiement du premier quartier des tailles. on priera M^r Dubarry, conseiller à Auch, de vouloir obtenir le delogement des archers, à cause des grands frais. Les consuls paieront les frais qui seront faits.
- 21 février 1669. - Reclamation de la veuve de Ramond Cousto, consul de l'année 1640. Le premier consul l'acave la somme de remettre les comptes de son feu mari. on nomme des auditeurs pour verification de ces comptes.
- 24 février 1669. - Reglement des comptes des consuls de l'année 1665. le quel reglement sera poursuivi en cassation à cause de l'omission de recette qui se trouve dans les dits comptes.
- 12 Mai 1669. - au sujet du procès precedent, il a été deservé devant les élus d'Armagnac, que le sieur l'acave ayant signé la cloture des comptes de 1665 ne pouvait pas être admis à reclamer cassation des dits comptes. sur quoi l'assemblée de la jûrade a résolu que le dit sieur de l'acave poursuivra le procès au nom de la communauté, et que s'il a signé la susdite cloture il n'a agi qu'en son nom. Il sera remboursé de tous les frais qu'il sera obligé de faire.
- 24 novembre 1669. - La communauté a été assignée par les consuls de 1630. ou leurs héritiers en garantie d'une somme de 880. livres, relative à une dette de la communauté.

234, *Montesquieu.*

on reglera les comptes des consuls de l'année 1666. Le communal
remboursera au sieur de Lacave, premier consul, les dépenses qu'il
a faites pour sa députation à Dagnères et au Ricourt auprès
de M. le duc de Roquelaure, baron dudit Montesquieu, pour
lui présenter les hommages de la communauté et lui porter
des cadeaux de gibier.

Le registre des délibérations de l'année 1669 ne fait nulle
mention des élections consulaires. Les consuls anciens de
1668 et 1669, Guillaume de Lacave, Jean Caumont, Bernard
Dupuy et Fréx Duthiel, restèrent en charge.

- 23 Janvier 1670, mande de la taille. on imposera 1247.
2^e 2^e pour la taille, plus 70^e 15^e 9^e pour les quatre deniers
pour livre attribués au receveur, plus 30^e pour la faim des rôles,
plus 6^e pour aller faire vérifier les rôles. Plus la somme de 1,10^e
12^e pour un huitième du principal des dettes, plus la somme de
132^e 12^e pour les intérêts des dettes, plus 8^e 2^e pour le fief,
que la communauté doit annuellement au seigneur. Plus
10^e pour les gages des valets des consuls, plus 10^e 7^e pour
celui qui bande l'horloge, plus 4^e pour les gages du sonneur
des cloches, plus 4^e pour les consuls pour les fêtes de Noël.
plus 6^e 2^e 8^e pour la visite des chemins plus 20 livres
pour la collation et aumône que les consuls donnent aux
fêtes de Noël. Plus pour les gages d'un regent, 100^e pour
les six deniers pour livre de leur levée, plus 183^e pour un

greffier, 15⁰⁰ pour son droit de levée et vérification des rôles. Lesquelles sommes seront imposées sur 1111. livres terrières et la levée en sera faite par ceux qui seront nommés par le seigneur baron dudit Montesquieu.

- 12 février 1670. Comme on attendait l'élection consulaire le sieur de Lacave, consul ancien, representant qu'il n'a pas pu faire la levée de la taille. Le receveur a envoyé des archers pour contraindre au paiement du premier quartier, ehe le premier jour de decembre. La jurade arrête que ledit Lacave fera la levée et presentera ses comptes tant de cette année que des années precedentes à six des principaux habitants du consulat de Montesquieu.

- 4 mai 1670. Edit, arret et ordonnance qui prescrit dans chaque communauté un greffier consulaire, avec gages de 150⁰⁰. La communauté a acquis de la Veuve Lieta la charge de greffier, que son mari avait acquis du roi. Le sieur de Lacave, ira, à Auch auprès du juge, mage, et lui expliquera que la communauté n'a pas été remboursée des finances de cet office du greffe, et que le greffe étant la propriété de la communauté, elle ne doit pas payer de gages.

- 25 mai 1670. Le sieur de Lacave a été à Auch, auprès du juge mage et des commissaires; il a obtenu que la communauté n'imposerait pas les gages du greffier tant qu'elle ne serait pas remboursée des finances dudit greffe.

- 25 mai 1670. L'impôt des gages du greffier est refusé par la jurade. La communauté a été condamnée à 25^{rs} d'amende par le commissaire des Eaux et Forêts pour n'avoir pas fossé le bois de la ville, les consuls payeront cette amende qui leur sera tenue en compte contre quittance, et l'hiver prochain on fera les fosses et on semera les glands dans le dit bois de la ville. M^r Dubarry conseiller à Auch fera prévenir les consuls lorsqu'ils devront remettre les cadastres aux Eus d'Armagnac. Les sieurs de Lacave et Dubarry, juge royal de Barzun, vont à Vic, à l'assemblée des députés de la collecte, au sujet d'une réclamation d'une ancienne dette, quant au pont levé la jurade et d'avoir que la réparation soit faite de la manière indiquée par le S^r de Lacave, consul, c'est à dire qu'on enlève tout le bois pourri, ainsi que les montants et qu'on établit le pont sur des poutres fixes avec madriers, ce qui serait plus sûr pour les chevaux, bœufs et charrettes. On fournira le bois au sieur Darrieux, charpentier, qui se charge du travail moyennant le paiement de 6^{rs} 10^{rs}, et pour les autres frais dudit pont comme les piliers de bois et chevilles de fer pour les bancaux, le saidit consul en dressera rôle qu'il rapportera dans ses comptes.

- 15 Juin 1670. - La cure de Montesquiou est en contestation entre les sieurs Malauvest, Cousto et Morel, par devant le senechal d'Auch, sur le renvoi du procès fait par arret

du parlement de Toulouse qui maintient par provision ledit Malaubert en la possession de ladite cure. Le premier consul de l'église, représente que cet envoi en possession provisoire et au préjudice du dit arrêt le seigneur archevêque d'Auch ayant reconnu que le titre qu'il avait fait audit Morel de la dite cure par le duc de Fleu le 1^r de Gochois un des colatigeans, avait été préjugé n'être pas bon étant contraire à deux autres titres faits par le dit seigneur archevêque de la dite cure, l'un au sieur Malaubert et l'autre au sieur Conbiolet, au temps du litige, et que ledit Morel son domestique, l'avait fait tomber dans cette variation, lui ayant lu ledit titre, ledit seigneur aurait eu pouvoir réunir ladite cure à un corps de prêtres qu'il veut fonder dans la ville d'Auch sous le nom d'un séminaire, et pour y parvenir il prend prétexte de ce qu'il serait venu mardi dernier dans la présente ville, et faisant une exhortation au peuple il aurait déclaré qu'il voulait faire la dite union, sans que les habitants aient résisté, pour n'avoir répondu, ayant tenu leur silence qu'il a pris à son avantage pour dresser son verbal de visite, comme si les habitants avaient contentement à la dite union, ce qui est entièrement contraire à l'intention de la communauté, suivant laquelle a déclaré à la sortie de la dite exhortation,

238. Montesquieu.

parceque la dite union leur serait grandement prejudiciable,
D'autant que la dite cure est une des plus considerables
du diocese non seulement par la qualite du lieu
qui est la seconde baronie du comté et pays d'armagnac,
mais encore par le nombre de ses maisons et paroissiens,
qui va a 1870 communicants, auxquels les sacrements
doivent étre administrés par un curé residant effectivement
et par deux vicaires et non pas par de simples vicaires
amovibles, lesquels ne servent que par intérêt, ne faisant
les fonctions curiales qu'a leur particulier, et ne les
acquittant jamais si bien que le prêtre-curé, parceque
celui-ci doit étre gradué, attendu l'importance de la
dite ville qui est munée, avec foires et marchés,
au contraire après ladite reunion il serait loisible
audit seigneur archevêque de mettre un simple prêtre
lequel n'ayant point la science, le merite, ni l'affection
d'un curé, negligerait le service de ladite cure
ce qui diminuerait la dignité de la dite ville,
a quoi le seigneur baron dudit Montesquieu
se trouve notablement intéressé, parcequ'il est de
beaucoup plus honorable d'avoir un curé en chef,
que d'étre réduit a l'état d'une vicairie amovible;
et de plus ladite union fermerait a jamais aux
enfants de la dite ville d'entrer dans la dite cure.

lesquels s'étudiaient par emulation aux belles lettres pour
pouvoir entrer un jour dans la dite cure; de plus l'adite
union et contraire aux conciles et a la liberte de l'église.
Les consuls sont priés de faire intimer la presente deliberation
au seigneur archeveque, et en cas de besoin faire toutes
les poursuites necessaires, - mais avant d'agir la jurade
prie le capitaine Lesta, sieur de Varon, d'aller vers le
dit seigneur archeveque et lui faire entendre raison sur
les desirs de la communauté, et le supplier de renoncer
a l'union et de leur donner un curé effectif resident.
On prie le seigneur duc de Roquetaure, baron dudit lieu,
de vouloir bien aider la communauté dans cette circonstance.
- 19 Juin 1670. - Les sieurs Lacave et Dubarry iront a l'assemblée
de Vie pour la nomination d'un syndic chargé de defendre
les communautés de la collecte contre les reclamations injurtes,
on ira aussi a Auch devant les Elus pour leur montrer
le certificat de remise des livres du cadastre au Bureau
des commissaires pour obtenir discharge.
On nomme des auditeurs pour regler les comptes consulaires.
La communauté prendra fait et cause en place des consuls
dans la poursuite du procié intenté par le sieur Dhyettier.
Et pour tous les frais entraînés par la poursuite de
ces dites affaires, la communauté promet de tenir
compte aux consuls de leurs frais.

240. Montesequieu.

1^{er} août 1670. - Le sieur de Lacane, premier consul, représente que le seigneur archevêque est venu faire la visite en l'église de Montesequieu, et l'a trouvée en mauvais état, la plus grande partie des sépultures dépourvues ou les pavés brisés, ce qui lui a donné sujet de son ordonnance portant que dans deux mois la dite église serait pavée à niveau, autrement qu'elle serait interdite. La pauvreté des habitants ayant empêché d'obéir à la dite ordonnance, l'archevêque a prolongé le délai de quinze jours, et d'autant qu'il y va de la gloire de Dieu et de notre honneur que la dite église soit en état et qu'il serait honteux de nous laisser interdire notre église, il y aurait lieu de proclamer que quiconque voudra entreprendre de paver la dite église, tacher d'en faire le prix aux meilleures conditions; et qu'on verra à combien reviendra la dépense pour chacun. - Le jurado arrête qu'on enverra pour défendre contre l'assignation du sieur de Lagarde et l'affaire Dhyssier. - Les consuls iront vers le seigneur archevêque pour le prier de donner du temps jusqu'après que le peuple aura terminé les récoltes, d'autant mieux que c'est de là qu'il tirera ressources pour paver à neuf l'église.

- 14 août 1670. - M^{re} Jacques Davis ira à Montauban pour poursuivre les procès contre les sieurs de Lagarde et Dhyssier en cas qu'on ne puisse pas l'arranger à l'amiable.

Montesquieu.

241.

- 8 septembre 1670. M^r de Larboust comme héritier du sieur de Bethze a fait assigner la communauté et particuliers en paiement de sommes qu'il prétend lui être dues. La jivade prie le sieur Barrie, notaire, d'aller à Montauban pour défendre la communauté. Les frais lui seront remboursés.
- 16 novembre 1670. - Formation des listes consulaires pour l'exercice de l'année prochaine, pour envoyer à M^r le Duc de Roquelaure, seigneur baron de Montesquieu.
- 1^{er} février 1671. - Le sieur de Lacave premier consul ancien a reçu la mande de la taille. Il a fait deux convocations pour le département de la taille, mais personne ne s'est rendu à la convocation à cause du grand débordement des eaux de la rivière de l'Osse. M^r de Bethze a obtenu condamnation de la communauté à la somme de 4000^{fr} et arrerages depuis l'année 1664, contre les héritiers de M^{re} Jean Barrie, notaire, et autres ses obligés, laquelle somme doit être payée en même temps que les autres dettes de la communauté. - Il sera impôts pour la taille 4152^{fr} 19^{fr} plus pour les gages des officiers de la communauté 387^{fr} 1^{fr} 8^{den}. - Pour la maison épiscopale de Montauban 5^{fr} 12^{fr} 4^{den}. Plus pour la loatieste du palais presidial d'Auch, la somme de 80^{fr}. - Plus 67^{fr} 4^{fr} 4^{den} pour les quatre deniers pour livre du revenu. - Plus 93^{fr} 19^{fr} pour avec 35^{fr} faisoit 128^{fr} 19^{fr} 4^{den} pour les frais municipaux et inévitables.

242. Montesquieu.

Plus pour les 6^{es} pour lire la somme de 160^l, plus pour le port
de l'argent au bureau 30^l. - Pour aller faire vérifier les rôles
à Auch. 6^l. - plus pour la visite des chemins et procès verbaux,
la somme de 6^l. 2^s 8^d. - plus pour les intérêts la somme de
342^l et 200^l de l'année courante, rétablie sur la commu-
nauté en faveur de M^r de Betheze, - plus sera imposé 50^l,
pour les réparations à faire au pont de pierre, sur la rivière
de l'Osse, pour les garde fous, lequel travail a été donné au
moins disant, - plus il sera imposé 65^l pour la réparation de
la halle, maison commune et puits, - plus la somme de 105^l
pour les gages des greffiers. - plus 1350^l pour les intérêts retardés
de M^r de Betheze - mais le terroir de Montesquieu ayant
été ravagé par la grêle pendant les années 1669. 1670. la
jurade est d'avis de surseoir à l'imposition de la somme
principale de la dette de M^r de Betheze, on représentera aux
seigneurs la grande misère du peuple, et on le prie de vérifier les
rôles, sans y comprendre le principal que l'on promet d'imposer
les années suivantes. on enverra un député à Montcauban auprès
de l'intendant pour demander prolongation de temps de 14.
années pour le paiement des dettes, - le total des sommes
est de 7157^l. - Le sieur Lacave poursuivra les hôtels qui
ne voudront pas payer le souquet du vin qu'ils ont vendu
les années dernières; et verra si quelqu'un veut prendre la
tauerne pour 40^l. - la boucherie affermée 15^l. -

Montesquieu.

243.

on poursuivra l'affaire en procès contre Doumès - Dès que le sieur Guillaume Lacave sera hors de charge, on procédera à l'audition de ses comptes

- 24 Mars 1671. - Les consuls modernes ont pris charge. ce sont: Guillaume Salanne, bourgeois, Arnaud Abadie, chirurgien, Jean Rosis, marechal, et Bernard Dives, d'Esquillot.

On défendra le procès contre Barris et Roc. Les consuls viennent à traiter à l'amiable le différend avec les héritiers des consuls de l'année 1630, - on ne nommera pas de députés pour aller à Vic - Le consul Salanne ira à Auch demain, pour présenter requête à l'intendant de la province et lui demander prolongation pour le paiement des dettes

- 19 Avril 1671. - La somme de 180^l sera payée par les consuls aux héritiers des consuls de l'an 1630. cette somme ayant été comprise dans celle de 580^l. puis d'achat du greffe acquis à la veuve du sieur Liesta,

- 30 Avril 1671. - L'assemblée de la jussade prie M^r de Lacave d'aller samedi prochain à Vic, pour convenir avec les autres députés des communautés de la collecte, de ce qui se pourra faire pour la défense contre les héritiers d'un prétendu excoñcisé de la collecte. - Le capitaine Liesta est prié d'aller avec un des consuls faire la liquidation avec le sieur de Betbege, et s'il ne veut accepter arrangement. les consuls défendront l'assignation.

264. Montequiou.

1.

1. Mai 1671. Reglement et cloture des comptes des consuls de l'année 1666.-

- 19 mai 1671. La jurade decide que les consuls modernes reclameront aux élus d'Armagnac les comptes arrêtés des consuls de 1630.- qui avaient été envoyés à Auch.

- 31 mai 1671. M^r du Haget est prié par la jurade de s'en aller à l'intendant du duc de Roquelaure pour le prier de vouloir bien présenter requête pour la communauté afin d'obtenir prolongation du payement des dettes de la communauté. on lui remettra les pièces à l'appui. - M^r de Licita sera prié d'aller liquider l'affaire de M^r de Bethézé. - Le sieur de Lacave sera prié d'aller à Auch, consulter un avocat pour soutenir l'affaire des héritiers Cousto. -

- 21 Juin 1671. M^r du Haget est prié d'aller auprès de M^r de Dastart à Fleurance, pour lui demander d'engager le duc de Roquelaure à acheter à la communauté le bois de la ville moyennant 1000^l. pour huit mois. afin de pouvoir employer cette somme à faire cesser les persecutions de M^r de Bethézé.

- 21 Juillet 1671. Il a été impossible d'obtenir délai pour la dette Bethézé. on imputera donc 10 sous par livre Terrière, les rôles seront faits aux meilleures conditions que les consuls pourront faire. Et cette levée se fera de suite.

- 13 Septembre 1671. - La jurade envoie un des consuls à Auch pour prier le juge-mage de vouloir bien prouver la somme de 1000^l pour satisfaire le sieur Betheze.
- 24 Novembre 1671. - Formation des listes consulaires pour l'année prochaine. Elles sont achevées et seront envoyées au duc de Roquelaure. Les consuls de 1671. prétendent qu'il leur est dû argent sur leurs comptes; le consul Salanne prendra l'avis de Messieurs de Laplaigne et de Lacaze pour défendre le dit procès contre le sieur Lesta avocat affirmé de biens abandonnés.
- 8 Décembre 1671. - la jurade arrête qu'on poursuivra au paiement des reliquataires de l'année 1666, et continue M^r de Laplaigne, comme syndic de cette poursuite.
- 31 Décembre 1671. La jurade décide qu'on paiera la somme de 520^l due au sieur St Martin, laquelle dette est actuellement entre les mains de M^r Jacques Barris.
- 7 Janvier 1672. Consuls: M^r. Fuis Saleix, praticien, Arnaud Faubear, Jean Rotis et Arnaud Aleille.
on imputera la somme de 4166^l 8^s 11^d pour la taille suivant la mande; plus différentes sommes pour les 4^e pour livre au receveur - pour le palais préjudiciable Auch 80^l. - Plus pour un huitième des dettes et pour le principal de la dette de M^r de Betheze, et autres frais, montant le total à la somme de 8300^l.

246.

Montesquiou.

Laquelle somme sera imposée sur 1200. livres terrières à raison de 2^{rs} 12^{rs} par livre terrière. Le sieur de Lacave est prié d'aller à Montauban pour la défense de l'affaire du sieur de Lagarde. On fera un rôle de ceux qui ont des enfans qui vont à l'école pour payer le regent. - Intérêts à payer au sieur Cebrol dit Coridon. - Les consuls modernes feront rendre les comptes aux consuls des années précédentes. -

- 22 avril 1672. - La communauté a été assignée par Guillaume Barrie, les consuls verront s'il veut remettre l'affaire à l'arbitrage de deux avocats pour terminer le différend à l'amiable. Quant à l'assignation par les consuls de 1651. les dits consuls feront connaître leurs prétentions, et on prendra un avocat pour régler l'état des sommes qu'ils ont reçues et celles qu'ils ont dépensées. Les consuls verront à trouver quelque personne qui veuille se charger de la métairie d'Entayon en tout ou en partie. La dépense de 6^{rs} provenant de l'emprisonnement des consuls faute de paiement des tailles sera passée dans leurs comptes. Les consuls aviseront pour la boucherie.

- 8 mai 1672. - mande supplémentaire de 212^{rs} 19^{rs} 10^{rs} plus dix deniers pour livre. Les consuls leveront à raison de 5 sous par livre terrière. Et pour payer la dite mande on prie la communauté de vouloir bien attendre, après que l'argent en caisse pourra être employé au paiement de ladite mande.

Montesquieu.

247.

- 10 Octobre 1672. M^r Dubarry va faire compte de toutes les sommes qui peuvent être dues en principal ou intérêt au sieur Dhymer, conseiller élu en l'élection d'Astac, héritier du sieur St. Martin, et Arnaud Mimale consul de 1662 va payer les dites sommes sur celles qu'il doit de ses comptes consulaires. et dans le cas où il y aurait insuffisance on lèvera le surplus lors de la première imposition.

- 4 Decembre 1672. L'héritière du curé Phylano a fait baniment du prix du fermage de la Lauverne. Les consuls ne reconnaissant aucun droit à la dite héritière, prendront les fermages pour être employés aux affaires de la communauté, et s'il s'en suit des frais les consuls en seront relevés.

- 8 Decembre 1672. La jurade approuve les listes consulaires qui doivent être soumises au duc de Roquelaure, seigneur Baron de Montesquieu, en la première liste: Guillaume Baris marchant pour premier consul. Arnaud Mimale pour second. Jeannot Aveille pour troisième. - et Guillaume St. Vignes pour quatrième. - En la seconde liste: Aubert Cabrol pour premier. Anthoine Deprouy pour second. - Bertrand Bet pour troisième. - et Bernadet St. Vignes pour quatrième, tous sujets capables, idoines et solvables.

- 31 Decembre 1672. Mande envoyée par l'intendant. Il convient d'imposer 4515^l. 12^s. 11^d. pour la taille; plus 7^l. 5^s. 3^d. attribué au receveur pour les quatre deniers paires.

248. Monterquieu.

Plus la somme de 1710^l 12^s 2^d pour un huitieme des dettes verifiees par l'arret du conseil. - Plus pour le tiers des dettes verifiees par la chambre de Montauban en faveur de M^r de Notoge la somme de 1333^l 6^s 8^d. - Plus la somme de 310^l pour l'interet des sommes restantes. - Plus pour faire fonds a cause des non valeurs qui sont dans la communauté, suivant l'etat la somme de 200^l, - Tout avec la somme de 128^l faire les frais municipaux, liquidés par M^r Bellot. Plus 30^l pour la façon des rôles. - Plus la somme de 30^l pour le port de l'argent au bureau.

Plus la somme de 207^l 17^s 9^d pour les six deniers par livre attribués aux consuls ou collecteurs pour la levée.

Plus pour droit de verification a M^{rs} les Elus la somme de 61 livres - Plus 6^l pour le voyage et depense de celui qui ira faire verifier les rôles.

Toutes les quelles sommes reviennent a 8607^l 15^s 1^d qui sera imputeé sur 1100. livres terriere, a raison de 7^l 15^s par livre terriere. - Le sieur Guillaume de Lacave, reclame le reglement de ses comptes consulaires de la gestion des années 1668-1669 et 1670. Les auditeurs de ces comptes seront convoqués samedi prochain

- 8 Janvier 1673. - Consuls: Antoine Depouy, Bertrand Beth, Bertrand St Vignes et Guillaume St Vignes.

La jurade approuve les paiements faits au S^r Dhyer

par les consuls de l'année 1661. Arnaut et Mimale et Jean Abadie les tenant quittes et dechargés.

- 30 Avril 1673. - La jurade arrête que le s^r Davis, notaire se transportera à Vic ou ailleurs devant Mr. Francois Lucas commissaire delegué et lui declarera au nom des consuls et communauté, que la dite communauté jouit et possède en commun, la maison commune consistant en trois chambres, la place publique tout joignant, autre place à tenir la boucherie, et une autre chambre de maison appelée au Trouil. = affermee à 3^l par an, que la communauté donne à l'église du present lieu pour l'huile de la lampe du s^t sacrement de l'autel, plus deux petits pratus près le present lieu, l'un à las clois de s^t Sebastian. = et l'autre au = Marcadieu = contenant chacun un quart casal; plus un pete malle dit au pote deu euq. = contenant un arpent un casal: plus une lande qui était ci-devant bois dite au bosc de la ville. = contenant d'up huit arpens un casal et demi; tous les susdits biens étant vicaux, et payant la taille et le fief au seigneur baron du present lieu à raison de deux sous par arpent. Plus jouit la communauté de 30th que la taverne et boucherie du present lieu appartenante au baron, donne de rente annuelle, laquelle rente ledit seigneur a donnée à la communauté par contrat par lequel la communauté

250. Montesquieu.

s'oblige d'entretenir les murailles, portes et pont du present lieu, et ne jouit de rien autre chose,

- 1^{er} Mai 1673. - Mr de Laplaigne a été assigné par exploit du 20 mars dernier fait par Lenet, baillif de la baronie, à la requête de Jean François de Malaubert fermier general de la baronie de Montesquieu faisant pour et au nom de Mgr. le duc de Roquelaure, baron dudit lieu, par devant le senechal d'Auch en condamnation de 30 sacs d'avoine, 30 oies, 30 poules qu'il prétend lui être dus depuis le commencement de sa ferme qui est de dix années commencées en 1663. jusqu'à la presente année, à raison de 3 sacs avoine, ~~deux~~ oies et une poule par année. des maisons qu'il possède à Castagne, au Bernès et Engaillart et dans la ville et les autres 20 sacs avoine, 20 oies et 20 poules, des bœufs qu'il a acquis au Cabanel de Mathieu marlan et de Sans Estibaut. à qui est contre la coutume ledit sieur de Laplaigne ayant toujours rempli ses devoirs envers le seigneur, comme il le fera voir par ses quittances. La jorade prie Mr. Leothade Dubarry, juge royal de Baran, de parler au sieur Malaubert et de lui représenter les droits des habitants; et le sieur de Laplaigne enverra procureur à ses frais pour soutenir l'affaire; de sorte que le pied ne se prenne pas à réclamer des habitants ce qui n'est pas dû.

- 4 Juin 1673. - Le jurade est avisé que le marquis de Lavaudens fils de Mgr. le duc de Roquetaure est arrivé dans le pays, Mr du Barry, juge royal et Mr de Cerdo sont priés de se présenter demain devant Mr le marquis de Lavaudens pour lui offrir les hommages de la communauté de Montesquiou on pourvoira aux réparations du puits qui est entre la ville et le faubourg, ainsi qu'au corps de garde de la porte de la ville et la halle, avec protestation contre les consuls de 1671. qui ont mal fait les réparations des dits lieux. - Les consuls afferment en gros ou en détail la taverne et la boucherie au prix le plus avantageux.

- 8 Juin 1673. - dans la ville de Montesquiou et maison commune d'icelle, étant assembles: Anthoine Depay, Bernard Pret, Bernard St Vignes, moulieron, et Guillaume St Vignes, consuls modernes de la dite ville, avec assistants: Mr. Lothade Dubarry, juge royal de la ville de Barriac, Guillaume Nimalé sieur de Laplaigne, Jean Bernard de Bordes sieur du Haget, Jean Anthoine Bonet de St gresse sieur de Cerdo, le sieur Dominique Liesta, capitaine, Theodore Julian, procureur juridictionnel, Guillaume Lacane, Francois Darricuz, Francois Barrie, Jean Abadie, fallot, Bernard Liesta, Jean Barrie, Jean Modonot, Jean Lucille, petit Jean, Jean Abadie et plusieurs autres, tous habitants et jurats dudit Montesquiou, faisant la plus grande et

plus saine partie de la communauté, aurait été représenté par les dits consuls qu'à suite du pouvoir donné au sieur de Locave de remettre le différend qui était entre la communauté et les consuls de l'année mil six cens trente, pour le regard de la somme de 180^l. qui fut rejetée sur eux du débte de feu M^r. Pierre de St. Martin, la dite communauté ayant été condamnée à relever les dits consuls dudit rejet et payer ladite somme aux héritiers dudit St. Martin, il aurait été délibéré le 19^e du mois d'Avril de l'année mil six cens septante un, que la dite somme serait imposée ensemble les intérêts retardés, ce que toutefois n'a pas été exécuté à cause des grandes impositions qu'on a eu encore à faire pour le paiement des autres débtés, n'ayant payé seulement que les dits intérêts retardés, ce qui fait qu'à faute dudit paiement M^r. Dycier conseiller eslu en l'élection d'Astarac, héritier dudit sieur de St. Martin menasse de faire de grands frais contre les héritiers des dits consuls de l'année 1630. lesquels viendraient contre la communauté à suite de la dite condamnation par eux obtenue, à quoy il est bien pressé et nécessaire de remédier et chercher les expédients pour satisfaire ledit sieur Dycier.

Sur laquelle proposition a été délibéré, la voie colligée d'un commun accord, que la communauté

se trouvant cecanciere de Jean Bonet, des maisons de Lassegues, consul dudit Monterquieu en l'année 1659. pour ce qu'il doit de la levée par luy faicte la dite année, de la somme de 150^l. et de laquelle somme ledit Bonet est obligé par acte du 16^e d'oct 1663, les sursdits Anthoine Depay et autres consuls feront indication de la dite somme de 150^l au sieur Distier, cecancier, et ce, sans prejudice toutesfois des interents deus de la dite somme par ledit Bonet, pourquoy les consuls l'apeleront en liquidation des interents devant M^{rs} les Esleus d'Armagnac, conformément à l'ordonnance, et la dite somme et en tant moins de ce qu'ils luy peuvent devoir soit en principal que en interents, et laquelle indication les dits consuls la feront au nom de la communauté par acte, et la dite somme de 150^l qu'ils devoient bailher audit sieur Distier sera bailhée au dit 1^r Dycier en payement de ce que luy est deus, pour la dite somme de 150^l. avec promesse qu'on faict de relever les dits consuls de tout ce qui pourroit leur arriver pour la dite indication, attendu que l'on faict qu'à suite du reglement de la Majesté et arrest du conseil et le reste qui sera deus audit sieur Dycier luy sera payé une autre fois, et ainsi a esté conclu et arrêté les sarchans escries l'estans soubsignés.

ont signé au bas de la délibération. - Dubarri. - Lacave -
Mimalé. - Corido. - Julien. - Liéste. -

Cette délibération occupe le feuillet 202. recto et verso du
Registre. Les feuillets qui suivent au nombre de 26.
renferment des comptes d'exploitation agricole et de
ménage de plusieurs membres de notre famille. pour
le Haraut, en Douyblon. le Haget. Cramail -
La Lagne. - le Bernès de 1734 à 1787.

Malheureusement les autres registres de la jurade de Montesquiou
ont été perdus et probablement détruits. Je n'ai pu en
retrouver aucun soit à la maison commune soit chez les
habitants. -

Restauration imaginaire du château de Montesquiou. -

C'était une coutume universelle au moyen âge de distinguer
par un nom d'homme les lieux dont la dénomination primitive
était trop commune pour ne pas produire une confusion.

on a dit l'He Jourdain, Castillon. Nussas, Castellan d'Arbeu,
mont de Marrast, Mont. Guilhem, Mont. Gauzy, Mont. Savin,
et depuis deux cents ans l'He de Noci, du nom des seigneurs
ou des possesseurs de ces localités.

Je suppose qu'on a dû dire Mont. Esquiou du nom
de l'un des premiers possesseurs ou seigneurs de cette



Restauration du chateau de Montesquiou

Il était une coutume universelle au moyen-âge de distinguer par un nom d'homme les lieux dont la dénomination primitive était trop commune pour ne pas produire une confusion.

On a dit l'He-Jourdain, Castillon-Massas, Castelnau-d'Arbieu, Mont-de-Marrast, Mont-Guillem, Mont-Gauzy, Mont-Saurin, et, depuis deux cents ans, l'He-de-Noë, du nom des seigneurs ou premiers possesseurs de ces localités.

Je suppose qu'on a du dire Mont-Esquiou du nom de l'un des premiers possesseurs ou seigneurs de cette petite ville assise sur la croupe d'un coteau qui domine la vallée de l'Osse. Esquios, en langue Gasconne Esquiou, n'est qu'une variante de Ayssivus ou Essivus ou Arsius qu'il faut prononcer Ayssiou, Essiou ou Arsiou, nom porté par un grand nombre de nos barons de Montesquiou sous l'une ou l'autre forme notamment par Arsiou, dit le vieux, (Senex) qui vivait

STRODING

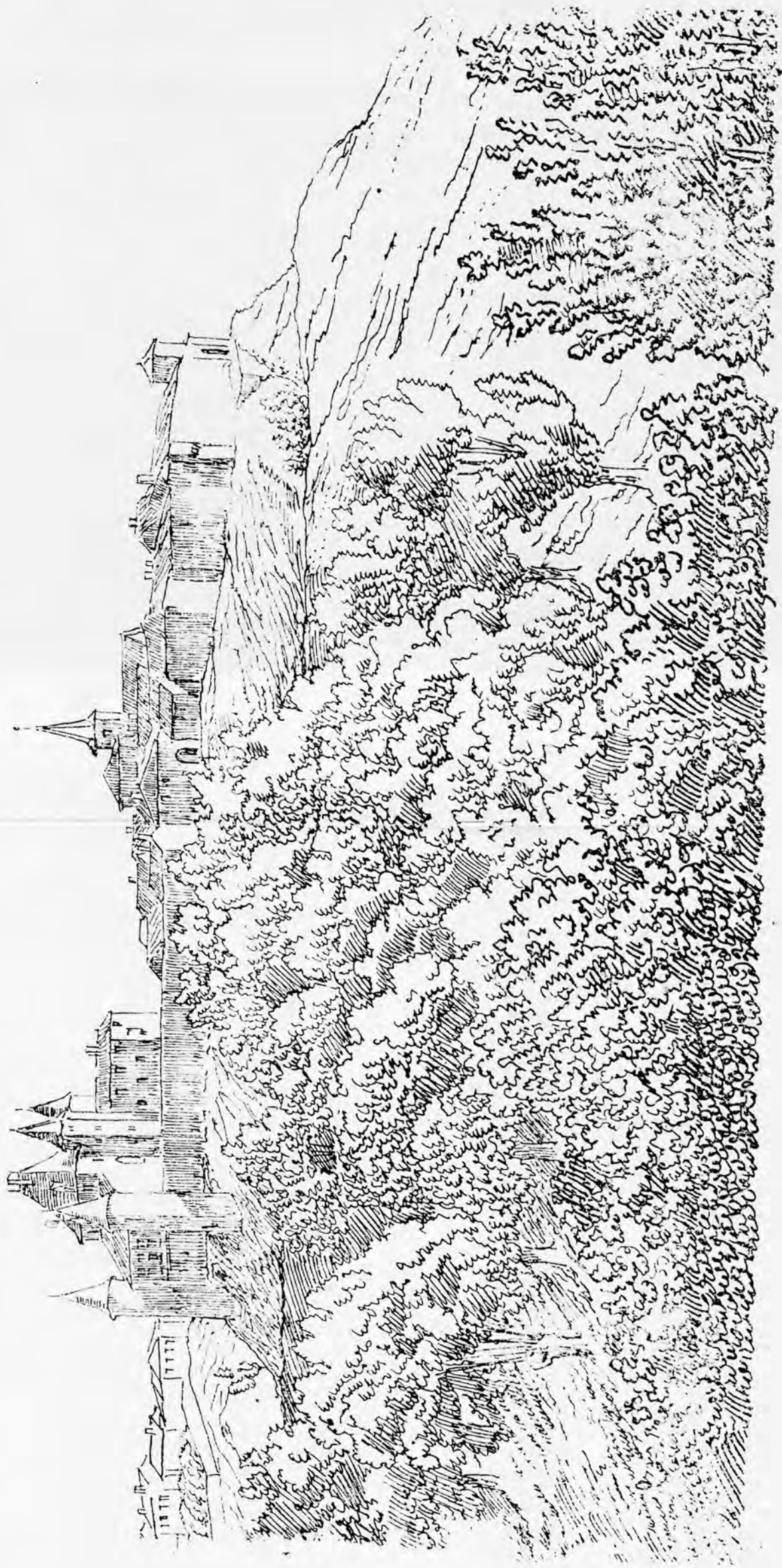
TEXAS ST

petite ville assise sur la croupe d'un coteau qui domine la vallée de l'Otze. Trouvas, en langue gasconne Esquieu, n'est qu'une variante de Ayssius ou Estius ou Arsius, qu'il faut prononcer Ayssieu, Estieu ou Arsieu, nom porté par un grand nombre de nos barons de Monterquieu sous l'une ou l'autre forme, notamment par Arsieu dit le vieup (senex) qui vivait au commencement du XII^e siècle et par un de ses descendants qui vit aujourd'hui. Sur le *liber honorum Capituli Auscitani* = le nom de Monterquieu est fréquemment écrit Monterquieu, de Mont. Esquieu. Et de nos jours les noms de Esquivet, Estieu ou Estieu, Destieu sont encore ceux d'un grand nombre de familles. Le hasard de l'abord cette étymologie douteuse pour préparer à n'accepter qu'avec méfiance cette notice où l'imagination aura nécessairement plus de part que la réalité, puisque l'instinct destructeur des hommes a fait disparaître depuis quatre m^{ill}ts ans l'édifice que j'ai la prétention de représenter.

Dès le onzième siècle, sur ce coteau existait sans doute une ville et une forteresse lorsque Raymond Aymeric, fils du Comte de Fzensac eut en partage la baronnie ou pays d'Angles qui s'est appelée Monterquieu dans des titres et actes du siècle suivant. La postérité de Raymond Aymeric a donné à la France

un cardinal, des évêques, des abbés, des prêtres, des chevaliers sans nombre, des croisés, des capitaines habiles, des lieutenants généraux, un ministre célèbre et trois maréchaux de France. Cette race a accumulé des gloires qui suffisaient à illustrer vingt familles et l'éclat qu'elle a jeté pendant plus de huit siècles ne l'a pas encore épuisée.

Ces barons de Montesquiou ont habité leur château pendant cinq cents ans et plus. C'est là que le 1^{er} février 1307, l'un d'eux jurait les coutumes de notre ville avec Pierre de Barres, Bertrand du Prat et Pierre de Latapie consuls, en présence de Vital de Barres, prêtre, et d'un grand nombre de gentils hommes du pays ou d'habitants du lieu. C'est là, en même temps, qu'il faisait donation aux habitants = gratis de sua mera liberaque voluntate et proprio motu suo, = du bois confronté du sud au bois de l'Hôpital, du nord à chemin public qui suit la terrasse del mason et aboutit au ruisseau de la Barabazie ou l'Osle, des autres côtés à terre de maître Martin de Lapoulid, de geyss d'antichan, et de gerard grossoles. Ce bois, appelé depuis bois de la ville = a été exploité au profit de la communauté jusqu'à l'époque de la révolution de 1789. qu'il fut divisé, vendu par lots arrachés convertis en landes et vignes sans qu'il soit rien



Vue de Montluçon prise du Nord ouest.

DZOG

EXHIBIT A

STIRONG

reste du capital à la commune. — Deux de nos barons quitteront leur château pour aller aux croisades; l'un suivit Richard Cœur de Lion, en Palestine; l'autre alla combattre les Maures en Espagne. Dans cette expédition terminée par la mémorable victoire des chrétiens à la Navas de Tolosa.

L'histoire ne nous apprend pas que le château ou la ville aient jamais eu à soutenir des sièges ou des attaques directes. Elle nous a seulement conservé le souvenir de deux guerres particulières. La première entre le baron de l'Île d'Arbechan (aujourd'hui Île de Nac) et le baron de Montesquieu, fut fatale à ce dernier qui, fait prisonnier, jété dans un cachot, se vit obligé de payer une forte rançon.

La seconde de ces guerres fut soutenue contre les habitants de la nouvelle ville de Miranda, dont la prospérité naissante lésait les intérêts de Montesquieu. Notre baron paraît avoir appréhendé de se compromettre avec le sénéchal royal de Languedoc, protecteur des Mirandais, & se borna à favoriser les actes d'hostilité auxquels se livraient ses vassaux, et lorsque l'on fit des prisonniers, on ne les conduisit pas au château, mais dans cette tour d'Yos appartenant au baron et dont on voit encore les deux étages inférieurs noyés

dans la maison d'Yos, aujourd'hui la propriété de la famille Ducès.

Nos barons passaient leur vie sous le harnois de guerre toujours fidèles au comte d'armagnac leur cher suzerain et grands ennemis des anglais. S'ils ne trouvaient pas la mort glorieuse dans les combats, ils revenaient passer leur vie des vieux jours dans les antiques salles du château d'où on les emportait dans un cercueil de =coral= (cœur de chêne), les uns dans le cloître de l'abbaye de Berdoues où leurs tombes ont été violées et leurs cendres jetées au vent par les barbares destructeurs de ce beau monument, les autres dans le chœur de l'église monsieur Saint Marton où leurs restes sont cachés sous un magnifique pavé; avec une inscription commémorative placée contre le pilier du nord.

François, baron de Montesquieu, capitaine des gardes suisses du duc d'angouême et un des fidèles de ce prince fut tué au siège de St. Jean d'angely en 1569.

La même année et peu de mois après son frère Jean Jacques baron de Montesquieu vint mourir au château de Montesquieu d'une maladie contagieuse contractée au camp devant St. Jean d'angely. La branche aînée des Montesquieu s'éteignit en eux. - Leur sœur Anne de Montesquieu épousa

en 1570, Fabien de Montluc, dernier fils du maréchal Blaise de Montluc, d'une branche cadette de nos barons. Fabien devint par sa femme baron de Montesquieu. Fabien fut tué à l'attaque d'une barbacade, dans la ville de Nogaro occupée par les huguenots. (Septembre 1573.) Leur fils Adrien de Montesquieu-Montluc, était né au château de Montesquieu, il fut élevé avec les enfants de la ville, et dans le cours d'une vie longue et agitée il n'oublia jamais sa maison - objet de sa prédilection, pas plus qu'il ne put se défendre de l'aient gascon. Il épousa le 22 septembre 1592. Jeanne de Foix, comtesse de Caraman, ou Carmain ou Cramail (Le comté de Caraman et la baronnie de St. Felix qui en dépendait, devint l'héritage de Saul d'Escoubleau de Sourdis, petit fils d'Adrien de Montluc. En 1640. M^r de Sourdis la vendit à Pierre Paul Riquet, lieutenant général, second fils de Pierre Saul Riquet, constructeur du canal de Languedoc. Les descendants de ce Riquet, sont les Caraman d'aujourd'hui). Adrien de Montesquieu-Montluc n'est connu dans l'histoire que sous le nom de comte de Cramail.

Il fit presque toute sa vie la guerre, mais aussitôt qu'elle lui laissait un repit il venait à Montesquieu où il était entouré du respect et de l'affection des habitants.

En 1631 il leva un regiment de cinq compagnies de cent hommes chacune = cagacions, dit l'historien Duplex, arriverent au siege de Montauban en fort bon equipage, montuc y fut blessé de deux arquebasades et vint se guerir à Montesquiou.

On le retrouve avec son regiment à plusieurs affaires en Languedoc, eump combats du Sas de Luse et de Veilhane (Carigiano) aux sieges d'Alais, de Saluces et de Carignan, à la prise de St Michel en 1635. Au retour de cette dernière campagne il fut enfermé à la Bastille par ordre de Richelieu et n'en sortit qu'à la mort de ce terrible ministre. Pendant sa longue detention ses domaines furent administrés par son gendre Claude d'Escoubleau, marquis de Sourdis et d'Alluye, chevalier du St Esprit, gouverneur de Beauce et pays chartrain, auquel les habitants de Montesquiou eurent bien souvent recours.

Le comte de Gramail n'oubliait pas cependant ses vassaux, il était en relation avec eux par ses gentilhommes qui habitaient le pays, ou dans le château même; on voit sur les registres de la paroisse de Montcheir de Saint Saubier. (Saint Sauveur) gentilhomme de Mouscigneur le Comte y mourut, M^r D'Handon. fermier general du Comte, M^r de Rochabrunne (de Roquebrune) venait souvent au château. Les comptes de Jean Lieta (de La Bourdette) fermier de la baronnie de 1639 à 1642, nous apprennent

que lorsque ces gentils hommes venaient à Montequion, on les hebergeait au chateau et leurs valets à la taverne de la ville. Je vois que Mr. de Rochabrunne passe plusieurs fois pour aller porter des lettres de Montaigneur à Mr. d'Eprenon, qu'on lui remet 7.^e 10.^e pour son voyage, un coq d'inde pour sa femme; son valet fait trois repas qui coutent 9 sous. Mr. de Brandela vint d'Auch pour prendre certains papiers, on le loge chez Julian, on met ses chevaux au chateau. La chambrière qui servait mademoiselle de Rochabrunne retourne dans sa famille parcequ'elle est malade, elle passe au chateau, il lui a été donné deux livres de lard, quatre sous et une oie salée.

Les aumônes et les dépenses d'entretien du jardin du chateau et d'un autre jardin dit du Cap dou Barry, sont quotidiennes. Le comte de Gramael et sa femme et la marquise de Sourdis, leur fille, avaient enrichi l'église paroissiale de très beaux ornemens, de vases sacrés, et de la grosse cloche benie en 1632. et nommée Hadrianne du nom de son parrain adrien de Monluc.

En 1635 les habitans de Montesquieu ayant appris que le marquis de Sourdis était sur le point de se rendre à Bordeaux, decident qu'on priera le curé de la Plagne de l'aller complimenter au nom de la communauté et qu'on le remboursera de toutes ses dépenses. Le sieur

de Laplagne s'acquitta de cette commission; sa depense a été de 27¹ 13¹.

Il a fait le voyage à cheval, très économiquement, ce me semble.

En 1643, le comte de Gramont a enfin recouvré sa liberté; il se propose de revenir à Montesquieu, si l'état de sa santé le permet. A cette nouvelle le curé monte en chaire et demande à ses paroissiens de prier pour obtenir la santé de Monseigneur et que Dieu lui fasse la grâce de revenir en ce lieu.

La jurade s'assemble en la maison commune. Les consuls Fusion Rosier, Pierre Daricieux, Jean Abeille, petit Jean, et Ramon Poumarin représentent que Monseigneur le comte s'en vient dans le pays et particulièrement dans son château de Montesquieu et qu'il y a longues années qu'ils ne l'ont reconnu d'aucun present et reconnaissance des bonnes grâces et protection dont il nous a favorisés et continue à ce faire durant ces troubles, qu'il serait à propos de luy offrir en present quelque chose à son arrivée afin de l'obliger à nous départir ses faveurs à l'adveny et luy faire quelque entrée suivant nos commodités, les forces et savoir de la communauté. Sur quoy auroit été délibéré d'un commun accord et avis public qu'il luy seroit offert et baillé par les dits consuls au nom de la dite communauté, la quantité de dix charots de foin, cinquante sacs avoine, douze paires chapons, huit moutons et

deux, sans legumage, et qu'il serait acheté quelques livres de perdre, à la direction et sagesse des consuls pour tiner à son arrivée et feu de joye qu'on a delibéré de faire. a quoy faire et subvenir aux frais qu'il conviendra faire pour tout ce dessus. les consuls sont priés des parts de la dite communauté de travailler à la recherche des choses susdites, affin qu'elles soient toutes prêtes, et les avances et frais la dite communauté promet les allouer dans les comptes des consuls et plus n'a esté delibéré. mais le comte de Cramail avait 72 ans, il ne pouvait plus quitter son logis de la rue Coq-Heron, et il y mourut sans avoir revu son chateau de Montesquieu. Il recommanda dans son testament que ses heritiers eussent soin de cette chere habitation de sa jeunesse, il legua la bibliothèque qui s'y trouvoit dans son cabinet de travail. Il donna sa metairie d'Emplume à son devoué valet de chambre Corydon. qui avoit pour véritable nom Jean Cabrol. Ce bon serviteur revint s'établir à Montesquieu dont il fut un des plus actifs habitants, son arrivée petite fille épousa le sieur Carrière, du lieu de Lavardens; cette famille est encore représentée à Montesquieu par Xavier Carrière, dit Corydon, et son père Joseph Ursule Carrière, substitut au tribunal de Lourdes, sous le règne de Louis XVIII et actuellement juge de paix de notre canton de Montesquieu.

264. Montesquiou.

Je crois que depuis ce temps Montesquiou n'a connue aucun de ses vigneurs.

Le marquis de Lourdès maria sa fille Habelle à Antoine Ruzé marquis d'Effiat qui en 1669. vendit la baronnie de Montesquiou au duc de Roquelaure qui habitait Auch et Lectoure ou son château de Roquelaure. Le second maréchal de Roquelaure hérita de son père, il fit construire le Rieutort, dans la plaine du Gers, et y résidait. La fille Françoise épousa en 1708. Louis Bretagne alain de Rohan Chabot, prince de Léon, pair de France. Leur second fils fut héritier de la baronnie de Montesquiou, mais il mourut sans enfants. en 1753. La veuve Jeanne Olympe de Bonnevie de Verrie, remariée en 1755. au duc de Coigny, ayant eu la baronnie de Montesquiou pour se payer de ses reprises, la vendit par contrat du 22 Janvier 1754. à Pierre Paul Bombarde de Beaulieu, conseiller d'état honoraire, qui en fit donation à sa fille mariée à Pierre, marquis de Montesquiou de la branche des seigneurs d'Atagnan.

Ainsi l'antique château desert revint en la possession des descendants de nos anciens barons. pour jouir encore d'un rayon de gloire avant de périr sous une main brutale = morituro satís. =

Anne Pierre de Montesquiou avait succédé à son père lorsque, commandant en chef une des armées de la République

il soumit la Savoie. Les succès ne purent le préserver de la haine sanguinaire de la Convention, assemblée d'assassins qui opprimait alors la France. Il fut heureusement averti du décret d'accusation lancé contre lui, et eut le temps de passer la frontière qu'il venait d'élargir jusqu'aux confins du Milanais. - Ses biens furent aussitôt confisqués le 9 Ventose an II de la République une et indivisible. Le château divisé en quatre lots fut mis en adjudication. Pour l'honneur de nos compatriotes je dois dire que deux premières tentatives de vente publique n'avaient rencontré aucun acquereur. Et la troisième fois Pierre Vidal, cordonnier de son état, auvergnat de nation, acheta le premier lot composé de la bâtisse principale du château avec l'espace qui y faisait face de trois côtés, jusqu'au bord des anciens fossés, le prix fut de 2425 livres. Les trois autres lots pris sur la galerie, qui existe encore, sur la basse cour, les écuries et dépendances, furent adjugés à Dominique Fourmigue, Bertrand Blousson et R. Dupuy, dit Betous, moyennant 1645^{fr} - 650^{fr} et 500^{fr} au total 4250 livres. Ils payèrent en l'an III lorsque selon le cours des assignats, dans notre département, on pouvait se procurer 100 livres assignats avec 2^{fr} 64^c d'argent monnayé. Finalement le concierge du château avait été expulsé et deux citoyens délégués par le district d'Amb avaient

procédé, avec un stoïcisme analogue à la circonstance - au pillage des meubles qui existaient encore.

Les titres et papiers ainsi que tous les objets pouvant servir au campement des armées de la république avaient été envoyés à Auch; les meubles avaient été vendus à l'encan. Il existe encore dans la maison Tulaïn appartenant à Mr Paris une jolie armoire qui vint du château, sur la planche du fond et placardée la thèse de théologie soutenue par M de Montluc, chanoine de la Métropole et prieur de l'horpice de Montesquieu, l'un des descendants naturels du comte de Gramail. J'ai acquis il y a une vingtaine d'années des panneaux de bois sculptés dans le style du XV^e siècle qui provenaient du château: ils étaient devenus la porte d'un bouge à cochons.

Pierre Vidal, entreprit aussitôt la démolition de la bastille qu'il avait acquise. Cette destruction dura sept ou huit ans. En faisant tomber les pierres de la tour du Sud, il défonça la toiture de la galerie achetée par Blousson et Fourmigué, pour quoi il fut condamné à des dommages et intérêts par le tribunal de police de Montesquieu, le 5 floréal an III. - Avec ces deniers, il bâtit sa maison au pied de la motte du château qu'il déblaya et creusa selon ses besoins. quoique cette maison ait été singulièrement embellie et améliorée.

par ses enfans qui y ont établi une auberge, on voit encore au dessus de la porte d'entrée deux têtes d'anges qui sont des débris des décorations intérieures du château, elles datent du xv^e siècle. — Le reste de la pierre fut employée à bâtir des murs de clôture des maisons sur les pentes de cette motte déjà entamée ou à paver les chemins. La moitié d'une belle cheminée en pierre sculptée se voit à l'angle d'une maison élevée dans la ville sur l'emplacement de la basse cour. Pierre Vidal ayant ensuite vendu par lots la plus grande partie de la part qu'il avait achetée en l'an II, d'autres maisons se sont élevées à la suite de la Seine, sur le bord des anciens fossés comblés au moyen du déblai de la motte. Ces nouveaux propriétaires ont continué et continuent encore aujourd'hui la destruction des dernières ruines.

De la basilique principale du château il ne reste donc rien que des pans de mur informes et des fondations presque partout couvertes de décombres, sur lesquelles ont été cultivés de petits jardins.

Cependant j'ai recueilli avec soin dans ma jeunesse les souvenirs des hommes qui avaient vu l'antique demeure de nos barons : j'ai relevé dans les livres et actes des notaires tout ce qui pouvait donner une idée de cet édifice. J'en ai retrouvé un plan, malheureusement informe.

et à très petite échelle qui fut présentée en 1787. à l'Assemblée de la province de Gascogne à l'occasion de certain projet d'amélioration des chemins. - Enfin j'ai mesuré les ruines.

C'est à l'aide de ces faibles et incertains documents que j'essaie de restaurer ce château.

Pour se rendre compte de la situation et de l'aspect de ce château, il faut savoir que la place publique, les maisons qui la bordent, le terrassement de la promenade, l'embranchement de route qui passe entre les maisons de Bazillac et l'auberge de Filhos n'existaient pas. Ce sont des dispositions récentes commencées en 1788. et continuées depuis cette époque.

Il faut oublier l'état actuel si l'on veut se faire une idée de l'état ancien. La pente rapide qui est au midi des terrasses du faubourg continuait sur la place pour aller rejoindre l'escarpement qui est au midi des murs de la ville. Vis à vis du château cette pente était moins raide qu'elle ne l'est devant la ville et le faubourg.

Elle formait un terrain vague occupé par trois chemins. Le premier partant comme les deux autres de la porte de la ville passait le pont levé jeté sur le fossé de défense et descendait en contournant vers le vallon de la fontaine de pierre pour y rejoindre la route d'Auch, rectifiée et tracée comme elle l'est encore en 1763 par l'intendant d'Etigny : le second chemin joignait la ville au faubourg.

bourg. Le troisième chemin contournaît au midi le faubourg et portait comme aujourd'hui le nom de chemin-Deus Embarras. = ou de l'enlès du faubourg.

La terrasse ou crête du coteau se prolongeait sans discontinuer de l'est à l'ouest avec une déclivité irrégulière qui présente une différence de niveau de 16^m 80^c entre la porte du bout du faubourg et la porte de la ville du couchant.

C'est à peu près au milieu de cette crête, en un point qui dominait la ville que nos barons ont construit leur demeure féodale vers le XI^e siècle, car on voit encore à l'ouest des ruines, des pierres qui accusent cette époque reculée.

Le faubourg n'existait pas encore, sans doute, son nom indique qu'il est plus moderne que la ville et était conforme aux usages du temps, étant combinaisons d'une défense sérieuse. Pour le sud et le nord de la ville offraient des escarpements si rapides qu'il était impossible d'y grimper directement, et très difficile d'y monter par les sentiers qui y sont pratiqués depuis la destruction des remparts. Les fossés creusés au pied de ces escarpements suffisaient de ces trois côtés pour procurer une défense que la nature aidait si bien. - Vers l'est au contraire, l'accès était facile, la crête du coteau dominait même la ville; c'est de ce côté qu'il fallait établir un point solidement fortifié et c'est là que fut construit le château dans une

position semblable à celle choisie par les architectes militaires de ce temps, pour tous les villages de nos contrées qui reposent sur les croupes dominant les rives droites des vallées. On peut en juger par les châteaux de St. Ailles et de Caillavet qui sont nos plus proches voisins.

La plupart de nos petites villes n'avaient qu'une enceinte ou chemise de murailles sans tours formant saillie extérieure; les exemples que l'on peut citer sont ceux des villes de Barran, Bassoues, Marzac, et Mirande.

La construction de notre château n'a pas été élevée sur une masse de terre accumulée par la main des hommes, mais bien sur le sol primitif qui est un marbouc insensible à l'action des éléments et presque aussi dur que la roche. On le trouve servant de base aux fondations qui obéissent à ses diverses inclinaisons naturelles. On reconnaît aussi par la direction des couches de ce marbouc, que du côté de l'est la crête a été coupée et profondément entaillée pour obtenir une solution de continuité et escarper cette face comme l'étaient les autres. Ainsi la fortification n'a plus été accessible que du côté de la ville dont elle complétait la défense, comme je l'expliquerai plus loin. Les fondations et trois faces de l'étage inférieur subsistantes encore à l'ouest nous apprennent que sur ce mamelon s'élevait une sorte de donjon carré long de 21^m 10.^c

sur 13^m de large, soutenue à l'angle sud ouest par une tour de 5^m de diamètre dont la base jusqu'à plus de 10^m de hauteur était un massif de moellons noyés dans le mortier et revêtu de pierres d'un petit appareil régulier, telles qu'on les employait aux XII^e et XIII^e siècles. à l'angle sud est une saillie des fondations nous révèle un autre soutien qui n'était certainement pas une tour, mais seulement un éperon ou contrefort, soit double soit simple, comme on en rencontre souvent dans les constructions des demeures féodales de nos contrées. La fonction de ce support devait être de renforcer l'angle et en même temps de supporter une échauquette semblable à celles qui existent aux châteaux de Serres, de Moncla, de Las, de St Arrest et de beaucoup d'autres. Les trois pans de murs de l'ouest forment maintenant une chambre dont la couverture moderne repose sur une poutre très ancienne de 0.55^m de tombée, entaillée pour recevoir de fortes poutrelles. Cette poutre est formée de deux pièces de bois posées bout à bout, soutenues au milieu par un solide piquet dont il ne reste plus que le tenon engagé dans la mortaise de la poutre. Ce sont les seuls restes de l'étage inférieur du donjon qui n'avait que trois mètres entre les poutres et le sol, mesuré au niveau de l'emplacement des fondations. C'étaient sans doute des magasins à provisions, la porte ogivale qui est à l'ouest en était

L'entrée ouvrant sur la basse cour. Les murs ont 1^m 40^c d'épaisseur, je n'ai trouvé aucune trace de murs de refend, ce qui ne doit pas surprendre puisque à Moncla, au Cos, à Carmes d'Armagne il n'en existait originairement aucun. On n'en a construit que plus tard pour la commodité des logements et la conduite des cheminées.

Les anciens du pays m'ont dit autrefois que les murailles du château étaient très hautes et que la tour du sud-ouest dépassait au moins d'un étage le sommet des murs. En effet elle devait s'élever très haut pour que les pierres que Vidal en a laissé tomber, en floréal an III, aient pu defoncer les lourdes toitures du bâtiment de la galerie qui sont déjà à 14^m du sol de la place publique.

En me fondant sur l'enseignement des archéologues qui nous disent que les tours rondes des 12^e ou 13^e siècles avaient ordinairement en hauteur trois fois leur diamètre, je retiens cette tour à 15^m de hauteur et je suis plein de confiance dans sa solidité puisque je l'ai vue massive dans les deux tiers de cette hauteur. Elle dépassera de 2^m 50^c le donjon qui aura 12^m 50^c, ce n'est pas trop, je vous prie de ne pas m'accuser d'exagération, car parmi cette quantité de donjons semblables qui existent dans notre pays, j'en pourrais citer beaucoup qui atteignent une plus grande élévation.

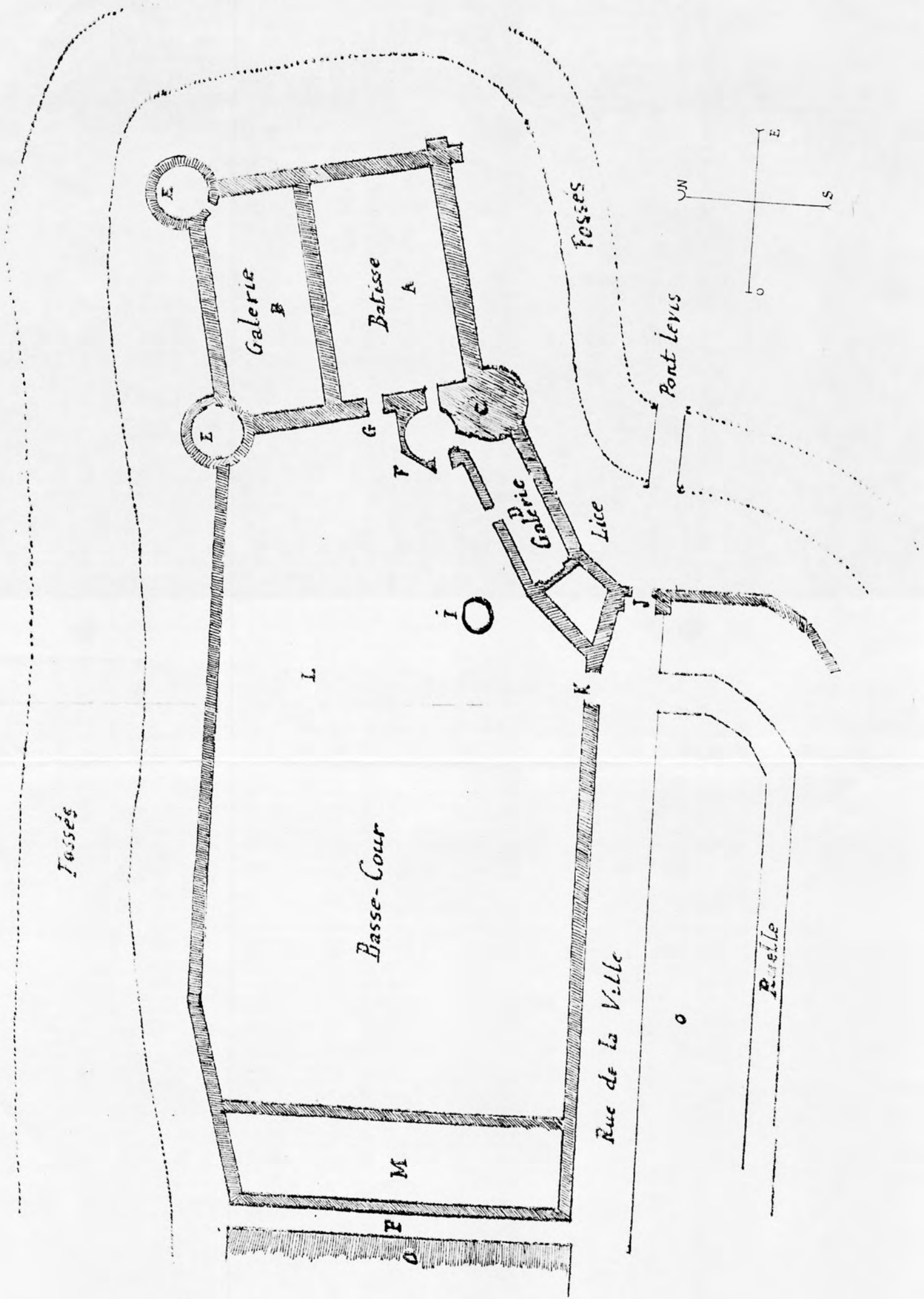
N^o 6.

Plan restauré du Château.

- A Donjon appelé dans les actes la bâtisse.
- B Galerie de la garenne.
- C Cour massive.
- D Galerie attenante au château.
- EE Cours de la garenne, celle où deux cercles sont tracés renferme les subliettes, aujourd'hui à découvert.
- F Tour de l'escalier construite au 15^e siècle.
- G Porte ogivale du 13^e siècle, depuis long-temps murée. Elle est à 3 mètres du sol de la basse-cour.
- H Porte ogivale de la même époque donnant accès au rez-de-chaussée de la galerie.
- I Puits qui a été conservé. Contrairement aux usages anciens ce puits est fort étroit, il n'a que 1 m. 03 de diamètre et la margelle 0,30 d'épaisseur.
- J Porte de la Ville.
- K Porte de la basse-cour; cette porte est moderne.
- L Basse-cour.
- M Écuries et logements.
- N Terrasse supposée.
- o.o.o. Maisons de la Ville.
- P Carrélot qui n'existe plus. Le mur est dans la maison de M^{lle} Meilhan.

Échelle de 0,002 mil. $\frac{1}{2}$ pour un mètre.

27270



STRONG

EXTRA STRO

Montesquiou.

273.

Les murs de l'ermes ont encore aujourd'hui 18 à 20 mètres de hauteur; Castelnaud d'angles avait 21 mètres, sur 12^m de large et la galerie du château de Montesquiou qui subsiste à 14 mètres. Si l'on accueille favorablement mon calcul de probabilité, on en conclura que le donjon avait trois étages, plus un parapet avec machicoulis, car dans les ruines et parmi les pierres employées dans les murs modernes on retrouve quantité de pierres d'encorbellement qui ne peuvent provenir que des machicoulis.

Je sais qu'il y avait dans ce donjon une vaste salle dont une des fenêtres ouvrait à l'ouest, mais j'ignore à quel étage elle se trouvait. Cette construction militaire avait été appropriée aux usages de l'habitation. Une transformation considérable avait eu lieu surtout pendant la seconde moitié du XV^e siècle; des fenêtres avec meneaux croisés avaient été ouvertes dans les épaisses murailles du Sud et de l'Est, j'en ai vu quelques élégants débris parmi les décombres.

Un des barons voulant rendre plus facile l'accès des appartemens auxquels on accédait par une porte dont l'aiguë ait à plusieurs mètres du sol extérieur remplaça la charpente ou escalier volant qui y montait par une jolie tourelle à trois pans contenant un escalier de pierre. Cette tourelle avec son escalier, sa gracieuse porte harmonisée

274. Montesquieu.

des armoiries des barons de Montesquieu. Parti au premier de gueules, au second d'or à deux tourteaux de gueules posés l'un sur l'autre, ses gracieuses petites fenêtres, avait échappé à la main barbare de Pierre Vidal, mais le nommé Labatthe devenu propriétaire vers 1840. ne l'a pas épargnée. Il l'a détruite de fond en comble, les marches de l'escalier ont servi à couvrir un aqueduc souterrain, les sculptures ont été consacrées pour paver les chemins. J'avais près un coquif de la porte qui se trouve ci joint.

L'architecte avait vigoureusement relié cette construction nouvelle à la tour ronde massive de manière qu'elles ne formaient qu'un corps de bâtisse, disposition nécessaire pour que le nouvel escalier pût servir tout à la fois au donjon et à la galerie.

Dans un acte de 1665. qui décrit les diverses parties de la construction et qui peut être facilement appliqué au plan de 1787 j'ai trouvé des indications précises pour reconstituer le reste du château.

Les murailles de l'est et de l'ouest du donjon avaient été prolongées de 7^m vers le nord, elles formaient ainsi un avant corps flanqué de deux tours qui dominaient le ravin profond et rapide de la garenne. Les murailles étaient moins hautes que celles du donjon, c'est à dire

, qu'elles n'arrivaient pas au même niveau, car elles plongeaient plus profondément dans la pente naturelle du sol. Les fondations de cet avant-corps sont encore visibles avec la base d'une des tours qui renferme les oubliettes ou magasins, aujourd'hui comblés d'immondices, mais que l'en m'a dit avoir plus de trois mètres de profondeur, ce qui suppose qu'elles sont en contre bas du sol même, du côté de la pente. On avait fait dans cette partie du château, une galerie de six mètres au moins de largeur sans doute éclairée par des fenêtres relativement modernes et mesurant 17^m de longueur. Elle était couverte d'une toiture plate.

Les deux tours avaient 5^m de diamètre extérieur, elles n'étaient séparées l'une de l'autre que par une distance égale à deux fois leur diamètre. Ce n'était pas des contreforts comme la tour du midi, mais des tours de flanquement qui défendaient leurs petites courtines.

Il résulte des explications que j'essaie de donner que le corps du château de Montesquiou avait 20^m dans un sens et 21^m 10^c dans l'autre. qu'on ne soit pas surpris de cette exiguité, elle était nécessaire pour des seigneurs qui n'ayant à leur service qu'un petit nombre de soldats devaient d'abord prendre la précaution de n'avoir à défendre qu'une faible étendue de murailles. Une vingtaine d'hommes bien approvisionnés devaient rendre

imprenable ce petit fort perché sur sa motte escarpée, l'art de la guerre consistait alors surtout dans l'attaque et la défense des places. On excellait si bien à se fortifier que notre histoire est pleine de narrations de sièges qu'il a fallu lever, même depuis que les armes à feu ont donné tant d'avantages à l'assiégeant. Ces petits châteaux étaient en état d'arrêter et de repousser des troupes nombreuses si elles n'amenaient pas avec elles des engins capables de faire tomber les murailles. Toutefois ils ne suffisaient pas aux exigences de la vie ordinaire, il fallait des dépendances, et, à Montequiou, elles étaient disposées avec beaucoup plus de sûreté qu'elles ne le sont habituellement dans les châteaux de cette importance.

Au nord une épaisse muraille fort élevée le séparait de celle de la ville pour aller rejoindre la tour des oubliettes. Au sud, une bastille longue de 16 mètres large seulement de 11 mètres et demi à l'intérieur, réunissait la porte de la ville à la tour même du château. Au milieu se trouvait la basse cour qui servait d'entrée au château et au fond de laquelle, du côté de l'ouest, se trouvaient les écuries et probablement aussi le chais dont il est souvent question dans les actes, mais dont je n'ai pu déterminer la situation exacte.

on voit que cette basse cour était entre la ville et le château, enfermée dans la fortification et très bien abritée. De la sorte la ville et le château formaient un ensemble dont les deux parties étaient solidaires.

Du reste le seigneur déclarait avoir construit les murailles de la ville et en être par conséquent propriétaire. Il en rendait hommage au comte d'Armagnac et depuis le XVII^e siècle au roi de France. La communauté avait pris la charge des réparations de ces murailles, le seigneur lui ayant cédé en échange la Taverne et la Boucherie, et aussi parce que les dégradations étaient toujours du fait des habitants qui, en temps de paix, y adossaient leurs maisons, y perçaient des fenêtres et des portes, y établissaient leurs latrines suspendues sur les fossés, ou employaient les pierres du parapet pour leurs bâtisses. J'ai vu plusieurs sommations ou protestations faites au nom des seigneurs contre les habitants au sujet des dégradations des murailles.

Une longue paix intérieure avait fait oublier l'utilité de ces défenses lorsque les protestants commencèrent à courir la campagne en massacrant les prêtres, pillant les abbayes, les châteaux et les petites villes qui ne savaient pas les repousser. A Montesquiou en 1563. La communauté représentée par la jurade chargea tout

habitans à ce = cognoissant = d'examiner les travaux à faire pour mettre la ville en defense, et sur leur rapport on employa.

1850^{tt} 16^s 3^d. en maçonnerie, charpentes et ferrures,

Depuis lors il n'y eut plus que des depenses d'entretien peu importantes dont on retrouve le détail dans les registres des deliberations. C'est un parapet qui n'est pas assez haut, une fenetre qu'il faut murer, un ais d'une porte qui s'est brisé, on fait de suite proceder a la reparation. Selon les temps, on delibere de faire garder la porte d'entrée (celle du levant) par un homme à qui l'on donne trois sous par jour, ou bien l'on decide que les habitans, à tour de rôle, se mettront en armes et feront la garde sur les murailles. c'est ce qu'on designait sous le nom de garde bourgeoise.

Les remparts n'étaient, comme je l'ai dit, qu'une simple chemise de murs un peu plus élevés que les toits des maisons, surmontés d'un parapet derrière lequel on passait sur un chemin de ronde formé de planches en maniere d'échafaudages sur des boulevins de bois engagés dans des trous laissés dans le plein du mur. Le vide appelé aujourd'hui la Breche n'existait certainement pas, il a été fait au XVIII^e siècle alors qu'on n'avait plus besoin de fortifications. Il n'y avait que deux tours, de forme carrée et

surmontaient les deux portes, à leur étage supérieur était le corps de garde où les habitants veillaient la nuit en temps de trouble. Ces tours n'ont jamais eu plus de huit ou dix mètres de hauteur. Celle de sortie ou du couchant était surmontée d'une croix de pierre dont la bénédiction se fit solennellement.

Il n'est pas de mon sujet de noter toutes les occasions où les habitants profiteront de la sécurité que leur procuraient leurs murailles : je me borne à faire connaître qu'en 1646, le capitaine François de Sarcques ayant voulu entrer avec sa compagnie, on lui refusa la porte, on se mit en défense et il fut obligé de faire bivouaquer sa troupe fatiguée dans l'enclos de l'hôpital.

on fermait les portes et on défendait sous peine d'amende toute communication avec le voisinage lorsque quelque maladie contagieuse se versait aux environs. Dans une délibération de l'année 1653 Jacques Abadie, mitroit son frère qui était chirurgien à Montesquieu, il venait de Mirande où s'étaient déclarés quelques cas de peste, on l'enferma dans la tour de derrière où il passa huit jours, il n'était pas malade, mais s'il l'eût été, il est probable qu'on l'aurait laissé mourir tout seul.

on prit des précautions militaires pendant tout le règne de Louis XIII, et plus encore pendant cette guerre de

la Fronde dont notre pays eut si cruellement à souffrir parceque il ne se soumettait pas avec vite à la perte de ses libertés provinciales et municipales. Mais comment résister à ces armées qui inonderent la Guyenne et la Gascogne, à ces régiments = étrangers = et terribles Nalhazar, St. Luc, Harcourt; aux capitaines Perrin qui obéissant aux ordres tyranniques de Mazarin, puis de Louis XIV. commirent dans notre pays tant d'atroces exactions.

Vainement le marquis de Sourdis essaya-t-il de protéger sa baronnie; le château fut à peine respecté quoiqu'il le curé et le juge y eussent alors une demeure. (La maison presbytérale n'a été achetée par la ville qu'en 1723. M^r Georges Terres était curé; jusqu'alors les curés et leurs vicaires étaient logés dans des maisons louées par la communauté ou au château, à la fin du XVII^e siècle le prix de location était de 25 livres; tandis qu'en 1680 cette location n'était que de sept livres.

Le plan général du château est rétabli avec certitude, l'élevation seul nous manque puisqu'elle ne peut résulter que de presumption plus ou moins douteuse; cependant il nous reste une partie toute entière, c'est la galerie qui joignait la porte de la ville. Cette construction a 14^m d'élevation sur 16^m de longueur; la muraille du midi est épaisse de 1^m 10^c à la base.

et se retire d'étage en étage par des retraites intérieures jusqu'à n'avoir plus que 0.65^e. La muraille du nord a 0.65^e à la base et 0.59 au troisième étage. Il y a un mur de refend construit en même temps que le reste, formant au midi et au nord une légère saillie en encorbellement, ce qui me fait croire à l'existence d'un pignon dépassant la toiture. Ce mur de refend avait des cheminées à chaque étage. - Il y a trois étages, celui du rez de chaussée n'a d'autre ouverture qu'une porte ogivale du XIII^e siècle à l'extérieur. Il n'y avait anciennement aucune ouverture sinon des meurtrières. On y a pratiqué et aussi du côté du nord des fenêtres carrées de 1^m60^e sur 1^m20^e dont la forme et les accoudoirs avec doucines saillantes accusent le XVIII^e siècle. Quoique cette galerie et la chambre à la suite n'eussent que 4^m50^e au bas étage et 5^m45^e en haut, elles formaient un logement agréable à cause de la jolie vue dont on jouissait sur la vallée de l'Osse et sur la chaîne des Pyrénées.

Il n'existait dans ce bâtiment des latrines faisant saillie hors du mur du côté de la cour; la fosse était sous le bâtiment avec communication par un tuyau de terre cuite extérieur garni de mortier.

Pour compléter la restauration imaginaire du château j'ai posé un renseignement important - le voici =

= Le setziemes jour du mois de novembre mil six cens soixante cinq
 Pierre Lesca agent general de mgr. le marquis de Sourdis
 convint avec Pierre Meilhon charpentier d'auch, et Ramond
 Delom charpentier de la juridiction de Montbert qu'ils
 accommoderaient de tout oeuvre necessaire le chasteau sei-
 gneurial de Montesquiou et leurs ajassemtes le tout
 basty et couvert a la mode de France de tuiles
 a crochet ensemble la galerie dite de la garenne
 couverte de tuiles a canal avec le chay, qu'ils repa-
 reront les goutieres qui sont a la galerie attenante
 au chasteau et l'escurie qui est sur le derrière de
 la basse cour, couverte la dite galerie et escurie de
 tuilles a canal. Sous laquelle besoigne ledit sieur
 Lesca leur promet donner cent vingt livres et douze
 paires de soies, lesquels oysons ils reconnaissent avoir
 presentement reues. La tuile a canal qui ne peut tenir
 que sur charpente plate stait et est encore d'un
 usage universel dans le pays, mais la plupart des
 chateaux avaient des toitures elevees couvertes de
 tuiles a crochet; on les voit employies sur des pigeons
 aigus, A la Motte la trace en est visible sur le
 donjon. a Etipouy le chateau dont il ne reste pas
 pierre sur pierre etait couvert de meme, car en
 1698 le sieur Agathon agent general du duc de

Roquelause, fit prendre la tuile à crochet qui était sur ce château pour réparer la toiture de celui de Montesquiou. (Ce Pierre Lesca, agent général du marquis de Louvois, était avocat au parlement, docteur en droits, et fut juge de la baronnie de Montesquiou après Louis de Cassaigne originaire de Pouylebon. Le sieur Lesca habitait le château. Il n'eut qu'une fille qui se maria et quitta le pays. M^{re} Dubin lui succéda dans la judicature de la baronnie, puis M^{re} Barvis, puis M^{re} Niquet en en dernier lieu M^{re} Agut de Lasserre.)

Il y avait donc au château deux sortes de toiture. Le corps principal que j'ai appelé le donjon ou la bâtisse et les tours adjacentes étaient couvertes à la mode de France, c'est à dire par des toits élevés à angle aigu, les deux galeries, le chais et les écuries étaient couverts à la mode du pays, c'est à dire en toits plats avec tuiles à canal. Tout cela s'entend fort bien et s'accorde avec les exigences de la construction. Un seul toit à angle aigu n'aurait pu couvrir un carré de 20.^m en tous sens, sans manquer de solidité, on avait donc divisé la toiture en deux modes différents, la toiture plate du nord laissant la partie supérieure du donjon dégagé et accessible à la lumière du jour.

Les charpentiers ont de tout temps suivi certaines règles pour que leurs pentes laissent faiblement couler la pluie

et maintenant cependant les tuiles. Ces règles qui déterminent les angles des croupes et des arbalétriers sont connues et je les ai appliquées dans la reconstitution du château.

Enfin comme une toiture aussi haute donnait de vastes greniers ou galetas qu'il fallait éclairer, je pose des lucarnes selon ma fantaisie comme j'ai obéi à mon bon plaisir en plaçant les fenêtres du midi et du levant dont je connais l'existence mais non la place exacte. Voilà tout ce que je sais quant à présent sur l'édifice à jamais disparu.

Des trois côtés il était entouré de fossés qui au moment de la révolution étaient presque comblés et que l'on acheva de niveler avec une partie des terres de la motte. En outre il y avait un jardin potager, un verger, une pièce de terre anciennement ornée d'un pigeonnier le tout tenant au château. C'étaient les dépendances immédiates avec la garenne qui tenait aux remparts de la ville. Le tout formait un ensemble de sept arpens dont la garenne occupait trois arpens.

Les denombrements fournis au roi par les seigneurs en 1654. 1663. 1672. 1682 et antérieurement en 1558. posent ainsi les limites de l'enclos du château :
 - du levant terre du sieur Liesta d'Embalage,
 - midi terre et jardin du sieur Lelian et Lieta,

et des autres endroits chemins publics. Pour la garenne et terre y tenant du côté du septentrion, confronte du levant et septentrion chemin public, du midi aux murs dudit Montesquieu, du couchant terres du sieur de Bordes du Haget. - Cette garenne est encore la propriété de la famille de Montesquieu, mais pour celui qui est de l'enclos du château, il m'est impossible d'en déterminer l'emplacement actuel; j'ai essayé de présenter les dispositions anciennes espérant que ceux qui me liront pourront aider à retrouver le plan actuel.

Le seigneur possédait aussi dans la ville deux maisons, l'une = l'oustau = de la ville, sise contre l'église de la paroisse au levant; l'autre près le portail du couchant aux granges avec jardin clos. près des terres de Mr de Bordes sieur du Haget.

Plus la pièce de terre dite à la vigne grande, confronte levant à la terre du sieur Barrie et autres, midi et septentrion chemin public couchant vacants de la communauté de Montesquieu contenant trois arpents.

Plus autres pièces plantées en vignes, appelées à Goux confrontant levant et midi chemin de service, couchant et septentrion des sieurs Couso, Dabarry, et autres contenant deux arpents.

C'étaient toutes leurs possessions à Montesquieu même,

Le reste était. les métairies d'Yos de quatre paires de labourage, Bordevielle de deux paires, la salle de Beauviegard de trois paires, La Lucante de deux paires; Berrens de quatre paires; Paulet de deux paires. - Plus quatre arpens au pèti de la justice - le château de La Mothe avec quinze arpens de terre labourables, bois, vignes et prés. - Le bois d'Yos, le bois de la Lucante - le bois de Labatut, derrière Berrens.

Les seigneurs n'étaient pas patrons de l'église paroissiale, c'est à dire qu'ils n'avaient ni fondé, ni doté cette paroisse. Leurs droits honorifiques étaient de nommer quatre consuls choisis par eux sur une liste de huit personnes présentée par la jurade. de nommer le juge de la baronnie - D'avoir prisons, fourches à sup piliers, liens et carcans,

Le fief de deux sols annuellement par chaque arpent de terre (Montesquieu occupait 1085 arpens.)

Les lods et ventes à raison de douze livres une, droits de confiscations et d'amendes.

Sur chaque feu allumant (il y en avait 250) un sac d'avoine, une oie, une poule, et ceux qui possédaient huit arpens, un couplet d'avoine par arpent, Le tout était affermé en 1788. au sieur Aubian bourgeois de Mirande, moyennant 8000. livres

dont 600^l pour les droits seigneuriaux. - de la baronnie des angles relevaient anciennement, les terres et seigneuries de Montesquiou, Pouylebon, Moncla, Estipouy, Mouches, Valentin, Riguepou, St. arailles, Castelnaud d'angles, St. Jean d'Angles, St. yort, Bazian. Lau-Lotom.

au moment de la revolution on ne comptait plus comme devant foi et hommage que St. yort, St. Jean d'Angles, le Lotom, Dieze, le Haget, Marrens, St. Simon, Clacens, La Plagne, Marrant, Corido, Emplume et Capdau.

Le baron ne possédait plus que Montesquiou, Riguepou, et Estipouy, comptant dans la baronnie; les autres seigneuries ne relevaient plus de la baronnie non plus que les autres terres nobles qui avaient passé, je ne sais comment ni à quelle époque dans les mouvances de Pouylebon, St. Arailles et Bazian.

On pourrait s'étonner que les droits seigneuriaux fussent d'un si minime revenu pour une terre qui comprenait trois paroisses, mais il ne faut pas oublier que la plupart des droits féodaux étaient tombés en désuétude dans notre pays. Le cens ne se payait plus dans un grand nombre de paroisses depuis un temps immémorial. A Montesquiou c'est à peine si les plus riches propriétaires s'acquittaient et seulement tous les cinq ou six ans. - La difficulté de la perception

avait découragé les fermiers. L'impôt de la corvée n'existait pas à Montesquieu. Il fut établi par l'intendant d'Etigny au profit des chemins qui jusque là avaient été entretenus par la communauté au moyen d'un abonnement.

Il n'y avait ni four, ni moulin, ni forge baniers. Le peage, espèce d'octroi, qui avait été l'objet d'une transaction entre Jean I^r baron de Montesquieu et la communauté en 1498. n'existait plus.

Ces détails et autres de même nature sont trop étrangers à mon sujet. il faut finir,

Dans l'église paroissiale de Montesquieu, se trouve le corps de St Saule, martyr, tiré des Catacombes de Rome, renfermé dans un reliquaire en bois doré. Ces précieuses reliques ont été données à notre église par mon frère Cyrille. Il les avait recueillies à Naples, grâce à la générosité d'un évêque, vinteur, religieux de la compagnie de Jésus. Elles ont été reconnues par l'autorité de l'ordinaire comme authentiques, et apportées solennellement à Montesquieu le 23 Juin 1853. -

Voir pour le détail du combat appelé sur le registre paroissial de l'église de Montesquieu des Isles de Rogan. - l'Histoire de Louis XIII. par Ch. Bernadot.

Montesquieu.

289.

Volume in folio. Livre X. page 189. à l'année 1625.

Edition de 1646. —

(Mon frère Lyprien a réuni en un seul travail toute l'histoire des barons de Montesquieu, de notre ville, des familles principales qui l'habitaient et des seigneuries en dépendant. on y trouvera des détails très circonstanciés et du plus grand intérêt. — Ce travail forme cinq volumes, petit in folio, manuscrits, avec cartes, plans, figures et vues pittoresques. Bibliothèque du Capdubarry.)

Montesquieu. —

Beraut, nom d'une ancienne famille de Casteljalous où l'on voit un consul à la date du 5 mai 1544.
un autre Beraut, sans doute le capitaine Pierre Beraut, défendit la tour de St. Raphael à Casteljalous, consul en 1589 et 1590. mort vers 1594.

Son fils Laurent Beraut, consul en 1597. mort en 1640.

Cette famille forma deux branches.

Nicolas de Beraut, secrétaire du roi, maison couronnée de France et contrôleur en la chancellerie près la cour des aides, épousa Marie Louise de Montesquieu, fille de François de Montesquieu, seigneur de St. Colomb; il devint la

la souche des Beraud-Montesquieu ou Montesquieu-Beraud, que parfois on désigne sous le seul nom de Montesquieu.

Par exemple on trouve sur les actes de l'état civil de la paroisse St Raphaël de Casteljaloux, l'acte de naissance à la date du 27. Juillet 1747. de Jean de Montesquieu fils de Honoré de Montesquieu et de Marie de Brocas de Villa, tandis que le 22 février 1772. on lui donne dans son acte de décès les noms de Beraud de Montesquieu.

C'est sous ces noms de Beraud de Montesquieu que le père de celui-ci nomma en 1766, un chapelain à la chapelle des Trois Mariés, de concert avec Mr. de Mothes, dans l'église St Raphaël de Casteljaloux.

Honoré Beraud de Montesquieu dernier descendant mâle de cette branche fut président du Tribunal du district de Casteljaloux en 1792. Il mourut dans un âge très avancé laissant la réputation d'un homme d'esprit, et ce qui vaut mieux, d'un homme de bien.

Pierre de Beraud, baron d'Ambros, appartenant à une autre branche, émigra; Mousquetaire et pensionné du roi, mort à Casteljaloux. Son fils Pierre Bernard Louis de Beraud fut chevalier de la légion d'honneur et mourut à Casteljaloux le 28 août 1856.

(Samazeuilh. Mém. de Nérac)

Montflanquin.

- Philippus, Dei gratia, rex francorum, notum facimus quod
Liquidem dilectorum et fidelium nostrorum habitantium
in districta et ressorto ville et castri Montis flaquini
in diocesi Agennensi, intelleximus quod licet ipsi
unum corpus et unam universitatem faciant cum
villicis et habitantibus castri predicti honorem dicti
castri promode facultatum suorum supportando
sitque pars eorum forensium major in numero quam
villicorum predictorum nihilominus prefati villici
ratione consulatus infra dictum castrum existentis
regimen consulatus huiusmodi intus et extus habere
sataque non vocando eosdem forenses in creandis
seu novandis sex qui inibi presunt consulibus
electis per bajulum dicti castri annis singulis in
festo sancti Michaelis septembris propter quod ex
parte dictorum forensium nobis fecit humiliter
supplicare quod notationem, creacionem, electionem
dictorum consulum inter villicos et forenses coequare,
faceremus aut tot et tantos probos viros de parte
ipsorum forensium notandi et creandi modo et
forma = Le roi leur accorde sur consuls à nommer
par le bailli, lesquels consuls seront chargés
spécialement de leurs affaires et administreront en

même temps que les consuls de la ville. Donné au mois de Janvier 1329.

(Arch. nat. de Y. 71. verso.)

(à la page 20) Lettre du roi qui règle la nomination des consuls de Montflanquin sur la plainte des forains ou habitants hors du château, qui ne voulaient plus participer aux charges parce que les bourgeois de la ville ne les appelaient même plus aux élections des consuls.

— Montfort. —

Petite ville du vicomte de Fezensaguet, à laquelle Geraud V. comte d'Armagnac donna des coutumes en 1275.

voir Bourdeaux - géographie page 183 -

voir Monlezun. Histoire de la Gascogne. III. 163. L80. - IV. 434.

Coutumes de Montfort. - Bladé. page 110.

- 1^{re} mai 1308. Confirmation des coutumes de Montfort

(Monlezun. III L80.)

- 1373. - noble Brus Martine de Preissac, femme de noble Jean de Lortis, approuve une vente faite par un habitant de Montfort d'un bien fonds situé audit Montfort, sur lequel bien elle avait des droits. le 29. Decembre 1373.

(Archives de M^{re} d'Esclignac.)

- 11 Juillet 1500. - Antoine Maurion chapelain de la.

chapelle fondée par feu Pierre de Rulha, médecin de la ville de Montfort, dans l'église de Montfort, acheta la moitié d'une maison au prix de 7 écus.

(Martial Guillet. not.^{re} de Miradoux)

- L'hôpital St. Blaise de Montfort est fondé par le testament de Dominique de Cuilhens, curé de St. Gomme par testament du 1^{er} Juin 1569. avec le domaine de Cuilhens et les biens qui en dépendent. Cette fondation est confisquée lors de la révolution.

(Revue de gascoigne. XIII. 259.)

- En 1571. La justice de Montfort est engagée à Guillaume Saluste du Barthez.

(Arch. Pau. B. 1588.)

- Montfort qui est une petite ville près l'île Jordan qui ne se voulut rendre a été prise d'assaut et tous les soldats mis en pièces, et le capitaine et vingt autres furent pendus. (Septembre 1580.)

(Journal de L'écueilh. archives gironde. XIII. 326. 329.)

En passant la revue de ses troupes après la prise de Montfort le maréchal fit une chute de cheval et eut la jambe cassée, on le porta à Gimort où il fut pansé. (Idem. 330.)

- Fin de Septembre 1580. - Les troupes du maréchal de Biron prennent la ville de Montfort. (Idem.)

294. Montfort.

- En 1586. Le puege de Montfort est mis en ferme.
(arch. Pau. B. 1604.)
- En 1589. la ville de Montfort prise par les huguenots.
(Revue de gascoigne. XXI. 303.)
- février 1616. arrêt de la cour du parlement de Toulouse qui condamne à contribuer pour 60 livres à la réparation de l'église de Montfort Jean de Gabin prieur de l'église St Orens d'Auch.
(arch. Toulouse. B. 349.)
- En 1616. Le domaine de Montfort est mis en ferme.
(arch. Pau. B. 1702.)
- Avril 1616. arrêt du parlement de Toulouse qui décide que messire Jean Destresse, évêque de Lectoure, le chapitre et autres fruits présents de la paroisse de Montfort seront tenus de fournir aux frais de prédication de l'avent, du carême et des fêtes solennelles en la paroisse de Montfort.
- 22 août 1622. Laurant Mazart, recteur de Montfort, passe un acte.
(Dorthe. not^{re} a. Mauvesin.)
- Janvier 1624. arrêt du parlement de Toulouse, arrêté que d'après l'exposé du procureur général les familles protestantes de la ville de Montfort, au nombre de quatre seulement, peu considérables,

à l'exception de celle de Sabateru, non contentes d'avoir la pleine et entière liberté d'exercer leur culte dans la maison de l'une d'elles, réclament celle de tenir des assemblées où les étrangers seront admis, que cette prétention est d'autant moins fondée que Montfort n'est éloigné que de trois quarts de lieue de Puycasquié, Maravat et Mauvesin où le culte est également libre; que dès lors la faculté demandée n'est qu'un moyen de concester la reprise du lieu de Montfort; que la cour défend aux protestants de, sous prétexte d'exercice du culte, de mariage, et baptêmes, tenir des assemblées ouvertes aux étrangers, sauf à se réunir chez l'un d'eux pour leur culte et sans scandale, qu'il est loisible au syndic des catholiques de se pourvoir devant le roi ou son commissaire de légue pour l'exécution de l'édit, à l'effet de contraindre les protestants à faire leurs exercices de piété dans des lieux voisins de Montfort.

- 12 Juin 1620. Bernard Manas, recteur de Montfort, et son frère Jean Manas habitant le lieu d'Aujan, passent un acte.

(Dorlie. nob^{le} à Miradoux.)

- 17 octobre 1622. Bernard de Manas, recteur de Montfort donne à ferme la dîme du vin de sa Cure. -

(Dorlie. nob^{le} Mauvesin.)

- 29 Avril 1656. Les droits seigneuriaux de Montfort appartenant au comte d'Harcourt comme ayant acquis du roi la vicomté de Fzensaguet. Les agents sont le receveur de la foraine à Auwillars qui donne à ferme ces droits seigneuriaux moyennant 220^{fr} par année.

(Sabatier not^{re} à Montfort.)

- 24 Juin 1658. - Denis Blot, prêtre, docteur en théologie, recteur de Montfort.

(Sabatier not^{re} à Montfort.)

- 1662. - M. d'Estadens, conseiller au parlement de Toulouse, était propriétaire à Montfort de la maison attenante à celle de Duhaut, aubergiste, du côté du couchant.

(Clave, not^{re} à Bouvès. f^o 293.)

- 1674. - Gabriel Darquier, prêtre, docteur en théologie, curé de Montfort, passe un acte.

(Dorbe, not^{re} Mauvesin. f^o 85.)

- 1675. Mise en possession du domaine de Montfort pour Messieurs de l'Hospital et d'Esclignac.

En 1682. M^r d'Esclignac, donne le domaine en sous afferme. En 1686, il est en procès avec les consuls.

(Fonsein, not^{re} à Montfort. f^o 139.)

- 20 février 1680. - noble Guillaume du Bouzet de Vivès, consul de Montfort, noble Jean de Vigier

Montfort.

277.

seigneur du Hourquet, syndic. Jean de Broqueville sieur Darde,
noble Jean de La Hite sieur de St. Etienne, noble Prieur de
Thomas sieur de La Barthe, d'Argelle, Denis du Bouzet
sieur de Cabanac - Etienne de Viquier sieur de Labougnies,
Charles de Gimat sieur de Laroque, Jean de Gimat,
sieur de Lerempouy, biens tenants de Montfort ont
demandé à racheter le domaine de la ville engagé
au seigneur d'Esclignac, à cause des procès et mauvais
traitements qu'ils ont eus dudit sieur d'Esclignac,
souhaitant d'être délivrés de la domination du susdit
Esclignac et de retourner sous celle de Sa Majesté.
Ils demandent à être autorisés à emprunter la
somme nécessaire pour rembourser le prix d'acqui-
sition. Ils donnent procuration pour emprunter
au sieur Jean Sylvestre de Mauleon Darquier,
juge de Pezensaguet.

(clerc. not.^{re} Mauvesin.)

- 12 Octobre 1689. Jean Pussé, recteur de Montfort
a pour vicaire Jacques Lafitte.

(clerc. not.^{re} Mauvesin.)

- 1^{er} Septembre 1689. Jean Lafitte, regent des écoles de
la ville de Montfort, passe un acte à propos de la
mitoyenneté du mur de sa maison.

(Marsassus. not.^{re} à Montfort.)

- 22 novembre 1692. noble Jacques de Barathé liege à Anne de La Barthe, sa femme, institue sa fille Elisabeth de La Barthe.

(Mascassus noté à Montfort.)

- Montfort 1666. Reconnaissances féodales: pour nobles de Roquette,
d'Esparbès,
de Heissac d'Esclignac,
de Saluste du Bartheas.

Reconnaissances féodales pour 1751.

(Arch. dep^{te} Auch. A. 35. 19.)

- Montfort en Pezensaguet. Ce domaine consiste en la justice haute, moyenne et basse, qui se rend à Mauvesin, - Le droit de dîme qui se perçoit à raison d'une gerbe par trente quatre, et sur dup comportes de vendange une et demi,
Un droit de peage. - Un droit de bachelé.

Censives sur une partie du territoire à raison d'un sol six deniers par concabe.

Une rente de 27^{fr} 6^{den} payable par la communauté pour l'inféodation de onze concabes de terre.

La rente d'un sac de blé sur le moulin appelé de Brunet.

Et les 1/4 sous pour livre des lods et ventes

Montfort.

Montgaillard.

299.

Le domaine était affermé depuis le 17 Decembre 1768, pour 2555^{fr} les lods cedei jusqu'à mille livres d'acquisition. la rente de 27^{fr} reservée.

— Montgaillard. —

Terre et paroisie au pays d'angles, baronnie de Montesquieu l'eglise sous le vocable de St Jean Baptiste dependait de l'archidiaconi d'angles. — Cette seigneurie fut une des terres données par Raymond Azmeric 1^{er} baron d'angles à son fils cadet Bertrand qui eut la seigneurie de Roncha et prit le nom de Marrens. La genealogie de cette famille se trouve dans le dictionnaire de l'achenage des bois. Tome XIII. 298.

— 1447. — nobles Arnaud de La Roche, Bernard de Savardac, Bertrand de Verdusan, et Manaud de Lasseran, damoiseaux, ont poursuivi par voie d'exécution noble Arnaud de Mauens seigneur de Montgaillard, pour 17 écus d'or dont il était garant vis à vis de nobles Guillaume d'Aux et Diathermarc de Marrens. — Ils ont fait saisir un moulin qui est indivis entre lui et le seigneur de Casaux, dans le voisinage de Montgaillard. L'adjudication publique a eu lieu à Montesquieu, après trois publications sous l'autorité du juge de Fezensac. Bernard de Savardac s'est rendu adjudicataire le 14 Mai 1447. (a. Vacquès. not^{re} Vic. fol 164.)

- Le 1^{er} juillet 1454. noble Jean de Marrens, habitant Montgaillard, emprunte 7 écus d'or à noble Raymond de Montastruc habitant Lannepax, qui est de la compagnie du seigneur de Caballes.

(Chabraris. nob^{re} Vic. f^o 168.)

- Le 3 juillet 1457. noble Arnaud de Marrens, seigneur de Montgaillard vend son moulin de St^e Christine autrement appelé de Saparot, sur le territoire de Bazian à Jean de Roede marchand de Vic, moyennant 28 écus d'or avec faculté de rachat pendant trois années. Sur cette somme il paye en deduction de ce qu'il doit une somme de 17 écus d'or à noble Guillaume d'Aux alias de Stultis, seigneur de Escout.

(Chabraris. nob^{re} Vic. f^o 26.)

- 29 Août 1490. - Contrat de mariage entre noble Bertrand de Marrens, fils d'Arnaud de Marrens, seigneur de Montgaillard et de St^e Christine, et noble Jeannette de Fosques fille de noble Bernard de Fosques seigneur de Jonsac, en Bigorre.

La dot est de mille florins. Les témoins sont Lerson de Baulat seigneur de Baulat, - Bernard de Baulat bachelier en theologie - Sieur Jacques de Ponsan, habitant Dassoues - Jean d'Astain seigneur de Labatut-Liqueria. Jean d'Astain sieur de Casaup - Arnaud Guillaume de Cassagne sieur de Montgerat et Jean de Beon.

(Ponsan. nob^{re} Vic. Reg. 10. fol^o 144)

- 13 Janvier 1559. a Rouillac. La metairie d'Arboue, sise en Miradoux, appartenant a Thibaut de Marrens et Jehanne de Bouraigues, sa femme, seigneur de Montgaillard et des Barthes, donnée en faisande. par Martin Coste leur procureur.

(Guillemete. nobre a Miradoux.)

- Le 24 decembre 1577. Jean de Marrens, seigneur de Montgaillard épouse Jeanne de Saudean. barakère..

- 1631. - Montgaillard.

Le sieur dudit lieu en est seigneur luy vault de lots et ventes 15 livres - du greffe 4 livres. Le droit de taverne et boucherie appartient a la commune et luy vault 4 livres.

Le dixme s'y leve au huit et vault au sieur archevesque deux cents livres. - a l'abbé de Lacaze Dieu 70. livres et au recteur 160. livres - partant le revenu dudit lieu monte 3460 livres.

Le sieur Daignon d'Auch a droit de quartier de 50 livres.

- 22 mars 1634. Deliberation des consuls; les seuls biens nobles de la juridiction sont ceux de nobles Henri de Marrens, seigneur de Montgaillard. - Daniel de Bus sieur de Cartot - Jean Francois de Busca seigneur de Rambot. - Thibaut de Marrens seigneur de St Yort. Le granger de Vié Fezensac. - Montgaillard était dependance de la baronnie de Montesquiou.

Montgaillard.

- La jivade de Montgaillard est réunie en 1650. - Errade, premier consul est allé aux Etats de Vie Régentac où l'on a décidé d'accorder un fouage de 38 sous par feu au commandant des gens de guerre logés à Vie pour éviter qu'ils ne logent dans les communautés de la collecte. Il y a 137 arpens nobles. - On vote 4 sous par arpent d'allivement.

(Séquillen. nob^{re} à Roquebrune)

- 25 Aout 1650. - gazaille pour noble Henri de Narrens seigneur baron de Montgaillard et autres places

(Séquillen. notaire à Roquebrune)

Cette famille de Narrens, seigneurs de Montgaillard, quittent au XVIII^e siècle notre pays pour habiter le Béarn où ils avaient fait alliance.

Un de leurs descendants a vendu en détail la terre de Montgaillard vers l'année 1840.

On trouvera la généalogie des Narrens Montgaillard et l'histoire détaillée de cette terre dans les notes sur Montesquieu, par mon frère Lyprien. Bibliothèque du Capdubarry. 5 volumes manuscrits petit in folio

Montgaillard.

Terre et paroisse au vicomte de Comagne; a eu de le
xiv^e siècle des seigneurs particuliers de vittle noblesse feudale.

- 1172. - Rubens de Montgaillard et Uorice sa femme,
donnerent a l'abbaye de grandsehe le droit de paturage
pour ses bestiaux dans toutes leurs terres. Le 17^e des
Calendes du mois d'octobre 1172.

(M.M. de Doat. tome 5. f^o 137.)

- 1180. Uise femme de R. de Montgaillard donna a l'abbaye
de grandsehe tout ce quelle avait en la paroisse de
St. Laurent et la portion du port de Vadun. Juillet 1180.

- 1186. Raymond lequin (idem. f^o 133.)

de Montgaillard fils de Vital, Geraude sa sœur, Vital fils
de ladite Geraude et othon de Nersac, accordèrent
un droit de paturages dans toutes leurs terres pour les
bestiaux de l'abbaye de grandsehe, ainsi que l'autorisation
de prendre du bois dans leurs forêts. decembre 1186.

(idem. 125.)

- 1190. - Rouge de Montgaillard, Hugues de Sequenville
Vital de Vacquier et Pierre de Dusdille furent temoins
de l'accord par lequel le comte de Comminges ceda
le chateau du Castéra au sire de l'Isle et eut en
echange le chateau de St. Thomas l'an 1190.

(Traume de l'Isle. fol^o 280.)

- 1273. Pierre de Montgaillard, damoiseau, fut témoin de la vente faite au seigneur de l'Isle et à messire Ysaem Lourdaïn, chevalier, par Geraud de Cyrac, damoiseau et sa femme de ce qu'ils avaient aux frès de loco et de garda, en 1273.

(Saum. de l'Isle. f. 1400.)

- 1279. messire Bertrand de l'Isle, évêque de Toulouse, légua 100. livres mortuaires à Pierre de Montgaillard, damoiseau, l'un de ses écuyers en Juin 1279.

(Saum. de l'Isle. f. 96.)

- Lourdaïn de l'Isle, seigneur de Montgaillard, fonde la ville de Viâne, dans la paroisse de St. Marie de Villelongue par acte passé à Montgaillard, le 21 septembre 1284.

- 1290. Vital de Montgaillard, damoiseau, vendit à Bonel de Ramoth des biens situés au château de Bazonette tenus de noble Odon de Preissac, chevalier, par acte passé à Echignac le vendredi après l'Ascension l'an 1290.

(Arch. du comte d'Echignac.)

- 1294. Vital de Montgaillard, coseigneur d'Echignac et de Bazonette fut maintenu dans la justice des deux lieux lorsque Gaston, comte de Fézensaguet jura les coutumes de la vicomté au mois de janvier 1294.

(Montauban. Inv. général. Armagnac. lias. 6. n. 54.)

- 1310. noble homme messire Vital de Montgaillard damoiseau seigneur en partie du château de Gavarnet

et messire Bernard de St Loup, damoiseau, au nom et comme procureur de dame Esclarmonde de Preyssac, sa femme, fille de feu messire Odon de Preyssac, chevalier, frère dudit noble Vital de Montgaillard et dame en partie du dit château de Gavarnet voulant favoriser les censuels et leurs hommes dudit château, leur inféodèrent et donnèrent en emphytéose toute la terre et prés, cultures et incultes qu'ils avaient aux territoires de Gavarnet et de St Christie des deux côtés de la rivière d'Aulost pour paturer, s'y réservant leur moulin sur la dite rivière, l'usage et l'exploitation, à l'exception et charge de payer à la dite seigneuresse par chaque feu une quartie de froment bon beau, loyal et marchand, par acte passé l'an 1310. Philippe regnant en France, Amanieu archevêque d'Auch, parmi les témoins Odon de Latour, damoiseau.

(arch. du château de Navarret.)

- 1314 - messire Bernard de St Loup, damoiseau, comme procureur de dame Esclarmonde de Preyssac, sa femme, un contrat de vente fait entre des particuliers d'un héritage assis en la paroisse St Just de Negolhane dont la seigneurie appartenait à la dite dame Esclarmonde et à messire Vital de Montgaillard, son oncle, paternel, par acte passé à Villeneuve-puis de Miromont le 5^e jour de l'entrée de Mai 1314. Amanieu archevêque d'Auch. Bernard c^{te} d'Armagnac. (arch. ch^{te} Navarret.)

306. Montgaillard.

- 1319. Vital de Montgaillard, damoiseau, fit foi et hommage au comte d'Armagnac, pour ce qu'il tenait de lui en fief à Gavarnet et des biens près de Preysiac, le 11 novembre 1319.

- 1319. Hommage au comte d'armagnac, par Vital de Montgaillard damoiseau, pour ce qu'il tenait à Gavarnet, à cause de sa femme, à Mirumont, Salane, Roquefort, tout le territoire de Balin et casals de l'Enfer, d'Arnavyos, près Nogarolet et tout ce qu'il avait près de Montastruc. le jour de St. Martin de l'an 1319.

(Montauban. Livre vest. Cote C.E. 28. fo. 21.)

- 1328. noble damoiselle Simone fille de feu noble homme Vital de Montgaillard, damoiseau, seigneur d'Esclignac, épousa noble homme Odon de Montaut, damoiseau, coteigneur de Homps, en Comagne, le 10 novembre 1328.

- 1360. noble Vital de Montgaillard, seigneur d'Esclignac, acquit d'Etienne Garafame habitant de Montfort, de biens et droits qu'il avait à Montfort.

(Archives d'Esclignac.)

- Jourdain de l'Isle, seigneur de Montgaillard, reçoit lettres du roi d'Angleterre

(Monluc. III. 121.)

- En 1418. Procédure de Jean de Percin, seigneur de Montgaillard, avec hommage par les sieurs de Caumont et Dasques.

(M^{re} de Lectoure. 228.)

Montgaillard.

307.

- 30 mars 1608. - Josué du Bosquet seigneur de Montgaillard
présent au mariage de Marie de Salaste du Barthes.

- En 1740-1742 Marquante de Percin de Montgaillard, dame
de St. Amans,

Algis de Percin de Labestiere de Durfort. Le mémoire
imprimé contient 1^o la consistance du marquisat de Castel
lejaix où il y avait encore les mesures du château,
sans bois, ni tuiles, situé sur une motte avec fossés.

2^o Denombrement des droits seigneuriaux du domaine
de Bourg. - 3^o de Montastruc, en Bigorre. 4^o de Saintous,
5^o de Fontarilles. 6^o de Vidou - 7^o de Lapeyre.
8^o Libarot. - avec estimation de chaîne de ces terres.

(arch. seminaire arch. Y. 3.)

- 1764. Joseph de grenier de Lechard. rend hommage pour
la seigneurie de Montgaillard.

(arch. Dep^t. Arch. C. 290.)

- 1780. Hommage pour Montgaillard par haut et puissant
seigneur Charles de Percin, marquis de Montgaillard
colonel du regiment de Bourgogne, infanterie seigneur
de Pompaac. et messire de grenier de Lechard.

(arch. Dep^t. Arch. C. 282.)

- Montgaillard et la comere en Comminges, 1669. Renouveau
pour Jean Dastou, sieur du lieu. idem. 1667. —

— Montgardin. —

Terre et paroisse au comté d'Astarac. Eglise sous le vocable de St Bartholomy dependait de l'archidiaconé d'Astarac.

- Cette seigneurie appartenait aux seigneurs de Panassac.

- Voir sur les seigneurs de Montgardin du nom de Benque aux mots - Benque. - Chelan - Viçan et la genealogie de Benque au tome VIII. des pièces diverses sur l'Histoire de la Gascogne dans ma bibliothèque.

- En 1590. cette terre fut vendue, en partie à Jean Abadie sœur de la Rose, par noble Jean Jacques de Verdusan seigneur de Miran, sous faculté de rachat, en même temps que St Germain. En 1600 le dit Jean Abadie acheta moyennant 600^l. la faculté de rachat qui avait été cédée à noble Carbon Dufaur.

- Jehanne germaine d'Espagne-Panassac. femme d'Henri de Noailles vend Montgardin, Loubersan, Panassac, etc. à Lincen de Bazordan. 5 octobre 1592.

- noble Jacques de Verdusan de Miran vendit sous faculté de rachat les terres de Montgardin, St Germain à Jean Jacques d'Abbadie sœur de la Rose.

En 1600 il vend à Carbon Dufaur sœur de Mazerettes ~~de~~ terre de Velleneuve et la faculté de rachat sur Montgardin et St Germain.

au mois d'août de la même année 1600. Carbon

Montgardin.

309.

Dufour cede la toute propriété de Montgardin et St germain
audit abbadié de la Rose moyennant 600^l.

La famille de Vedugan avait bâti aux environs de
Villeneuve en Astarac une chapelle desservie par les cordons
de Mirande. moyennant une rente de deux pipots de
vin, deux sacs de blé et 29 sous.

Cette chapelle fut demolie par les huguenots.

- En 1679. la terre de Montgardin fut saisie sur la succession
vacante de Bazordan. Par transaction de 1689 cette terre est
attribuée en jouissance au sieur Dabadie. En 1730 le curateur
à la succession Bazordan ayant voulu faire exécuter le
decret de saisie de 1679. Dabadie demande l'exécution
de la transaction de 1680 et la distraction de la terre
de Montgardin de la saisie. Les parties qui représentent
les créanciers, Nation et autres consentent à la distraction
provisoire de la dite terre de Montgardin et accordée
par arrêt du 1^{er} Août 1730. à Dabadie. arrêt du
10 septembre 1731. qui prononce la distraction définitive
en faveur dudit Abadie.

- 1760. Cadastre de Montgardin

(Arch. Dep^{te} Auch. C. 226.)

- d'Abadie seigneur de Montgardin.

1756. Decree de dame de Serignac épouse de M^r d'Abadie
de Montgardin.

- 1761. - mariage entre noble Bernad Louis d'abbadie de St germe
Seigneur de Montgardin et de St germe, fils de Henri d'abbadie
Seigneur des dits lieux et de Françoise de Loreux de
Villembitz, et Jeanne Coinette Françoise Bernarde de
Leissan de Marignean fille de Bernad de Narvignan
juge-mage et president presidial de la ville d'auch
Seigneur de Bars, Marsailhan et Moncla, et de Madeleine
Dargnean, habitante d'auch.
- 1790. mort de noble Louis d'abbadie Seigneur de Montgardin
et de St germe.
- 1790. mort de dame Louise de Netmont de Villembitz
decedee en son chateau de Montgardin.

- Montgras.

- Le 29 octobre 1570. Paul de Bonque seigneur de Beaulieu et de
Montgras. épouse Louise d'orlessan de Louges. Il testa le 13 avril
1588. C'est de lui sans doute que parla Monluc. Il avait été enseigne
de 30 hommes d'armes d'ordonnance commandés par M de La Roche
Fontenilles. Il laissa des descendants dont aucun n'est qualifié
seigneur de Montgras.

(Revue d'aquitaine XI. 175.)

— Monties. —

Terre et paroisse au comté d'Astovac. L'église sous le vocable de St Saturnin dépendait de l'archidiaconé d'Astovac.

En 1378. Monties était un lieu important et fortifié, qui fut ruiné au XIV^e siècle par les partis anglais. Cette petite ville avait des foires et des marchés.

Cette seigneurie devint au XV^e siècle la propriété de la famille de Balios. (voir au mot monbardon.)

Marie de Balios, dame de Monties, épousa François de Lasseran. Mastencôme. (voir au mot Mastencôme.)

— 6 juillet 1594. Arrêt du conseil qui adjuge au sieur de Balios, capitaine d'un régiment des gardes, moyennant la somme de 300⁰⁰ écus à charge de rachat perpétuel les deux quarts de la seigneurie de Monties, appartenant au roi. — D'après D. Bruges. François de Balios avait confirmé en 1550. les coutumes de Monties.

Ce Balios, capitaine des gardes est celui que Brantôme nomme dans ses mémoires = le capitaine Valerius =

— 13 août 1669. Jean Darnontis. avocat en parlement procureur de la communauté de Monties par délibération du 10 août 1669 prête serment de fidélité au roi pour la communauté et reconnaissance féodale, quatre consuls qui ont la justice civile et criminelle avec un assesseur de leur choix. — La communauté possède forge et

deux arpent^s autour. Il n'y a aucun bien noble. Les lods et ventes sont au roi; - quote de un sac d'avoine et 10 deniers par arpent par chaque chef de famille feu allumant.
- 15 Juin 1613. - gevaud de Balios seigneur de Monties fils de François de Balios, reçoit serment des habitants et reconnaissance féodale pour la moitié des lods et ventes au denier.

Les fiefs sont pour sa part 18^e. et demi sac d'avoine par feu.

Rappel des coutumes données aux habitants le 12 octobre 1272.

- Alexandre François de St^e Pastou, seigneur de Montardon, Sarcos, Aussos et Monties, en 1762.

Par les coutumes tous les habitants avaient droit de prendre les perdrix et les lievres.

Ils ne payent que la taille qu'ils ont consentie ou celle aux trois cas = rançon du seigneur ou l'un de ses foyers pour le voyage d'outremer - Ils avaient le droit d'avoir un four. - et avaient exemption de tout peage.

— Monties près Maxseube. —

Domaine royal. Justice haute, moyenne et basse en peage avec Mr. de St^e Pastou.

La censive à raison de 10 deniers par arpent autre en peage avec le même St^e Pastou.

Le droit de queste qui se paye a' raison d'un sac d'avoine par feu allumant en parage avec le même.

La rente de 12 deniers due au roi en seul par la communauté a' raison de une maison commune.

Les droits sont affermés avec ceux des domaines de Imorre, Pergeste et las Baigueres moyennant 170⁴ par contrat du 19 Decembre 1768.-

- En 1789, Pierre Louis de Segla, seigneur de Monties.

(Revue de gascogne. XIX. 90.)

— Montiron. —

Terre et seigneurie au pays de la juderie de Verdun, aujourd'hui dans l'arrondissement de Combez.

- Catherine Paule Daignan dame de Montiron prieur de Savie, et du fief de Larrumeau près d'Auch et de Savie.

épousa le 23. octobre 1644. Pierre Jean de Lameran, seigneur de Juncet qui rendit hommage au roi le 25. Juin 1684. et fut maintenue noble en 1687.

Il fit son testament le 24 Juillet 1691. par lequel il institua son fils aîné qui suit et trois autres fils.

Bernard de Lameran seigneur de Juncet de Montiron et de Larrumeau, épousa le 8 février 1689. Marie d'Orléstan, fille de Jean François et de dame Anne

Montiron.

Vendômois. Il fit partage avec ses trois frères le 18 novembre 1692 de la succession de Jean Paul Daignan leur oncle maternel. Il testa le 15 juillet 1715 dans lequel il institue Jean son fils aîné et nomme ses autres enfants. De son mariage vinrent :

1^{er} Jean qui suit.

2^e Paul, capitaine de grenadiers au régiment de Touraine, chevalier de St. Louis, eut pour sa part le domaine de Larumeau.

3^e François de Lamezan, prêtre, eut le domaine de Montiron, près de Gimont.

4^e Marguerite de Lamezan eut 30000^l de légitime épousa Roger de Gavarnet sieur de St. Leon et Caussidières fils de Jean François de Gavarnet et de Marie Dufaur, le 29 août 1720.

III. Jean de Lamezan-juneur épousa le même jour 29 août 1720. Jeanne de Gavarnet, sœur de Roger, mari de Marguerite de Lamezan. Par ce double contrat les deux beaux frères se tirent respectivement quittes des dots de leurs femmes.

Jean de Lamezan n'eut qu'une fille Marguerite de Lamezan, qui épousa le 19 Décembre 1735. Jean Michel de Lamezan-Jalins son cousin éloigné et lui donna vingt huit enfants. dont l'aîné Jean François Bernard est celui qui épousa Mariane Gallois de Mariol.

ed en eut la maison et le domaine de Beaulieu,
précé Miramont. (Mirande.)

Je ne vois pas ce que devint le fief de Montiron qui
n'appartenait pas à Jean Michel, ni à son mariage,
ni à son émigration.

— Montjau. —

Fief sis en Armagnac, entre Nogaro et Aignan, était
la propriété d'une famille du nom de Vergès.

- Arnaud Guilhem de Vergès, seigneur de Montjau. 2 mai
1620. acte Lespied noté à Aignan.

- Bernard de Vergès, seigneur de Montjau dans un acte
Lespied, notaire à Aignan, du 6 septembre 1656.

premier consul d'Aignan. (général. Mont. 33.)

au même acte - Antoine de Vergès seigneur du Plan.

Bernard de Vergès seigneur de Montjau, témoin dans
un acte du 9 septembre 1658.

- Antoine de Vergès seigneur de la Salle, témoin
dans un acte du 8 août 1658.

- Jean de Vergès seigneur de Villac et témoin au
contrat de mariage de Marie de Mont-Duchaux
notaire à Aignan - du 16 octobre 1693.

Il était fils de Bernard de Vergès s. de Montjau et de P. de Mont.

316. Montjau. Montmerle. Montoussé.

Voir au mot Vergès, les seigneurs de Montjau pendant le XVIII^e siècle.

- Montmerle.

Fief en Astavac, sis dans la paroisse de Montardon.

- En 1311, dans la paroisse de Montardon, Bernard V. comte d'Astavac fait donation de la moitié du moulin de Gaujan, à noble Guillaume de Logte seigneur de Montmerle.

(D. Brugères. à la page 341.)

- noble Jean de Bezo, seigneur de Montmerle, en Astavac, est témoin à Vic, le 4 juin 1435. de la vente de fiefs faite à Jean de La Pallière.

(Arch. Vacquier. nob^{le} Vic. fo 246.)

- 12 Janvier 1622. Gaspard de Monbeton, seigneur de Montmerle assiste au château de Flarambel, au mariage de Melchior de St. Pastou avec demoiselle Charlotte de Gelas.

(voir au mot Gelas.)

- Montoussé.

Jean 1^{er}. d'Armagnac rend hommage au roi Charles V. pour la seigneurie de Montoussé.

(Arch. Lau. Fi. 280)

Montoussé,

Montpan,

317.

- 1777. Montoussé - Barthélemy Fournier, seigneur du lieu
(arch. Dep^t Auck. C. 293.)

- 19 septembre 1598. Antoine et Jean de Montoussé
seigneurs de Labathère, en la salle de Labadie, sont
présents au mariage de Odette d'Antias.
(Luat. not^{re} à Lannepax.)

- Montpan. -

Martin frère et curateur de Bernard de Montpan, fils et
héritiers de feu Dominique de Montpan, appelèrent
au roi d'un jugement rendu à la cour du séné de
l'Isle par lequel il était dit que ces dits frères parta-
geraient également les biens de leur père avec
Peironne de Lagras, leur belle mère, veuve dudit
feu Dominique, mère et tutrice de Sanche et Dominique
ses fils et dudit feu Dominique. Les susdits frères
se portent encore pour héritiers de feu Géraud leur
frère le 9^e Mai 1306.

(Laume de l'Isle. f^o 350.)

- 1338 à 1341. Erart de Montpan, servant aux guerres
de gascogne.

(Comptes de D. du Dauch.)

- Dominique de Montpan reçoit un legs de 50 livres

318. Montpellier.

Montpezat.

dans le testament de geaud de Peyensaguet du 21. Avril
1379. -

(galart. 1^{er}. 851.)

- Montpellier. —————

chateau sis en la paroisse de Larroumieu; ce chateau
était le fief originaire de la maison d'Auch au XIII^e siècle
(Revue de gascogne. VI. 185.)

- Le bois de Montpellier sis aux confins des paroisses de
Castelnau, Riquexeu et St. Arrettes. Son partage de la
baronnie en 1472. ce bois fut attribué à la seigneurie
de Bazuin.

Il y avait au sud de ce bois une chapelle ou église sous
le vocable de St. Nicolas, dont il ne reste que des ruines.

Cette église est citée au second cartulaire d'Auch. au
folio. 36. verso.

- Montpezat. —————

Terre et paroisse au comté de Comminges. limitrophe de l'Astarac.
a eu des seigneurs portant le nom de cette terre dès le XII^e siècle.

En 1163. Guillaume de Montpezat et son frère Bernard
de Sanastac sont caution de la donation faite à l'abbaye
de Neodunes par Pierre de Lescane dit Boscat. (Cart. ch. 711)

Montpezat.

319.

- Guillaume de Montpezat et son neveu Bertrand de Samatan
témoins dans une donation à Beudoues. charte 68.

- 1230. Guillaume de Montpezat est témoin d'une donation
avec son neveu Bertrand de Samatan. charte 552.

- Cette seigneurie passe au XV^e siècle dans le main d'une
famille du nom de Carbon.

- Jean de Carbon, seigneur de Montpezat, dit le capitaine
Carbon. cité par Montluc dans ses Commentaires au
Livre I^{er} pages 47 et suivantes.

Lettres de Marguerite d'Angoulême, reine de Navarre, sœur
du roi François I^{er} citant le capitaine Carbon.

Il mourut vers 1536. voir Commentaires Montluc. page 76.

- (voir Doudeau. géographie de Gascogne. page 144. Il confond
cet Montpezat avec ceux du pays d'agénais)

Lachenage. dict. de la noblesse. VI. 98

Anselme II. 661 - Nobiliaire de Loubouze au mot Bon-

Lachenage I. Le seigneur de Montpezat, oncleur testamentaire
de la dame de Tailhas. 30 Décembre 1661.

(voir au mot Carbon.)

- Mathieu de Comminges, seigneur de Peguilhan épousa Marie
d'Aure le 18 Juillet 1519, il eut de ce mariage:

1. Roger de Comminges qui continua la branche des barons
de Peguilhan.

2. Nicolas de Comminges, qui en 1556. eut la seigneurie de

Montperat.

Manicieux. il épousa en 1562. Françoise dame de Montperat et devint aussi seigneur de Montperat. Il eut de son mariage:

1^o Roger de Comminges qui suit

2^o Bernard de Comminges, capitaine au regiment de Chatillon. entretenu en Hollande.

3^o Isabelle de Comminges mariée le 9 Decembre 1586. a Pierre de Sailhac, seigneur de St Marcet.

- Roger de Comminges, seigneur de Manicieux et de Montperat, épousa en 1604. Germaine de Roquefort et en secondes nocces Anne de l'Isle de Pailhas. dont il eut:

Jacques de Comminges, seigneur de Manicieux et de Montperat, marié a Louise de Bordes (Bordes de Comminges et non de ceux d'Armagnac. - Il en eut:

Louis de Comminges, chevalier, seigneur de Manicieux et de Montperat. qui produisit ses titres devant Mr Lepelletier de la Houssaye, intendant de Montauban et fut maintenu noble par jugement de 1698. - Il épousa en 1698. Gabrielle de Monstion.

- 20 Juin 1586. obligation de quatre sacs de bled pour Anne de Montperat, absente, representée par son procureur Benard Daujos, de Fiecamp

(guillemette, not^{re} Mivadoing.)

- Henri IV. au connetable. _____

Mon cousin, le Baron Morel m'ayant fait entendre -

qu'il lui est du tout impossible de faire exécuter les decrets de prise de corps et arrests qu'il a obtenus en mon conseil privé à l'encontre de M^r Pierre Varet conseiller au siege presidial de Toulouse, les barons de Chalabres et Villeneuve, le vicomte de St. girons, le sieur Carbon et plusieurs autres jusques au nombre de 25. ou 30. pour raison de l'assassinat par eux commis en la personne du fils dudit prevost, n'y ayant par de là aucun huissier, archer, ny sergent qui osent mettre les d^{ts} decrets à execution, vous ferez à eux donner main forte. Pan 1607.

Lettre de Henry IV. Tome VII. 473.

Carbon senechal de Nebouzan est tué au siege de St Jean d'angely en 1621. = on fit les approches sans autre empeschement que de force mousquetades tirées dont M^r de La Valette, le comte de Palluau, premier maître d'hotel du roi et autres furent blessés et M^r de Carbon tué. » (Duplessis par erreur l'appelle Carbonnières)

(Gramont. Histoire et Foxtenay-Mareuil. p.p. 471. 510.)

— Bernard de Bon, seigneur de Montpezat est present à l'assemblée de la noblesse de Comminges à Muret en 1789.

Son fils était capitaine au corps royal du genie en 1790. —

Montperat.

- Montperat. — terre et seigneurie au pays d'agenais entre Agen et Castelmoren. — a donné son nom à une famille de noblesse féodale du plus anciennes

(Voyez la généalogie au nobiliaire de Gascogne. tome IV. —)

- Bernard de Montperat. cité dans une charte du second cartulaire blanc d'Auch, année 1243, folio 22. R^o

- Guillaume de Montperat. cité dans une charte du même cartulaire et dans plusieurs actes des années 1263. 1264. 1258. aux folios. 18. R^o et V^o. 30. R^o V^o

- 1319. Bernard de Montperat, damoiseau, fut témoin de l'hommage de damoiselle Gerarde de Gaudous pour ce qu'elle avait à Gaudous. le Jeudi avant la fête de la Madeleine 1319.

(Montauban. livre vert. coté C.C. 28. fol^o 140.)

- 1319. Guithere Raimon de Montperat épousa Gaillarde d'Esclottan, sœur de Bernard d'Esclottan seigneur de Langoiran. par contrat du 10^e Octobre 1319

(coll. Dorat. tome I^{er}. 105.)

- 1325. Arcein de Polastron damoiseau, ayant acquis de Honoria de Montperat femme de Selegim de Frépius damoiseau, la moitié des châteaux de St. Martin Vague, et de Salens, en Corrensaguet, qui avaient appartenu à feu messire Bernard de Montperat, chevalier, en fit hommage au comte d'Armagnac, en présence

Montperat.

323.

Bernard de Montperat, seigneur de La Mothe, et Bernard de Montperat, seigneur de Montperat, damoiseaux, le 13. Juillet de l'an 1219. (Livre Vert. f. 11.)

-1325. Odon de Merenay, damoiseau, seigneur d'Ansan et de Blanquefort, ordonna par son testament que sa fille Asarie fut son héritière particulière d'une somme de 600^l qui lui avait été promise lors du mariage de son fils Odon de Merenay, son héritier universel avec Ahip sœur de Bernard de Montperat; il fit un legs à dame Desirade de Dieupentale, sa femme, par testament du 21 ~~juillet~~ 1325. Charles regnant en France, Jean étant Comte d'Armagnac, et Guillaume, archevêque d'auch.

-1329. Geraud de Montperat, comme procureur du Comte d'Armagnac, emprunta des changeurs des foires de Champagne, et de Brie la somme de 650 livres suivant le serment des gardes des dites foires au mois de février 1329.

(Montauban. papiers non inventoriés n° 38.)

-1345. Jean Comte d'Armagnac donne à Rainfrois de Montperat, 100 livres de rente sur ses biens les moins utiles avec toute justice à la charge de l'hommage en l'année 1345.

(Bureau des finances de Montauban, Comte de
1. Rollet. - liasse C. Histoire coté. 384.)

Montperat.

- 1378. noble homme messire Rainfroi de Montperat, chevalier, frère et héritier de feu messire Amaneu de Montperat, avoua tenir en fief noble du comte d'Armagnac la baronnie de Lagraulot, les parishes de St Pierre d'Arquisan, St Jean de Brencamp, St Michel de Soutanha et de Seignac, le 2 Decembre 1378.

(Montauban, protocole des mayres. n° 11. f° 21.)

- 1379. Arnaud de Montperat reçoit un legs de 50. livres dans le testament du comte de Fezensaguet, le 21 avril 1379. - (Galarod II. 61.)

- 1385. noble et puissant homme messire Rainfroi de Montperat, chevalier coseigneur de Lagraulot et de Nequebouc, avoua tenir en fief noble du comte d'Armagnac la partie qui lui appartenait de la baronnie de Lagraulot le 18 juillet 1385.

(Montauban, petit livre. n° 5. f° 20.)

- 1392. noble homme Jean de Montperat, damoiseau, rend hommage pour la moitié de Montagu, la moitié de Clarac et le quart de Roquetaillade, le 17^e septembre 1392. (idem. n° 6. f° 24.)

- 1390. noble Gerand de Montperat, s'engagea à cautionner le paiement de la somme de 200. francs d'or que messire Odon baron de Montaut, chevalier, devait à noble Thibaut de Lasseran, seigneur de Casaux, pour le prix de la vente que ledit Thibaut lui avait faite de la moitié du lieu de Lussan, par acte veu par Arnaud de

Montpezat.

325.

Jumias, notaire imperial, passé au château de Montaut, diocèse d'Auch, le 6^e septembre 1390. Charles regnant en France, Jean étant comte d'Armagnac et Jean archevêque d'Auch.

- 1397. noble Guiraud de Montpezat, fut témoin du paiement fait par noble messire Odon de Montaut chevalier, seigneur et baron de Montaut et de Corrensaguet, d'une partie de la dot qu'il avait promise à noble Jeanne de Montaut, sa fille, femme de noble Jean de Voisins, seigneur de Coffolens.

(Archives du ch^e de Montaut.)

- Don fait par l'archevêque d'Auch. à Bertrand et Gerard des frères seigneurs de Montpezat.

(Revue de Gascogne. XII. 319. 324. 325.)

- Guillaume Raymond de Montpezat, écuyer, est témoin dans un acte du 15. mars 1394. acte passé à Gondrin.

- 1398. noble Gerard de Montpezat, damoiseau, seigneur de St. Martin Vague avoua tenir en fief du comte d'Armagnac, à cause du vicomte de Comagne, le quart de St. Martin Vague en toute justice le 24 mai 1398.

(Montauban. petit livre n° 6. fol° 175.)

- 1398 noble Odon de Syssas, comme héritier de noble Jean de Montpezat, fit foi et hommage au comte d'Armagnac, pour la moitié du château de Montaut, près

Montperat.

auch et de Clavac, le 7. juin 1398. - (Reg. Hommages. 11. f^o 66.)

- 1398. noble amanieu de Montperat, seigneur de Montperat, fit foi et hommage lige au comte d'Armagnac, pour la moitié de la terre et seigneurie de Lagraulet, en Fezensac, en toute justice, le 10. juin 1398. -

(Montauban. petit livre. f^o 157.)

- 1399. noble amanieu, baron de Montperat, seigneur de Rollen, damoiseau. Bernard de Lermes, B. de La Barthe, Vidal Jaur, et B. Folques, étant au château de Montperat, empruntent 43. deniers d'or. le 30 janvier 1399. Quier. nob. f^o 72.

- 1401. noble arnaud de Montperat, seigneur de Lagraulet, rend hommage pour la moitié de Lagraulet, en toute justice, le 29 mar. 1401. (petit livre. n^o 6. f^o 45.)

- Le même jour il est témoin de l'hommage rendu au comte d'Armagnac, par noble Bertrand de Lerride, pour le lieu de Pançois en Armagnac.

- 1401. noble Bertrand de Durfort, seigneur de Gavaudan et de La Roque Limbaut, en Agenais, donne procuration à noble amanieu seigneur baron de Montperat, pour exposer au duc de Berry, lieutenant général du roi en Aquitaine, que la guerre, la peste et tous les malheurs ont devasté quarante lieux qui lui appartiennent, lesquels sont environnés de toutes parts par les anglais, et qu'il lui est impossible

Montperat.

327.

de soutenir son état, attendu qu'il n'était point payé de ses gages. (22 novembre 1401.)

(arch. de l'abbaye d'Eysses.)

- 1418. - noble Arnaud de Montperat, chevalier, seigneur de Lagraulet, avoua tenir en fief noble et gentil du comte d'Armagnac, la baronnie et lieu de Lagraulet en toute justice. le 31 octobre 1418

(Montauban. livre rouge. fol.° 35.)

même hommage du même le 31 Décembre 1418.

- 1424. - noble Amanieu de Montperat, seigneur de Montperat, et de Madailhan, au diocèse d'agen, avoua tenir en fief noble et gentil du comte d'Armagnac, toute la baronnie de Juniac. en Comagne, qu'il tenait à vie dudit comte, par donation, en toute justice, le 21 mai 1424. (Livre rouge f.° 97.)

- 1425. noble Bertrand de Montperat, rend hommage au comte d'Armagnac, comme comte d'Aure et Magnac, du fief qu'il avait en la juridiction de Quisants. le 1^{er} Juin 1425. (idem. f.° 51.)

- 1476. - noble Charles de Montperat seigneur et baron des lieux de Montperat, Madailhan. St. Livrade etc. donne à cens deux terres situées au territoire de St. Livrade, par acte passé en la maison de Guillaume de Montfort, capitaine de St. Livrade, 11 février 1476.

328. Montperat.

- 1478. - noble homme messire foire Bernard de Montperat, prieur de St^e Livrade. fut témoin de la quittance que noble Aestieu de galard, seigneur de Terraulde, donna a son serviteur, de toute l'administration qu'il avait eue de ses biens par acte veu Mathei. nob^{le} Lectoure le 27 fevrier 1478. folio 12.

- 1480. - noble messire Charles de Montperat, seigneur de Montperat, fut témoin de l'enterinement fait Le 28 decembre 1480. par le senechal d'agenais, des lettres de main levée donnees aux Forges priei Chinon; le 2 septembre precedent, de la saisie des terres de nobles Odet de Noailhan seigneur de Freix, et Jean de Noailhan, seigneur de Villenouvelle, faute d'avoir compare aux ban et arriere ban,

(arch. de M de Noailhan. a Mezin.)

- 1491. - noble messire Guy de Montperat, seigneur et baron de Montperat, en Agenais, donna son avis et consentement, comme parent et anista au contrat de mariage, entre noble Guillaume de Montaut, fils de noble messire Philippe de Voisins, chevalier seigneur baron de Montaut et noble Francoise, fille de noble messire Gerand de Montaut seigneur et baron de Gramont, en presence de Pierre de Montpezat, seigneur de Blagnac. 26 Janvier 1491. Lectour. nob^{le} Lectoure. f^o 276.

Montpezat.

329.

1492. Guy de Montpezat, seigneur de Montpezat, senechal d'Agenais, cotuteur avec Catherine de Montpezat, veuve de geaund de Montaut, baron de Gramont, de Françoise de Montaut fille et heritiere universelle dudit baron de Gramont. Il reçoit le serment de fidelité des habitants du lieu de Gramont. (Lantour. not. a Lectoure.

29. Janvier 1492. fol. 305.)

- 1494. noble messire Guy de Montpezat, seigneur du lieu de Montpezat, comme tuteur, traite du mariage de Seregrine de Montaut, fille de Eudes de Montaut, baron de Gramont, pere de geaund et de Seregrine, avec noble Arnaud de Belista, seigneur de Luciel.

Jean Lantours. not. a Lectoure le 8 Octobre 1494.

- 21 aout 1524. noble Jean de Montpezat, seigneur de Courrensan et autres places, achete terre.

(Daudouin not. a Vie.)

- Honorat de Montpezat, baron de Lagnac, epouse au XVI^e siecle Catherine d'Ecart.

(Lachenay. VII. 319.)

- Le sire de Montpezat, senechal de Poitou, veut attacher la reine. (Danzon. XIII. 18.)

- Jean de Montpezat, senechal de Bazadais, chevalier, gentilhomme de la chambre du roi. Il a pour neveu et niece. - 1^{er} Bernard de Montpezat, seigneur

de St Martory et de Lujan en Magnac. - 2^e Françoise de Montperat
mariee le 27 Avril 1539. a Herard de grossolès, dont elle eut
deux fils morts jeunes.

(Sachenay. IX. 926.) (Anselme IX. 389.)
(voir au mot l'agraulet.)

— Montre. —

On appelle Montre ou Montre la revue passée par les
compagnies de gens de guerre pour contrôler les présents
et leur donner leur solde.

Ce mot n'est plus en usage depuis longtemps, Corneille
dans la pièce du Monteur scene 1^{re} l'emploie encore
comme proverbe.

- Et lui, faute de mieux, un sot pette à la montre.-
à la Bibliothèque nationale il y a un registre de
Montres: qui donne un grand nombre de noms de
Soldats gascons.-

— Montreal. —

Ville ou bastide, située au pays de Condomois, et dépendant
du diocèse de Condom.

L'église paroissiale de Montreal avait pour patron
St Orens. - Ce n'est que depuis le commencement de ce siècle

que cette église fut mise sous le vocable des apôtres St. Philippe et St. Jacques, - l'ancienne fête de Montreal se célébrait le 1^{er} Mai. Or l'ancienne fête de St. Orens se célébrait aussi le 1^{er} Mai. Le jour là était la fête locale. C'est sans doute pour ne pas perdre la tradition de cette fête qu'on fut amené à prendre pour patrons St. Philippe et St. Jacques. Les consuls entraient ce jour là en fonction. Les fabriciens commençaient aussi leur année à cette même date. Le patronage de St. Orens était très ancien et avait précédé la fondation de la ville. En effet le territoire sur lequel la barrière de Montreal fut élevée au XII^e siècle, dépendait de la paroisse de Digne, qui avait St. Orens pour patron. L'église St. Orens de Digne était à 200 mètres environ à l'Est de l'emplacement où les fondateurs tracèrent le plan de leur nouvelle barrière. Après la fondation de Montreal le centre paroissial fut transféré on l'église de la barrière dédiée à Notre Dame, et l'ancienne église de St. Orens de Digne ne fut plus qu'une annexe de Notre Dame de Montreal; cette église de St. Orens a existé jusqu'en 1860 époque à laquelle on voyait encore ses ruines. Elle se trouvait à l'angle formé par la jonction de la route de Gendrin à Montreal, et celle de Condom à Montreal. Il existe à Montreal des registres des comptes de la communauté depuis le commencement du XV^e siècle.

En 1411, on fait de nombreuses réparations aux remparts et aux tours de la ville, à chaque instant arrivent des messages envoyés par les senechaux d'agenais, d'Armagnac et de Basadais.

Ces officiers royaux viennent eux-mêmes à Montreal ainsi que Michel d'Albret. Plusieurs seigneurs arrivent de France, on leur fait fête, on les entoure, on s'informe de la guerre. on fait le guet avec soin dans les tours, de nuit et de jour, car les anglais sont dans le pays, ou du moins leurs partisans, on a appris qu'ils venaient de Bordeaux et que déjà ils étaient aux environs d'auze, de Los, et Castelnaud d'auzan. on achète des armes, arbalètes et cottes de maille.

En 1412 la guerre s'accroît: on fait de nouveaux achats d'armes. on organise une garde bourgeoise avec livrées.

Les anglais courent le pays et le ravagent, enlevant le bétail, ils ravagent une métairie et mettent les barriques en perche, on les trouve surtout aux environs de Condom, à Laeresnigle et à Beaumont et Laureat. Une de leurs bandes, sous le commandement de Nicolas le basque, paraît sous les murs de Montreal, on l'éloigne à prix d'argent. Sire de Castillon, seigneur de Cazeneuve est l'organisateur de la défense. Il a de nombreuses entrevues avec les consuls et les autres représentants des villes de Condom, Miran et autres villes.

on s'entend à Vic et Savarous avec le comte d'Armagnac. on remet en état les remparts, tours et fossés. on expulse

les capots qui doivent aller se loger hors des murs; et paraissent
être fixés auprès de l'église St Orens de Digne.

Le guet est très actif, principalement pendant la nuit; on
garde les remparts et on fait des rondes à l'intérieur. =

Item fu tiemes la neçt que messen dons de Castillon
era sta bella ab xxii. gpanhos per far lo queyt de
fora, e donet los lo matin a beche, costet XVIII. deners.

Les consuls achètent du vin pour héberger les soldats du
guet. = Item crompet meze quartau de faba. ab de la
provezion de la tor de Chic = Item plus compree una
pipa de bin ab de la provezion de la dita tor. =

Pendant ce temps on repare les chemins, on restaure l'église
de Corneillan, on creuse un abreuvoir, on continue un
procès avec l'abbaye de Condom, on fait des achats de vin
ou autres victuailles au comte d'Armagnac et autres
seigneurs, on donne des aumônes aux couvents de Condom.

En 1413, la guerre est plus échauffée, les anglais sont
à Sauro, Bascois, Bretagne, Castelnaud d'Auzan, Labanue
Sot, dans le Gabardan, le Boulonnais, à Mezin, Barbaste,
Corneillan, Gondrin, Etang, Montguillem. Ils entrent à
Montreal, font prisonniers deux jeunes gens, les emmènent,
enlèvent beaucoup de bétail. Leurs principaux chefs sont
Fortaner de Lupé et Dieme arnaud de Bearn, La juvade
de Montreal porte ses plaintes devant le comte Bernard VII.

à Lavaudens, ou au maréchal Boucicaut, à Toulouse, quelques troupes d'Armagnacs poursuivaient les anglais et font presque autant de ravages, les chefs armagnacs sont Gaston de Laugues et Améric de Lanne. — Les habitants de Montreal vont avec les armagnacs assiéger le château de Lorreben en 1418. ils y enserment 80 hommes qui rentrent le soir chez eux.

Les habitants de Montreal se distinguent par leur zèle guerrier dans ces terribles troubles de 1411-1412 et 1418.

(voir les registres consularies de Montreal.)

— Montsaurin. —

Terre et paroisse au comté d'Astuvac. L'église sous le vocable de St' Eupreoe dépendait de l'archidiaconé d'Astuvac.

Les dîmes de Montsaurin étaient perçues par l'abbaye de St' Pe de Genesès.

(Revue d'Aquitaine. XI. 241.)

Montsaurin est actuellement dans la commune de Bazugues canton de Niélan.

Montserié.

Terre et seigneurie au comté de Bigorre.

En 1569, le seigneur de Montserié sauve le château de Mauvesin.

(Montecun. V. 358.)

Le sieur de Montserié est un des 48 assassins de Guise. Au séminaire il y a compte de tutelle rendu en 1625. à Charles de Montserié, par sa mère Françoise de Laman, veuve de noble Jean François de Montserié.

La seigneurie de Montserié appartenait en 1776, à François Bertrand de Laster, conseiller au parlement de Toulouse.

(Arch. Dep^{te} Aude. C. 292.)

Il y avait aussi dans notre pays une métairie appelée de Monsérie appartenant à la famille de Border du Hagit. Jean de Border au XVIII^e siècle s'intitulait seigneur de Monsérie, il a joué un certain rôle à Montesquieu. il était marié à dem^{lle} de Bertrandy.

Montus.

Terre et paroisse au pays de Rivière, dans la juridiction de Castelnaud Rivière Basse.

En 1392, noble Fortaner de Montus damoiseau, seigneur

de Montus avoua tenir en fief du comte d'Amagnac, à cause de la terre de Riviere le dit lieu de Montus, le 1^{er} Septembre 1392.

(Montauban. petit livre. n° 6. fo 56.)

- 1532. Jeanne de Montus, fille du seigneur de Montus, et de Marguerite de Candale, épouse Jean du Coussol seigneur de St Gô.

- N. de Ferragut seigneur de Montus épouse Jeanne de Ferragut d'Estéus. Ils ont pour fille Marie de Ferragut qui épouse en 1728. Antoine du Coussol seigneur de St Gô. -

— Moracin. —

Famille bourgeoise de la ville de Bayonne. Ce Moracin étaient de gros marchands. L'un d'eux fut agent de la Compagnie des Indes en 1754. 1755. Il était gouverneur de Mazulipatan.

(Voyez Memoires de Duplex. passim et pièces justificatives pages 35. 63. 75.)

Cette famille avait acquis à prix d'argent la terre et seigneurie de Ramousens.

(voir mon registre des Emigrés. fo 141.)

(voir au mot Ramousens.)

— Moret. —

Famille de noblesse, ancienne originaire du pays de Marsan
qui a possédé des fiefs dans la juridiction d'Auze.

- 1209. noble Bernard de Moret est compris dans l'état de
ceux qui tenaient fiefs dans la vicomté de Marsan à
cause de la baillie de Rochefort. Ledit état attaché à
un cahier d'hommages de l'an 1209.

(Archives de Pau.)

- 1319. Ramon de Moret, damoiseau, avoua tenir en
fief du comte d'Armagnac, tout ce qu'il avait à Cres.
le dimanche après l'assomption 1319.

(Montauban. livre vest. cote C.C. 28. fo. 25.)

- le 1^{er} février 1372 Guillaume de Moret rend hommage
(Monlaur. III. 287.)

- 1391. Gaillard de Moret, damoiseau, du lieu de Castelnaud,
avoua tenir en fief et hommage du comte d'Armagnac,
son territoire de Moret, avec des casals à Madiran.
le dimanche après l'assomption 1391.

(Livre vest. cote C.C. 28. fo. 25.)

- 1392. noble Bernard de Moret, damoiseau, avoua tenir
en fief noble du comte d'Armagnac au cause de la
terre de Rivière tout ce qu'il avait à Hores et à Belloc.
le 28^e septembre 1392.

(Petit livre N° 6. folo 57.)

- 1418. noble Amaud Ramon de Moret, avoua tenir en fief noble et gentil, du comte d'Armagnac, a cause de la Monté de Rivière, plusieurs maisons, terres a Castelnau Rivière basse. le 1^r decembre 1418.

(Livre rouge. fol^o 136.)

- 1418. noble Bernard de Moret, avoua tenir en fief noble et gentil du comte d'Armagnac, son hotel de Moret, au pays de Rivière basse, avec basse justice le 8^e decembre 1418.

(Livre rouge. fol^o 139.)

- 1445. Ramon de La fite, habitant Castelnau de Rivière basse, au diocèse de Tarbes, voulant reconnaître les services qu'il avait reçus de noble Dominique de Moret, seigneur de Montus, en ladite terre de Rivière, et en consideration de l'affection particulière qu'il lui portait, lui ceda tout le droit de propriété et autres qu'il avait en un pré et un ruisseau appelé de Laet dans les dependances de Montus et sur lesquels ledit Dominique avait construit un moulin. le 19 fevrier 1445.

- noble Jean François de Moret, habitant Eauze, maria sa fille Paule de Moret. le 31 mai 1657.

et 9 juin 1657 en l'église de St. Pierre de Magnan (Léran) a Antoine de Berbecaup.

Une autre de ses filles était mariée a M^r d'ayria fils de M^r de Lacabane.

Moret.

Moreze.

339.

Jean François de Moret est qualifié de seigneur de Doat.
Le 29 avril 1694. - Saulx de Moret de Forbeaux fait son
testament au château de Doat.

(Revue d'Aquitaine X. 513.)

Moreze.

- 1371. noble messire Auger de Moreze, chevalier, seigneur
de Moreze, fut présent au contrat de mariage de
noble messire Raimery de Narbonne, chevalier seigneur de
Calayren avec Contance, fille de noble Gaston de Lévis,
chevalier, seigneur de Loran; en présence de plusieurs
nobles, barons et seigneurs, leurs parents et amis. Le
17 juin 1371.

(archives du château de Marsan.)

- 1388. noble Arnaud de Moreze, damoiseau, fut témoin
de la confirmation des privilèges de la ville et commune
de Lectoure par le comte d'Armagnac. le 16 Mai
de l'an 1388.

(Montauban, petit livre n.º 5. fol. 36.)

- 1398. - noble homme Arnaud de Moreze, est présent
au serment de fidélité fait au comte d'Armagnac
par les consuls et habitants de Lectoure le 15 mai 1398.

(archives de l'hôtel de ville de Lectoure.)

— Normès. —

Terre et paroisse au comté d'Armagnac, l'église sous le vocable de St. Clair dépendait de l'archidiaconé d'Armagnac.

Cette église est citée dans une charte du Cartulaire noir de St. Marie au folio 38 verso. —

- 1401. - noble homme Maurice de Normès, fit foi et hommage au comte d'armagnac, pour raison des terres de Cèzan, Lavardens, Castéra-Vieux et Malberne l'an 1401.

(Montauban. armagnac. liasse f. n° 81.)

- 3 Juin 1411. Pierre de Normès, official du diocèse d'Auch.

(Nonleron. IV. 142.)

- 21 mars 1475. Transaction entre noble Carbon de Latriau, seigneur de Normès, qui avait fait construire l'étang et le moulin de Mamousse sur son territoire de Normès, et noble Bertrand de Bernede, seigneur d'Arblade et du territoire de Barcaules, qui se plaignait que les eaux de l'étang inondaient des terres dépendantes de son territoire de Barcaules.

(Cette transaction est notée au mot Barcoles.)

- 20 novembre 1479. Christine de Bernede, dame de Normès, assiste à l'assemblée de la noblesse du comté d'Armagnac tenue à Nogaro.

(Nonleron. V. 15.)

- 9 Avril. 1485. Au lieu de Barbotan, en la baronie de Maulichères, noble Aymerie de St Hilaire seigneur de Barbotan et Christine de Bernede; sa femme, seigneresse de Barbotan et de Normès, ont vendu à noble Castrol de Lupé, chanoine et custode de Nogaro, un moulin sis en Normès, avec sa peselle et ses dependances, situé sur la rivière de Midouste, pour 120 sours d'or à 18 sous par sou, par acte veu Guillaume Cobeet notaire de Nogaro, à reméré. Et le même jour 9 avril, ils vendent pour 100 sours à Pierre de Bancos, bourgeois et marchand de Nogaro, le droit de reméré et l'étang du moulin de Normès. Le tout devant l'hommage et serment de fidelité au seigneur d'Ablade-Comtal, sous le service d'une paire de gants blancs à chaque mutation de seigneur. Pierre de Bancos promet de revendre. En compensation, le même jour, Aymerie de St Hilaire vend à sa femme son moulin appelé moulin Coppe, dans la vicomté de Juillac, dependances de Casauben, moyennant 220. sours.

(Chartanet. not. à Nogaro.)

- au XVI^e siècle Bertrand de Barbotan seigneur de Normès épouse Catherine de Montezun Projan.

(Parchement. XIV. 357.)

- Jean, de Normès, marchand de Barcelonne est

présent le 4 mars 1574. au mariage de Louis de Barbotan,
avec Rose de Benquet,

- 23 Janvier 1601. Dans le château noble de Normès, obligation
pour noble Bertrand de Barbotan, seigneur de Normès.

Pendant la même année autres obligations pour le même.

- 1603. Jean Ayquelbere, recteur de Normès

1605. - obligations en faveur de nobles Bertrand de Barbotan
seigneur de Normès, Louis de Barbotan seigneur de
Daumain, et Louis de Barbotan sieur d'Argotte,

- 11 Juin 1613. noble Bertrand de Barbotan seigneur
de Barbotan et de Normès. transporté à noble Jean
de Mesmes, lieutenant du grand maître de
l'artillerie de Guienne, seigneur de Patience, et autres
lieux, absent, 500 ours d'or faisant 1500 livres
tournois qui lui sont dus par Guy de Gabart
seigneur de Roquefort, de Marsan, par obligation
du 8 Octobre 1601.

- 1^{er} septembre 1613. Bertrand de Barbotan
donne à bail son moulin de Normès.

1606 - nombreuses obligations pour le même.

- 22 Juillet 1606. Antoine de Barbotan, sieur
du Couraillet est fermier des dîmes du prieur
de St. Mont, au terroir de Daumain.

- 1^{er} Novembre 1606. Antoine et Bertrand de Barbotan

seurs de Couralet somment ^{me} Aygubère curé du Faulga (Le Houga) de leur déclarer si, il y a trois mois, il n'a pas reçu pour le publier un monitoire lancé contre eux, à la requête de noble Louis de Barbotan seigneur de Daunian, à cause du meurtre et assassinat fait à la personne de feu Jeanne d'Orbezan, mère dudit seigneur de Daunian. Le curé Aygubère répond que ni lui, ni son vicaire n'ont jamais reçu ce monitoire et n'en ont jamais ouy parler.

- 1608. nombreux actes pour B. de Barbotan seigneur de Normès.

- 8 Juillet 1612. Les habitants de Normès poursuivent en justice de l'officialité le sieur Aygubère, recteur du Houga, et Jean Montaubert, recteur de Normès, qui ne font pas l'office régulièrement dans l'église de Normès.

- noble Bertrand de Barbotan, seigneur de Normès, cède une créance à Raymond Bernard de Barbotan

- 1615., obligations pour le seigneur de Normès.

- 8 février 1615. - noble Bertrand de Barbotan, seigneur de Normès, cède à son gendre Antoine Arnaud de Pardaillan, seigneur de Las Lécures, en paiement de la dot de sa fille, une somme de 2500^{fr} que lui ait due par un habitant de Nogaro.

Nestrand de Darbotan seigneur de Normès était marié à Catherine des Poy.

- 1^{er} septembre 1615. - Quittance du reste de la dot de Diane de Darbotan, femme de Antoine arnaud de Pardailhan, seigneur de Las.

(La Peyrie, not^{re} à Nogaro.)

- La terre de Normès, dependante de la famille de Darbotan est attribuée en partage de famille, par arrêt du parlement de Provence du 3 février 1621. à Nestrand de Darbotan fils de Louis de Darbotan et de Jeannette de St Julien.

- Armand de Normès St Hilaire, officier d'artillerie, en 1663 - Dregadier des armées du roi 3 mars 1693, marechal de camp en 1702.

Lieutenant general le 26 octobre 1702.

- En 1675, ce Normès de St Hilaire fut blessé auprès du marechal de Lurenne à Salzbach.

(voir genealogie Cadignan. p. 56.)

- M^r de St Hilaire qui eut le bras emporté par le boulet qui tua Lurenne se nommait Pierre Mormez, seigneur de St Hilaire, lieutenant general de l'artillerie de France.

Dans le contrat de mariage du 10 Août 1710, entre Charles Duploup, avec Jeanne de Gersbous,

a Condom. et été Armand de Mormez St Hilaire,
Lieutenant general des armées du roi, grand croix de
l'ordre royal de St Louis.

(Revue d'aquitaine. V. 121.)

- Voir memoires de St Simon, Tome XIII. p.p. 151. 152. sur
M^r de St Hilaire - Mormès, nommé au conseil de guerre
chargé de l'artillerie.

- Notice sur la seigneurie de Mormès, appartenant
à la famille de Barbotan.

(Revue de gascogne. XX. 342.)

- Bompar de Barbotan, seigneur de Mormès. Voir
Cauna, armorial des Landes. I. 117.

- 22 Janvier 1728. messire Jacques de Barbotan, seigneur
de Mormès, Barbotan, Carritz et autres places habitant
le château de Mormès. passe un acte.

(Ducastaing not^{re} au Houga.)

- Le 3 Mai 1748. le même vend un lopin de terre.

(Ducastaing not^{re} au Houga.)

- 31 Decembre 1750 et 26 avril 1752. obligation en
faveur de messire Jacques de Barbotan, seigneur
de Barbotan, Mormez, Carritz, habitant St Sever.
obligation de 300^l.

- 18 Janvier 1761. quittance pour messire Jacques de
Barbotan, seigneur de Barbotan, Mormès, Carritz etc.

habitant actuellement le château de Normès.

(Ducastaing, not^{re} à Nogaro.)

- 19 Janvier 1764, messire Clair Joseph de Barbotan
seigneur de Normès, accepte obligation.

(Dartier, not^{re} Nogaro.)

- 10 avril 1769. - achat d'une pièce de terre vendue par
messire Jacques de Barbotan, seigneur de Normès,
habitant au château de Normès.

(Ducastaing, not^{re} à Nogaro.)

Mouchan.

Terre et paroisse au comté de Fezensac. L'église sous le
vocable de St. austregilde, dépendait de l'archidiacone de
Pardailhan. - Cette église est citée dans une charte du
second cartulaire blanc au folio 36. - L'église de la
paroisse était sous le vocable de St. Pierre.

- Eglise de Mouchan. (Revue de gascoigne. XI. 513.)

- acte du 4 Avril 1295. - l'archevêque d'auch et seigneur
par indivis du lieu de Mouchan.

(Monlerun. VI. 415.)

- Seigneurie de Mouchan avec seigneurie dépendant du
prieuré de St. orons d'auch. La seigneurie dudit lieu

Mouchan.

347

cède au Roi par proposition par acte de l'année 1307.

Au mois de Mars 1307. le prieur de Montaut et le prieur de Mouchan sont chargés par le prieur de St Orens de conclure une transaction avec Pierre de Blanose et Hugues de Lères. (Hist. du Languedoc. 28. chap. 2.)

(Dom Brugèles page 125) (Revue d'Aquitaine VII. 181.)

- 17 février 1393. Sans du Pont et Guillaume de Corneillon consuls de Mouchan afferment la vente du m^{is} à la criée moyennant 13. florins.

(acte du not^e de Gondrin.)

- 25 août 1394. Jean. doyen de Mouchan, donne pour 6 florins d'or pour une année l'église de St André de Castède, à M^{re} Agnès Martin. prêtre.)

(not^e de Gondrin)

- 7 Avril 1399. Jean de Gardère, doyen de Mouchan, lausime une vente.

- 23 Janvier 1400. Geraud de Baillheries, seigneur de Mouchan, lausime une vente.

(Mathey. not^e à Gondrin.)

- 7 Avril 1400. Jean de Gardère, doyen de Mouchan, loue et ratifie la vente d'une prairie sise en la paroisse de St Pierre de Mouchan.

(Mathey. not^e à Gondrin.)

- 26 avril 1434. Venerable et discret homme d'ancien

348. Mouchan.

de Verges (aysier de Vindario), moine de l'ordre de Cluny, presente à Fr. de Fourcade (de Forcata) moine de Cluny, des lettres patentes par lesquelles Pierre de Ranico, docteur en theologie, prieur du prieuré de Montaut explique que le decanat de Mouchan appartient au prieuré de Montaut. Jean de Fourcade met Arseu de Verges en possession de l'église de Mouchan. Arseu donne de suite, par acte subsequent, le dit decanat à plusieurs pour affermer les revenus.

(Notelle. not^e as gondrin.)

- 19 Juin 1439. Religieux homme Bernard de Aguzan, moine de l'ordre de Cluny, doyen du decanat de Mouchan, donne en ferme pour 30. écus d'or la moitié des bleds qui sont le revenu du decanat.

- 28 Juin 1437. M^r Bertrand Cabanery, recteur de l'église de Mouchan,

(Notelle. not^e Gondrin.)

- 27 Juin 1460. L'archidiaque de Pardailhan, afferme les quarts de Mouchan, moyennant 16 écus d'or.

- 5 Decembre 1464. M^r Bertrand Cabanery, recteur afferme pour 6 écus, la moitié des produits de la cure de Mouchan.

(Parage. not^e Lannepap. f^o 52.)

- 20 octobre 1484. Aymeric Dufaur (de Fabro)

Mouchan.

349.

recteur de l'église de Mouchan, passe un acte à Vie

(J. Sonson. not^{re} Vie. f^o 59.)

- 30 Juillet 1506. La dîme de Mouchan appartenant
au chapitre d'Auch. et affermée 51 eues comptant 110.
ardits par eue,

(J. Sonson. not^{re} Vie.)

- 2 Avril 1524. noble et discret guy de Carbonnières
doyen de Mouchan, habitant Fans, au diocèse de
Sarlat, donne à rente son decanat de Mouchan pour
septingt dix livres tournois par année,

- 10 avril 1524. M^r Pierre Odgier, recteur de Mouchan,
donne sa cure à ferme pour 50 eues à 110 ardits.

(Cavaret. not^{re} à Gondrin.)

- 1563. noble Jeanne de Bezolles, dame de Mouchan,
accepte une obligation de 30^{tes} pour rente de 9.
cartaux de bled froment, mesure de Condom. faite
à Guilhem Costol, habitant de Gondrin.
à cet acte est joint l'autographe qui suit:

- Annautonnet vous avez reteneu ung oblige' de
« moy et guilhaume Conso bo... etc. »

le 24 avril 1563. =

à bien vostre

Jeanne de Bezolles.

(Annautonnet. not^{re} Gondrin. f^o 32.)

350. Mouchan.

- 20 avril 1589. Testament de M. Arnaud de Fois, prieur, recteur de Mouchan.

(not^{re} de gondrin.)

- 15 Juillet 1615. - Astrand Larmesade, recteur de Mouchan, passe un acte à Gondrin.

- La seigneurie de Mouchan appartenait au commencement du XVII^e siècle à un cadet de la maison de Bezolles, connue sous le nom de M^r de Mouchan, il était lieutenant de la compagnie des maréchal de Roquelaure, et fut tué en 1631 au siège de Conneris.

(Monherun. V. 498.)

Jacques de Bezolles seigneur de Mouchan, maréchal des logis de la compagnie de 100 hommes d'armes de Lesdiguières.

- Le comte de Mouchan, cadet de Bezolles, tué au combat de Clairac en 1622.

(Duplex. V. 215.)

- 1631. - Mouchan.

Le sieur comte de Bezolles en est seigneur qui tire des lods et ventes 60. livres - de la baillie deux boisseaux

Le dîme se leve au diocèse et vault au sieur de Pujon, de la ville d'Auch. d'affirme 100 livres - au recteur 300 livres - à l'archidiacre de Padoillan 20 livres.

portant le revenu dudit lieu monte 7.200. livres.

Les dames de Vaupillon y levent droit de

quatre gerbes et luy vault douze boisseaux, et au sieur
evêque de Condom de centisme gerbes et luy vault quatre
boisseaux de bled.

Le droit de taverne est à la communauté et vault migt sol.
— Le comte de Mouchan, mousquetaire de 1688 à 1692.
ses services.

En 1688. sort des mousquetaires pour entrer capitaine au
regiment de Bouleonnais, prend part à toutes les campagnes
qui sont détaillées. (biog. de Narac. Samazeuilh. p. p. 147, 148.)

Colonel en 1708. tué le 27 juin de la même année à Tortose.

— Suite des Seigneurs de Mouchan. —

— Jean, seigneur de Bezolles, de Beaumont, de la graulas de
Mouchan, d'Aguetons et Paule de Narbonne. Fimarcon,
sa femme, habitant au château de Beaumont, marient
leur fille Marguerite, par contrat passé au château de
Beaumont le 27 novembre 1611. à Jean de Castillon,
chevalier, seigneur et baron de Mauvezin, de Carboste,
Escout et Cocutlante, fils dependants de l'Albret.

Elle eut en dot 18.000 livres tournois et vivait encore
le 3 Janvier 1637. Elle apporta la terre de Mouchan
dans la famille de Castillon. Ils eurent:

1^{er} Michel. 2^e du nom.

2^e Bernard, qui a été apanagé de la seigneurie de
Mouchan, mais qui mourut sans postérité avant le 27 février.
1655.

La seigneurie revint ainsi à son frère Michel de Castillon, qui va suivre

3^e Jeanne de Castillon mariée avant 1655 à Octavien de Masparault seigneur de Bay et Terraston, dont une fille Madeline qui épousa en 1664 Bertrand de La Motte Lambert seigneur de La Motte et de Rouetz.

4^e Marie de Castillon femme de François de Jézeu seig^r de St Geme.

— Michel de Castillon, baron de Mauvezin, seigneur de Carboste, Lescout et Loutfante, au duché d'Albret, devenu seigneur de Mouchan par succession de son frère, fut à 21 ans, enseigne de la compagnie colonelle du régiment de Colonges et servit en cette qualité en Hollande sous les marchaux de Brezé et de Chatillon, Il servit comme capitaine en 1638 au siège de Pontarabie, sous le prince de Condé. Il était gentilhomme de la chambre du roi: le 5 Janvier 1637. il épousa Françoise de Cous fille de feu Jean Jacques de Cous, seigneur de la Regaudié et de Jeanne du Comte, et nièce d'Antoine de Cous, évêque de Condom et conseiller d'Etat qui lui constitua en dot 17000 livres. Michel de Castillon, seigneur de Mouchan, passa une transaction le 14 Novembre 1643. avec Antoine seigneur de Cous, lieutenant au régiment de Navarre, son beau frère.

Michel ne vivait plus le 1^{er} mai 1669. sa femme était morte le 12 novembre 1659. - leurs enfans furent:

1^o Jean mort avant le 8 Juillet 1708. laissant

postérité de Marguerite de Malignan, sa femme.

2^o Joseph de Castillon, prêtre, docteur en Théologie, prévôt de la cathédrale de Condom. nommé le jour de la Toussaint 1710. abbé de Flaran.

3^o Jean François de Castillon, héritier de Mauvezin Courbais et la Coutzante, qui ne ne marria point, commanda la noblesse de l'arrière ban de la sénéchaussée d'Albret en 1707. D'un grand renom de sagesse et de probité.

4^o Jean de Castillon, qui eut la terre de Mouchan.

- Jean de Castillon, connu sous le nom de comte de Mouchan, entra dans les mousquetaires en 1672. Il se distingua au siège de Maestricht en 1673. Fut nommé sous-brigadier en 1674. Il servit en cette qualité pendant treize ans.

Il fut à Senef en 1674. aux sièges de Denain, de Huy, et de Limbourg, en 1675, de Conde, de Bouchain et

d'Aire en 1676. de Valenciennes et de Cambrai en 1677. de Quesnoy et d'Ypres en 1678. - A l'armée qui

couvrit le siège de Limbourg, en 1681. - nommé en 1687. capitaine au régiment de Bourbonnais. Il

commanda sa compagnie aux sièges de Philipsbourg,

Mouchan.

de Manheim et de Frankenthal en 1688. A l'armée d'Allemagne sous le maréchal de Duras en 1689, 1690 et 1691. Il obtint en 1692 la compagnie de grenadiers du même régiment qu'il commanda au siège de Namur et à la bataille de Stein Kecke la même année; à celle de Newinden et au siège de Charleroy en 1693, - à la marche de Vignemont, au pont d'Espreme en 1694. au siège de Drupelles en 1695, - à l'armée de Flandre en 1696. et 1697. au camp de Compiègne en 1698.

S'étant remis de sa compagnie de grenadiers en 1700, il passa à Naples avec le roi d'Espagne et le retourna en 1702 à la bataille de Luzzara, à la prise de cette place et de Borgo forte. - Rentré en France, il fut nommé le 7 Janvier 1703. colonel reformé à la suite du régiment de Bourbonnois: servit en qualité d'aide major général de l'armée d'Allemagne, aux sièges de Brisach et de Landau, et à la bataille de Spire la même année; et à celle d'Hochstedt en 1704. fut nommé le 30 Octobre major général de l'infanterie de l'armée d'Espagne.

Le 2 Avril 1705. il passa colonel reformé à la suite du régiment d'Orléans. servit comme major général aux sièges de Gibraltar et de Barcelonne: fut créé brigadier d'infanterie le 4 Octobre de la même année.

Se trouva a la prise de Carthagene en 1706. a la bataille d'Almanza le 25. avril 1707. Fut nommé colonel d'un regiment le 11 mai 1707. prit le commandement, d'après Couralles du regiment de Sillery. qui prit le nom de Mouchan. Ce n'est pas exact, c'est le regiment de Baumelay, levé en 1706. qui fut donné le 11 mai 1707 a Jean de Castillon, comte de Mouchan.

Le comte de Mouchan continua de servir comme major general, au siege de Lerida et a celui de Tortose où il fut tué le 25 juin 1708. regretté de toute l'armée. Il était alors gentilhomme d'honneur du roi d'Espagne Philippe V. - Le comte de Mouchan ne s'était pas marié, - Marguerite et Louise de Castillon, ses sœurs furent religieuses au couvent de Mezin fondé par Marie de Castillon, leur tante.

La terre de Mouchan passa a un neveu Jean François de Castillon, seigneur de Mauvesin, la Salle, Carbotte, et Coatsarte, lequel était alors capitaine au regiment de Bourbonnois où son oncle avait si longtemps servi.

Par contrat du 23. février 1702. il épousa Marie de Faulong, fille de Jean seigneur du Bose des Nautes, ancien capitaine au regiment de Bourgogne-Casabois, et d'Isabeau de Gerbous de la grange.

On voit Jean François de Castillon rendre hommage

Mouchan.

au duc de Rouillon, alors duc d'Albret le 11 mai 1726. pour Mauvezin et Coatzante. Il vivait encore le 10 Juin 1743.

La femme ne mourut que le 16 février 1762. De leur mariage, naquirent douze enfants. Leur septième fils Michel de Castillon eut en partage depuis 1743. la seigneurie de Mouchan. Il était né le 26 février 1717.

fut capitaine d'infanterie aux régiments de Montboisier, de Vaubecour et de Joyeuse, devint Lieutenant Colonel du régiment d'Aunis, puis du régiment de Bassigny, fut nommé chevalier de St. Louis et se retira du service en 1788. avec le bon de brigadier des armées du roi. Il avait toutes les campagnes de la guerre de sept ans. - Le 16 Mars 1755. il avait épousé Marie de Campagne de Basjonneau dont il eut:

1^{re} Dominique de Castillon, qui suit;

2^e Marie de Castillon, née 17 octobre 1759, mariée le 31 Decembre 1781. à Jean, comte de Melignan, seigneur de Brignan, gouverneur de Megin.

- Dominique de Castillon, dit le vicomte de Castillon, seigneur de Parron, du vivant de son père, né le 13. Août 1771. entra page de la grande cour du roi, le 1^{er} avril 1787. et en sortit le 31 Mars 1790.

Il s'est offert la même année pour otage de Louis XVI. et a émigré au mois d'août 1791. Il a fait la

Mouchan,

357.

campagne de 1792 dans la 2^e compagnie noble d'ordonnance
à l'armée des princes frères du roi, suivant diplôme du
comte d'Artois, date d'Osnabrück le 1^{er} mars 1795.
et un certificat donné par le colonel vicomte de Brons
en date du 26 avril 1793. Il servait en même temps
que son cousin Joseph de Castillon, baron de Mauvezin.
Dominique de Castillon a fait la campagne de Quiberon,
s'est trouvé à la désastreuse journée du 21 juillet 1795.
servant en qualité de cadet gentilhomme dans le
régiment du prince de Rohan, suivant le certificat
donné par ce prince le 1^{er} février 1796. — Il est rentré
en France au mois d'août 1801. et il a épousé le
19 octobre 1802. Françoise Eleonore de Lauziere de
Moncault, fille de Claude de Lauziere baron de Moncault
et de Louise de Lupé du Garanno, de ce mariage.
Louis Joseph Marie Nercé de Castillon, vicomte de
Castillon, né le 2 août 1803, élève du collège de
Ponlevoy en 1817. et reçu en 1822. chevalier de l'ordre
chapitral d'ancienne noblesse des 4 empereurs et
du lion de Holstein-Limbourg dans lequel sa
mère avait été reçue.

— autres sœurs de Dominique de Castillon Mouchan:

3^e Louise Françoise de Castillon née le 10 novembre
1764. entrée à St Cyr en 1778. elle y est morte.

4^e Marie Anne de Castellon, née le 28 août 1768. entrée
à St Cyr en 1778. - mariée le 19 novembre 1805 avec
Jean Amable Baltazar de Coppinot, chevalier seigneur
et baron de La Barrière, ancien garde du corps du roi.

En 1748. Mouchan avait pour seigneur M^r de Maniban
(arch. Dept^e Auch. C. 975.)

- En 1756. le marquis de Maniban, seigneur de Mouchan.
(voir au mot Maniban.)

Mouches.

Terre et seigneurie au pays d'Angles, l'église sous le vocable
de St Julien, dépendait de l'archidiaconé d'angles.

Il y avait anciennement un prieuré important, cité dans
plusieurs chartes du XI^e et XII^e et XIII^e siècle. - ainsi
désigné = ecclesia sancti juliani de monasterio seu
de moster. = Cartul. noir folio 20 v^o et second
cartulaire blanc. folio 36. Recto.

Cette seigneurie appartenait aux barons de Montequieu.

- Mouchès - année 1634.

Le sieur comte de Gramaing (Gramail, adrien de
Montuc, baron de Montequieu) en est seigneur et
releve du sieur archevêque d'auch.

Le dîme se leve dans la moitié de la paroisse

Mouchès,

359.

au sept et dans l'autre au neuf et vault au syndic du chapitre d'Auch trois cens livres pour son quart. Lequel outre cela a deux pepyots de vin, quarante livres d'argent et demi sac de felvres qu'il tire du dixme de Carrole.

L'archidiaque d'angles y lève, compris ce qu'il prend à Carrole cy apes, la somme de huit vingt livres, la valeur de la dite paroisse monte sur le pied de quatre cens livres, a la somme de quatre mil livres. Il y a dix huit feux.

Il y a un fief appartenant audit seür Comte de Gramail, vallant douze livres de rente.

La charge en ce lieu est composée de trois sacs et vault neuf livres. et le pepyot de vin, vault vingt deux livres.

(Bibl. natle M. M. H. fr. 24056.)

- 1748. - Le duc de Rohan, seigneur de Mouchès.

(Arch. Dep^{te} Auch. C. 275.)

- 1777. - M^r Jean Baptiste Come, curé de Mouchès, Lamajane et de Carrole, ses annexes, fut en procès en 1777. avec les habitants pour la quotité de la dîme.

Depuis vingt trois ans qu'il était curé il percevait la dîme de une gerbe sur sept. Les habitants ne voulaient la lui payer que de une gerbe sur dix.

360. Mouchès.

Moudens.

Mourede.

Il gagna son procès après enquête et contre enquête.
on voit dans le mémoire que le chapitre de St Orens
prenait une part des dîmes dans certains parsons.
La dîme du blé était la seule qui fût due
dans la paroisse.

— Moudens. —

Famille ancienne de la ville de Lanneprex. —

- En 1432. Jean de Moudens, habitant Lanneprex,
achète une pièce de terre.

- 12 février 1432. Jean de Moudens, habitant Lanneprex
vend à Guillaume de Fite, prêtre et recteur de
Moudens, une pièce de terre sis en Lanneprex.

(Arnaud Vacquier. not^e a^e Vic.)

— Mourede. —

- Bastide fondée en parage conclu entre Bernard VI. comte
d'Armagnac, le baron de Pardailhan et Etienne de St Jean
de Lupat, abbé de Lacaze Dieu, en 1286.

Peglie sous le vocable de St Orens. dépendait de
l'archidiaconé de Pardailhan.

Voit l'inventaire de la l'eglise Dieu. folio. 387.

La seigneurie appartenait en partie à une branche des
Pardailhan du nom de Podenas, des seigneurs de Maruambat.

- En 1335. noble messire Pierre de Podenas seigneur de Mouredé.

- 1377. messire Arnaud de Junat, chevalier, fut présent
à l'hommage que Pierre de Podenas, fit au comte d'Arma-
gnac, comme comte de Figeac, pour ce qu'il tenait
à Mouredé, à Vic le 24 mars 1377.

(Montauban. Hommages. n° 52.)

- 1384. noble homme Pierre de Podenas, damoiseau,
conseigneur de Mouredé, fit foi et hommage au comte
d'Armagnac pour raison de ce qu'il tenait de lui en fief
le 10 octobre 1384.

(Reg. d'Hommages d'Armagnac, n° 13. fol. 13.)

- Le 26 avril 1614. Hugues Dufaut, prêtre et recteur
de Mouredé est témoin d'une donation faite par acte
passé à Justian.

(Libraire. nob. Vic. fo xvii.)

- 4 mai 1614. Les consuls de Mouredé donnent en arrenter-
ment pour une année commençant le jour de la fête
de St Jean Porte latine, les lavernes où se vendent la
viande et le vin, à Jacques de Curtis, pour la somme
de 32 florins d'or par année, cette somme devra être
payée en monnaie ayant cours.

(Libraire nob. Vic.)

- 16 août 1416. Hugues Dufaur, recteur de Mourede, témoin d'un acte.
- 2 mars 1416. Le même cité comme témoin dans un acte.
- 19 mai 1417. noble Mathieu de Podenas, seigneur de Mourede, donne investiture de fief.

(Libraris. not^{re} Vic. fo 17.)

- 21 juillet 1475. Arnoud de Caseneuve, sieur de Lodeilhac le jeune, Bernard du Puy, consuls de Mourede empruntent 17 écus à Bernard du Moulin, marchand de Vic.

(O. Faure. not^{re} Vic. fo 6.)

- juillet 1483. obligation en faveur de Me Pierre de Losin, recteur de Mourede.

— Chapellenie fondée à l'autel St Laurent de l'église de Mourede par feu Gastien Desbarats, quand vivait prêtre, habitant Mourede. Collation en 1496 à Vital de Cahusac, prêtre, après le décès du chapelain Pierre Masson, prêtre de Vic. La pation de cette chapellenie est Vital de Cabanes, habitant Vic.

(J. Soumon. not^{re} Vic. Reg. 10. fo 247.)

- 27 Août 1502. Le religieux premontré granger de Vic, donne à rente pour 12 écus et 6 sous tous les droits et revenus qu'il lie à Mourede: à charge du service divin.

(Tabir. not^{re} Vic.)

- 3 décembre 1502. Maître Adam Leconte prêtre et curé de Mourede donne une procuration.

- 11 Avril 1503. M^r. Adam Leconte, recteur de Mouredé, amène la cure de St Orens de Mouredé et de Gajan moyennant 28 eus par an.

(Odet. Fabri. not^{re} Vic)

- 1^{er} Juin 1509. Serment de fidélité des consuls et habitants de Mouredé à Jean de Montagnut, abbé de Lacaze Dieu co-seigneur de Mouredé, avec serment préalable de l'abbé aux habitants.

(O. Fabri. not^{re} Vic.)

- 1519. Jean de Plasset, recteur de Mouredé.

- 30 Avril 1525. Pierre de Filis, prêtre et recteur de Mouredé donne cette cure à rente pour 36 eus par année.

(Cavaret. not^{re} Gondrin)

- 16 Décembre 1526. Pierre de Filys, bachelier en théologie, et un utroque jure, recteur de Mouredé fait un échange,

(Saratze. not^{re} à l'annepax.)

- Les quarts de Mouredé appartenant à l'archidiacre de Pardailhan, sont arrentés au prix de 36 eus par année. le 31 Juillet 1545.

- 17 mai 1547. M^r. Artus Olher prêtre, recteur de Mouredé, habitant le diocèse de Monté, par son procureur Jean Olher, marchand à Toulouse, donne les paroisses de Mouredé et Gajan son annexe, moyennant 60. liv. tour. par an.

(Baudouin. not^{re} Vic.)

Mourede.

- 14 Juin 1547. Le même Artus Olie, recteur donne les revenus à ferme pour 60 livres à deux prêtres de Lannepax, 1^{er} Orens de Mourede et son annexe Notre Dame de Gajan.
(Saudouin, not^{re} Vie.)

- 1556. - La dime de Mourede, appartenant à l'archevêque et affermée pour 7½ couds gros, de 110 liards par année.
(Dupousson, not^{re} Vie. f^o 83.)

- 1558. - Bertrand granier, prêtre, bachelier en théologie, recteur de Mourede, donne sa cure à bail à Lèan Moelassis, prêtre de Mourede. pour 120^{fr} tournois pour deux années, soit 60^{fr} par an.
(Bonson, not^{re} Vie. f^o 204.)

- 2 Août 1598. - Catherine de Poudenas, dame de Marambat, Madame, sœur unique du roi, comtesse d'Armagnac, l'abbé de Lacaze Dieu, sont par tiers et égale portion seigneurs de Mourede.

Le sieur Fris Lapeyrière, procureur au comté de Feysrac, proteste contre le syndic du chapitre de Vie, qui prétend lever des fiefs sur certains habitants de la partie extrême du territoire de Mourede.

Le procureur du Syndic dit que le chapitre a joui de tout temps et qu'il jouira nonobstant les protestations.

(Duyssienne not^{re} Lannepax. f^o 368.)

- En 1598. au mois de Septembre Marnaud de Saichan
recteur de Mouredé passe un acte.

(Puythienne not^{re} l'annepay. f^o 403.)

- En 1608. Loberes. notaire à Mouredé, cite dans un
acte du notaire Puythienne. au fol^o 230.

- 6 juin 1609. Bertrand Leichan. recteur de Mouredé
et Gajan, donne à rente 39. sacs de bled. 15 sacs de
seigle, les fruits premiers du dit lieu de Gajan
depuis la rivière de Lauzoue.

(Puythienne not^{re} l'annepay. f^o 164.)

- octobre 1621. Bertrand Leichan, recteur de Mouredé,
passe un acte à Courrensan.

(de Rivière not^{re} Courrensan.)

- Le roi avait le tiers de la seigneurie de Mouredé.

= Mouredé = la justice haute, moyenne et basse qui
se rend à Vic Fezensac.

Droits de greffe. - Le tiers de la censive qui se
paye sur le pied de 3 deniers par conade.

Le second tiers appartient à M.^r de Marambat,
et le troisième à l'abbé de La Case Dieu.

Le roi a les deux tiers des lods. Le domaine est
confondu dans le bail de l'annepay pour la justice
et le greffe : le tiers de la censive est affermée
avec celle de Roquebrune, et elle est affermée

au prix de 60 livres annuellement par contrat du 28
Decembre 1762.

— Mourede. — année 1631. —

Le Roi, l'abbé de la Caze Dieu et le sieur de Marambat
en sont seigneurs par égales portions, et les lots et
ventes valent à chacun des dits seigneurs 15. livres.
Le dixme se leve au huit et vault au sieur arche-
vêque quatre vingt livres; au chapitre de Vic douze
barriques de vin à huit livres la barrique et 75.
boisseaux de bled à neuf livres la charge qui est
faite de trois boisseaux, et à l'archidiaire de Pardailhan
25. livres, à l'archiprêtre de Vic. 50. livres: et au recteur
cure' deux cent cinquante livres: et au recteur de
Justian 20. livres, montant tout compte unze cents
soixante six livres. Partant le revenu dudit lieu
monte 9327 livres.

La ville jouit du droit des tavernes et boucheries
et vault dix huit livres de rente.

Il y a ung notaire dans ladite paroisse.

— 1667. Reconnaissances féodales dues au Roi pour
le lieu de Mourede.

(arch. Sep^{te} Auch. A. 45.)

— Divers seigneurs de Mourede, cités dans la Revue
d'Aquitaine — notée sur La Cavalerie et Bonas XII. 185.

- 1754. Cadastre de Mourede. - (Arch. Dep^{te} Aude. C. 159.)

- 23 mars 1779. - Le sieur Martin Bedout, maître d'école, habitant dans la juridiction de Mourede et témoin dans un acte passé au château de Petricot.

(not^{re} de Roques f^o 11803.)

— François de Gauran de LaBarthe, lieutenant d'infanterie, seigneur en partie de Mourede, marié à Marie du Patz de Petricot.

Ils ont une fille nommée Catherine de Gauran qui épouse le 24 octobre 1767. Raphaël de Carteras de Seignan, seigneur de Gajon et lui apporte la co-seigneurie de Mourede et le château de Petricot où ils ont leur demeure. - Ils eurent pour enfants :

1^{er} François de Carteras qui suit :

2^{er} Jean Bernard de Carteras de Seignan.

3^{er} Raphaël Orens Fils de Carteras Seignan.

4^{er} Marie Françoise de Cartera Seignan, mariée au sieur Perez.

Raphaël de Carteras étant mort avant 1790. La veuve reste propriétaire indivise avec ses enfants de la seigneurie de Mourede et de la terre de Petricot.

Madame de Carteras mourut à Mourede le 4. prairial an V. âgée de 78 ans.

Raphaël Orens Fils de Carteras. né au château de Petricot

le 24 janvier 1763, il entra au service et fut colonel d'infanterie au service de France; il émigra en Espagne en 1791. fut colonel du régiment de Saragotte, au service d'Espagne, chevalier de St. Louis et de St. Hermenegilde, son émigration fut causée que sa mère, ses frères et sœurs furent obligés au partage de présuccession: la terre de Betricot fut évaluée en détail et la part de l'émigré fixée à 2.700^{fr} Jean Bertrand de Casteras, son frère, racheta cette part le 1^{er} thermidor an IV: mais il ne paraît pas être resté propriétaire de Betricot. Rentré en France Raphaël Orens frère de Casteras, fut créé maréchal de camp le 28 août 1822. En 1825. il habitait Vic. Fezensac et Betricot.

Il s'était marié le 5 avril 1811. en Espagne, à Blanche Pola, née à Villa Carlos, au fort Mahon, île de Minorque, fille de Pierre Pola et d'Angelique Medina, dont il ne paraît pas avoir eu d'enfants. - son héritier fut son neveu M^r Pères, conseiller de préfecture à Agen en 1863. La terre de Betricot fut achetée par M^r Persil, ministre de la justice sous le roi Louis Philippe.

La famille Persil a souvent habité Betricot pendant la belle saison: elle l'a vendue vers 1850. au détail et maintenant plusieurs petits propriétaires en sont possesseurs.

Jean Bertrand de Castevs de Seignan, aussi coseigneur de Mourede, habitant aussi Beticot à la fin du siècle dernier, s'est marié par contrat du 7 janvier 1796. devant Coussieu, notaire, à Jeanne Gabuëlle de Seyromong de St. Chamaran, fille de Louis et de Marie Gabuëlle de Neucage. - Ils ont laissé trois filles.

- 1^{re} Catherine Mathilde Françoise de Castevs, née le 9 octobre 1796. mariée au marquis de Niremont.
- 2^{de} Françoise Elisabeth, née en 1798. Supérieure des religieuses sœurs de Marie, à Arbois.
- 3^{de} Marie Ursule Claire Suzanne, née en 1802. mariée à M. de Lary. Latour.

Moutier.

1391. - Ponce et Guillaume de Moutier, damoiseaux, furent témoins d'un compromis entre nobles hommes Bertrand de l'Isle et Guillaume Pierre de Berens, damoiseau, en l'année 1391.

(Saume de l'Isle. fe 405.)

1418. noble et honorable homme messire Pierre Bernard de Moutier, chevalier, seigneur de Lionas, fut présent à l'hommage fait au comte d'Armagnac par noble et honorable homme messire Bernard

de Riviere, chevalier, seigneur de Panno-Loubiran, pour
raison de la dite seigneurie le 1^{er} Decembre 1418.

(Montauban. livre rouge. fol. 1.)

- 1419 - noble Menauton de Moutier, habitant de
Barcelonne, avoua tenir en fief noble et gentil du
Comte d'armagnac, a cause dudit Comte, son
hotel de Bernet, en la justice de Berons, avec tous
les droits et fiefs. le 8 Decembre 1419.

(Livre rouge. fol. 14.)

- Moyssat. -

Famille bourgeoise importante, du lieu de Riguepeu.

- année 1651. - noble Charles Moyssat, sieur de
Saint-Martin, lez Riguepeu, passe de nombreux actes
de garanties ou obligations aux dates 20 Janvier,
11 mars, 20 avril, 9 Aout, 16 Septembre, 12 Octobre,
22 Octobre. 8 Octobre.

- 7 novembre 1653. - noble Charles Moyssat sieur
de St. Martin, donne du lectail en garantie.

- 21 avril 1655. noble Charles Moyssat, sieur de
St. Martin, donne en garantie.

Il habite Vic Feysac - le 14 Juin 1659. la femme N.
de Sarage donne garantie.

(Cellanque nob. a Biran. f. 170. 344. 79. 81.)

Mun.

Terre et paroisse au comté de Bigorre, diocèse de Tarbes, à peu de distance à l'Est de Pouyastruc. a donné son nom à une famille qui a possédé des seigneuries en Armagnac.

- Dans l'enquête du comté de Bigorre de l'an 1300.

on trouve cités = Bernard de Mun, chevalier et Raymond Guillaume de Mun, damoiseau. pages. 92. 93.

- En 1634. Anne de Mun, religieuse au couvent de Tarbes.

(Arch. du séminaire. Auch. I.⁴)

- 1771. messire Alexandre François de Tarlabous, comte de Mun, mestre de camp de cavalerie, chef de brigade des gardes du corps, seigneur d'aneres
acte de fief et hommage.

(Arch. Dep^{te} Auch. C. 379.)

- 9 novembre 1776. - Retrait féodal par messire de Tarlabous de Mun, docteur en théologie, vicaire général et grand archidiacre de Cominges, abbé de Saint Pè, résidant au château d'Arblade Comtal: pour son frère, lieutenant des gardes du corps, comte d'Arblade.

12 mai 1778. Il achète un pré de 115. lattes sur l'Yzaut, paroisse de Labeyrie pour 5000 livres de Jean Joseph Claverie Sieur de Maignan.
Les auteurs de Claverie l'avaient acquis du meins

du seigneur de Labeyrie le 24 mars 1790.

(Dastier not^r à Nogaro.)

- voir la notice de Mun, au mot Arblade. —

- La famille de Mun est actuellement fixée à
Lumigny (Seine et Oise) terre qui vient de leur grand
mère, fille unique d'Helvétius.

M^r Cazauran, professeur au grand séminaire a
publié une notice genealogique qui se trouve dans
les volumes Histoire de Gascoigne. Tome VIII. de ma
bibliothèque.

La famille de Mun possédait avant la révolution
la terre d'arblade. en armagnac, (voir ce mot.)

— Muras. —

En 1452. Jean d'aurignac, rend hommage a Jean V. comte
d'Armagnac pour la seigneurie de Muras.

- En 1521. Jean de Seriac, écuyer, seigneur de Villac
rend hommage a Charles, duc d'alençon. pour Muras,
Suchaut et Villac.

(M^re Lectouvé 216.)

- Muras. - eglise dans l'archidiaconé de Sos.

S^t Jean de Muras. —

- Nalayts. -

Guillaume de Nalayts, évêque de Couserans. - on lit dans le = Gallia Christiana = tome I^{er} page 1138. -
 Guillelmus de Nalacio, ante episcopatum vicarius generalis fuerat Theodori Beaumaisre episcopi Couseranensis, cui forsan electione capitali suffraganeus fuit, nam ut promouimus Guillelmus Beaumaisre nulla fit mentio in archivis ecclesie Couseranensis. Nihilominus potuit fieri ut hic Guillelmus ab Joanne XXIII. bullas obtinuerit pro isto episcopatu favente maxime Johanne duce Bituricensi qui cum ad sua consilia et negotia solebat adhibere. Regebat, ut inquiunt Tammartini annis 1416. 1417. -

- Dans le = Liber de quarosio = ou Recueil des actes de Garros, notaire du chapitre de St^e Marie d'Auch, au commencement du XV^e siècle, nous trouvons transcrit en entier le serment de G. de Nalayts, évêque élu de Couserans. - au folio CCIIII. du registre. -

- Item anno predicto M^o CCCC^o XVI. - die XXVIII. Martii que fuit Dominica in Passione, cum Reverendus pater in Christo dominus Guillelmus de Nalayts noister electus, viâ Sancti Spiritus per canonicos et capitulum ecclesie cathedralis Couseranensis vacantis per obitum ultimi dicte ecclesie pastoris sui episcopi,

in episcopum et pastorem dicte ecclesie Conseranensis electente
 per dictum dominum nostrum archiepiscopum tanquam
 metropolitanum confirmatus die presente in dictam
 cathedralen ecclesiam per eundem dominum nostrum
 archiepiscopum una cum reverendis patribus dominis
 Manaldo Conuenarum et Petro Basatensis episcopis
 consecratus. Hinc est quod anno et die predictis
 memoratus dominus Conseranensis episcopus finita
 illico missa et officio dicte consecrationis ipse et
 dictis dominis prelati exeuntibus induti omnibus
 ornamentis quibus erant ornati et induti in
 dictarum consecrationis et Missae celebratione ad
 instanciam et requisitionem dicte domini nostri
 archiepiscopi et venerabilium et religiosorum
 virorum dominorum Petri de Morenis, Seziani
 de Cossio, Dominici de Balessio, Johannis de
 guerio, Bernardi de Logoriano, canonicorum
 in ecclesia cathedrali auxpitane, vice et nomine
 dicte cathedralis auxpitane et venerabilis capituli
 ejus procuratores se asserentes, memoratus
 episcopus Conseranensis prestitit juramentum in
 forma que sequitur:

= Ego Guillelmus de Nalaytz, Conseranensis
 ecclesie vocatus episcopus. promitto in conspectu

Malayts.

375.

omnipotentis Dei atque totius ecclesie, quod ab hac hora
in antea fidelis et obediens ero perpetuo beate Marie
sanctęque ecclesie Aupitane et venerabili domino
meo Berengario, Dei gratia, eiusdem ecclesie archi-
episcopo, vestrisque successoribus canonice intrantibus
prout est a sanctis patribus institutum et meis
predecessoribus observatum et ecclesiastica ac Roma-
norum Pontificum commendat auctoritas. Non ero
in concilio aut consensu vel in facto ut vitam
perdat, aut membra, aut capiamini mala captione
concilium quod mihi per vos aut per litteras vel
per nuncium creditum estis ad vestrum dampnum
me sciente nulli pondam. Vocatus ad synodum
veniam nisi impeditus fuero canonica impeditione.
Vos quoque et nuncios vestros ac ecclesie aupitane
quos agnouero in eundo, stando et redeundo hono-
rifice tractabo et in suis necessitatibus adiuuabo.
Possessiones ad mensam mei episcopatus pertinentes
non vendam, nec dabo nec de novo infeudabo,
vel aliquo modo contra ius vel consuetudines
ecclesie mee alienabo, Vobis et vestris successoribus
inconsultis.

Sic me Deus adiuuet et hec sancta Dei euangelia
cum sigillo meo presentibus appenso corroborans

supradicta. Actum fuit hoc in ecclesia Aupitana. diē XXVIII.^o
 Marcii anno Domini 13^o IV.^o XVI.^o. Testes Manaldus. episcopus
 Convenarum. Petrus Saretoris Baccalaureus in decretis, prior
 de Cogeto. Setrus quilhote prior de Monte alto. Setrus
 Raymundus de Polastron, abbas Pessani et alii. canonici
 ecclesie Aupitane.

— Nalies. —

Tief ou manoir pui de Meilhan et ordan qui a donné son nom à
 une famille ancienne déjà connue au XV.^e siècle.

- 29 septembre 1473. - La chapelle de Nalies a été fondée
 autrefois par Guillaume de Nalies, en l'église St Pierre
 de Vic, et St Marie de Masbielh, sous réserve du patronat
 pour ses descendants, et à condition que le chapelain
 serait choisi parmi ses parents. Vital Masson, chanoine
 de Vic et chapelain étant mort, Pierre Masson, prêtre,
 se trouva le plus proche parent; il requiert et obtient
 la collation de la chapelle de Ruffa de Nalies ou
 Rousse, femme de Vital de Lemereng, habitant de
 Meilhan, qui est patronne. = apud quamdam Bordam
 vocatam Nalies = La patronne donne la chapelanie
 au requérant.

(O Fabri. notre à Vic.)

- 20 Decembre 1539. compromis entre noble Pierre de Nalies seigneur de Nalies et Odet de Nalies, son frère, sur un debat qu'ils avaient au sujet du paiement d'un legs fait à Odet de Nalies de 100. francs bordelais par leur père Philippe de Nalies.

(Antoine Porson. not^{re} Vic.)

- 8 Decembre 1543. obligation pour noble Jeanne de Verdusan, dite madame de Nalies.

(Annet Paulin. not^{re} à Vic.)

- 19 octobre 1545. noble Francois de Nalies, habitant près de Vic, achete une piece de vigne.
Il a pour frère Jean de Nalies, protonotaire.

(Daudouin. not^{re} Vic. f^o 97.

Le même jour achat de diverses pieces de terre par le même

- 22 novembre 1545. et 4 novembre, - obligation pour noble Francois de Nalies, et autre obligation pour lui et pour sa mère Jeanne de Verdusan, dame de Nalies.

(Daudouin. not^{re} à Vic)

- 17 Decembre 1545. - obligation pour noble Jehanne de Verdusan, dame de Nalies.

(Dupuy. not^{re} à Vic.)

- 17 Janvier 1545. achat d'une piece de terre, pour noble Francois de Nalies, cadet de Nalies.

(Labrieulle. not^{re} Vic.)

378. Nalies.

- 1^{er} Janvier 1546. achat de terre pour noble Johan de Nalies
protonotaire.

- 9 Janvier 1546. Reconnaissance féodale pour noble Pierre
de Nalies, seigneur de Nalies, absent, représenté par son
frère noble Johan de Nalies, protonotaire.

- noble Odet de Nalies, habitant Vic, témoin d'un acte.

- 16 Septembre 1546. obligation pour noble Odet de Nalies.

- 23 Avril 1547. - Feu Philippe de Nalies, lèi la ville
de Vic, a fait son testament leguant a son dernier fils
noble François du Bothe, 100. francs bordelais comptant
pour franc 15. sous. pour sol. 4 ardis, et instituant
héritier son fils aîné Pierre du Bothe, seür de Nalies.
Pierre abandonne en payement de ce legs a son
frère une pièce de terre contenant 8 concordas.

(Naudouin. nob^{le} Vic. f^o 35.)

- 28 Octobre 1548. - en la salle de Nalies, Jeanne Danyse
relicté de feu Pierre de Larriu, de Lemaube habitant,
femme de noble Odet du Bothe dit le cadet de
Nalies, des appartenances de Vic, laquelle a fait
son procureur le dit Odet son mari, pour la
représenter dans les affaires de la succession
de son defunt mari. Pierre Larriu, de Lemaube.

(Dupuy. nob^{le} Vic.)

- 15 novembre 1548. noble François de Nalies.

Nalies.

379

habitant Vic, vend un padouenc dependant de sa
metairie deu Mastron.

- 17 Janvier 1550. obligation pour noble Odet de Nalies.
- 8 Decembre 1552. idem pour le même.
- 18 Juillet 1553. Jehan de Malvoysin, prestre, du lieu
de Buger, au diocèse de Carbes, doit à honorable
homme Jehan Mayne, dit le protonotaire de Nalies,
recteur de la rectorerie de Buger, 55. livres tournois
pour l'arrentement de la dite rectorerie de Buger.
- 20 Decembre 1553. obligation pour noble Odet de
Nalies, habitant Vic.
- 17 Janvier 1553. - 13 Mai 1554. obligations pour le même.

(Dupuy. nob^e Vic)

- 4 mars 1574. Jean de Nalies, fils au seigneur de
Nalies est present au mariage de Rote de Benquet
avec Louis de Barbotan.
- 7 Juillet 1598. Georges du Mayne, seür de Nalies,
de Vic, a procès au senechal de Lectoure contre
Odet Bessaignet, chanoine de Vic.

(Guyotienne. nob^e l'annegrap. f^o 349.)

- 12 mai 1601. Echange de teroe par noble georges
du Mayne seür de Nalies.

(Destouet. nob^e Vic.)

- 22 novembre 1621. En la maison de La Barade,

jurisdiction de Peyrussie grande, contrat de mariage entre Anne de Busca fille de M^r Guy Busca, bourgeois de Peyrussie et de Françoise de Lacoste, et noble François de Nalies sieur du Richart, de l'aveu de sa tante dame Jehanne de Lamothe, veuve de feu noble Anthoine de Nalies sieur de Monferran. Presens son oncle noble Bernard de Ponsan: les cousins Antoine et Jean de Ponsan - Antoine de Nalies sieur de La Roque, Herard de Silheres, sieur de Bernede.

Dot: un lit garni de coeste, couffin en plume suffisamment, avec une couverture en toile - 8 linseuls
3 douzaines de serbiottes - 3 nappes longues de douze pans et largeur suffisante. - 2 robes d'estamine avec deux cotillons, l'un de camelot et l'autre de cadis, de telle couleur qu'il plaira aux dits mariés, garnis de bandes de taffetas et camelot, plus 500^l payables en divers termes. - La dite demoiselle de Lamothe tante de François de Nalies lui a fait donation de ses biens par contrat du 18 novembre, devant Papotze, notaire de Lapeyre, en Astarac, sous la reserve ou condition qu'il épousera Anne Busca, laquelle ne pourra rien demander à son père outre la constitution dotale.

(Daubas, not^r à Lupiac. f^o 436.)

Nalies.

Naubian.

Navarron.

381.

- 25 Juin 1645. - a. Lanneprat, noble César de Nalies, témoin dans un acte du notaire Corné. fol. 42.

- 17 avril 1654. obligation pour noble Vital du Mayne seigneur de Laplaizne et de Nalies et sa femme Catherine de Lapeyre.

- 2 Juin 1655. Les mêmes achètent une metairie et des pièces de terre sises en la paroisse de Labaux, obligations en faveur des mêmes.

(Cellarogue. not. Bisson. pages 109 a. 114. 150. 151. 154. 157.)

- Naubian. _____

Eglise prieur Cardinal de Barbarens.

- Le 8 Juin 1489. Jean du Coustot, prêtre, chanoine de Vic Pujosac, recteur de l'église de Ste Marie de Naubian, donne à rente ce bénéfice, au prix de 28 écus.

(O. Fabri. not. Vic. fol. 7.)

- Navarron. _____

Maison noble sise en la paroisse de Montepum, au comté de Faudiac.

- En 1639. Hector de Lariac était seigneur de Navarron.

(Montepum. IV. 187.)

- Note sur les seigneurs de Navarren, de la famille de Lariac.
(Revue de Gascogne. XV. 542.)
- La généalogie des seigneurs de Navarren est au mot Lariac dans le Dict. de Lachenay. XVIII.

- Neguebouc.

Eglise et paroisse au comté de Fezensac. Eglise sous le vocable de St Martin, dépendait de l'archidiaconé de Lavanès.

- 3 octobre 1475. noble et puissant homme messire Jean de Montequieu seigneur baron de Montequieu vend à Jeanne du Pouzet, femme de (Bernard ou Bertrando) d'Antres, seigneur d'Antres, la moitié du lieu de Neguebouc avec haute et basse justice, les agrices et autres droits pour le prix de 600 écus d'or.

(odet Fabi. notre Vie.)

- 12 Avril 1496. - M^r. Morlan, prêtre, habitant Lizen, reconnaît devoir 23. écus et 12 sous à noble Jean de La Roche, de Sieurac, pour l'arrentement de la cure de Neguebouc, dont ledit La Roche était recteur.
- 16 Septembre 1496. - Odoart de La Roche, recteur de la paroisse de Neguebouc, achète une maison à Carthaus.

(J. Louson. notre Vie. fo 6.)

- 23 Septembre 1630. - noble Claude de Massas, seigneur de Neguebouc, donne en ferme une maison et des terres sises dans la juridiction de la motte et mauvesin.

(Dorée nob^e a' mauvesin.)

- 1631. - Neguebouc.

Le sieur de Massas en est seigneur et luy vault 800^l de rente. Le diame se leve au huit, vault en bled et vin 380. livres de ferme dont les trois quarts sont au camarier de l'église du monastere de St Orens, et vault a l'archidiacre de Sabanez et au curé ; partant le revenu dudit lieu monte trois cent quarante livres ou il y a cent feux. Il y a ung fief noble relevant du Roy et appartenant au dit sieur luy vault douze livres

(Bibl. Nat^e M. H. fr. n° 24056.)

- Claude de Massas, seigneur de Neguebouc, marié à Claude de Gramont, dont une fille Therese de Massas qui epouse le 19 Janvier 1660. Louis de Pouy, seigneur de Samaran. devant Nezan. nob^e a' Lavarrens.

(Courcelles. VI. Pouy. 7.) (voir au mot Samaran.)

- En 1693. - Francois Dauspion. Vient seigneur de Neguebouc, au ban de 1693.

(Monlerron. VI. 171.)

- Francois Dauspion, chevalier, seigneur de Neguebouc, epouse vers 1760. Anne Victoire de Pouy. (Courcelles. VI. Pouy. 12.)

— Nine (la). —

— fief ou métairie situé dans la juridiction de Dénou. —

— 1^{er} septembre 1627. acte d'achat d'une pièce de terre en fief de Bernard Sartre seigneur de La Nive.

(Daubas. not^{re} à Lupiac. f^o 103.)

— 9 janvier 1615. — Bernard de Sartre seigneur de La Nive en juridiction de Dénou, vend une partie de maison à Ser. à son frère germain Pierre de Sartre, notaire à Dénou plusieurs actes pour cette famille années 1624 à 1621.

— autre Pierre de Sartre apothicaire, possède la métairie de Guilhon.

(Guyotienne. not^{re} à Noulens. f^o 15 a. 57.)

— Cette métairie de la Nive, a passé par le mariage d'une fille Sartre, avec un membre de la famille Baris, de Montesquieu, qui est devenu seigneur de la Nive. —

(voir notes sur Montesquieu de mon frère Cyrien. à l'article de la famille Baris.)

— Noailhan. —

Terre et paroisse au comté d'Astarac. l'église sous le vocable de St Pierre dépendait de l'archidiaconé d'Astarac.

— Nous trouvons dans une charte du Comte d'Astarac. P. de Noailhan. — 1144. 1148. au folio 106. Verso.

Cette seigneurie était partagée entre six propriétaires. —

Ramond de Maurens. — Bertrand de Marestang.

Le comte de Comminges. — Le seigneur de

Le seigneur de La Bastide. Mauleon et seurs du Pôn

En 1375 cette dernière vendit sa part à Odet de Leishes
sous réserve.

— Le 27 septembre 1597, noble Bertrand de Mauleon,
chambellan de Lorraine, seigneur de La Bastide, et co-
seigneur de Noailhan donne rente foncière sur une
vigne sise à Noailhan.

— 1401 noble et puissant homme Guillaume Lagan,
damoiseau fut présent à l'hommage que noble
Pierre de Gajan damoiseau fit au comte d'Armagnac
pour raison de la seigneurie de Noailhan et du
tiers de Gajan, appelé le Casalot, par acte passé
le 10 mai 1401.

(Montauban. Lure nord. n° 6. 6^{le} fol. 577.)

— Marguerite de Louges de Noailhan épouse en 1479.

ou 1480. Gausseran de Mauleon, seigneur de La
Bastide Laviès, Dans s^t allais Tome I, page 105.

il est intitulé seigneur de Noailhan, comme si cette
seigneurie de Noailhan avait été pour lors
apportée par Marguerite de Louges à la
maison de Mauleon.

386. Noailhan,

- Coutumes de Noailhan. en date du 12. Mars 1196.
- Bernard de Lamothe, seigneur de Noailhan. épouse Beatrix de Pardailhan. nièce de Saintailles dont il devient l'héritier.

(Monlèsun. IV. 225.)

- Jacques de Louges de Noailhan, seigneur de Goutt, marié à Agnès de Vise.

Leur fille Marguerite épouse vers 1527 Charles de Pechpeyroux seigneur de Monbarla, Saucaine et Cœurion.

(Lainé Tome VIII. geneal. Pechpeyroux. page 20.)

- Ogier de Louges de Noailhan, chevalier de l'ordre, épouse Jaquette de Potathon La Hitière. - Leur fille Catherine. épouse Francois de Comminges - Guitaud.
- Bernard de Podenas épouse Jeanne de Montferrand fille de Jean de Montferrand - Leur fils Gabriel de Podenas, du diocèse de Carbes est reçu au prieuré de Toulouse en 1534.

Catherino de Louges Noailhan, est mariée le 18 Janvier 1591. à Francois de Comminges - Guitaud.

- 12 Mars 1540. Bail à nouveau fief par Renaud Guillaume d'Ormezan seigneur d'Aurade coseigneur de Noailhan.

(Montaube La garde Timaron)

- Reconnaissances de Noailhan a Astrand du gont
seigneur de Blanquefort, de certains biens spécifiés,
(M^{re} Lectoure. 1661.)

- Chevaliers de Malte portés sur la liste de Vertot
au tome IV. page 399.

- Jean de Louges Noailhan - en 1517.

(Dazus à 2 lieues d'or en val.)

- Jacques de Louges Noailhan. 1580.

- Jean Louis de Louges Noailhan. - 1634. -

- François de Louges seigneur de Noailhan, mari de
Jaquette de Polastron La Hitière, était commandant
d'un corps de 500. hommes arquebusiers a cheval,
gouverneur de Toul en Lorraine, de son mariage:

1^{re} M. 2^{re} Françoise, mariée le 23 août 1600

a Denis d'Arcis seigneur de La Broquière par
acte de Masqueyras. notaire à Noailhan.

3^e Jacques de Louges mort général des galères
de Malte, n'étant âgé que de 23. ans.

4^e Jean de Louges chevalier de Malte, ammanieur
d'Amoury et de Marbantes.

(Pachenaye, I. 690. 691.)

- Oges de Louges seigneur de Noailhan, chevalier
de St Michel, gouverneur de Toul, mari sa fille Catherine
le 18 Janvier 1591. a François de Comminges seig^r de Pictant.

- Août 1625. arrêt de la cour du parlement de Toulouse qui maintient Marguerite d'ornezan, dame d'auradé, seysse, Endoufielle, coseigneurresse de Noailhan, en la quatrième partie de la directe, censive, agrier, demi agrier, autres droits et devoirs seigneuriaux dudit lieu de Noailhan, en la faculté de recevoir de quatre années l'une tout le serment des consuls du lieu, les clefs du fort; et en celle de créer aussi de quatre années l'une, un juge, un greffier, un procureur juridictionnel et un baile. Condamnant Jean de Louges, coseigneur du même lieu, à lui rembourser les droits perçus à son préjudice depuis 20. ans avant l'introduction de l'instance, et maintenant, en outre, la dite dame en possession et jouissance du moulin de la Terratte.

(Toulouse. arch. B. 455.)

- Mai 1626. arrêt de la cour du parlement de Toulouse, qui maintient Marguerite d'ornezan, dame de Vicomarscon, douairière de Lanche d'Endoufielle, coseigneurresse du lieu de Noailhan, dans la jouissance des droits seigneuriaux établis par un acte d'acquisition du 5 Avril 1375. et des reconnaissances de 1469. produits au procès. et Jean de Louges, seigneur du lieu, dans la jouissance des droits reconnus à ses prédécesseurs. La dite dame d'ornezan, en la faculté de

reçoit de quatre années l'une, le serment des assés et les clefs du fort : de céder aussi de quatre années l'une un juge, greffier, procureur judiciaire et bailli. Condamnant ledit de Louges à rendre à la dite dame, tant les emolumens du greffe et de la baillié, que les amendes, confiscations et autres droits dépendant de la justice, ainsi que le prix de ferme de la taverne, par lui perçus depuis vingt ans. - maintenant la dame Comenge dans la jouissance du moulin dit de la Terrasse. (arch. Doubs - greffe.)

- vers 1662. M^r de Louges, seigneur de Noailhan, épouse Jacqueline de Loubens-Verdalle.
(enseigne. IX, 92.)

- 18 Décembre 1668. Denombrement de la seigneurie de Noailhan. pour D^{lle} Jacqueline de Loubens-Verdalle, veuve de Pierre Jean de Louges, seigneur de Noailhan.
(arch. Montauban. Hom. Comenge.)

- Jean de Louges de Noailhan, marié à Françoise de Margraut de Montaigne - Leur fille Catherine de Louges, âgée de 33 ans fait profession au couvent des Carmélites de Lectoure le 1^{er} Janvier 1695.

après une année de noviciat elle était entrée comme postulante le 5 Novembre 1693, morte le 1^{er} Janvier 1694.
On la nommait Catherine de St-Joseph. (Rev de gasc. XIV. 107.)

— Registres de catholicité de l'église de Noailhan —
 noble Louis Henry de Louges, fils légitime de messire Jean
 Jacques de Louges, seigneur de Noailhan, et à dame
 Guyonne Chrysanthé de Rochecouart, naquit le 9
 Janvier 1689, lequel se trouvant incommodé, l'eau du
 baptême lui a été donnée par moy curé dudit lieu
 le quatorzième du susdit mois; lequel a eu pour parrain
 messire Louis Henry de Gondrin, marquis de Montepian,
 et pour marraine dame Louyse d'Arpajon, abbesse de
 Villemeur, lesquels parrain et marraine n'ayant pu
 assister à la cérémonie auraient prié messire Alexandre
 François de Lasseran seigneur de Massencome, lequel
 ayant tenu l'enfant en l'absence desdits sieurs
 parrain et marraine a signé avec moy.

Massencome, Lahuque, curé, ainsi signé à l'original.

— Nous soussigné curé de la paroisse de Noailhan
 au diocèse de Combes, certifions à qui il appartiendra
 avoir proclamé les bans de futur mariage entre
 messire Louis Henry de Louges, chevalier de Noailhan,
 de notre paroisse, et demoiselle Madeleine de Montaut
 veuve à Montieur Daurien, habitant de la paroisse
 de Mezin, au diocèse de Condom, pendant trois
 fêtes et dimanches consécutifs, savoir le premier
 le 26^e May, le second le 27^e May derniers et le troisième

Noailhan.

391.

le 3 Juin 1731. sans qu'il nous ayt paru aucune opposition ni civile, ni canonique. (et pourquoy nous prions (pour ce qui nous compete) Mr le curé de Mezins ou un de messieurs les curés de la paroisse ou tel autre curé ou prêtre approuvé du diocèse, qu'il luy plaise prier, de vouloir recevoir leur consentement et ensuite de luy donner la benediction nuptiale, luy declarant que mon dit sieur le chevalier de Noailhan a confessé et communiqué ce jour d'huy 10^e Juin et qu'il est bien instruit des principes de notre Religion. En foy de quoi, à Noailhan, ce 10^e Juin 1731.

Mignard, curé.

Suit la legalisation signée Ch. G. eveque de Comlesz
sceau un peu effacé - Carolus Gilbertus de Maupou
episcopus Combariensis.

- 28 Octobre 1729. Lapidation sur parchemin du testament de André Dorcent, habitant de la ville de Mezins. Il donne ses biens à Mademoiselle Madeleine de Montaut, sa femme, qui n'a pas d'enfant.

- 20 Juin 1731. Moulère, notaire à Mezins. Contrat de mariage entre noble Louis Henry de Louges de Noailhan, assisté de messire Gaston François de Louges siegneur comte de Noailhan, son frère, et dem^{te} Madeline de Montaut, veuve de André Dorcent, assistée de

noble Louis de Montaut son neveu à qui elle donne 3000^l sous réserve de la jouissance, donation du reste réciproque entre les époux.

- 15 Avril 1735. Testament de Magdeleine de Montaut épouse de Louis de Louges de Noailhan. Elle n'a pas d'enfants. Elle laisse tout son bien à son mari.

- 26 février 1736. - Ouverture du testament en présence de noble Pierre de Montaut, capitaine de dragons, frère à la dite dame, Jean Duparant, beau frère et Louis Duparant, neveu, habitants Montreal.

Messire Jean Saul de Noailhan seigneur de Villeneuve, noble Jean Charles de Barreau de Lengue, noble Girvais de Lartigue ancien capitaine d'infanterie, messire Joseph de Noailhan seigneur direct de Pouy, et autres habitants de Mezin.

- 7 Juillet 1739. Contrat de mariage entre messire Louis Henry de Louges de Noailhan, fils de Jean Jacques de Louges et de Guyonne Chrysanthé de Rochechouart, et dem^{le} Anne Thèrese de Barrier fille de Charles François de Barrier et de Jeanne Dupin, habitants Marmande, fille majeure, assistée de son frère Simon de Barrier de la Livadore.

- 24 et 26 février 1747. Testament de la dite dem^{le} Anne Thèrese Barrier, elle n'a pas d'enfant et

institue son heritiere sa sœur Marguerite Barriès
ouverture du susdit testament le 11 Avril 1760.

- 28 mai 1775. mort de Louis de Louges, ancien
capitaine d'infanterie, chevalier de St Louis, apposition
des scellés à Mezin par ses amis, menuisier Jean de
Melignan, seigneur de Eignan et de Lueze, messire Jean
François de Castillon de Vignolles ancien capitaine
d'infanterie, habitants Mezin, noble Pierre Darrodes
de Servagne, chevalier de St Louis, ancien major d'infanterie,
cruentier testamentaire,

- Louis Therese Satour Landorte, chevalier de Malte
habitant de Gimont, heritier general de feu M^r
de Louges par testament du 1^{er} octobre 1772. Luit
l'inventaire du mobilier qui est des plus modestes.
Il avait eu 4800^l de ses droits legitimes.

- 6 Mai 1729. Reglement des legitimes de la famille
de Louges. - Jean Jacques le pere. - Gaston François
de Louges, seigneur de Noailhan, frere aîné. -
Louis Henry de Louges, chevalier de Noailhan - François
de Casaubon seigneur de Villeneuve, mari de Dem^{le}
Marguerite de Louges,

- 12 octobre 1757. Reconnaissance fœdale de Louis
Henry de Louges pour les biens sis à Lot, l'acte à
Baut et ruissant seigneur messire Charles Maurice

Gabriel du Bouzet, chevalier, seigneur, marquis de Podones et de Castelnau de Memes, comte d'Arbassan, ancien officier d'infanterie dans le régiment de la Tour du Pin, en présent.

- 23 mars 1748. - au château d'Ozon, en Bigorre, diocèse de Tarbes, Ducasse notaire à Tournay. - Testament de noble Bernard de Cardillac, chevalier seigneur d'Ozon - Madame Henriette Elisabeth de Rochechouart son épouse dont il n'a pas eu d'enfant, Lègue à son cuisinier Jean Jacques de Moreno. - à noble Guillaume Henry de Carteras Larivière lieutenant au régiment d'Anjou - institue son héritier François Joseph de Latour, son neveu, marié à dem^{lle} de Louges de Noailhan, faisant sa résidence à Noailhan, au diocèse de Combes.

- 21 mai 1760 - Contrat de mariage, au château seigneurial de Noailhan, en Comminges, diocèse de Combes. Entre François Joseph de Latour, seigneur de Landorte, fils de feu Joseph de Latour et de Jeanne de Cardillac d'Ouzon, assisté de Bernard de Cardillac marquis d'Ozon, son oncle. Et Guyonne Chrysanthé de Louges, fille de Mathieu François Gaston de Louges seigneur de Noailhan, et de dame Marie de Lary de Latour, assistée

de ses père et mère. Elle est instituée héritière universelle. Cependant François Gaston de Louges se réserve les biens de sa mère Guyonne Chrysanthe de Rochechouart de Clermont.

- 6 Avril 1756, Testament de François Joseph de Latour, Seigneur du Pin, Mones, Garimont et Fonteyrie, dem^t à Noailhan, marié à quionne Chrysanthe de Louges, dont il a eu trois garçons et cinq filles - 1^{er} Bernard Joseph - 2^e Louis, Eherese, 3^e Joseph, Ignace, Marie, 4^e François Henriette Marie 5^e Jeanne François Sirille, 6^e Henriette Louise Victoire Marthe 7^e Jeanne François Marie et 8^e Louise Henriette. - Il lègue 9000^{fr}, à chacun de ses enfants et institue son héritier, son fils aîné Bernard Joseph de Latour, - une des sœurs de ce dernier épousa M^r. de Lagausie.

- 10 Decembre 1770. - Contrat de mariage de Joseph Bernard de Latour, fils de quionne Chrysante de Louges, représentée par son gendre noble Pierre de Larroue, residing au château de La Houillasse, et Henriette Rosalie Marie Anne de Polastron, fille de Jean François Gabriel de Polastron Seigneur de St André, et de Marie Anne Elisabeth de Noc, demeurant au château de St André, avec ses parents assisté de noble Polastron Labitère, Braip son cousin de Crisp et de

Noailhan.

signe. Jean Baptiste Fourcade curé de St André. - Antoine
matherlee, prêtre de St André.

- 3 décembre 1808. - Registres de Vie sur Poste (Vie-Feyssac)
Désir à Daumont en Vie sur Lorse, de Bernard Joseph
Latour Landorte, âgé de 74 ans. - sur la déclaration
d'un metayer et d'un domestique

- Baup a' fief de la terre de Noailhan a' emphy-
theose perpétuelle de 1776 a' 1783. a' divers habitants.

- Henriette Rosalie anne mariée de Polastron,
femme de Joseph Bernard Latour Landorte, émigré.

Un jugement du district de Combezi déclare
que Joseph Bernard Latour, émigré, s'est emparé
de biens communaux qui sont les fossés du
village de Noailhan. Mis en possession au profit
de la commune en date du 15 juillet 1793.

- Le Janvier 1781. Joseph de Noailhan officier
aux gardes du roi donne quittance de dot de sa
femme. Jeanne Marie françoise de Latour.

aglaé de Latour femme de La Claverie.

- 6 février 1786. F. Chistier, tailleur pour femmes,
a' Toulouse, obtient jugement pour 276.^{fr} de
fournitures faites à Madame de Latour, née
Polastron.

- Bernard de Latour comte de Noailhan

Noailhan.

397.

habitant en 1784 en son château de Noailhan en Comingés.

- 27 février 1646. Pierre Jean de Louges, seigneur de Noailhan vend aux Ursulines de Gimont la métairie du Bigo, Dame Cécile de la Broquere dite sœur Bernard prieure. - Isabeau de Monbrun, dite sœur Ursule, sous prieure, - Marguerite de Louges dite sœur Scolastique. - Marguerite de Castelgloup dite de Jesus. Catherine de La Barthe dite sœur Ursule de St. Bernard. Catherine d'orgueil de St. Marie. - Saulé de Louges dite St. Marie. - Marie de Vaumouril St. Jean l'Evangeliste. - Anne de Broquere, dite St. Catherine de Lienne. - Jeanne Dorroen dite St. Magdelaine. - Constance de Savoe dite sœur angele. - Anne Dorqueil dite St. Charles.

- Extrait du contrat de mariage de demoiselle de Latour avec M^r de Lagausie qui reçoit en dot la seigneurie de Pontejac, comprenant le château, terres, prés, bois, vignes et moulin d'une contenance de 103 cataues, le reste en biens nobles.

- Extrait du contrat de mariage entre François Destoup de Bruncean avec Henriette Louise Victoire marthe de Latour - devant Cabanis notaire à Toulouse le 19 février 1775.

- 17 avril 1777. - François Cabanis, receveur du domaine

le roi à Gimont, procureur fondé de Bernard Joseph de Latour
comte seigneur de Noailhan, Villeneuve, et autres places,
habitant St André, de présent à Paris. - Louis Eberese
de Latour chevalier de Malte, habitant Gimont,
Joseph Ignace Marie de Latour, chevalier de Malte,
Jeanne Marie Françoise de Latour de Gimont. -
Henriette Louise de Latour de Villeneuve, tous enfans
de François Joseph comte de Latour, Baron du Pin,
seigneur de Villeneuve et autres places.

Il avait laissé huit enfans de Guyonne Chrysante
de Louges de Noailhan. testa le 6 Avril 1756.
ouverture dudit testament le 23 Avril 1767.

Le fils aîné a vendu la terre de Pontejac au seig^r
de Lagausie en le mariant à sa fille moyennant
75000^{fr}. contrat du 26 avril 1767. la dite somme
pour payer sa sœur et des créanciers a été mise
de Bonfontan marquis d'Endoufielle, aux dames
de Larroux et de Bruncon ses sœurs.

Bernard Joseph est marié à dem^{le} de Polastron.
On reconnaît que Pontejac était le domaine
paternel. - Transaction et pacte de famille
sur toutes les affaires.

- Le chevalier d'Escheparre, capitaine d'infanterie
au régiment Royal de la Marine a prêté une

- somme de 10,800⁺ au comte de Polastron pour 8 jours.
 Il n'a pas été payé - le 2 Juin 1783. Sentence des
 marchands de France signée du maréchal de Richelieu,
 qui ordonne au sieur de Polastron de payer.
 Signification par un sous brigadier des gardes de la
 connétablie - Reconnaissance écrite du comte de Polastron.
 - Lombes. 11 nivose an IX. - Lettre de Mad^{lle} de Latour
 sur ses affaires - signée Marcel de Gaujac.
 - La citoyenne Latour et ses enfans vivant dans une
 auberge de Lombes. - leur dépense ne peut pas être payée.
 Elle est comptée à 3 livres par jour, et le compte pour les
 années VI. VII. VIII et IX monte à 2993⁺ -
 En l'an V. elle vivait à Montauban. Elle souscrit une
 lettre de change de 1317⁺ pour dépense de bouche, un
 jugement du Tribunal de Toulouse, la condamne à payer.
 - District de l'Isle-Tourdain, municipalité de
 Polastron. Procès verbal de vente des bois de Laurac,
 sis en Polastron, en 4 lots de 2 arpents chacun,
 adjugé moyennant 20000⁺ au citoyen Cogné Belloc
 de Laurac. - Vente du 14 messidor an III.
 - 19 germinal an III. Henriette Rosalie Polastron,
 épouse de Joseph Bernard Latour, domiciliée à
 Toulouse, emprunte 6000⁺ assignats à Jeanne
 Jaquette Davessens Moncalm, épouse de Dominique

Guillaume Villeneuve, originaire de Lavar, - pour deux ans, sous le cautionnement de Agésilas Joseph Grosbois Flamarens, qui paye en l'an VI. pour le compte de la citoyenne Latour.

- 1786 - aveu et denombrement pour M^r de Latour de 3 parts et demi, lui 8 faisant le tout, de la terre et seigneurie de Laurac, confrontée avec Rochac, Solaston, Vivant et Fontéjac; les autres parts à M^r Busquet de Laurac, justice haute, moyenne et basse, lods et ventes à 12 %. - 12 sous 5 deniers de censives. - une allécorge consistant en un repas offert au seigneur et à ceux de sa maison.

- 3 Juin 1779. - Brevet signé du roi Louis, et du Prince de Montbarey. - de capitaine de cavalerie. au reg^t du roi, pour servir 3 mois chaque année sans aucun appointement à Bernard comte de La Tour, cy devant mousquetaire en la 2^e compagnie des mousquetaires reformés.

- 28 fructidor an X. - certificat d'amitié accordé à Latour-Sandorte, surnommé Noailhan, Bernard Joseph natif de Noailhan. département du geot, âgé de 59. ans. dont copie suit.

1: Division. Bureau de Solon n° 26.

Prefecture de la Haute Garonne.

Noailhan,

401.

Amnisties.

Ministère de la police générale de la République.

Liberté. (Sceau) Egalité.

Certificat d'amnistie.

Paris. le 28 fructidor an X. de la République Française.
Le Ministre de la police générale, en exécution de l'Article
VIII. du sénatus consulte en date du 6 floreal an X,
devant le préfet du département de la Haute Garonne,
par Latour Landorte, qui a fait déclaration le 8 prairial
de laquelle il résulte que cet individu ne jouit d'aucuns
titres, places, décorations, traitement ni pension des
puissances étrangères. - Vu pareillement le serment
qu'il a fait d'être fidèle au gouvernement établi
par la constitution, et de n'entretenir, ni directement,
ni indirectement aucune liaison, ni correspondance
avec les ennemis de l'Etat.

Considérant que cette déclaration et ce serment ont
été faits dans les délais déterminés et qu'ils sont
conformes aux dispositions des articles III. IV et V. du
Sénatus Consulte.

Considérant que Latour Landorte ne se trouve dans
aucun des cas d'exception prévus par l'art. X.

arrête ce qui suit:

L'amnistie est accordée pour le fait d'émigration

Noailhan.

au citoyen Patour-Landorte.

2: Il rentrera en consequence dans la jouissance de ceux de ses biens qui n'ont été ni vendus, ni exceptés par l'art. XVII du Sénatus-Consulte.

3: Le present certificat d'amnistie sera envoyé au Ministre de la Justice.

Le Ministre de la police generale
Fouche.

Delivré le 7 vendémiaire an XI de la République
Française. — Le ministre de la Justice
Abrial.

(Archives de la Dordogne, Isle de Noë.
appartenant à M^{me} de Gréon et M^{de} Lamejan.)

— En 1780. — Hommage de noble Joseph
vicomte de Noailhan, seigneur de Lamejan.

(Arch. Dept. Auch. C 282.)

— Noailhan ou Noueilhan. —

Famille d'origine féodale, puissante, du diocèse
de Bazas et du Condomois.

nombre d'actes la concernant à la Bibliothèque
nationale, Collection Doct. XII^e et XIII^e siècles.

Les hommages aux Rois d'Angleterre sont
dans le manuscrit 20.685. fol. pages. 19 et suiv. et 29.

- En 1302 - aramon de Noailhan seigneur de Labasthe,
marie de Mazerolles, sa femme et leur fils guithem aramon.

(Gresor genealogique. III. p. 1.)

- 1296. - noble dame Marie de Mazerolles, dame de La
Barthe. en Comagne, autorisée par noble guillaume
Ramon de Noailhan, son mari, damoiseau, ainsi que
Eudes et guillaume aramon de Noailhan leur fils
donne a cens a odon del Pins, paroissien de Lyalens,
selon les us et coutumes du Bazadais, toutes les terres,
vignes, bois, prés, paturages, saup. maisons. qu'elle avait
de sa maison et seigneurie de la Barthe, en la paroisse
de Nortelat, pour la somme de 20 sous mortels de cens
annuel, par lettres passees par devant guillaume
grimault, notaire de Bazadais, et du duc d'Aquitaine,
le 12^e a l'issue de Mars 1296. Philippe regnant en France,
et tenant le duché d'Aquitaine, et guillaume étant
evêque de Baras.

- 1309. - Amanceu de Noailhan, damoiseau, fut present
au jugement arbitral rendu sur les differends existant
entre noble Bernard Jourdain de l'Isle et Jourdain de
l'Isle, son frere, touchant la succession de leur pere et
mere, au mois d'Aout 1309.

(saume de l'Isle. fo 956.)

- 1302. - noble guillaume Aramon de Noailhan damoiseau.

Seigneur de La Barthe et noble damoiselle Marie de Nagerolles sa femme, du consentement de noble Guillaume Aramon de Noailhan, leur fils, donnent a fief et oblie selon les coutumes du Bazadais, à Guillaume de Malmont et noble alais de Roure, sa femme, et aux leurs, une pièce de terre et de bois, avec toutes ses dependances, sitée en la paroisse de St Martin de gott, au lieu dit a la teste du Sercelh, tenant d'une part a la terre de noble Amanieu de Normandie, damoiseau, d'autre au fief que les hommes de Foalhet tenaient du seigneur noble Arnaud de Juseix, chevalier, et de ses coportionnés, ou coportionnaires, d'autre a la terre de Ramon guithem de Vignes, et d'autre a la terre de noble Doat Amanieu damoiseau, et de ses frères, enfans du feu seigneur noble Guillaume Amanieu, chevalier, moyennant 20. sous bordelais d'oblie. Par lettres patées en la maison de La Barthe le 16^e Decembre 1302. Philippe regnant en France, et Guillaume etant evêque de Bazas, en presence de Guillaume Ramon de Castelnaud clerc, Vidal de Castelnaud, par devant Vital du Bois notaire de Bazas.

— Amanieu de Noailhan, reçoit des lettres de convocation qui lui sont adressées par le roi d'Angleterre.

(Monlèsien. III. 131. 151.)

- vers 1315. Montasin de Noailhan, coseigneur de St. Vivant,
(Monbrun. III. 151.)

- amanceu de Noailhan, servant aux guerres de Guyenne
de 1338 à 1341.

(Comptes de Barthelémy du Grach. ff. 20684, n° 250)

- 1363. Ramon de Ladils fils du feu seigneur Bernadet
Pierre de Ladils, Aruet de Ladils, et autres habitants
de Bazas, souscrivirent comme témoins, une transaction
passée entre noble dame Catherine de Pellegrue, veuve
de monseigneur Amanieu de Noailhan, chevalier,
d'une part: et monseigneur Auguis de La mote, chevalier
mari de dame Catherine de Noailhan, fille dudit
feu seigneur Amanieu, et de la dite dame veuve, d'autre
part. par acte passé à Bazas, au cloître de St. Jean
Baptiste, et veu par Jean du Verges, notaire le 31. mars
1363. Douard, fils aîné du roi d'Angleterre, duc
d'Aquitaine, et Guillaume, évêque de Bazas.

- 1411. noble Arnaud de Noailhan, damoiseau, seigneur
de Freichou, et de son autorité, dame Reine de Gaulin, sa
femme, dame de Villeneuve, et héritière, en cette partie, de
feu messire Bertrand de Gaulin, son frère, vendirent
pour la somme de deux cens francs d'or. Le franc
compté pour vingt deux sols, six deniers au chapitre
de St. Saturnin, de plusieurs cens et rentes de la terre

de Villeneuve, pour s'acquitter des dettes de ladite succession, et notamment pour rembourser 500 fr. d'or qui restaient dus pour restitution de la dot de Catherine d'Albret sœur du noble et puissant seigneur de St Basille, et veuve de noble homme messire Geraud de Jaulin, chevalier, frère d'icelui feu messire Bertrand de Jaulin, chevalier, et de la dite dame Remè, et laquelle dot était assignée sur la terre de Villeneuve, et garantissent cette vente au dit chapitre contre le seigneur de La graulet, dans le cas qu'il voulut rentrer dans cette seigneurie qu'il avait engagée. Les auctes passés le 7^e Janvier 1444, en présence de noble Pierre d'Albret, Jacques de Lafite, damoiseaux, et autres.

(Archives de Noailhan. à Mezin.)

- 1421. - noble Louis de Noailhan, seigneur de Villeneuve, comme seigneur féodal approuva et approuva la vente faite par Pierre de LaPite demeurant au lieu de Porcès, à Etienne de LaPite, habitant de la paroisse de St Jean de Villeneuve, d'une pièce de vigne sise au territoire de Villeneuve, dans la directe de ce seigneur, et chargée de deux deniers mortels de devoir envers lui, par acte passé le 23 Janvier 1421. Charles regnant en France, Jean étant évêque de Condom.

(Arch. de Noailhan. Mezin)

- 1428. - noble Louis de Noailhan, chevalier, seigneur du château de Villeneuve, donne à nouveau fief, selon la coutume dudit château, à gevaud de Condom, habitant dudit Villeneuve, une pièce de terre inculte, située en la paroisse de St Jean de Villeneuve, lieu dit à Las Planhas, joignant la terre de Vital de Fabro d'une part, la terre des hoirs de Vital de Labatut, d'autre part, la terre de noble Bernard de Jaulin, d'une autre, et la terre d'Etienne de Lamanhas, d'autre, moyennant trois francs d'entrée, et 8 sous, mortas, de cens annuel, par acte reçu au château dudit Villeneuve, par Arnaud de Lassus, notaire royal à Mezin, le 7^e mai 1428. Charles regnant en France, Jean étant évêque et messire Marquet Chauvet, prieur de Condom, témoins Jean de Veglan et Pierre de Miramont.

- 1433 - Charles VII. roi de France, rétablit noble Louis de Noailhan, seigneur du Fochou, en la possession de ses terres et seigneuries de Boulongne et de St Maure, le 11^e Décembre 1433.

(arch. du Ch^{au} de Nerac, liasse 22. Côté. D. 1.)

- 1460. - Honnête et discret homme Bertrand de Lafargue, bailli de la seigneurie de Villeneuve, pour noble et puissant homme, messire Louis de Noailhan, chevalier, seigneur du Pêche et de Villeneuve, tenant la cour

Dicui seigneur, donna pour tuteurs et curateurs à Chibaut et Pierre de Villeneuve, enfans mineurs et heritiers de feu garsie de Villeneuve, Besdot et Bertrand de Villeneuve freres, habitans de Villeneuve, et sans de Villeneuve, habitant Mezin. par lettres du 8 Juillet 1460.

- 1460. - noble Louis de Noailhan, chevalier, seigneur du Frechou, fit foi et hommage lige au roi, a cause de sa comté d'Agénais, entre les mains de Pierre Bevard, seigneur de Oleré et de Chisé, trésorier de France, a ce commis pour raison des terres et seigneuries de Frechou, de Villeneuve, la moitié d'Espéroux, le territoire de Lousignan, en la seigneurie de Condom, le chateau de Virac, le tout en haute justice : le chateau de Puyguiraud, sans justice sans la chatellenie de Marmande, et de la terre de St. Livrade, dont un quart au prieur. le 20^e avril 1460.

- 1460. - noble homme Jean de Noailhan, fils aîné et procureur fondé de noble et puissant homme messire Louis de Noailhan, chevalier, seigneur de Freche et de Villeneuve, donne à nouveau fief et emphyteote a Bernard Dagos, habitant dudit Villeneuve, une pièce de terre inculte et des bois, en la paroisse de St. Jean de Villeneuve, lieu dit aux Bobées, au prix de 20 sols d'antree, le sol de 3 liards, et

20 sols de service ou de cens annuel, par lettres patentes audit Villeneuve, au diocèse de Condom, devant maître de Mauret, notaire royal et impérial de Mezin le 10^e Mars 1460. - le siège de Condom étant vacant. -

- 1462. - Le même noble Jean de Noailhan, comme procureur de son père, investit féodalement Vital Lane, habitant Mezin, de deux pièces de terre sisés à Villeneuve, - 25 Juin 1462.

- 1463. - noble homme Jean de Noailhan, comme procureur de son père noble messire Louis de Noailhan, seigneur de Freche, Villeneuve et de Buset, inféoda et donna à nouvelle emphytéose, à Etienne Darman, une pièce de terre sise au territoire de Villeneuve, moyennant dix sols d'entrée, et 15 deniers mortels de service annuel, par acte passé le penultième Mai 1463. Amanieu étant évêque de Condom.

- 1465. - messire Louis de Noailhan, seigneur de Freche, Villeneuve et du Buset, au diocèse de Condom, sénéchal de Agen, approuve et ratifie un contrat d'investissement ou bail à nouveau fief fait par m^e Bertrand de Mauret, notaire de Mezin, par noble Jean de Noailhan, damoiseau, son fils aîné, à Bernard de quas. Dudit Villeneuve, d'une pièce de terre et bois d'extension 20 journaux, situé en la paroisse St Jean de Villeneuve,

moyennant un cens annuel de 30 sards. payable le jour de la Circumcision, avec un franc d'entrée. par lettres passées au Buzet, le 16 septembre 1165.

(Arch. de Noailhan. à Mezin.)

- Donation par messire Louis de Noailhan, seigneur de Friche, Villeneuve et Buzet, à Helene d'Esclamal de Pujols, son épouse en date du 26 octobre 1176. acte passé au château de Buzet.

- Procuration donnée par Alena d'Esclamal alias de Puyous, dona de Buzet, de la diocèse de Condom au sujet d'un procès alors pendant entre la dite Helene veuve de Louis de Noailhan - 25 mai 1179.

Charles de Noailhan, seigneur de Buzet. Jean d'Esclamal, seigneur et baron de Pujols, Oddelein de Noailhan seigneur de Fraïste, tuteurs de Charles de Noailhan.

(Arch. de la Grande, tome I. page 366 à 370.)

- 1180. Robert de Balsac, seigneur d'Entraigues et de Clermont. Loubican, conseiller, chambellan du roy et son senechal d'Agenais et de gascogne, enterina le 28^e Decembre 1180, les lettres royales données aux Forges. près Chinon, le 2 septembre précédent, qui accordaient main levée à noble Odot de Noailhan seigneur de Villeneuve, de la saisie faite de leurs biens, terres et seigneuries, pour n'avoir pas

, comparu aux ban et arrière ban, ni servi en l'armée de
ici, avec les autres nobles convoqués. en présence de noble
homme Charles de Montpesat, seigneur du dit lieu et Jean
Changy, capitaine de Clermont. Loubéran.

- 1481. - noble homme Jeannet de Noailhan, seigneur
de Villeneuve, afferme pour trois ans a Geoffroy
Dacabey et a Etienne de Pontasac, les moulins et
borde de la Clede assis a Casteljalous, appartenant à
noble homme quitard de Laxe, seigneur de Balfada,
et qu'il tenait sous la main comme son arrière fief. sous
la redevance annuelle de 17 quartiers de froment et
deux tiers de mouture. 14 fevrier 1481. Raimond
étant évêque de Bazas.

- 1482. noble Odon de Noailhan, seigneur de Treche,
au diocèse de Condom et noble damoiselle Marie
D'Arcamont, sa femme, constitue en dot de mariage
a noble Charlotte de Noailhan leur fille avec noble
Louis de Cast, seigneur de Birac et senechal de Lantres,
la somme de 1000. livres avec les habits nuptiaux,
et stipulent que dans le cas où ils vendraient à
deceder sans hoirs mâles, ladite damoiselle leur
fille serait leur héritière universelle en payant la
legitime a leurs autres enfants. ce acte de contrat
passé par Christophe Venatorès notaire imperial d.

412. Noailhan.

Nerac. le 11^e Mars 1482. en presence de nobles et venerables
hommes Pierre de Lasseran, alias de Massencome, et amareu
de Peugot seigneur de Vidailhac, frere Pierre de Camparbs
chevalier de St Jean de Jerusalem commandeur de gouts.

- 1489. - noble et discret homme messire Fort de Noailhan,
chanoine de Bazas, constitua son procureur special
noble Jean de Noailhan seigneur de Villeneuve, pour
requerir et accepter en son nom, toute espece de benefices
par acte passe a Bazas le 12^e novembre 1489.

Charles regnant en France, Jean etant eveque de Bazas.
- 1492. - noble damoiselle Cauna, dame de Villeneuve
obtient en 1505. le 8^e Septembre, des lettres de Madame
Jeanne, vicomtesse de Luliac, dame des baronnies
de Sardailhan et de Lys, portant mandement pour
expedier le traite de mariage passe a Mauvesin
au diocese d'Aire le 15^e Juin 1492. entre le noble
ecuyer, Jean de Noailhan seigneur de Villeneuve,
d'une part et ladite damoiselle Catherine, sœur
germaine de noble seigneur et baron Guilhem
Ramon de Cauna, seigneur de Cauna, et de Eujales
d'autre part, auquel traite noble Louis de Cauna,
frere germain et procureur d'icelui Guillaume
Ramon, constitua en dot a icelle damoiselle
leur sœur, entre autres choses, la somme de.

quinze cens francs bordelais, dont partie assignée sur sa maison de Castelnau.

- 1493. - Gerard de Noailhan avoua tenir en fief noble du duc d'Albret, certains biens situés à Lavardac, l'an 1493. -

(arch. de Nérac. liasse 56^e. papiers mêlés. coté. B. 3.)

- 1493. - noble dame Catherine de Cauna, femme de noble Jean de Noailhan, seigneur de Villeneuve, donna procuration à son dit mari pour, en son nom, retirer des mains du receveur du roi à Agen, une chaîne d'or qui lui appartenait et qu'elle lui avait donnée en dépôt, par acte passé le 22. août 1493. - Antoine tant évêque de Condom.

- 1495. - noble Jean de Noailhan, maître d'hôtel du roi, de Navarre, revoca la procuration qu'il avait donnée à noble Odot de Noailhan, son frère, seigneur de Froche, pour mettre en arbitrage en la cour de Bordeaux, le différend qu'il avait au sujet de la seigneurie de Suppardin, en Condomois, par acte passé à Sampelune le 21. janvier 1495.

- 1498. - noble Jean de Noailhan, seigneur de Villeneuve, constitua des procureurs au parlement de Bordeaux, pour la poursuite de toutes ses affaires, par acte passé à Mezin. le 25. février 1498. - Jean évêque de Condom.

Noailhan.

- 1502. - noble homme Jean de Noailhan seigneur de Villeneuve, eut sepulture en l'église paroissiale de St Jean de Villeneuve fonda trois obits en l'église des Augustins de Mezin fondez par ses aïeux seigneurs de Freche, declara avoir epouse successivement deux femmes: que de la premiere il avait eu la somme de 1000^{fr} bordelais en dot et qu'il avait un fils aîné nommé Jeannot de Noailhan, et que de la seconde Catherine de Cauna, il avait eu 2000^{fr} bordelais et en avait quatre fils: savoir: nobles Bertrand, Odet, Bertrand et Jeannot: destina Odet et Jeannot à l'état oeclesiastique et Bertrand le jeune à l'ordre de St Jean de Jerusalem, dans le cas qu'ils ne voulussent pas prendre ces états, il leur legua cent ecus à chacun, l'écu compte pour 110. liards; legua pareille somme à l'enfant dont prouvait être enceinte lad. dem^{lle}. Catherine sa femme, s'il était mâle. Institua ses heritiers universels par egales portions les deux fils aînés de ses deux femmes, Jeannot et Bertrand, et nomma pour curateurs de ses enfans, sa femme et noble Jean de Noailhan, seigneur d'Espignou, et Thibaut de Malignan, par testament passé le 24 Janvier de l'année 1502. - Louis regnant en France -
(arch. de Noailhan. à Mezin.)

Noailhan.

Noé.

415.

- Odet de Noailhan, épouse Guyonne d'Esramail, ils ont pour fille Beatrix de Noailhan, qui en 1506. épouse Antoine de grosses.

(Anselme. IX. 388.)

- 1510. noble Jean de Noailhan, seigneur de Pêche, fut témoin d'une procuration donnée par noble Marguerite de Lavardac, veuve de feu noble Antoine de Castillon, seigneur de la Salle de Mauvesin, prieur de Moncrabeau, pour traiter de certaines répétitions qu'elle avait à faire. le 16 février 1510.

(Arch. de Castillon de Mauvesin.)

- Pierre Joseph, vicomte de Noailhan, seigneur de Villeneuve, condamné en 1783 par le présidial de Condom. à payer 380^l 6^s 3^d à Joseph Lanne, marchand boucher à Condom.

(Arch. Dep^{te} Auch. E. 35.)

Noé.

Parnille de haute noblesse féodale du pays de Languedoc. Son nom recevait indifféremment Noiers, Nagers, Noer et enfin Noé au cartulaire de Bezdoues, dans une charte 1163. Arnaud Sans de Noé est témoin de la donation faite à l'abbaye du territoire de Loran par Joson, Cte de Comminges. Ch. 593.

- Gautier de Noë et sa femme Arraze engagent à l'abbaye de Besdours, des terres qu'ils possèdent sur la Save. ch. 299.
- au mois de mai 1167. arnaud Pons de Noë et Gautier de Noë, frère, sont témoins de l'hommage du Comte de Foix au comte de Toulouse pour Lavedun.
- En 1201. arnaud Pons de Noë est un des arbitres du procès existant entre le comte de Toulouse et le comte de Foix au sujet de Lavedun.

(Presor. Leulst. I. 94 - 230 page 623.)

- 1186. - Arnaud Pons de Noë, Bernard de Mortal, Roger, Odon et Harn ses enfans, accorderont le droit de paturage dans toutes leurs terres pour les bestiaux de l'abbaye de Grand Selva, le 3^e des Ides de Mars. l'an 1186.

(coll. Doct. tome 5^e page 143.)

- Pendant la guerre des Albigeois, les membres de cette famille furent fidèles à leur seigneur le comte de Toulouse nous trouvons au chant de la guerre des Albigeois.

un Roger de Noë chargé de la défense d'une porte et d'une des barbacanes de la ville de Toulouse. a l'année 1217 - vers 9516. et Hist. du Languedoc V. 529,

- En 1223. Pons arnaud de Noë, un des consuls de la ville de Toulouse, promet de rester fidèle au comte de Toulouse.

(Hist. Languedoc V. 625.)

En 1225. Roger de Noë fonde la barbie du Pouilleret.

En 1230. il est témoin du partage de Borel. —

En 1235. Sous Arnaud de Noë, Chanoine de Toulouse.

En 1236. Odon de Noë est témoin de l'acte de fidélité
jurée au comte de Toulouse.

(Layette. Sc. des chartes. II. 2398 — II. 1739. — II. 2077.
II. 2462.)

En 1244. acte de partage de famille passé dans la maison
de Roger de Noë entre Gautier de Noë et son frère Roger.
Sous les deux fils de Gautier de Noë.

(Layette. II. 2444.)

En 1245. Roger de Noë émancipe son fils Arnaud Pons
de Noë — (idem. II. 572.)

1246. Roger de Noë est témoin de l'hommage du comte
d'Astarac au comte de Toulouse. (Hist. Languedoc. VI. 454)

1246. Roger de Noë, témoin de l'hommage de Bernard
de Marestang. (Hist. Languedoc. et Layette. II. 540 n° 3204.)

— Croisade de 1248. Arnaud de Noë, inscrit parmi les
croisés — Versailles II. 397.

1249. Arnaud Pons de Noë est présent au serment de
fidélité du comte de Comminges à Alphonse comte de
Poitiers. — (Layette. III. 87. n° 3829.)

1249. Arnaud Pons de Noë jure fidélité à Alphonse
de Poitiers et à sa femme Jeanne comtesse de Toulouse.

- 1265. Arnaud Pons de Noë, rendit une sentence arbitrale sur un différend entre messire Lourdain de l'Isle et Ysarn Lourdain, de laquelle sentence le procureur dudit sire de l'Isle appella le 3^e a la sortie d'Avril 1265.

(Saume de l'Isle. fo 220.)

- 1271. Saisimentum. pour Arnaud Pons de Noë,

- Guillaume de Noë était = Cambiarius = de la maison de Borderes et fut interrogé parmi les templiers accusés.

(Revue d'Aquitaine IX. 709.)

- 1309 - noble homme Bertrand de Noë, seigneur de Noë, damoiseau, donne par donation entre vifs a son cher neveu Hugues du Palais, damoiseau, pour lui et les siens ses chateau, ville et baronnie de Noë, avec tous les fiefs militaires et tout ce qui en depend sans en rien excepter, comme aussi la Bouerie appelée de Motecasal située près de Noë, avec toutes ses appartenances et dépendances, se reservant néanmoins l'usufruit du tout, sa vie durant; il est stipulé que dans le cas où ledit Bertrand viendrait a mourir sans enfans de son mariage, ledit Hugues survivant ou ayant laissé des enfans survivans, tous les biens dudit Bertrand appartiendraient a Hugues ou a ses enfans, excepté 1000. livres tournois et une rente de 60 livres qu'il tenait sur le tresor royal, de laquelle rente il pourra disposer.

Noë.

419.

Par acte passé à Toulouse le 10^e à l'issue du mois de
février de l'an 1309. - Philippe regnant en France, et
Gaillard étant évêque de Toulouse. Bertrand du Gatais et
autres, témoins dudit acte.

- 1350. - noble et vénérable messire Jean de Noë, chevalier,
fut présent à l'hommage fait à Pierre Raymond, comte
de Comminges par noble Bernard de la Tour, damoiseau,
par acte passé à Château Gaillard le 23^e juillet 1350.

(arch. du Ch^{te} de la Tour, en Comminges.)

- 1402. messire Bernard de Noë, rend hommage pour
la baronnie de Noë.

(Hist. Languedoc. V. 530.)

- 26 novembre 1446. - messire Bertrand de Noë, chevalier
châtelain du chatel de St^e gavelle, en la sénéchaussée
de Toulouse.

(Bibl. nat^{le}. - f. M. 20682. n° 68.)

- 1426. Hugues de Noë. - (Mém. l'Un. IV. 231.)

- Jean III. de Noë, avait épousé Leonore de Mauléon. fille
du seigneur de Mauléon baron de Durban et dame don^{le}
de l'Isle d'Arbecchan, fille unique et héritière de Gaspard
baron de l'Isle d'Arbecchan. - De cette façon la baronnie
de l'Isle d'Arbecchan, passa à Jean III de Noë, lequel
était mort en 1524. laissant la baronnie de l'Isle à
son fils Gaillard de Noë. - Lequel Gaillard était mort

Noë.

sans postérité la seigneurie de l'Isle d'Arbechan passera son frère cadet Roger de Noë, III^e du nom, marié 1^{er} le 16 Janvier 1541 à Françoise de Benques et 2^e à Gabrielle de Chateau Vodun.

Le fils aîné de sa première femme Gerand de Noë lui succéda.
- 16 mai 1597 - noble Urbain de Noë, seigneur baron de Noë et de l'Isle, vend à parts de remerciement à noble François de Bourrouillan seigneur de Labory, et d'Eyras, un moulin sur l'Isle si dans la paroisse de Miranes.

(Léat. nob^{le} à Lannepax.)

- Février 1625 - arrêt du parlement de Toulouse maintenant par provision Anne de Noë dans la possession d'une forêt dite de l'abbaye.

- En 1631. Ceile de Noë, religieuse receveuse du couvent de Carles.

(Arch. Auch. 1^{re} semaine.)

- Juillet 1647 - noble Léon Paul de Noë seigneur de Montaignan et autres places.

(Registre de l'officialité d'Auch. verbo Arbechan.)

- 3 Janvier 1647. messire Roger de Noë, seigneur baron de l'Isle de Noë, senechal gouverneur du pays d'Aure, Magnaoe, Barousse et Nestes.

fils de Louis de Noë et petit fils de Urbain de Noë, senechal et gouverneur des quatre Vallées Roger de Noë reconnaît que son grand père

Noé.

431.

était débiteur depuis 1625, d'une somme de 625 livres envers noble Jean François de Busca seigneur de St Jean d'Angles. Pour s'acquitter il fait transport d'une créance de même somme en faveur de Pierre de Busca; témoin noble Jean de Narbonne seigneur de Las et Aréique de Charnage habitant l'île Arroschan.

(nab. not^{re} à Riquepue.)

- 1653-1656. gages de M^r de Noé senechal, gouverneur des quatre Vallées - Dominique Garac juge des quatre Vallées. - 1686-1688

(arch. Pau B. 996. - 1062.)

- 3 février 1653. après l'heure de midy au parloir du monastère de Fabas: très haute et très debotte dame Clere de Noé, abbesse dudit monastère, seigneurresse de Fabas, Arnan, Lihac, Lussan et autres places, assistée de Reverend père en Dieu Louys de Saulx prieur et syndic, reçoit 300⁺ de noble Louys d'Encaste, seigneur de Pouy, à compte sur 600⁺ promises pour Marguerite d'Encaste, sa fille noblesse (novice) au d^{it} couvent.

Gabrielle d'Encaste fut également novice dans le même couvent en 1661 et 1670. Madame de Bertier étant abbesse de Fabas.

(archives Castalade.)

- Regiment de Nac, cavalerie, a fait les campagnes de 1754 a 1763 - avait de leu Foucaut et est devenu le regiment de Bourbon-Cavalerie.

- Fourniers de gouverneur et maire de Bordeaux pour Louis comte de Nac, senechal des quatre Vallées, maître de camp du regiment de Bourbon-cavalerie, chambellan du duc d'Orleans.

- Notice sur le comte de Nac dans la Revue d'Aquitaine. Tome II. page 152.

- Louis Pantaléon de Nac d'une branche cadette, épousa au château de l'île de Nac le 10 février 1776. sa niece, a la mode de Bretagne, Charlotte de Nac, dame de l'île veuve du marquis de Noüe laquelle apporta a son mari la terre de l'île Arbecan ou de Nac. Ils eurent un fils et deux filles, l'une chanoinesse, l'autre mariée a M^r Casenave, magistrat a Tarbes. apres la revolution, le fils connu sous le nom de Comte de Nac, emigra avec son pere, prit du service en Angleterre fut officier au 10^e de ligne Anglais. et se maria avec une anglaise.

(Voici la relation de l'expédition de l'Inde en Egypte. 1801.)

Il eut de son mariage. 1^o François de Nac qui suit
2^o Guillaume de Nac reformé comme chef d'escadron de cavalerie legiere. - 3^o Louis de Nac, colonel de cavalerie marié, separé de sa femme, mort laissant une fille.

4^e Sarah de Nœ, mariée à sir W. Mannes, entre autres amiral dans la Marine Royale d'Angleterre. - 5^e Amedée de Nœ, artiste connu sous le nom de Cham. mort sous enfant.

François de Nœ, ou Francis, dit le marquis de Nœ marié à Laure Eroutais. dont :-

1^{er} Marie Alexandre Roger de Nœ, né en 1835. secrétaire d'ambassade. marié à N. Janie. mort à Caudebec d'une affection pulmonaire le 23 juillet 1877. dont :-
1^{er} un fils mort à 18 ans. - 1^{re} une fille née en 1862. - 2^{un} fils.

2^e Samuel amede Marie de Nœ, né le 2 Janvier 1838. officier de marine, mort lieutenant de vaisseau, au golfe de guinée en 1870.

3^e Marc de Nœ, né 1840. officier de cavalerie, marié à N. Gaubin. dont enfant. sous lieutenant de dragons.

4^e François de Nœ dit Francis. né 1842. a servi dans l'infanterie. a quitté le service. et s'est marié le 21 octobre 1884 avec Marguerite Tubbard. fille d'un riche notaire de Echirol. en Auvergne. dont enfants.

C'est ce dernier dit le comte de Nœ qui possède actuellement le château de l'Isle de Nœ. il a un fils Antoine né le 8 Août 1885 - une fille née en 1887. et un fils Louis né le 9 Avril 1888. -

424. Nogaret.

Nogaret.

- 1278. - Bernard Roger de Nogaret, chevalier, et Guillaume Roger de Nogaret, damoiseau, vendent à l'abbaye de Solbonne une terre située à Moncaube, le jour des ides de septembre 1278.

(Collection Doat. tome 1^{re} fe 275.)

- Nogaret, origine de la famille d'Epernon, juge de Verdun, annobli en 1355. confirmé en 1361.

(Mémorien. III. 318.)

Voit Dictionnaire des annoblis. page 288.

Voit Histoire de Languedoc. tome VII. page 191.

Voit Registre du Tresor des chartes. 83. n° 624.

- Paul de Nogaret, maître des Camps et Forêts de la sénéchaussée de Toulouse 8 Janvier 1376. et aussi des sénéchaussées de Bigorre et Albigeois.

(coll. Doat. tome 80. page 347.)

- 1383. - Etienne de Nogaret, docteur en loix, et noble Jean de Nogaret, à Toulouse, sont témoins du testament que fait noble Beraud de Paudouas, seigneur du Cauze le 15. Janvier 1383. - dans la maison de Raymond de Sabanac, juge des appellations de la sénéchaussée de Toulouse.

(genealogie Paudouas. 41.)

- Raymond de Nogaret, seigneur de Roquesemieres

Nogaret.

Nogaro.

125

a son regiment en garnison a l'Isle Jourdain; il doit
etre parent du capitaine du Bourg, car il avait epouse
Marie du Bourg, fille d'amable du Bourg et d'anne
de Paulo. sans doute cousine germaine de Georges.

— Nogaro. —

ville au comte d'Armagnac. l'eglise sous le vocable de
St Nicolas, dependait de l'archidiaconé d'armagnac.

Cette ville fut fondee, du consentement du comte d'armagnac,
par St. Austinde, archeveque d'auch vers l'an 1061.

Plusieurs chartes du cartulaire noir de St^e Marie d'auch.
traitent de cette fondation et parlent de l'eglise St. Nicolas.
voir les chartes aux folios 34 R. 34. V. 40. V. et 47. V.

- En 1488. - noble et discret homme maître Jean de
Magnum seigneur de Bernede. fut témoin d'une vente
d'heritages assés au territoire de Nogaro, faite par
Jacques Viault et Marguerite Devedat sa femme, à
Bernard Devedat. par acte du 30 Janvier 1488.

(chartanet not^e a Nogaro. fol^o 6.)

- noble Jean Johya seigneur de La Mothe, prie Nogaro
est témoin dans un acte du 10 Mars 1484.

— Nogues. —

maison noble dans la juridiction de Mauvezin. Peyrassaguet.
- 23 novembre 1613. noble Segnoret de Reynauld sieur
de Nogues, étant à Beaucroix, donne en gazoille une
jument sous poil rouge.

(Lacoste. notaire à Valence.)

- Septembre 1684. Louis de Percin, seigneur de Nogues.
est présent à la destruction du temple protestant de
Mauvezin et au rétablissement du culte catholique
ainsi qu'à la plantation d'une croix sur l'emplacement
des ruines du temple.

(Montezun. V. 639.)

- Nogues. famille de gentilshommes verriers habitant
Bascous, en Armagnac.

- 25 septembre 1530. obligation pour noble Pierre
de Noquer, verrier (vitrerie) fils de noble Antoine de
Noquer, du lieu de Souzeque.

(Lemaire. not. à Cologne.)

- 2 Janvier 1547. noble Jean Noquier, verrier natif du
lieu de Souzeque, a présent habitant Bascous,
Il doit 80 livres à Pierre Ribal bachelier en droit,
habitant Castelsarrasin, fils de Bernard Ribal
marchand de Toulouse. Du consentement de sa

Nogues.

Nougaroulet.

437.

femme noble Loysc Rioly et de ses beaux frères nobles Mathelin et Pierre Rioly, il vend en paiement une maison qu'il possède.

(Cottin not^{re} à Lannepraz.)

- noble Domenge Nogues, verrier, habitant Paysegu, diocèse de Toulouse, accepte obligation d'une somme qui lui est due. 11 Juin 1564.

(Sarage, not^{re} à Lannepraz fo 12.)

- 28 mai 1666 noble Marsan de Nogues, sieur de Lapouche, du lieu de Lapei, comme procureur de son frère noble Jean Nogues, vend un lopin de pré.

(Dupuy, not^{re} à Nogaro.)

- 30 septembre 1686. - A la maison du guichet en la paroisse de Lapei, noble Marsan Nouguès, sieur de Lapouche, donne la jouissance de son bien à son neveu noble Jean Granié sieur de la Mothe,

(Ducastaing, not^{re} au Houga.)

Nougaroulet.

Terre et seigneurie au pays de Comensaguet. L'église sous le vocable de St Jean Baptiste dépendait du Comensaguet.

428. Nongaroulet,

Cette seigneurie était possédée par les barons de Montaut. -
- Fermage des revenus de Nongaroulet pour les années
1490 et 1497.

(arch. Sau. - B. 2064.)

- Les fiefs en Nongaroulet dus pendant les années 1597, 1598,
à Charlotte de Montuc, dame de Montaut, seigneresse
de Nongaroulet.

Fiefs - 4^h 13^h 6^h - avoine 3 cartaux - une couple
de gelinets 8. - - oisons 2.

(arch. seminaire v. Cognac.)

- Nongaroulet - 1631.

Le sieur baron de Montaut en est seigneur, lequel
tient des agrievs et diemes infodées cent sacs, les
trois faisant la charge, à dix livres la charge qui
font 333. livres ung tiers; plus il y a ung fief qui
luy vault soixante livres.

Le dieme s'affirme avec celui de Cognac, & dessus,
il y a soixante dix feux, compris ceux de Cognac.

(Bibl. nat. M. H. fr. n° 34056.)

- Nongaroulet - Rôles de la capitation roturiere
pour les années 1736 - 1739 - 1745 - 1746.

Total 358^h 9^h 6^h - plus 49 sous 10 deniers
ordonnés imposer au marc la livre de la capitation
roturiere pour la fourniture de chapeaux et de

Nougaroulet.

429.

solde au bataillon de milice de la generalite

Comptes des consuls collecteurs.

1739 - Role de la taille - 1574 livres

Pour le canal du Boucaut neup - 12⁴. 1⁷ 6⁸

Lauernes et boucheries - 10⁴ -

Pour les hopitaux. - 20⁴. 8¹ 6⁸

1745 - Taille 1592⁴ 13⁷. Dixieme et ustensile 705⁴ 17⁷ 6⁸

Lauerne et boucherie - 9⁴

1746 - Taille 1616⁴ 8¹ 7⁸ - dixieme 708⁴ 22⁷

Lauerne et boucherie - 10⁴

1762 - Taille 1936⁴ 2⁷ 10⁸ - Role du vingtieme 1107⁴ 13⁷ 11⁸

Cabaret - 3⁴ 12⁷ - comptable - 2⁴

Don fait a M^r. de La Tour. cadet. 26⁴. 4⁷ 3⁸

1774 - Taille 1818⁴ 10⁷ 5⁸

Les 3/5 provenant du produit du cabaret. 21⁴ 8⁷

idem. provenant de la boucherie. 18⁴

- 16 Janvier 1769 - Jean Jacques de Najac, ancien officier
de Dragons habitant Nougaroulet, plaide contre les
consuls du lieu au sujet de la taille.

(Arch. Seminaire. Arch.)

Notaires.

430.

— Notaires. —

Voir pour l'office de notaire aux mots Miradour et Vic. Fezensac, où il y a nombre de renseignements.

— Conseils donnés au roi Philippe le Bel de contrebalancer les notaires seigneuriaux et les notaires impériaux apostoliques par des notaires royaux, afin de restreindre toujours l'influence des officialités et la juridiction des tribunaux ecclésiastiques.

Ordonnance de Philippe le Bel, rendue en conformité de ces conseils : le roi se réserve la nomination des notaires en donnant pour prétexte la nécessité de remédier aux maux qu'a entraînés la multitude effrénée des notaires.

L'auteur anonyme de ces conseils au roi, dit que les tabellions ont été créés jadis par Pierre de Vico, préfet de Rome. Il s'agit sans doute des notaires impériaux ou apostoliques. Ces conseils sont bien importants à connaître ; ils sont d'un légiste et dénotent une hostilité violente contre les lois de l'Eglise. L'auteur ne cesse de presser le roi de restreindre la juridiction ecclésiastique.

(Bibl. de l'Ecole des Chartes 2^e série, tome 3, page 307.)

— Du latin des notaires = Pierre Rebuffe, professeur à Bourges et avocat à Paris - Commentaires de l'article 3 de l'ordonnance de Villers Cotteret.

olim omnia instrumenta notariæ conficere solebant
verbis latinis, incultis et barbaris, que ne ipsi quidem
intelligebant, sed erant tanquam Picæ, Scythæ
et galles qui loquuntur in palatiis dominorum
sine intellectu.

- Date des actes dans nos pays meridionaux. —
Habitude singulière de compter la première moitié
du mois comme à l'ordinaire, et pour la seconde
moitié de prendre le mois à rebours - ainsi:
Quarta die in exitu Maii - veut dire le 4^e jour
avant le 31 Mai.

- Le roi Charles VIII. prescrit en 1490. d'écrire en français
les dépositions des témoins dans les enquêtes. Cette
prescription est renouvelée en 1510 par Louis XII.

Sous tous les actes ordinaires de Villers Cotterets publiés
en 1539. article III.

- En 1532. Edit du roi François I^{er} enregistré au
parlement de Toulouse, ordonnant l'usage de la
langue française dans tous les actes publics

Mais les tribunaux persistèrent pour les réponses
sur requêtes et pour les enregistrements des lettres
royales. -

Nouvelle prohibition du latin. dans l'ordonnance de
Boussillon. art. 35. en 1563.

- 15 février 1546. Testamentum Geraldii Laforgue
loci de Pomaretto, habitator.

In nomine sancte Trinitatis et individue veritatis
Patris et Filii et Spiritus Sancti. Amen.

Quia presentis vite conditio statum habet
instabile et ea que visibiliter habent esse invisibiliter
ad non esse. Quia propter protohyplostei delictum
optius universa successio, iusto Dei iudicio, mortem
ipsam gustare meretur. Et nullus ad nacondum huic
eductus orbi, quem in morte, finito cursu, terminetur.
Et cum nil sit certius morte nil que incertius opus
horre, iuxta veritatem vocis in Evangelio clamantis:
Vigilate utroque quia novitis diem neque horam
sanus quidem mente et salubri consilio et sepiissime
memorare et disponere ea que dominus noster
Jesus christus in hoc mundo signatus est largiri.
Quapropter. Noverint universi et singuli presentes
et futuri hoc presens publicum instrumentum
inspecturi, visuri, lecturi ac etiam audituri;
quod anno ab incarnatione ipsius Domini
millesimo quingentesimo decimo quinto et die
decima quinta mensis februarii. Serenissimo
ac illusterrimo principi et domino nostro
domino Francisco. Dei gratia francorum rege.

regnante, apud locum de Pomaretto et in domo habitationis
Petri Laforga dicti loci habitatoris, diocesis Lectorensis
et senescallie Armaniaci. Existens et personaliter consti-
tutus in mei presentia et testium infrascriptorum nobilium
providus vir Geraldus Laforga dicti loci habitator. jacens
in gravato (propeque) in predicta domo sanus per
graciam Dei, mente et intellectu, corpore tamen infirmus
a quadam infirmitate detentus tamen sua bona
memoria fruens et cum bona loquela existens,
actendens et considerans se de pectore suo devolvens
quod homo sicut flos egreditur et conteritur et fugit
velut umbra, et nunquam in eodem statu permanet,
Nolens decedere intestatus sed cupiens diem sue peregre-
nationis prevenire, fecit et condidit suum ultimum
monopolativum testamentum et suam ultimam volun-
tatem de bonis et rebus a Deo sibi collatis, in hunc
qui sequitur modum:

In primis vero signando se venerabili signo Sancte
Crucis sic dicendo = In nomine Patris et Filii et Spiritus
Sancti - Amen. = Consideransque in auctis bonis
operibus ad quod fore in quaquidem animam suam
longe a corpore divigere dum illam a corpore
suo dissolvi contingerit, obtulit se ipsum et animam
suam commendavit omnipotenti Deo salutori nostro

Iesu christo, gloriosissimeque Virgini Marie ejus matri
 totique collegio civium supernorum ad quorum consortium
 pervenire desiderat. Deindeque sepulturam suam
 elegit et corpus sive cadaver suum poni, sepelli et
 tumulari voluit, jussit et mandavit videlicet in sacro
 sancto cimiterio commune ecclesie parochialis dicti
 loci de Pomareto ubi pater ejus fuit sepultus et in
 illo tumulo vel circa illum tumulum post ejus obitum
 dum et quando locus adierit. Item mandavit, voluit
 et ordinavit dictus testator haberi in die sue sepulture,
 due intorticie sine lode cere ponderis qualibet medie libe-
 cere et que accensentur et inflamentur dum divina
 sibi administrabuntur et missa major dicetur et
 corpus suum sive cadaver ad sepulturam deporta-
 bitur. Item prefatus testator mandavit, voluit et
 ordinavit haberi in die sepulture et intersint et
 convocentur duo presbiteri qui teneantur cum lictis
 presbitero dicere unam missam de Requiem pro
 anima ipsius testatoris et omnium aliorum sui
 generis defunctorum pro quibus ipse tenetur Deum
 exorare seu orari facere, et quod dentur cum lictis
 presbitero due duple sine refectione corporali.
 Item voluit, mandavit et ordinavit jam dictus
 testator quod in capite sue novene intersint et

convocentur duo presbiteri (idem quo supra). Item legavit, voluit et ordinavit dictus testator quod in sui capitis anni sive annualis intersint et convocentur quatuor presbiteri qui teneantur Deum exorare et qui libet unam missam de Requiem dicere pro anima dicti testatoris, quibus dari voluit cuilibet presbitero duas duplas turonenses. Item plus legavit testator supradictus amore Dei et pietatis intuitu ac in remissionem omnium peccatorum suorum et aliorum sui generis defunctorum et voluit exsolvi Reverendissimo in Christo patri et domino episcopo Lectorensi tres denarios turonenses una vice solvendas ab heredibus suis. Item legavit, amore Dei et pietatis intuitu quatuor ordinibus paupertatum, videlicet conventus Fratrum minorum, Predicatorum, et Carmelitarum civitatis Lectorensis et Augustinorum ville Florentie, diocesis Aupsitana, tres denarios turonenses cuilibet conventui. Item legavit Bassino S^{te} Marie, Bassino S^{ti} Blasii, Bassino Purgatorii, decem denarios turonenses. - quinque denarios turonenses Bassino Sancte Marie de Ladeto. - In capite anni sui annualis post obitum sui decessus fiat unam caritatem et dictis pauperibus ante portam sue domus videlicet duas punheras bladi frumenti, et unum pipotum boni vini, videlicet bladium in pane cocto et sicut communiter dicitur micha et vinum picket. -

Item dictus testator elegit heredem suum universalem
Bernardum Laforga filium suum. etc.

Marreias
Seign de Vivès

Côte d'un acte de 1516.
P. de Bolet notaire à
Lauracope,



(VOIR LE N° 1312.)

En tête d'un acte
de l'année 1516
concernant noble
M. de Marreias
seigneur de Vivès
passé par
P. de Bolet
notaire de Lauracope.

— Registre des Instrumens par moy Glaude Baudouin,
notaire à Vie Feyssac, actenus en l'an mil cinq
cens quarante huit.

aux vrayz Bazochiens salut. Pentogruelise,
Bazochiens qui mettez ceans la plume, en escriptant
dessus ce blanc papier.

Tiouldun desir par enoye vous alume

Je vous supply les faulx y notes

Et pardonner a Francois du Rosier

qui en partie escript cette escripture

Se le voyez jamais en sepulture

Comme poëte couronné de lauriers

vous direz lors Daccus luy fist injure

que de ses vigner ne le fist heretier.

Ulyphi sapum voluminis.

Testament avec legs pieux retenu par Guillemette
notaire à Miradoux, le 9 Mars 1552.

Le testateur ordonne que : soient appellez et conuoguez
des prestres pendant trois jours qui doivent messes
pour lui, on donnera a chacun 3 sous tournois par
jour, le jour de la sepulture, octaue et cap'd'an,
deux torches de demi livres pendant que les prestres
disent la messe. Il fait des legs aux freres pieux,

aux Carmes, et frères mineurs de Lectoure. - au Capdan
chacun des prêtres de Castetarronuy devra une trentaine de
messes et auront 25. sous tournois. - chaque messe sera
payée 2 sous tournois.

- Au nom de Saintissime Trinité du Père, du Fils et
du St Esprit, ainsi soit. Comme nostre Seigneur Jesus
Christ fils de Dieu le Père omnipotent avant prendre
et souffrir mort et passion en l'arbre de la sainte
Croix fut conduit et ordonna son testament pour que
ung chacun, bon, vray et fidelle chrestien et catholique
voulant faire son testament fait a la semblance et
que n'y ait rien plus incertain que le jour que chacun
mourra et soit homme venant au monde que ne
soit subiect a mourir et puysser jouyr et eviter
le jugement de Dieu le createur. Occasion de quoy
Bertrand de Cartels, habitant de Castetarronuy, estant
malade de corps ou sa maison, mais sain d'esprit et...

(guillemette nostre miradoux. Reg. 1552.)

- Daubas notaire a Luperon. - année 1614. -
Laquelle année a esté fort estérile sans que le menu
puble ny de moyen estat ussent la commodité
de trouver parmy les marchans quy estoient fort
chers, un sac de blé ny autre grenage tellement

que le pource public passarent grande necessite, maladies
regnantes fort comme februes chaudes et pourpre
et autres maladies, celui quy en estoit atteint
faisoit beaucoup s'il en eschappoit sans le cuir.
Le sac du ble se comta communement a neuf
livres le milhet, misture a huit, la pipe de vin
se bandit a trente quatre, cinq, six, sept et huit
escus. En este les marchands le prenoient a quatre livres
sac ble, milhet, misture a cinquante sous et trois
livres. Le bin savoir le pipot a quarante sols; le
pipot a Lupiac en Aignan a dautze sols et quinze
soulz la barne quy est trois livres pipot; pour le
reste je le remets a ceux quy auront la memoire
de savoir comme le reste du temps et saison cest
passe puis le tout Puissant que l'année prochaine
il luy plaise de nous garder et preserver de tels
inconveniens aux fins que nous ayons la grace
de nous maintenir en sa protection et sauvegarde
ainsi soit-il. Amen.

— année 1616. — Table pour plus facilement
trouver les contrats du present registre, lesquels sont
tels que cy après descreitz suivant lettre alpha
betique; laquelle année a esté fort pource recolte
le sac du ble a esté esballué par les marchands

à trois livres cinq souz sac, l'avoine à vingt souz sac,
le sac du millet et misture à quarante souz sac.

En esté les marchans menoient le blé à cinquante
souz sac, avoine à quinze et setze souz sac,
le millet et misture à vingt souz sac, le pipot
du bin tout communement à vingt souz.

Dieu par sa divine providence beuthe permettre
que l'année presente sup cens dix sept soit plus
fertille, et nous garde des inconveniens et charges
de guerre qui nous est preparé. ainsi soit il!

Fin de la table de l'année 1616. en laquelle j'estois
en charge consulaire avec Bernard Ladoix, marchand
et Bernard Darroux, de la où nous avons enduré
beaucoup de fraix du restebeur, occasion de
l'esterillité de l'argent. Dieu nous fasse la grâce
d'avoir à la fin de nous jours la bission
celeste, ainssi soit il.

Daubas. notaire.

- Registre de 1621. sur la garde. Jesus Maria
en tête du premier feuillet. In te Domine
Speravi, non confundar in eternum.

- Table des contrats. année 1621. Laquelle a
esté prou fertile sy estant par le bouloir
de Dieu reculthy assez abondance de grainage.

Le sac du blé a esté esballué au mois de May par les marchans de Lupiac à cinq livres sac, Le milhet, misture à 3^{re} 15^{re}, et 4^{re} sac. Le sac avoigne a quarante sous sac, le pipot du vin a quatre livres en vente, en esté les marchans prenoient en paye le sac blé à 3^{re} et 4^{re} 10^{re}. L'avoigne à 25 sous sac, Le sac milhet et misture a 40 sols sac, le pipot du vin en vendange à 40 sous le tout jouissant par sa providence lui plaise d'elargir sa clemence envers nous, que jamais notre intention ne soit de faire rien ny alterer contre ses saints et divins Commandements et que nostre toute petite vacassion se puisse journallement fortifier, que le tout soit à son honneur et gloire ainssi soit-il et par ainssi pour plus exactement tenir les dites notes tenues au present registre je commence moyennant l'aide du Sauveur, de les ranger avec lettres alphabetiques comme cy après sensuyt commençant par la lettre A.

- année 1628. - laquelle année n'a esté fort abondante en frucht, la taxe du blé a esté faite à six livres et à six livres dix sous, l'avoigne quarante sous. En esté il y en avoit quy se contentoient de recouurer le blé d'autres en prenant 3^{re} dix sous pour sac,

l'avoigne se prenoit à trente et trente deux sous. Le pipot du vin se prenoit à quarante sous. Le tout Puissant permette que l'année suivante soit plus abondante. ainsi soit-il!

- Le notaire Daubas eut pour gendre et successeur Ducot ou du Costo qui était encore notaire à Lupiac en 1662.

- année 1631. - Laquelle a été fort affligée de mauvais temps, soit de la contagion en plusieurs endroits famine que autres maladies, tellement que grande mortalité de menu peuple y est intervenue par la volonté du tout Puissant; nonobstant la bonne intention de ceux qui avoient ce de quoy presté; le sac de blé a été esballé soit en Lupiac et Aignan en prest à quinze livres communement et à setze au terme d'uzure, le milhet à 12^u le sac, misture deux livres, l'avoigne à 4^u. 10^s, et à cinq livres; le pipot de vin à 3^u. 10^s et à 4^u. En esté le blé a esté prins par aucuns marchans deux sacs pour un, d'autres le prenoient à 5^u sac. le sac milhet à 3^u sac, le sac misture à 50 sous, le sac avoigne à 60. sous sac, le pipot du vin à 27. et à 30 sous. Le souverain du monde par sa toute puissance luy plege que la prochaine année soit plus

abondante et fertile et son gre ayeu des dites
malladies aux fins que moyennant sa grace nous
puissions gagner son saint paradis. Amen.

- année 1633. - Laquelle a esté assez bonne, abondante
en fruits pour avoir esté la recolte assez bonne, reserve
en certains endroits que la gresle en auroit emporté
le toutat de la vendange, ce neantmoins le sac de blé
a esté coté par les marchans et taxé 5⁴ 5⁸ et 10⁴.
misture et milhet 3⁴ 5¹ et 3⁴ 10¹. - avoine 40 sous.
piprot de vin 3⁴. - Le pauvre peuple s'est notablement
tourmenté pour recouurer le payement des deniers
royaux, ayant esté coté par arpent en lupiac et
environs a 41 et 42 sous, et par tel moyen la
disette de l'argent fort commune soit parmi les
grands que petits. Le tout Puissant veuille appaiser
son gre en general et que nous puissions moyennant
sa sainte grace obtenir son saint Paradis. Amen.

- Année 1634. - Laquelle année a esté la plus cruelle
pour ne trouver un sou sur le plus licquide. Le
sac de blé en prest a esté taxé a 3⁴ 16¹ et 2 livres
misture et milhet 50. sous. - avoine 30 et 32 sous.
piprot de vin 45 sous, le pape le sac blé 50. sous
et 3⁴. - misture et milhet 40 sous avoine 20 sous.
piprot de vin 30 et 32 sous. - Le tout Puissant

permettre que, l'année suivante soit plus fertile en tous biens et par ce moyen nous puissions gagner paradis, - année 1637. - Laquelle année a été forte disette d'argent pour avoir été tourmentée de gens de guerre suivant l'ordre de Messieurs les ducs d'Espernon et de La Valette gouverneur de la province et suivant le règlement la présente ville a été réduite de faire par un ou six diverses fois logement aux compagnies dépendant de Mr. le marquis de Roquelaure et Nouaillhon que autres. et de plus pour avoir payé pour les mêmes compagnies l'espace de quinze jours à la ville de Bassoues et lieu de Mascara, et pendant même temps l'entretien soit à discretion que ontage sept compagnies des mêmes régiments. aide des mêmes compagnies et de celles de Sarlabous à Vic Fezensac et Lannepatz. Le desordre desquelles gens et en esgard à l'infertilité de l'argent et à ces dépenses, le pauvre peuple a été contraint de vendre et engager le plus précieux et au de là plusieurs extraordinaires mauvais traitements commis sur certains particuliers.

- 1638. - Laquelle année n'a été guere abondante en fruits - blé 3^e 10^s et 15 sous. millet et mixture lb et 45 sous. avoine 30 et 32 sous,

piprot de vin 50 sous. —
- année 1639. - laquelle fort fertile en grains, mais peu
de vendange, la sécheresse ayant gâté le raisin. Il n'a
presque pas plu de février à décembre et l'on a semé
dans les terres sèches - le blé 3^{re} 10^s avoine 28 à 30 sous.
- année 1643 - Année fort infertile - le sac blé 7 livres
et 7^{re} 10^s. milhet et mixture 5^{re} 10^s et 15^s. - avoine
45 à 50 sous - piprot de vin 45 et 50 sous.

- Registre de Pellaroque, notaire à Nîmes, année 1652.
C'est la fin du registre et protocole de la présente
année bissextile mil six cens cinquante et deux.
Laquelle a esté sy diligente que accuse des pluies
continuelles durant l'hiver les terres n'ont produit
que fort peu de fruits. Et encore accuse de la
continuation des dites pluies quelques jours après la
St Jean Baptiste, et la meilleure saison que les dits fruits
devoient estre coupés et pastés à couper tant par le
desbordement des rivières et ruisseaux que l'eau
pluvoyale qui couvrit et trempa les gerbiers qui ne
pouvoient estre retirés de longs jours accuse de la
continuation des dites pluies, sy bien que le bled
haussa de prix en l'esté sur la fin duquel arriva
une grande sécheresse que les grains furent semés

sans pluie, ni peu ni prou, et demura sans pleuvoir jusques au second du mois de Janvier de l'année 1653. En telle sorte que les grains semés ne pouvaient naître que à grand difficulté qui donnoit une grande espouvante au peuple, craignant une pauvre récolte.

Et voyant que la cherté du blé et autres grains continuait de plus en plus et à tel point que le sac blé se vendist, le marché avant la feste de Capdan dans la ville de Vic Fezensac à quinze livres cinquante sols, le sac misture à neuf et à dix livres - le sac millet à douze livres. Et le reste des grainages à proportion. Et ce qui servoit de consolation c'est que la récolte du vin fut honnêtement abondante. Et ne se vendoit à plus hault de douze livres la barrique et communement à sept ou huit livres. Mais après de grandes gelées auparavant et pendant les festes de la Noël, à tel point que la rivière de Baïse en estoit entièrement glacée arriva que la nuit venant au jour de Capdan la terre feust couverte de neige. Et après estre fondue arriva une pluie fort douce, de laquelle on espere un grand bien pour l'avancement des fruits de la terre -

(Registre de Sallazogue. not. Biran.).

Notaires.

Noulens.

447.

- Registre de Ducastaing - notaire au Houga. —

- In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, Amen. —

Sensuivent les actes retenus en 1757.

In nomine Domini. Amen!

- In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, Amen.

Sensuivent les actes que retiendra s'il plaît à Dieu

Maître Ducastaing, notaire royal l'année 1762.

In nomine Iesu Christi.

Noulens.

Terre et paroisse au comté d'Armagnac. L'église sous le vocable de St Jean. dépendait de l'archidiaconé d'Auzas.

Cette seigneurie appartenait dans les temps anciens à la famille de Lau. —

- En 1285 - Parmi les nobles du Fezensac et de l'armagnac on trouve Bernard de Noulens.

(Monbrun. VI. 16.)

- En 1319. Hommage rendu pour moitié des terres de Noulens et Ascous par Bezian de Joulin, juge ordinaire des comté d'Armagnac.

(Monbrun. III. 184.)

- 1319. noble Guillaume de Noulens, damoiseau, avoue tenir en foy et hommage du comté d'Armagnac.

la moitié du château de Noulens, les droits et fiefs
qu'il avait au château de Castillon, Le territoire de
Brouilhac, le 31^r Juillet 1319.

(Montauban, Livre recod. Cote C.C. 28. f. 18.)

- 1319. acte d'Hommage au comte d'Armagnac par
Bernard de Bilheres pour la moitié de Noulens.

Novexint universi quod in mei notarii et testium infra
scriptorum presentia Bernardus de Bilhera, domicellus,
genibus flexis, manibus punctis positus supra sancta
Dei evangelia, inter manus egregii et potentis viri
domini Johannis, Dei gratia, comitis Armaniaci,
Femensis et Ruthenae, fecit homagium eidem
domino comiti et promisit dictus domicellus et
juravit quod esset bonus et fidelis, et servaret corpus,
vitam et membra ipsius domini comitis et secreta
et consilia et obedientiam servaret eidem et quod
procuaret utilia sibi et inutilia evitaret pro
posse sua et alia universa et singula capitula
contenta in juramento fidelitatis, et ibidem dominus
comes recepit ipsum domicellum in hominem suum,
salvo jure suo et quolibet alieno, et in signum
amoris inter ipsos osculum intervenit.

Et ibidem domicellus predictus recognovit se
tenere a dicto domino comite mediam

Noulens.

249.

partem suam castri de Noulens et pertinentiarum
suarum, et partem suam molendini cum omnibus
juribus et deberiis ad dictam partem pertinentibus.
Quod castrum confrontatur cum pertinentiis castri
de Demulo (Dema) ex una parte et cum pertinentiis
de Aera ex altera.

Acta fuerunt hec apud Lanepax die Martis
ultima mensis Julii M^o. CCC^o. XIX^o. Regnante etc...
Sede auspitana vacante. Hujus rei testes: Rogerius
de armaniac, Dei gratia, clericus Vannensis patruus
domini comitis Armaniaci. Bernardus abbas monasterii
de Flarano, dominus Arnaldus de Bascons, archi-
diaconus Pardelhani, in ecclesia Auspitana.

Arnaldus de Monbauc presbyter, et ego Johannes
de gorga publicus notarius dictorum comitatum
armaniaci, Tegeniaci et dicte terre de Riparia.
- Le même jour mardi 31 Juillet 1319. Guillaume
de Noulens rend hommage au comte d'Armagnac,
pour la moitié de Noulens (avec Bernard de
Bilhères comme ci dessus) et de divers fiefs dans
les dependances du chateau de Castillon, le territoire
de Dorotheac en la paroisse de - Sainte Marie de
Mamochio (Mamoulies) in bailiva de Lanepax,
comportant à Gazan d'un côté et à Lanepax de l'autre.

diverses pièces de terre en la paroisse St. Barthelemy de Laserre, confrontant au territoire de Gajan et à celui de Lagarde. Excepté le catal d'Azaut qui il tient du seigneur de Biran - une pièce de terre dite le fief de Noulens - qu'il tient du seigneur de Lagraulet et le fief de Moran, du seigneur de Pardailhan - Le reste comme à l'hommage de Bernard de Britheres, mêmes témoins.

(arch. Darguignon. ch^{au} du Balot. Dausoues.)

- 10 octobre 1384 - noble Gerard de Jaulin, rend hommage au comte d'Armagnac dans les termes ordinaires pour ce qui suit:

Hospitium et territorium de Jaulino, una cum omnibus suis pertinenciis, = prés, vignes, bois, services, fiefs et devoirs qu'il tient des comtes dans le territoire de Jaulin et dans le lieu et territoire de Lagraulet avec une maison dans Lagraulet. Ce qu'il possède sur le territoire de Montreal, dans la paroisse de Genens et dans celle de Brenens. Le lieu de Dannerica avec ses dependances, services et devoirs, confrontant à La Gelise, aux territoires de Montreal et de Sainte Maure, avec justice haute, moyenne et basse. La moitié du territoire de Caseneuve avec

haute, moyenne et basse justice, confrontant au territoire de Montreuil, à la baronnie de Lagrault et au ruisseau de Ecclesia.

Item. castrum de Noulens cum suis pertinentiis: justice haute, moyenne et basse confrontant au territoire de Franca Terra et au territoire de Demu et celui d'Ara. - Item locum Dacra avec ses dependances justice haute, moyenne et basse confrontant avec les territoires d'Eauze, Manciet et Vascous.

Item territorium Desparros et de Aribains confrontans cum territorio domini de Casanova, cum nemore de Elisona et cum territorio de Franca Terra.

Item hospitium et territorium de Podio una cum vineis, pratis, nemoribus, campis etc... situm in bailia Elisona, confrontatur cum ecclesia et territorio de Brutanka.

Factum in aula castri comitalis de Vico die X^a octobris 1384. in presentia Geraldi de Armanhaco, comite de Pardiaco, nobilibus et potentibus viris Joanne, domino de Manhaco, Bernardo de Ripevria et Homine de Beysta, Geraldo de San Lano, militibus, venerabilibus viris domino Guilmo de Cuitate, Bernardo de Prato, Francisco de Vairo, licentiatis in legibus. - Maurino de Verano domino de.

Noulens.

Podio Securo. Petro de furco alias Caseras, domino de Monte astruco, et ego geraldus de Calveruppe, notarius domini nostri comitis Armanierai.

(Archives Dargaignon. au Baliot.)

- La terre de Noulens, achetée en 1415. par noble N. de Montclar, seigneur de Bautian.

(Arch. seminaire. aut. 2325.)

- 20 Decembre 1421. - Serment des habitants de Noulens et serment réciproque des seigneurs de Noulens. Manaud de Lau et Carbonnel de Lau, chanoine de Nogaro, tous deux fils d'aïeul de Lau.

(Revue de gascoigne. XVIII. 42.)

- 1426. Hommage de Manaud de Lau, au comte d'armagnac pour la seigneurie de Noulens.

- 12 fevrier 1432. - Mr. guillaume de Pite, prêtre et recteur de Noulens.

(Reg. not^{re} de Vie.)

- 8 Janvier 1480. - Carbonel de Lau, seigneur de Noulens, donne quittance de la dot de 1000^l. promise à la femme quiterre de Montequieu par Jean de Montequieu, seigneur de Laurac, et de Montequieu son frère.

Le 10 Janvier 1480. Jean de Montequieu vend à noble Carbonel de Lau seigneur de Noulens

deux huit cens de fief et cens, sis en la juridiction de la baronnie de Laurus.

(arch. séminaire Auch.)

- 27 Juin 1495. - Apud Aulam de Noulens, nobilis quitheria de Montesquiro, domina de Laurus, et de Noulens et nobilis Bertrandus de Laurus, dominus de Laurus et de Noulens - donnent prouvation pour suivre un procès.

Le 14 Avril 1495. - Le seigneur de Noulens fournit un titre clerical à Jean Lannelongue qui veut se faire prêtre, en lui promettant sa vie durant le vivre et couvert, pour l'amour de Dieu.

(Paratge. not^{re} à Lannepax.)

- 1503. Pierre de Labatut, prêtre, et fermier de la cure de Noulens pour 23. cens; il en sous afferme la moitié pour 11. cens à Antoine de Lise, prêtre de Lannepax.

(Paratge. not^{re} à Lannepax.)

- 15 mars 1504. Bertrand de Lau, seigneur de Noulens, par son procureur, lausine une vente de terre sise dans la juridiction de Noulens.

(Jean de Modemp, not^{re} à Lannepax.)

- 23 Avril 1505. Bertrand de Lau, seigneur de Noulens, lausine une vente. (Paratge. not^{re} Lannepax.)

Noulens.

- août 1509. - m^e Pierre Guyon, prêtre et recteur de Noulens
passe un acte à Vie devant Corna notaire.

- 15 mars 1510. - Bertrand de Lau, seigneur de Noulens,
lausime une vente.

(moderap. not^{re} Lannepar.)

- 11 Janvier 1528. - noble Jean de Lau seigneur de
Noulens, achete une pièce de pré.

(Saratge. not^{re} à Lannepar.)

- 1564. - noble Mathurin de Riols, verrier habitant
Noulens, est témoin d'un acte.

- 8 Decembre 1543. - noble Jean de Lau, seigneur
de Noulens, constitue des vêtements nuptiaux
et 86. francs bordelais à honnête fille Catherine
de Gaura qui épouse Gaspardneult Juran. par
acte passé au château de Noulens.

(Cottis. not^{re} Lannepar. f^o 207.)

- 1^{er} Mai 1549. - noble Jean de Lau, seigneur de Noulens,
lausime une vente. - (Cottis. not^{re} Lannepar.)

- 28 Juin 1553. - La dime de Noulens appartenant
à l'archevêque, est affermée 38 écus gros et
2 deniers.

(J. Douson. not^{re} Vie. f^o 240.)

- 23 Juin 1554. - Protestation adressée au
procureur de noble Jean de Lau seigneur de

Noulens.

455.

Noulens, à l'occasion d'une saisie pratiquée à la requête du seigneur absent.

(Cottis. not^e. à Lanneparp.)

- 1556. La dîme et les premières de Noulens appartenant à l'archevêque d'Auch, sont affermées les cuirs gros de dix liards, pour l'espace d'une année.

- 11 février 1581. - me. Jean Lestre, prêtre, recteur de Noulens et de Daugue, et chapelain de la chapelle Pradali, fondée dans l'église de Lanneparp.

(Cottis. not^e. Lanneparp.)

- 7 février 1597. - au château de Noulens, acte de gapaille pour noble dame Françoise de Pardallan, Dame de Noulens.

(de Roilhan. not^e. à Lanneparp.)

- 27 février 1600. - arnaud Lamarque, escollier, pourvu de la cure de Noulens, en prend possession par procureur.

(Roilhan. not^e. Lanneparp.)

- 11 octobre 1605. - obligation de 58.^{rs} consentie au profit de noble dame Françoise de Pardallan dame de Noulens, par acte passé au château de Noulens.

(Roilhan not^e. Lanneparp.)

- 10 février 1606. - me. Pierre Boniface, prêtre

Noulens.

et recteur de Noulens met en possession de la cure de
St Castal du Boute. Pierre Dupuy nommé a cette
rectorerie. -

(de corné noté a Lanneprau.)

- 18 Juillet 1606. Françoise de Pardailhan, dame de
Noulens, consentante au mariage de Françoise de
Lau, sa fille avec Domprart de Darbotan, dont
contrat passé au château de Noulens.

- 10 Decembre 1609. noble Françoise de Pardailhan
dame de Lau et de Noulens, faisant comme seigneure
de Noulens, donne a bail la metairie dite au
Molié ..

(Suzstienne. noté f. 301.)

- 23 Juin 1612. obligation de 29^l en faveur de
M^r Bernard Boniface, recteur de Noulens.

(idem. f. 131.) le même en 1615.

- 18 Janvier 1622. - Dans le monastère Notre Dame
de Vic Fesensac, Antoine Motteron, prêtre et
recteur de l'église St Jean de Noulens, résigne la
cure en faveur de Maurice Pomaigue, prêtre
et recteur de Caccarens.

- 9 Avril 1622. obligation pour noble Antoine
Bertrand de Lau, seigneur de La Roque et de Noulens.

(Pacento. noté a Gondrin.)

Noulens.

457.

- 29 novembre 1624. noble antoine Bertrand de Lau, seigneur de La Roque. Noulens, donne procuration pour retirer les pièces d'un procès qu'il a à Bordeaux contre noble Hector de Lau, baron de Lau,

(de Corné. not^{re} Lanneperas.)

- Les biens nobles du seigneur de Noulens sont:

63 arpens et 3 concades. 2 quarts et 2 pieux.
Cadastre pour la dame anne de Sarsac, dame de Noulens, plus 18 arpens 3 concades de ruraux.

- 12 mai 1632. Bernard de Fieux, habitant les bordes de Dangues, est bailli du seigneur de Noulens.
anthoine Labranle, prêtre, est recteur de Noulens.

- 11 octobre 1634. noble Anne de Layan dame du Lau, Noulens et autres places, donne à bail le moulin de Noulens, sis sur la gelise, à deux meules à Prix Duprad, il y mettra une meule volante en pierre de Correbren, du prix de 21 livres.

- En 1637. Jean Valette était fermier general de la seigneurie de Noulens. acte du 14 juin.

(Crampo. not^{re} à Lanneperas.)

- 12 Août 1633. Les fruits grains et revenus de la seigneurie de Noulens ont été saisis sur le seigneur de Lau de La Roque, par M. de Gonsac, receveur des deniers royaux, pour payement de 200. livres dues

par le sieur de Lau, Les sequestres donnent tous ces fruits
à ferme à la crie. pour 40^l par an.

(de Corné. not^e à Lannepaap.)

- 25 Juin 1634. A la requête de messire Prie de Peragut,
seigneur de Gignan, Saint Orens et autres places, Les
fruits de la seigneurie de Noulens ont été saisis pour
2124^l. 11^s. 7^d à lui dus par messire Jean Hector de
Lau, seigneur de Noulens et autres places. Les sequestres
donnent à ferme la seigneurie consistant en
maison seigneuriale et son labourage et vignes
plus les métairies de Laborde de 3 paires, et la
Sournadere, de 2 paires.

(de Corné. not^e Lannepaap.)

- Reue de la juridiction de Noulens pour noble
Charles de Billere, seigneur de Bernede.

6^l. 17^s. 4^d. - 27 Juin 1675.

- Noulens. arpentement de 1650. - les biens
nobles du seigneur sont de 63 arpents 3 concaes
et un quart. et 2 picotins.

Les biens ruraux sont de 18. arpents 3 concaes
et un quart plus un picotin.

Soit en tout 330. concaes $\frac{3}{4}$ 3 picotins.

La conca est de 920 escats. l'escat est de
18 pons en figure carrée.

Noulens.

459.

- 17 octobre 1653. - Haute et puissante dame noble dame Agne de Layan, dame de Lau, Noulens, Lartac et autres places, donne à bail à métairie une borde tie à Noulens, par son procureur B. f. de Lau, seigneur de Serchede.

- 27 Juin 1643. - Jean Duceq, prêtre et curé de St Jean de Noulens, proteste contre les consuls du lieu qui ne lui fournissent pas de maison pour sa demeure.
(de Corné. nob^{le} à l'annepaup.)

Le même est recteur en 1653.

- 23 Juillet 1654. M^r Jean Duceq, prêtre, docteur en théologie et recteur de Noulens, passe un acte.

- 25 mai 1662. - Contrat d'achat de la terre et Seigneurie de Noulens, par M^r mare de Laurme de, capitaine au château Trompette, de Bordeaux, par François Bernard de Lau, seigneur comte de Lau, Etang, Laumont, Serchede et autres places, moyennant le prix de 85000. livres tournois. acte de Brulhs. notaire à Bordeaux.

(Copie de cet acte aux archives de Castagny. M^{ss}.)

- 1663 - Jean Duceq, recteur de Noulens, afferme la dîme de l'archevêque d'Auch en Noulens au prix de 150^l. 6. sans avoine. 18 Juillet

(Labazun nob^{le} Nogaro)

Noulens.

- au chateau de Naliot en Bassoues. chez m. d'argaignon. on trouve des papiers importants concernant la seigneurie de Noulens.

Hommage du seigneur de Noulens. en 1319.

- noble Marc d'Espagne de ~~Lauzouede~~ ^{Lauzouede}, seigneur de Noulens en 1664 et le 23 mars 1675.

- Reconnaissance generale de Noulens pour Mr de Carboire, seigneur du lieu. 1740. 1744. 1745.

- Declaration de Mr Lenet de Laubadeire, chevalier de St Louis, habitant Rambos, pour Noulens.

- Terre et seigneurie de Noulens, saisie par les creanciers de Jean Jacques Francois Xavier Rogues de Carboire, seigneur de Noulens, adjugée à l'audience du 10 mai 1784. Mr Leissan Marignan tenant l'audience a mestire Eusebe comte de Lenet chevalier de St Louis, seigneur de Rambos, y habitant. moyennant 105.000. livres.

Les livres de raison montrent que le revenu brut était de 8000. livres.

- D'après l'acte cité plus haut page 459. à la date du 25 mars 1662. Brult, notaire à Bordeaux.

noble Francois Bernard de Lau, comte de Lau, seigneur d'Etang, Caumont et Perchede, vend la seigneurie de Noulens pour 24000. livres à noble

Marc d'Espagne seigneur de Laureuède, capitaine au château Trompette à Bordeaux.

Marc d'Espagne, né à Bretagne, en Armagnac, fils de noble Bertrand d'Espagne et de Madeleine Chore fut sous lieutenant au régiment des gardes françaises puis, ayant eu l'agrément de vendre sa charge aux gardes il fut gratifié par le roi d'une compagnie au régiment de Champagne. Etant de garnison au château Trompette, il épousa le 16 septembre 1672. Catherine Leuvarde, fille de Nicolas Leuvarde, bourgeois et marchand à Bordeaux, et de Liette Luau. Il avait été reçu en 1655. gentilhomme servant de Sa Majesté.

De son mariage naquirent :

- 1^o Marie d'Espagne qui épousa en Armagnac le sieur Molinar, capitaine de grenadiers.
- 2^o Catherine d'Espagne, religieuse au couvent de Gondrin.
- 3^o Jean François Sascal d'Espagne, entra dans une compagnie de cadets et mourut jeune à Charlemont.
- 4^o Marie d'Espagne, seconde femme du sieur Carboire avocat au parlement.

Marc d'Espagne fit son testament au château de Noulens le 9 mai 1675 et mourut le 14 juin 1675. La veuve se remaria le 17 mars 1680. avec Jean de Salonne Caixion, seigneur de Raimourens.

capitaine au régiment de la Marine. (voyez Ramousens.)
elle mourut le 20 août 1696.

Un procès fut intenté par les enfans et petits enfans
de Marc d'Espagne, contre leur mère et le second
mari le sieur de Lalanne, en reddition des comptes
de la tutelle : il fut enfin jugé en 1731. devant
la cour du parlement de Toulouse.

Sur l'arrêt du parlement de Toulouse du 19 décembre
1696. la dame molinar de la Bastide (marie 1^{re} d'Espagne)
fut réintégrée dans la seigneurie de Noulens.

La dame Marie 1^{re} d'Espagne, mourut après avoir
fait son testament le 14 avril 1725. par lequel elle
institua son neveu Abraham François Rogues de
Carboire fils à sa sœur Marie II^{de} d'Espagne sa sœur,
et de François Rogues de Carboire.

Sur une transaction du 8 novembre 1733. le nouveau
seigneur et Madame de Gudagne demeurant au
château de Noulens mirent fin à toutes les
contestations et ainsi la terre de Noulens fut
définitivement assurée à Abraham François
Rogues de Carboire, juge en chef du Figeac.

après saisi elle fut adjugée en 1784. à M. Lenet.

Laubadevie, dont une nièce épousa le 1^{er} Dargagnon
et fut héritière. - (arch. Dargagnon. Salot.)

Nux.

Pief noble avec salle ou château, dans la juridiction de Bauran. a donné son nom à une famille qualifiée noble au XVI^e siècle. - Cette salle est dans la vallée de Loubou au nord de Bonnefont.

- Le capitaine Bernard de Nux, dit le capitaine Massolan, est capitaine du château de Biran pour le roi de Navarre en 1579.

(arch. Pau. - B. 1593.)

- 30 août 1616. - noble François de Nux, sieur dudit lieu, donne une gazaille et prend une autre gazaille de noble Bernard d'Andon sieur d'Aure-Clarsere, acte passé à la salle de Nux.

(Sellarogue. nob^{re} à Biran.)

- En 1630. - noble Antoine de Nux, sieur de Nux, passe un acte devant Sabazan. nob^{re} à Nogaron.
- 7 avril 1654. autre acte du même.

- 6 mai 1633. - Feu noble François de Nux sieur de Nux, a pour un de ses héritiers noble Antoine de Nux sieur du Nux cité dans un acte.

(Sellarogue. nob^{re} Biran. f^o 45.)

- 27 février 1658. noble Arnaud de Nux, habitant la juridiction de Brugnens

(Paget. nob^{re} à Montfort.)

Cette famille de Nux est prospérée dans plusieurs branches dont une habitait Brugnens, puis de Pleurance.

Il y a des membres de cette famille habitant actuellement la ville d'Auch.

- La salle de Nux a été acquise depuis 50 ans par le sieur Aylès, avocat de la ville de Barrean.

achetée par Aylès parent éloigné de M^r Aylès, notre notaire de Montesquiou - qui s'était enrichi avec les biens d'emigrés et en prêtant à la petite semaine.

Il habitait une jolie maison située à l'ouest de Barrean sur le bord du chemin à droite en venant de l'Isle de Noé. Son fils a fait ses études de droit à Paris et se trouvait avocat et secrétaire d'un grand avocat lors de la révolution de 1830 et fut nommé alors substitut du procureur général. Il avait du talent oratoire : il est devenu conseiller à la Cour Royale, à la révolution de 1848.

Il fut nommé président de chambre. Il devint sous l'empire conseiller à la cour de Cassation et a pris sa retraite en 1868. C'est un homme qui à chaque changement de gouvernement obtenait un avancement. Il a été longtemps député de notre département. Il avait épousé une dem^{lle} Durand, fille de Guillaume Durand

mort en 1855 laissant 2.500.000 fr. amassés dans le commerce des cuirs; mais une grande partie de cette fortune a disparu par la ruine de la maison Durand continuée par Paul Durand.

De ce mariage est venu 1^{er} un fils mort à 20 ans.
2^e Lucie Marie Aglier mariée à Mr Branet juge suppléant à Auch et morte après un an de mariage.
3^e Charles Aglier, qui a été auditeur au conseil d'Etat, employé dans l'administration départementale, marié en 1871 à dem^{lle} Comere. dont enfans.

— Remond Severin Aglier, conseiller à la cour de Cassation, député du gers, membre du conseil général du gers. est mort à Paris le 25. janvier 1875.

Le château de Nux appartenait à son fils Charles Aglier.

— Offices. —

Le système du roi Philippe le Bel fut d'affermor le domaine en détail; il eut l'avantage de faire connaître de suite au roi la recette sur laquelle il devait compter, et l'inconvénient de laisser quelques fois des sources de revenus improductives; si l'on ne trouvait pas de fermiers. Le résultat fut d'épuiser les populations soumises

à des officiers inquiets de leur gain et avides de recouvrer le prix de leur charge. — de plus ce service obligeait à la création de nombreux offices dont l'entretien pesait naturellement sur la nation.

— Oignax. —

Oignax, Ognax ou Augnay, terre et paroisse au pays de Corrensaguet. L'église sous le vocable de St. Madeleine dépendait de l'archidiaconé de Corrensaguet.

La seigneurie d'Oignax appartenait aux barons de Montout.

- 1323 - Geraud de Ognaco, fils d'autre Geraud d'Oignax, étant venu à Miramont eut une dispute avec Bertrand de Seyrelongue et après s'être dit des injures, ils en vinrent aux mains. Geraud d'Ognax fit deux blessures graves l'une à la tête l'autre à la main audit Bertrand de Seyrelongue, en présence de Doat de Belcypa, bailli de Miramont qui négligea de faire arrêter ledit Geraud d'Ognax et même favorisa sa fuite. Le qu'ayant appris Ludes de La Tour, damoiseau, cousin dudit Bertrand de Seyrelongue, vint trouver ledit bailli, accompagné de gens d'armes et l'ayant rencontré l'attaqua et lui donna deux grands coups de lance l'un dans le ventre, l'autre dans le côté, qui lui firent

Oignax.

467.

sortir les entrailles et Guillaume de Riscle qui accompagnait
ledit La Tour acheva le bailli d'un coup de pée.

Il y eut procès pour homicide intenté au sursdit La Tour
par Gaillaude veuve du bailli, l'affaire fut portée
devant la cour du comte d'Armagnac qui renvoya
en liberté le dit Eudes de La Tour, Gaillaude interjeta
appel de la sentence, en présence de Guillaume Arnaud
Ducos, Gaillard de Besoles et Arnaud Guillaume de
La Tour, damoiseaux, l'an 1323.

(archives du ch^{ce} de Montaut.)

- 7 mai 1432. noble Bertrand d'Astueque, seigneur d'Oignax,
vend deux congues de bled pour 4 eus d'or.

Le 17 mai suivant il vend 60 congues de bled au prix
de 120 eus d'or.

- 20 juin 1432. Il vend 11 congues de bled pour 22
eus d'or. et 16 congues de bled pour 32 eus d'or.

(Tabulario. nob^{re} Vic. folio 380. 120. 389.)

- 24 mars 1433. noble Bertrand d'Astueque, seigneur
d'Oignax vend 2 congues de bled pour 5 eus.

(Deiugarde Tabulario. nob^{re} Vic. folio 262.)

- 28 juin 1447. Le même se rend fermier de la commanderie
de la Cavalerie moyennant cent eus d'or par an.

(Idem. folio 241.)

Olivier.

Famille bourgeoise de Cologne qui a eu des charges de petite magistrature au comté de Comagne.

- 17 Janvier 1598. - sire Guillaume Olivier marchand à Cologne, passe acte de vente.

(Chabanon. not^{re} Cologne.)

- En 1625. Pierre Olivier, docteur en droit, habitant Cologne, passe un acte.

(Guithamede not^{re} à Cologne.)

- 4 Aout 1626. Pierre Olivier docteur et droit cité dans un acte de selles. not^{re} à Cologne.
- 1628 - Jean d'Olivier, conseiller en l'élection de Comagne, et Pierre d'Olivier docteur et droit passent un acte à Cologne.

- 13 Juillet 1628. Peyronne Chabanon veuve de Jean d'Olivier, bourgeois de Cologne dans un acte, comme créancière.

(Guithamede. not^{re} à Cologne.)

- 18 Janvier 1636. Pierre d'Olivier, docteur et droit conseiller en l'élection de Comagne, partage avec Guisotte Bequer, mesé de Guithaunette Rocoles, sa fille.

(Guithamede. not^{re} à Cologne.)

Omezon. (d')

ondes (des).

469.

— Domezon. —

Famille bourgeoise du pays de Comminges qui a occupé des charges de petite magistrature, et a ensuite acquis au dernier siècle des charges de conseiller au Parlement de noblesse, ce qui lui a donné la noblesse de robe; a possédé des domaines dans le quartier de l'Isle en Dodon, Albaniens modernes avec les familles de Fanat, Marmiesse de Lussan, Daichès, Lagaussie, Crozes etc...

mon frère Cyprien a été pour camarade officier de marine un membre de cette famille germain Léopold Domezon, lieutenant de vaisseau né le 28 février 1818, devenu capitaine de vaisseau et retiré avec ce grade.

— Ondes (des) —

noble Jean des Ondes, du lieu de Sales Comtal, avoué tenu en fief noble et seigneurial du comte d'Armagnac à cause du comte de Rodez, de son hôtel sous le petit château de Sales, son château de Calmontie et plusieurs autres choses. le 24 février 1261.

(Montauban. Reg. d'hommages. n° 20. f° 119)

1323 grimald des ondes rend hommage à Jean comte d'Armagnac, pour raison de tout ce qu'il tenait en la chatellenie de Sales. Mercredi avant la 1^{re} Jean, 1323.

(coll. Doat. tome 9. page 88.)

- 1425. noble et puissant homme messire Rigaut des Ondes chevalier, senechal des Montagnes de Rouergue, pour le comte d'Armagnac, recut au nom dudit Comte l'hommage de noble Guillaume de Plavin pour les seigneuries de Plavin et de Villelongue au comté de Rodez. le 23 octobre, 1425.

(Montauban. Reg. d'Homages. n° 20 fo 319)

Orbessan.

Leue et paroisie au comté d'Astarac. Peglie sous le vocable de St. Jacques, dépendait de l'archidiaconé d'Astarac.

a donné son nom à une famille féodale, formée par une branche cadette des comtes d'astarac,

- 1073. garcie arnaud d'orbessan donna à l'abbaye de Limoux, pour son salut et celui de ses parents, la cinquième partie et la septième partie de l'Eglise St. Georges avec un casal assis au même lieu, en présence de Pons, abbé et évêque, Guillaume Bernard étant archevêque d'Auch, Philippe regnant en France et y consentant, Sans, comte d'astarac ainsi que Guillaume et arnaud fils dudit comte d'Astarac, du temps du pape Grégoire VII^e en l'an 1073.

(cartulaire de l'abbaye de Limoux.)

Orbessan.

471.

au cartulaire noir de St Marie d'Auch nous trouvons citée l'église d'Orbessan dans une charte au folio 106. R.º V.º

- En 1165. Guillaume Gasie d'Orbessan fils d'Arnaud dans une charte de donation de dîmes à l'église métropolitaine d'Auch. au folio 106. R.º. Le même est témoin de la charte d'acquisition du château de Samaguere. à l'année 1174. au folio 150. V.º - et dans la charte de donation d'une partie des dîmes de Montesquieu. en l'année 1165. au folio 98. R.º

- Guillaume d'Orbessan, témoin dans la charte d'acquisition ^{ou gasie} du château de Samaguere. 1174. folio 150. V.º

- En 1161. Gasie d'Orbessan chevalier est présent à la charte de Limorre.

(Monlaur. V.º. 198.)

- 1198. - Pierre d'Orbessan inféoda à Bernard de St. Bass Pierre. Durand. Aymery. Arnaud. Guillaume et Ramon Durand de St. Bass ses fils, le château et la ville de Tibre, de St. Jean et de Gorge Galdiero, en présence de Geraut Arnaud de Molnar, Adhemar de Pont. Geraut Otou. et Bernard Ramon de St. Bass au mois d'Avril 1198.

(Saume de l'Isle. f.º 838.)

- Cartulaire de Beodouet. charte 39. année 1111. partie 1.º la 1.ª. in domo Araldi de Sanassaco. titi G. d'Orbessan

Orbessan.

En 1225. Bernard d'orbessan, fait acte de passage pour la fondation du Foustieret et de Lanars.

(Trésor des chartes, tome II, page 66.)

En 1271. Bernard d'orbessan, chevalier, est compris parmi les nobles du bailliage de Senne d'Albigens, lors de la saisie du comté de Toulouse.

(Nobiliaire toulousain. II. 217.)

1271. messire Bernard d'orbessan fut témoin de l'ordre que noble dame Viane de Gontaud, donna à ses hommes du château de Montgaillard, d'obéir à Jourdain son neveu, fils de noble homme messire Jourdain sire de l'île auquel elle l'avait donné en l'année 1271.

(Laumo de l'île. - f. 652.)

Pierre seigneur d'orbessan a pour frères Gerard d'orbessan et Bernard d'orbessan, chevalier, lequel a pour fils Pierre et Arnaud.

Sentence arbitrale rendue par Centulle comte d'Astarac, pour terminer un procès entre 1. Bernard d'orbessan, chevalier, ses fils Pierre et Arnaud et 2. Pierre seigneur d'orbessan et Gerard d'orbessan, ses frères.

Le fils du seigneur d'orbessan épousera Pierre la fille de Pierre, petite fille de Bernard.

Bernard d'orbessan avait acquis en échange fait avec Bernard d'astarac père du comte Centulle

Orbessan.

473

une part de la seigneurie et territoire d'orbessan. Bernard et ses fils abandonneront cette part à Pierre d'orbessan, seigneur de ce lieu. Ils abandonneront également au seigneur d'orbessan ce qu'ils possèdent indivis avec lui sur la terre de Durban, la terre de Solanhac et les fiefs qu'ils ont à Auterive et à Pavie.

Clauses diverses en cas que le mariage ne se ferait pas. Pierre d'orbessan, fils de Bernard était tenu de faire un pèlerinage à Jerusalem pour le repos de l'âme d'Arnaud Guillaume d'orbessan, son cousin.

Fait à Toulouse le 15.... 1291.-

Les garants de cet acte sont: = Gerard de Mauleon. —

Arnaud de garrauc. = Mons de Manas - chevaliers.

Arnaud Bernard de Botceue (de Valle Cava). = Cerebuen de La Tour. = Arnaud Guilhem de Vintichan. —

Ademar de Mauleon. - Arnaud Doffas - Mansepe de Nolac. chevaliers. - Bertrand d'Esparnos. homme de loi.

Les témoins de l'acte sont: = Arnaud d'Espagne monté de Couserans - Etienne d'Escalquens. juge - Fulminius de La Tour. —

Pierre Bertrand Jourdain. bourgeois. —

Bernard Baion. notaire. Vital de Forgues. notaire. —

- 1295 Pierre d'orbessan, chevalier. est arbitre d'une transaction. (cité au livre rouge de Mirande)

(Monlaur. III. 96.)

Orbessan.

- Gerard d'Orbessan, et sa femme N. de Comagne, font une donation au prieuré de St. Mont, pour l'église de Courrensan.

(Galarod. - IV. 436.)

- Arnaud Guillaume d'Orbessan jure fidélité au roi de France pour son château de Montaignut. en 1302.

(Hist. Languedoc. Tome V. Et. col 2 et p. 520.)

- 1312. - Pierre d'Orbessan damoiseau fut présent à l'hommage fait au sire de l'Isle par messire Othon de Terride pour les châteaux et ville de St. Jean. 1312.

(Saume de l'Isle. fo 1251.)

- Le lundi après la Nativité de l'année 1328. Bernard comte d'Astarac cede en recompense de leurs services à Raymond Guillaume d'Esparrebaque, chevalier, Pierre d'Orbessan, damoiseau, Arnaud du Garrané damoiseau, Bernard de Netcave, damoiseau, une somme de 1000. livres à prendre sur genses de Montequieu et Bertrand de La Mothe.

(Muentauie Orbessan. ch. de St. Blancart.)

- En 1339. Lettres de remission en faveur de noble Arnaud d'Orbessan.

(Hist. Languedoc. X. 838.)

- Testament de Guillaume Jacio, chevalier, seigneur d'Orbessan. au diocèse d'auvergne. 26 avril 1368.

In nomine Domini. Amen.

Noverint universi et singuli presentis instrumenti publici
seriem inspecturi, quod anno Doménice incarnationis
millesimo trecentesimo septagesimo tercio die vicesima
septima mensis Aprilis, domitante egregio domino
Johanne, Dei gratia, comite Ruthene, nobili et potens
vir dominus Guillelmus quacío miles, dominus de
Orbessano, diocesis Aupitani, in sua bona et sana
existens memoria, et in suo bono et sano intellectu
sanus mente, licet aeger corpore jecit et ordinavit et
condidit suum ultimum testamentum nuncupativum
et suam ultimam voluntatem et dispositionem bonorum
suorum et rerum; in quoquidem testamento inter cetera
in ipso testamento ordinata et contenta, heredem suum
universalem instituit et suo ore proprio nominavit
filium vel filios aequis partibus si contigerit suam
consortem fore pregnantem et ab ipsa nasci contingat
et si dicta uxor sua non sit pregnantis sic quod
ab ipsa non nascentur vel nascatur filii vel filius
ab ipso testatore procreatus vel procreati. fecit
instituit et suo ore proprio nominavit heredem
suum universalem et generalem in omnibus suis,
Bernardum de Orbessano, dominum de Tort.
et in dicto suo ultimo testamento, cetera legata jecit

conventui Fratrum Minorum Ruthene et quibusdam
fratribus ordinis Fratrum Minorum ut latius et seriosius
contineatur in clausulis super hoc testamento ordinatis,
appositis et contentis quarum clausularum tenor de
verbo ad verbum sequitur et est talis. = Eligo sepulturam
corpori meo si infra Ruthenam me mori contingat
in Ecclesia seu infra conventum Fratrum Minorum
Ruthene, et volo et ordino corpus meum sepeliri
cum habitu beati Francisci, pro quo habitu habendo
corpori meo lego conventui Fratrum Minorum Ruthene
centum quinquaginta florenos auri semel cum
tali conditione quod ipsi fratres dicti conventui
statuere et perpetuo tenere et deputare teneantur
successive unum Fratrem presbyterum et post ipsum
aliu[m] et alios successive qui celebrare et orare
perpetuo habeat pro anima mea et parentum
meorum. Item amplius lego dicto conventui Fratrum
Minorum Ruthene, ratione sepulture mee et pro
quindecim refectionibus solemnit[er] ut moris est
faciendis pro anima mea et parentum meorum
quinquaginta florenos auri semel, Item lego Fratri
Hugoni Rainot dicti ordinis Fratrum Minorum
quinque florenos auri semel, et quod ipsi Fratres
teneantur horare Dominum pro anima mea

et parentum meorum. Item fecit, instituit et ordinavit
suos executores et dicte sue ultime voluntatis per hunc
modum: Item facio, instituo et ordino executores meos
hujus mee ultime voluntatis religiosos fratres Iohannem
de Valeno, Bertrandum de Agonesa, et Petrum de Regualio,
ordinis Fratrum Minorum, et Petrum de Lana et Ro-
gerium de Lescors, ita quod quilibet dictorum Fratrum
Minorum in solidum habeat plenariam exequendi
potestatem. Et dicti Petrus et Rogerius, ambo in simul,
et quilibet ipsorum cum uno ex aliis executoribus
etiam plenariam habeant exequendi potestatem, volens
et ordinans quod ipsi executores mei percipiant et teneant
omnia bona mea quousque omnia funeraria mea
et legata superius contenta sint integraliter exsoluta.
Ita quod de fructibus, exitibus et proventibus dictorum
bonorum meorum solvant mea funeraria et legata
et compleant, et exequantur hanc meam ultimam
voluntatem. - Ita etiam quod quicumque sit heres
meus, dictos meos executores non impediat nec
perturbet, nec percipiendis et tenendis bonis meis,
quousque ex fructibus, proventibus et exitibus
dictorum meorum bonorum dicta legata, fune-
raria et alia in presenti meo testamento soluta
fuerint et integraliter adimpleta: Et in casu quo

heres meus predictus contradiceret, rebellaret et impediret dictos meos executores et quemlibet ipsorum in tenendis et percipiendis fructibus, exitibus et proventibus dictorum bonorum antequam funeraria et legata fuissent casoluta, ita quod non permetteret per dictos meos executores solvi mea legata et adimplere et levare fructus, exitus et proventus dictorum bonorum pro solvendis et adimplendis premisis, eo casu meum heredem privo et privari volo mea hereditate, et eam, eo casu, lego et pertinere volo Domino Comiti Astensis, in casu predicto et non alias; et volo pariter et ordino quod ipsi mei executores et quilibet ipsorum iuxta potestatem superius sibi attributam similiter ex dictis fructibus, exitibus et proventibus solvant et solvere possint mea debita de quibus sibi videbitur et que legitime deberi apparebunt; Volo etiam et ordino quod ipsi mei executores de bonis meis sibi faciant et ministrent expensas suas quamdiu pro mea ultima voluntate fideliter laborabunt propter premissa, non intendens aliquid innovare vel immutare legato per me facto domine matris mee.

Acta fuerunt hec et alia contenta in dicto testamento in burgo Ruthene, in hospicio guilhelmi

Bonamic, ubi dictus testator infirmabatur anno et die quibus supra. Presentibus testibus ad premissa et alia contenta in dicto testamento per dictum testatorem vocatis et rogatis religiosis viris Fratribus Raimundo de Ponte. gardiano, et Bertrando de Agenesa, Lectoris conventus Fratrum Minorum Ruthene, et Petro de Veguallio et Hugone Rainot, dicti ordinis Fratrum Minorum. prudenti viro Raimundo de Podio Colosano comitatus Ruthene, Guilhelmo Bonamic Burgi Ruthene, Laurencio de Tenhano. diocesis Augensis, et mo Bernardo Viquerii, clerico, auctoritatibus comitali et in dicto bargo et toto comitatu Ruthene, et episcopali in civitate et tota diocesi Ruthene, publico notario, qui requisitus et rogatus per dictum testatorem de dicto testamento instrumentum publicum recepi et exinde dictas clausulas abstraxi et grossari pro conventu Fratrum Minorum Ruthene et signo meo consueto requisitus signavi.

(La grosse de ce testament était aux archives du couvent des Freres mineurs de l'observance a Rodez. Il y avait en temoign de plus inscrit avant le notaire Viquerii. c'était - gevaldus comitis diocesis Caturcensis. ou gevald comte du diocese de Cahors.)
(coll. Doct. Comte Lh. page 171.)

- 1376. noble Bernard, seigneur d'Orbessan fut établi caution de la constitution dotale que noble Vesian de Navarret fit à noble Condore de Navarret, sa sœur, femme de noble Jean de Breissac, seigneur de Gavarret, par acte passé le 23 Mars 1376.

(arch. du ch^{au} de Navarret.)

- 27 Janvier 1377. - Bernard d'Orbessan, est mandataire du Comte de Comminges.

(monlaurun. III. 453.)

- 1387. - messire Bernard, seigneur d'Orbessan, chevalier, fut présent à l'hommage fait au comte d'Armagnac, par messire Pierre de Lemmes, chevalier, pour raison de ce qu'il tenait de lui en fief au comté de Charolais. le 17 novembre 1387.

- 1390 - Bernard d'Orbessan est présent à l'hommage fait au comte d'Armagnac par Jean seigneur de Courmemire, en Bretagne, pour raison d'une pension de 1000 livres que lui faisait ledit comte. 14 septembre 1390.

(Montauban. Reg. d'Hommages. n° 11. f° 56.)

- Mai 1414. - Le seigneur d'Orbessan est convoqué aux obseques du Comte de Foix, il s'y rend et donne deux draps d'or et douze torches de cire.

(Revue d'aquitaines IV. 428.)

- Dans les comptes du guerres de Jeanne, la Sucelle,

Yvain d'Orbessan, est inscrit pour recevoir une somme d'argent pour lui aider à entretenir au service du roi sa compagnie.

- Philippe d'Orbessan, épouse avant 1430, Arnaud Raynaud de Castelbajac, seigneur de Bernet, Rouede, Lanessac, Cuelas, Manent, Besues et autres places lequel testa le 7 février 1474. (voir au mot Arrouede.)

- 1430.- Testament de Lauba de Fanga, dame d'Orbessan, veuve de Guillaume garbie d'Orbessan seigneur dudit lieu. Elle veut être enterrée au cimetière d'Orbessan, lègue aux églises. St Marie d'Auch. - St Orens d'Auch. - celles de Faget, d'Orbessan, St Marie de Sarransa, - St Marie deu Sereny, Seissan, Durban, Ornezan, Lonsan, Craverseres, Aulin, Boucagneres, Gramont. & l'école de Grisseles. - A sa fille Marguerite d'Orbessan. 10. sols - a. Achille et Regine d'Orbessan frères et sœurs. - a. son fils Bertrand - Institue son petit fils Bernard fils de Bertrand d'Orbessan.

Elle nomme ses exécuteurs testamentaires Bertrand d'Orbessan, abbe de Faget,

Lemoins - Pierre Ombriae, recteur d'Orbessan.

(archives du ch. de St Blancard.)

- 1431. Bertrand d'Orbessan reconnaît tenir en fief du chapitre d'Auch. les dîmes d'Orbessan. (monlogun. VI. 441.)

- Bernard d'orbessan. Histoire de Languedoc... additions. 160. - 530.
- 10 Septembre 1456. Bertrand d'orbessan, seigneur d'orbessan et coseigneur de Nenigan, fait donation de tous ses droits seigneuriaux sur Nenigan à son fils Bertrand d'orbessan.

(Inventaire Orbessan.)

- Bertrand d'orbessan épouse le 5 septembre 1467 Marguerite de Foix-Rabat, fille unique de Corbessan de Foix-Rabat et n'en a pas d'enfants.

(Anselme II. 645. - III. 361.)

Marguerite d'orbessan, mariée par contrat du 11 Mars 1522, à Pierre de St. Lary, baron de Bellegarde lieutenant de la compagnie de Mgr. de Verme.

Elle était fille de Pierre d'orbessan et de Jeanne de Verme, sœur du maréchal de Verme.

(Anselme, IV. 305. D.)

- 5 Août 1472. Testament de noble Pierre d'orbessan, et lit sa sépulture en la chapelle Notre Dame de l'église St. Jacques d'orbessan - Lègue à Bernard d'orbessan seigneur du lieu; à Bernard d'orbessan, seigneur de Nenigan. Institue noble Marguerite de Foix.

(Inventaire Ornezan.)

- le 1^{er} Mars 1485. noble Pierre d'orbessan, fils du

seigneur d'orbessan est témoin de la protestation des habitants de Sabazan contre l'arrestation de trois de leurs consuls. (voir au mot Sabazan.)

(chartanet. nob^{le} à Nogaro.)

- 23 novembre 1519. - apud Bordam de Bauforia, in pertinentiis Mirande, nobilis Martinus de Orbessano, dominus de Nenigan, diocesis Convenarum, quatenus recognovit debere et legitime tenere solvere Johanni Pererui, mercatori Mirande, summam viginti unius scutorum computando pro quolibet scuto duos franchos regis et pro franco viginti solidos turonenses, et hoc ratione venditionis unius equi pili bayardi.

(Gerbaudy. nob^{le} Mirande. f^o 14.)

- 25 novembre 1519. - Securation de noble Martin d'orbessan, seigneur de Nenigan et de la Bauforia, pour recevoir tous les revenus de la borde de Bauforia. (Idem. f^o 21.)

- En 1522. François d'orbessan, seigneur de La Bastide, écuyer d'écurie - quatre cens livres pour ses gages avec feux.

- 27 octobre 1545. Reconnaissance au seigneur d'orbessan de Gui Dupin sieur de Castelnau 27 octobre 1545.

1566. de gerome et Limon. - 1598. Jerome mineur.

Antoine Dupin seigneur de La Dreiche.

Orbessan.

- arrêt de Toulouse 1^{er} août 1573. et septembre 1621.
où on cite M^r. d'orbessan seigneur de la Bessède, dans
une transaction.

(Toulouse. B. 445.)

- Jean d'orbessan, baron de la Bartide-Paumier
chevalier de l'ordre, seigneur d'Eoupy, dont la fille
Paule. d'orbessan, avait épousé Jean Antoine
de Bruyères, baron de Chalabre, capitaine de
cinquante hommes d'armes des ordonnances.

(Revue d'Aquitaine. X. 638.)

- Dans la Revue de garoigne XXIII. 270. -
Notice sur Orbessan. - le château - Fragment de
mosaïque romaine.

Dans le cloître de l'église St Antoine de Padoue, à
Padoue, (Haute Italie) - Epitaphe du dernier Orbessan,
Amaud d'Orbessan, baron de La Bartide Paumier
mort à l'âge de 20 ans à Padoue, le 17
octobre 1595.

- 30 Avril 1601. noble Jean d'orbessan, seigneur de
Castelgaslard, témoin d'un acte passé à Ducasquier.
(archives Castalade.)

- En 1621. Maître Lauxon Dupuy, tuteur des enfants et
héritiers de feu noble Bernard d'orbessan seigneur
de Lherm, qui sont créanciers de seigneur de

Garrané seigneur de Pepieux et de la sixième partie de la terre de Monbrun.

(archives Castalade.)

- Leonard d'Aignan sieur d'Orbessan, seigneur baron de Castelbrieth trésorier de France, à Toulouse, épouse Madeleine Dubourg fille de Sieur Dubourg seigneur de La Deyrouse, greffier en chef, puis plus tard conseiller au Parlement de Toulouse lequel s'était marié en 1595 à Madeleine de Verjan.

Le frère de cette Madeleine Dubourg était Jean Dubourg capitaine au régiment de Fimarcon, marié en 1620, à Suzanne Legué et qui est la tige des Du Bourg existant à Toulouse, descendants du chancelier.

- 17 mai 1643. - Sieur d'Orbessan, seigneur de Lisac, témoin du mariage de François de Faure avec Marguerite de Vige.

(Lainé II. genéral Faure, p. 10.)

- Archives de la Bastille 1661 à 1664. publiées par Ravaisson - pages 381 et suivantes.

- Dossier contre - Saint Martin sénéchal d'Auch ordre d'entrée 10 avril 1663.

= Le baron de Castelbrieth (Orbessan) ordre d'entrée 28 avril 1663. - ordre de sortie.

Bertrand de Moncastin - Bertrand d'Esperon

Leanne Labadens. — ordre d'entrée — 22 mai 1664. —

Garlin — Dunezan — Baylac — Guillaume Labadens —

Bourdoumier — ordre d'entrée 20 Juin 1665.

ordre de sortie 30 Avril 1666.

— Monsieur de T^h Luc à Colbecq. —

Montauban le 8 octobre 1662.

Monsieur, je viens du côté des Pyrénées où j'ai assoupi beaucoup de desordres entre les vallées et la plaine de Bigorre, comme aussi dans les élections d'Astarac et d'Armagnac, les demêlés des commis aux recettes avec quelques gentilshommes et communautés.

Dans celle d'Auch il y a eu un gentilhomme tué par des soldats de Chambecké; j'ai fait mettre les coupables entre les mains du prévôt et comme il était arrivé quelques jours auparavant, une violence contre les porteurs des quittances, j'ai ordonné que les élus en prendraient connaissance à l'exclusion des autres juges, même du parlement. J'ai observé sur toutes les plaintes qui m'ont été faites de part et d'autre, les véritables sujets de ces desordres dont je vous rendrai compte, et des moyens que j'estime les plus à propos pour en éviter la continuation après mon retour du Rouergue, où je vais et où sans doute je verrai les mêmes inconvénients partout.

Orbessan,

487.

Colbert à Mr. Pellot intendant de Montauban

5 novembre 1662.

Monsieur, le roi ayant su la violence faite par le Sieur de Castelvieu (Orbessan) trésorier de France de Toulouse, à un nommé Coulon huissier et à deux soldats du regiment de Chambrille, et la poursuite avec lequel le presidial et le vice sénéchal d'Auch ont fait exécuter à mort un sergent et deux soldats du même regiment au préjudice des défenses du parlement de Toulouse. Sa Majesté desire que vous en informiez promptement et que ce qui en resultera contre ledit Sieur de Castelvieu et contre son fils conseiller au parlement de Toulouse que l'on accuse d'être complice de cette entreprise, soit par vous incessamment envoyé au greffe du conseil, tenant aussi soigneusement la main que l'arrêt du conseil du 26 octobre dernier portant que le dit Coulon et les deux soldats du même regiment seront élargis des prisons d'Auch, et que les procédures faites par ledit presidial ou par le vice sénéchal, seront pareillement envoyées au greffe du conseil, soit exécutées de point en point.

à Bordeaux le 13^e novembre 1662.

Mr l'intendant Pellot à Colbert.

J'ai reçu ici votre lettre du 5 que vous m'avez fait

l'honneur de m'écrire : je pars presentement pour Montauban
ou j'espère d'être dans six jours, et quand j'y serai, je verrai
ce qu'il se pourra faire pour le bien des affaires du roi
suivant vos intentions.

— Garraud de Fieubet premier president au Parlement
de Toulouse.

a Toulouse le 13 Decembre 1662.

Monsieur, lorsque je sus ce qui s'était passé à Auch,
il y a deux mois je ne manquai pas de vous en informer
et de vous envoyer une copie de la relation que les commis
de l'élection d'Astarac m'avaient envoyée, mais comme
j'ai appris depuis qu'il y avait dans cette même relation
une circonstance qui n'était pas véritable en ce qu'elle
contient que M^r de Maribau, l'avocat general, était
present lorsque l'on donna des écrivains dans Orbessan
à un porteur de contraintes, j'ai cru, Monsieur que je
devais vous le faire savoir : tout ce qu'il y a de vrai
c'est qu'il a sollicité avec empressement les officiers
du presidial d'Auch pour faire perir ces pauvres
malheureux, ce qu'ils n'eussent sans doute osé faire
s'ils se fussent vus soutenus par des personnes d'autorité.
Comme je fais profession d'être fort véritable je n'ai
pu différer plus longtemps Monsieur, à vous rendre
compte de ce détail.

Orléans.

489.

M^r Pellot, intendant à Colbert
à Montauban le 10^e Decembre 1662.

Monsieur, l'on m'a donné ici une de vos lettres touchant
l'affaire du sieur Castelnail, trésorier de France. Elle doit
assurément être poussée car elle est fort noire et étrange,
à ce qu'il me paraît, et qu'un chacun me le rapporte.
C'est un trésorier de France qui a 30 ou 40000. livres de
rente, et qui se fiant en quatre ou cinq garçons qu'il a,
n'a pas voulu payer 3 à 400 livres de tailles, a fait
maltraiter à coups d'étrivières un commis jusqu'à la mort,
et qui par l'autorité qu'il a dans Auch a fait pendre
et rouer deux soldats et un sergent qui ont tué véritablement
son fils, mais en faisant leur devoir, étant
sous les armes et en faction, et ce fils les ayant venu
marquer et insultes, et leur ayant tiré deux ou trois
coups de pistolet: l'on en connaîtra la vérité par le
procès et les procédures que j'y ferai en titre de l'arrêt
du conseil. Il y va également de l'autorité du Roy
et du soulagement des peuples, que l'on sache que
ceux qui travaillent à ces mouvements, soient bien
appuyés en bien agissant, car il ne faudra pas un
homme pour faire payer ou il en faudra vingt
quand il y a de la mauvaise volonté.

Pellot.

Mr Selloot intendant à Colbeert.

à Montauban le 7^e février 1663. 7 février.

Je partirai sans faute d'ici samedi ou dimanche, pour aller à Auch travailler à la procédure suivant l'arrêt du conseil contre le sieur de Castelvieu, trésorier de France de Toulouse. Elle serait déjà faite, mais comme je l'ai jugée de conséquence, je ne l'ai voulu confier à personne, et je n'ai pas pu quitter qu'après avoir mis ordre aux affaires les plus pressées.

Mr Selloot à Colbeert.

à Montauban le 19^e février 1663.

Je pars demain sans faute pour aller à Auch. Je vous enverrai bientôt la procédure, et vous éclaircirai comme cette affaire s'est passée.

Mr Selloot à Colbeert.

à Auch le 20^e février 1663.

Je continue la procédure contre le sieur de Castelvieu trésorier de France à Toulouse, et ses fils: j'y donne le temps nécessaire parce que cette affaire est de la dernière conséquence pour le service du Roy dans ce pays, dont le succès est regardé d'un chacun, quoiqu'ils soient tout à fait puissants dans ces quartiers, craints et accredités, et qu'ils se servent de tous moyens pour détourner les preuves. J'en trouve

Orléans.

191.

néanmoins beaucoup qui les chargent des cas que l'en
leur met dessus, et entre autres le sieur d'Orléans,
fils dudit Castelnau, conseiller au parlement de Toulouse,
qui est présentement à Paris se trouve un des plus chargés.
Je ne perds point de temps pour achever bientôt cette
procédure afin de vous l'envoyer.

M. Bellot à Colleert.

à Auch le 26^e février 1663.

Monsieur, j'achève la procédure contre les Castelnau,
laquelle est fort grande: je trouve des preuves suffi-
samment des sévices qui ont été données cruellement
au porteur des contraintes, des mauvais traitements et
de la détention; il y en a aussi ce que l'en peut
souhaiter, pour justifier la fausse accusation que l'en
a faite contre lui du prétendu viol d'une femme et
d'une fille, et de l'avortement de la femme: et comme
le prévôt qui instruirait ce procès a fait dire aux plai-
gnantes et à un des témoins plus qu'ils ne voulaient
dire, et ainsi ce procès étant tout instruit les juges
n'auront pas pu l'empêcher de condamner ces accusés
à la mort ou à quelque peine inflictive; ce qui est
provenu bien et clairement par un témoin que j'ai
fait prendre prisonnier, et par la femme et la fille
que j'ai fait arrêter, qui avouent très ingénument

par leurs réponses qu'ils ont fait de fausses accusations et qu'on les a surcités à cela, s'on n'en manque pas paraillement pour faire voir que le sergent et le soldat qui ont été pendus, ne méritaient pas la mort, ni aussi celui qui a été roué tout vif auquel on en voulait, parcequ'il était frère du porteur de contraintes, qui avait eu les écrivains, et il y a force témoins qui déposent que le sieur Poluerin, fils du sieur Castelviail, avait été l'agresseur, ayant tiré deux coups de pistolet, et s'il a été tué par les soldats d'un coup de fusil tiré d'assez loin, qu'il s'est attiré ce malheur.

Le greffier aussi depose que le sieur d'Orbessan conseiller au parlement de Toulouse, qui est à Paris, vint la nuit accompagné de huit ou dix personnes pour s'obliger à lui remettre en original les procédures faites contre les soldats, sur le reçu véritablement de son procureur, mais ce qui ne se fait point; lesquelles procédures il ne lui remet que cinq ou six jours après.

Ceux qui me paraissent les plus coupables sont: les sieurs d'Orbessan, le prévôt, le sieur Marguerie lieutenant de Champagne, fils dudit Castelviail. Je ne parle pas de la femme et de la fille et des faux témoins, qui ne peuvent pas éviter une punition exemplaire. Le sieur Castelviail et le.

Orbessan.

493.

prevôt ont paru ici au commencement devant moi
faisant grand bruit de leur innocence, et se plaignant
de la calomnie : mais comme ils ont eu vent des
preuves qu'il y a contre eux, ils ont disparu. J'ai fait
arrêter le greffier du prevôt, qui n'a point la minute
de la procédure faite pour ce prétendu viol et
avortement, il l'a remise, à ce qu'il dit, contre tout
ordre, sans discharge, au prevôt. Enfin, Monsieur m'a
une grande affaire que l'on croyait bien cachée,
par le crédit des gens autorisés dans ce pays, laquelle
se trouve bien éclaircie, et je vous enverrai au
premier jour toute l'instruction que j'en ai faite,
suivant l'arrêt du conseil.

M^r Pellot à Colbert.

à Montauban le 7 mars 1663.

J'ai achevé les procédures contre les sieurs Castelviciil
père et fils, je les fais transcrire et vous les enverrai
sans faute, par le premier ordinaire. Ils sont
beaucoup chargés, comme j'ai eu l'honneur de vous
le mander, et il y a des preuves contre eux, touchant
les faits énoncés dans le mémoire ci joint.

Preuves qui résulteront des procédures faites par
M^r Pellot contre les sieurs Castelviciil.

que le nommé Voulon, porteur de contraintes,

et de l'ordonnance de M^r de Ponteney, allant dans la paroisse d'Orbessan, qui appartenait au sieur de Castelvieil trésorier de France de Toulouse pour contraindre un collecteur retentive des deniers de la taille, accompagné de deux soldats de Chambellé qui lui servaient de recors, aurait eu les écrivains cruellement par les sieurs d'Orbessan, conseiller au parlement de Toulouse, La marquerie, lieutenant de Champagne, Poluerin, tous trois fils dudit Castelvieil qui étaient assistés de leurs valets, - que le sieur Boulon s'étant jété aux pieds du sieur d'Orbessan, conseiller, et lui aurait donné lui même des coups de pieds dans le visage, qui auraient fendu le menton, dont il porte encore les marques, que ledit Poluerin aurait rompu un pistolet sur le col dudit Boulon, à force de lui donner des coups, qu'ensuite ledit Boulon fut monté sur une mule avec un desdits soldats nommé lamarque et mené à Auch avec mille indignités. qu'on mena ledit Boulon et ledit lamarque en présence dudit Castelvieil père, et que l'on les battit encore.

qu'ensuite on les mena tous deux dans les prisons d'Auch, l'on leur mit les fers aux pieds et qu'il leur était fait tous les jours par les parents amis ou valets dudit Castelvieil de nouvelles peurs et menaces

et de nouveaux traitemens mauvais. - que le sieur d'Orbessan retira de la geole la chemise ensanglantée dudit Boulon et la fit blanchir afin de cacher les preuves de leur mauvaise action.

Que pour couvrir cette violence, l'on suscita une fausse accusation, que les dits Boulon et Lamarque étaient venus à minuit dans le lieu d'Orbessan et avaient voulu forcer la femme du collecteur et sa fille et qu'ils avaient voulu enlever la fille et qu'à force de coups ils auraient fait avorter la femme.

que le procès a été instruit par le sieur de Saint-Martin, prévôt d'Auch, si bien et de telle manière, sur la plainte de la femme et de la fille, et sur les dépositions de faux témoins, qui tous avaient été recolés et confrontés avec Boulon et Lamarque, que les juges ne pouvaient qu'être empêchés de les condamner à être pendus, et le procès étant instruit ils auraient été jugés, sans un arrêt du conseil qui vint le plus à propos du monde. - que la femme et la fille et les faux témoins auraient été suscités à cette fausseté par ledit Lamarguerie, lieutenant de Champagne, et ledit Polueron, tous deux fils du dit Castelnau, lequel paraît aussi avoir trompé dans la fabrication de cette fausse procédure.

que ledit de Saint-Martin, qui est plus coupable qu'aucun, ne voulut pas recevoir les reproches que loulon donnait contre les témoins et qu'il incita l'adite fille à dire au confrontement que c'était loulon qui l'avait voulu violer. Et les preuves de cette fausseté résultent des confessions d'un faux témoin, de la dite femme, de la fille que l'on détient prisonniers à Montauban.

Il y a des preuves aussi que la minute de ce procès, fait par le prévôt, n'est plus entre les mains du greffier, que le prévôt s'obligea, par son autorité, de lui remettre la minute sans aucune décharge et cela paraît par l'interrogatoire du greffier que l'on tient aussi prisonnier à Montauban.

Il y a des preuves encore, que des soldats de Chambellé ayant été commandés pour venir à Auch faire payer la taille, que ledit Poluerin aurait passé par une porte, tiré ses pistolets sur eux et crié aux armes, et que les soldats auraient tiré quelques coups sur lui, d'un desquels coups il aurait été tué d'attez loin, que ledit Poluerin s'étant attiré ce malheur par son imprudence et par son agression, néanmoins les juges du présidial d'Auch

auraient condamné un des soldats à être roué qui eut plus de cinquante coups en ro, et l'autre pendu, que ledit soldat ainsi roué n'avait point tiré, et qu'il fut traité avec cette rigueur, parcequ'on avait plus d'animosité contre lui, étant frère dudit Boulon, porteur de contraintes qui avait eu les strivières, et était injustement accusé, dont il a été parlé ci dessus, qu'après cette exécution dont l'on devait être, à sembler, satisfait, l'on prit quinze jours après un sergent qui avait fait son possible pour arrêter les soldats, et n'était point ainsi coupable lequel fut condamné néanmoins à être pendu.

que le sieur d'orbessan, conseiller au parlement de Toulouse, fut chez le greffier du presidial et se fit donner par force la procédure faite contre les soldats et l'a gardée cinq à six jours.

que ledit Costelvieil, herosier de France, ne paye pas de tailles dans le lieu d'orbessan, ni ailleurs, s'empare dans ledit lieu d'orbessan du bien taillable afin que le cadastre ne paroisse plus, afin que l'on ne puisse pas demander la taille qu'il doit du bien qu'il usurpe.

On peut ajouter à tout cela que ledit sieur Martin prévôt et le l'aveu general un fort méchant homme

qui s'est trouvée dans de méchantes affaires et fut condamnée à être pendue, ce qu'il evita, restant sauvée la veille du jugement.

M. Pellot à Colleert.

à Montauban, le 30 mars 1663.

J'ai reçu, monsieur, votre lettre du 17^e de ce mois que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire: je continuerai l'instruction du procès du sieur Castelné et ses enfans, pour le juger ensuite suivant que vous me l'ordonnerez. Mais quoique je le puisse faire suivant ma commission, agissant d'un conseiller dans un parlement et d'un trésorier de France, il sera bon, ainsi que je vous l'ai mandé, que sur les procédures que je vous ai envoyées et que vous avez assurément à présent, il soit donné arrêt au conseil qui fasse mention particulière des personnes dont il s'agit, et me donne pouvoir de les juger avec le presidial de Montauban; comme l'on jugera sans doute, qu'à l'égard des soldats il y a lieu à la révision du procès; il faudra aussi que par ledit arrêt, il soit porté qu'il sera procédé, par moi à cette révision avec ledit presidial, et pour cet effet, il faudra joindre les procédures faites par le presidial

d'Auch contre ledits soldats, & celles que j'ai envoyées qui sont à présent toutes au greffe du conseil, & auraient été remises entre les mains de quelque maître des requêtes. Les d'Alibert intéressés dans cette affaire & les autres parties ne manqueront pas de faire toutes les diligences nécessaires.

M^r Pollot à Colbert.

à Montauban, ce 25. avril 1663.

Monsieur ayant appris que S. M. avait fait arrêter le sieur Saint Martin, prévôt d'Auch, j'ai aussitôt commis un officier pour faire sceller ses papiers et en faire inventaire ensuite il fut jugé en 1662 ou 1663, à Saint Artoin, en ce pays, par M^r de la Terrère, alors intendant. Ayant appelé au Tribunal des officiers du presidial de Montauban, il fut condamné à se défaire de sa charge et déclaré incapable d'en exercer et en dix ans de bannissement. J'ai vu de ses juges qui m'ont dit qu'il méritait une plus grande peine, et qu'il y eut même des voix à la mort; mais la forte sollicitation qu'il eut de feu M^r le duc d'Orléans, qui était de grande considération dans ce temps là le sauvèrent. Il était accusé de subornation de témoins, de les avoir maltraités pour les faire déposer à sa fantaisie, d'avoir

fait pendre un homme sans avoir fait aucune procédure, et de beaucoup d'autres crimes; son procès doit être au greffe de M^r. de La Ferrière, dont l'on se peut servir, et le sieur Fournier qui a été depuis avocat du conseil et son secrétaire alors. L'on en écrit par cet ordinaire, afin que l'on fasse les diligences nécessaires pour cela.

M^r. Pellot à Colbert.

à Montauban Ce 2 Mai 1663.

J'ai eu l'honneur, monsieur, de vous mander qu'aussitôt que j'eus la nouvelle que le sieur Saint Martin, prévost d'Auch, avait été arrêté j'y commis un conseiller de ce presidial pour se transporter à Auch, sceller et faire inventaire de ses papiers et informer contre lui. Le commissaire est sur les lieux qui travaille à cela présentement. Ainsi ce que vous avez pris la peine de m'ordonner par vos lettres du 14 et du 10 du mois passé, s'exécute sans perte de temps.

Colbert à Lequier.

Ce 21 Juillet 1663.

Je supplie très humblement monseigneur le chancelier de se souvenir de nommer des commissaires avec lesquels M^r. Poncet puisse communiquer de l'affaire du sieur de Castelviel. Resonier de

Orbessan.

501

France de Toulouse, et du vic. senechal d'auch qui est
a la Bastille.

Colbert à Lequier.

Ce 27 mars 1664.

Je supplie très humblement monseigneur le chancelier
de remettre pour un jour ou deux l'affaire qui fust
hier rapportée par Mr Poncet, pour des raisons que
j'aurai l'honneur de lui dire.

Mr. Poncet à Colbert.

Monsieur, je fus hier au soir chez vous, mais voyant
qu'à neuf heures et demie vous n'étiez point de retour,
je crus que ce serait vous incommoder à heure indue
si je restais davantage. Le principal sujet de ma visite
était pour vous donner avis que l'affaire de Costeigneil
se doit rapporter après midi chez Mr le Chancelier,
et recevoir de vous quelque ordre particulier, si aucun
avis à me donner en cette affaire, comme aussi
qu'étant averti que vous puissiez vous y trouver,
si vous le jugiez à propos et que vos affaires vous
le pussent permettre. En tous cas, ce soir, je ne
manquerai pas, monsieur, à vous aller rendre raison.

Ce 28 Mars 1664 à six heures du matin.

Mr. Poncet à Colbert.

Mars 1664. — Avant que faire le rapport

Orbessan.

502.

de l'affaire d'auch, il est nécessaire d'ouïr le vice senechal, ce qui n'a pu être fait jusqu'à présent. depuis que j'ai l'arrêt qui ordonne qu'il sera ouï et interrogé, d'autant que le travail fait à Vincennes, et l'interrogatoire commencé de M^r de quenegaud ont occupé le temps qui reste de la chambre de justice.

J'ai aussi envoyé un arrêt à M^r Bermyer, par lequel avant faire droit sur la requête du sieur de Castelviel aux fins d'elargissement, il est ordonné qu'il sera ouï et interrogé par devant moi; lequel interrogatoire doit être précédé de celui du sieur Saint Martin, d'autant qu'il peut charger le sieur Castelviel peu, que je vois peu chargé par les procédures criminelles.

Le M^r Colbert souhaite que j'interroge le vice senechal et le sieur Castelviel, en interrompant l'interrogatoire de M^r Quenegaud, en ce cas, dès demain après midi je m'y emploierai.

M^r de Besmaux à Colbert.

De Paris, le 2 Juin 1664.

M^r d'Albort m'ayant fort assuré que vous souhaitiez que les témoins menés de Montauban pour M^r de Castelviel fussent à la Bastille, je n'ai pas fait difficulté de les recevoir sans ordre, et comme je n'oserais quitter M^r, j'ai eu devoir

Orbessan.

503

vous envoie Barailh pour vous demander quelle conduite je dois tenir là dessus.

M^r de Gomont à Colbert.

à Paris ce 13 Juillet 1664.

M^r d'Efita, procureur du roi des requêtes de l'hôtel, a desiré, monsieur, que je vous donne avis de la conférence que j'ai eue avec lui sur une affaire que vous lui avez recommandée : nous avons même estimé qu'il eût à propos d'obtenir un arrêt du conseil interprétatif de celui qui a été envoyé par devant M^r Pellot, maître des requêtes, par le moyen de quoi la procédure en sera confirmée, qu'il faut voir les deux procès en même temps, - prendre des conclusions. - ne point laisser communiquer les deux femmes qui sont dans la Bastille, - qu'elles seront interrogées lors du jugement du procès et non plus tôt.

Et nous jugeons que l'affaire deviendra de plus grande importance qu'elle ne paraît aujourd'hui. Il m'a aussi parlé d'une copie de procès verbal qu'il a remise à M^r de Fontenay, et d'une qu'il a M^r le Chancelier : vous en savez, monsieur, le sujet.

M. Dalibert à Colbert.

Le procès renvoyé aux requêtes de l'hôtel contre le sieur de Castelvieil est sur le point d'être jugé.

M^r Rouillé maître des requêtes en est le rapporteur, et comme le sieur de Castevicil fait agir de puissantes sollicitations tant auprès du sieur rapporteur que des autres juges, je prends la liberté de vous supplier très humblement, monseigneur, d'avoir la bonté de continuer votre protection en justice aux sieurs Cazenove et Poulon, et la recommander au rapporteur, aux autres juges et à M^r le procureur du roi aux requêtes de l'hôtel.

M^r d'Efita à Colbert.

De 27 fevrier 1665.

Je vous supplie très humblement d'avoir la bonté de vous ressouvenir de regler quelque chose sur l'affaire du sieur d'Orbessan. Son père est tous les jours avec sa famille à la porte du palais, qui sollicite un arrêt sur la requête qui a été présentée, ce qui oblige Messieurs, à demander des nouvelles de cette affaire.

Six des complices contre lesquels il y avait arrêt et decret ont compareu et subi l'interrogatoire sur les faits que j'ai mis par devant M^r le rapporteur; ils ont denie tout ce que n'est que trop prouvé par les informations, de sorte qu'il n'y a rien à faire à leur egard que d'ordonner le recolement et la confrontation: cela aurait déjà été fait, n'est

Orbessan.

565.

que j'apprends que M^r. Rouillé, en rapportant les interrogatoires à la chambre, ne se trouve engagé de parler de cette requête du sieur d'Orbessan. Les accusés prennent avantage de tout et demandent d'être renvoyés absous; mais assurément quand leur procès sera instruit dans les formes, ils ne seront pas trouvés si innocents qu'ils le prétendent: nous avons tous les jours de nouvelles preuves de la violence.

M^r. d'Efita à Colbert.

du 28 avril 1665.

Pour vous rendre compte exactement de ce qui se passe en l'affaire du sieur d'Orbessan, j'ai eu nouvelle qu'on a arrêté deux des faux témoins qu'il avait fait déposer dans l'instruction par devant le prévôt d'Auch, qui ont déjà reconnu librement la vérité de ce qui s'est fait à leur égard; et comme ils ont été surcités par le sieur d'Orbessan, de dire tout ce qui est contenu dans leur déposition, je les ferai transférer au plus tôt pour être interrogés dans les formes.

J'ai fait aujourd'hui convertir les décrets d'ajournement personnel décernés contre plusieurs accusés, en décrets de prise de corps; mais quand il s'agit de donner un semblable arrêt contre le dit d'Orbessan, j'ai trouvé plus de difficulté car avant qu'on puisse

deliberer seulement sur mes conclusions, l'on m'a obligé à une formalité que je puis dire très extraordinaire, qui est de faire signifier à la personne ou domicile le dernier arrêt du conseil et celui des requêtes de l'hôtel, qui en ordonne l'enregistrement, quoique l'un et l'autre eussent été signifiés au procureur qui avait signé la requête pour parvenir au declinatoire, ce qui devait suffire dans toutes les règles; mais c'est une chose étrange que d'avoir affaire à un conseiller qui ne veut pas avancer et qui tâche à trouver son impunité dans sa fuite.

Cependant je vois qu'il faut suivre l'ordre de la procédure qui m'est marquée; mais comme je me persuade qu'après cette signification faite et rapportée je ne serai pas encore au bout, et qu'on lui accordera un délai à comparaitre avant que de convertir l'ajournement personnel en décret de prise de corps, qui est nous rejeter bien loin, j'estime, sous votre bon plaisir, qu'il serait nécessaire d'avoir un ordre du roi pour le faire arrêter et conduire à la Bastille, car alors il serait facile d'avancer l'instruction d'un procès dans lequel les charges se trouvent grandes, d'une violence la plus extraordinaire

Orbessan.

507.

qui fut jamais, et du moins le public aurait déjà la satisfaction de ne pas voir un conseiller dans la fonction de sa charge, pendant qu'il est accusé d'en être l'auteur. J'attendrai les ordres du Roi et ceux qu'il vous plaira me prescrire, que j'exécuterai ponctuellement.

M^r d'Efita à Colbert.

Du dernier mai 1665.

L'arrêt du conseil qui juge le declinatoire du Sieur d'Orbessan lui a été signifié en personne. J'apprends qu'il est allé au parlement pour réclamer le secours de la Compagnie et l'engager à demander l'exécution de ses prétendus privilèges: je doute que le parlement de Toulouse veuille y prendre part. Nous attendrons leurs remontrances, mais cependant je continuerai inassamment l'instruction commencée: si M^r Rouille n'était un peu indisposé, ce serait dès demain.

A Nosseigneurs les Maîtres des Requêtes ordinaires de l'Hotel, juges souverains en cette partie. —

Supplie humblement Sidrac de Chambecllay, colonel d'un regiment entretenue pour le service du Roy, devant que son regiment étant dedans la province de Guyenne, le Sieur de Saint Luc, Lieutenant du Roy en ladite province lui aurait envoyé les

ordres de faire un detachment de trente hommes pour aller en la ville d'auch et faciliter le paiement de la taille, ce qu'il aurait fait et aurait envoye ces soldats sous la conduite du major de son regiment et deux sergents, l'un appelle Saint-Jean et l'autre Saint-Brieu; mais il serait arrive qu'étant à la porte de la ville, en attendant que le premier consul eut departi leur logement, comme il en avait prie le major et les officiers, le sieur de Pougloubin fils du sieur de Castelviciil qui avait déjà maltraité deux des soldats de son regiment, qui avaient accompagné le nommé Boulon, porteur de contraintes du commis des recouvrements des tailles dans le lieu d'Orbessan, qui est une terre qui appartient au sieur de Castelviciil, aurait fait insulte à ceux qui étaient à la porte de la dite ville d'auch, sous les ordres et commandements de leurs officiers, et comme il ne se serait pas trouvé assez fort, il serait entré dans la dite ville et aurait ramassé ce qu'il aurait pu de gens, serait revenu à la charge et ayant blessé un soldat à la jambe et fuyant il aurait été tué d'un coup tiré par quelqu'un des soldats qu'il aurait attaqués: ce que le sieur de Castelviciil ayant appris, il aurait remué toute la ville et étant revenue

fondre sur les soldats, appuyé de l'autorité du premier consul, il aurait obligé le major de lui en livrer trois, lesquels ledit Saint Brieux sergent, aurait accompagné jusqu'à dans la prison. Mais au lieu par ledit de Castelnau, d'en user avec modération, il aurait employé tout son crédit et toute son autorité à leur faire faire leur procès avec une précipitation extraordinaire, et sans vouloir que l'on éclaircît rien de leur justification, les aurait fait condamner à des peines extraordinaires, l'un à être rompu, mis sur la roue, et l'autre envoyé aux galères, et après avoir fait exécuter ce jugement, qui était plutôt une action de furie qu'un acte de justice, avec une violence et un emportement sans exemple, il aurait poussé son ressentiment au point d'avoir engagé le sergent dans le crime, de l'avoir fait arrêter et mener à Auch, et l'avoir fait condamner à être pendu, sur la supposition de témoins qu'il avait subornés, et pour cet effet violé toutes les charges et méprisé les défenses qui avaient été faites par le bailliement de Toulouse, ce qui étant venu à la connaissance du Roi, qui aurait envoyé des ordres à M^r Sollet intendant de la justice dans l'adite province, d'informer la vérité de ce qui s'était passé,

Le suppléant aurait demandé d'être reçu partie intervenante, et depuis, les procédures par lui faites, ayant été portées au Conseil, il est intervenu arrêt contradictoire qui a ordonné qu'il serait procédé à la révision des procès dudit Saint-Brieux, et qu'à cet effet toutes lettres à ce nécessaires seraient expédiées et la connaissance à vous attribuée dudit procès criminel, circonstances et dépendances; en exécution duquel arrêt les dites lettres de révision auraient été expédiées, la cause retenue et les parties appointées en droit sur celles; pour l'éclaircissement des dites lettres de révision il est absolument nécessaire que les minutes du procès soient apportées, tant en ce qui concerne les trois soldats que ledit Saint-Brieux: d'autant que le suppléant a eu avis que lors du jugement d'icelui procès, la plupart des conseillers qui ont assisté au jugement du procès qui n'étaient pas alliés du sieur Castelviuil, ni intéressés avec lui, ont fait des protestations contre ladite condamnation, afin que l'on ne pût pas les accuser d'avoir eu part à ce sacrifice, n'ayant pu arrêter le cours d'un si violent dessein.

Ce considéré. Nosseigneurs, et attendu que les

minutes dudit procès quand il sera apporté se trouveront toutes ratifiées et que les juges qui ont assisté ont la plupart signé avec protestation pour se mettre à couvert de la plainte qui pourrait être faite contre eux, il vous plaise ordonner que les minutes du procès des trois soldats et dudit Saint Brien seront apportées ou envoyées au greffe de la cour, et qu'à ce faire le greffier depositaire des minutes y sera contraint par toutes voies dues et raisonnables pour ce fait, et les dites minutes rapportées, être procédé sur icelui au jugement du procès de revision, et vous ferez bien.

Soit montré au Procureur general du Roi.

Vu ladicte requête, je n'empêche pour le Roi, être ordonné que les minutes originales sur lesquelles et intervenu la condamnation et qui ont servi au procès criminel de Saint Brien seront apportées au greffe des requêtes de l'hôtel : à ce faire, le greffier ou autre depositaire contraint et même par corps : pour ce fait et à moi communiqué être requis ce que de raison.

Du 6 mai 1665.

Vu... les maîtres des Requêtes, juges Souverains en cette partie ont ordonné et ordonneront que les minutes originales du procès criminel fait par le prévôt d'Auch au nommé Saint Brien, seront apportées au greffe

des Requêtes de l'hôtel, a ce faire, le greffier ou autres
depositaires contraints par corps, ce faisant déchargés
pour ce fait et rapporté et communiqué au
Procureur du Roi, être ordonné ce que de raison.

M^r d'Efita à Colbert. août 1665.

Je suis venu pour avoir l'honneur de vous assurer de
la continuation de mes très humbles respects et pour
vous rendre compte de l'affaire du sieur de Castelvieil,
à l'égard de laquelle le procès est entièrement instruit
à tous les accusés qui sont au château de la Bastille,
lesquels ont extrêmement chargé ledit sieur Castelvieil
dans leurs interrogatoires, et comme pour faire valoir
en justice cette nouvelle charge contre lui, il était
nécessaire de les lui confronter, la confrontation a
été ordonnée ce matin même; pour plus grande sûreté,
suivant mes conclusions Messieurs ont aussi ordonné
qu'il serait arrêté et mis à la garde d'un huissier
qui serait tenu de le représenter à toutes assignations,
ce que j'ai fait à l'instant même exécuter, et l'on
est assuré de sa personne. Mais comme toutes les
démarches et la procédure que l'on fera dorénavant
dans cette affaire paraissent de plus grande conséquence
que celles qui ont été faites, je vous supplie très
humblement de me pardonner la liberté que je me

donnerai de vous informer de tout ce qui se passera le plus exactement qu'il me sera possible.

A l'égard du sieur d'Orbessan, les délais courant toujours et j'espère mettre le tout en état de juger dans le commencement du mois prochain : Mr Rouillé y donnant tout son temps comme il fait, il est persuadé qu'il importe au service du Roi et au bien de la justice que toutes les affaires se terminent dans ce quartier, dans lequel on a déjà connaissance de tout le fait.

Mr d'Efita à Colbert.

Ce 7 Septembre 1665.

quelque raison que Mr Rouillé ait pu proposer ce matin pour empêcher dans l'ordre de la justice le succès de l'opposition formée par le sieur de Castelviel, il ne lui a été possible de vaincre l'opposition des esprits, et il a passé à donner les délais de huitaine en huitaine, de sorte que les accusés ont à présent moyen de retarder le jugement de leur procès beaucoup au delà du quartier courant des requêtes de l'hôtel.

Le court que prend cette affaire et la disposition des juges me met extrêmement en peine. Mr Toucault qui en est informé, aura l'honneur de vous rendre compte de tout le détail, appréhendant de ma part ne pas abuser trop souvent de la grâce que vous me faites

de m'écouter. Je ferai extraire de nos registres les exemples des commissions qui ont été expédiées, dans lesquelles S. M. a nommé des maîtres des requêtes de tous les quartiers pour juger divers procès civils et criminels, après quoi je ne manquerai pas de vous les aller présenter.

- Le 17 Avril 1666. Les maîtres des Requêtes, juges souverains et commissaires députés en cette partie, sans s'arrêter aux requêtes dudit B. Daignan jointes au procès, ont déclaré et déclarent les dits :
 B. Desperon, J. Labadens, sa fille, Daylac, Montcaston et garlin; ensemble ledit B. Daignan fils d'Orbessan, J. Daignan dit La Marguerie, Mont et Ortolan défaillans et contumaces, dûment atteints et convaincus savoir : les dits Desperon et Labadens d'avoir faussement et calomnieusement accusé lesdits Boulon et Lamarque, et soutenu leurs fausses et calomnieuses accusations mentionnées au procès : lesdits B. Daignan et J. Daignan d'avoir été leurs complices et partâmes de l'adite fausse accusation et d'avoir commis les excès aussi mentionnés au procès; les dits Daylac, Montcaston presens, ensemble lesdits Mont et Ortolan contumaces d'avoir faussement déposé dans

d'information faite sur ladite calomnieuse accusation, et soutenu leurs dépositions, et ledit Garlin d'avoir fait un faux rapport en chirurgie, et participé à la dite fautive accusation, - Pour réparation des quels crimes, calomnies et autres cas mentionnés au procès ont condamné et condamneront les dits B. Desperon, et J. Labadens sa fille, faire amende honorable dans la chambre de l'auditoire du presidial d'Auch, l'audience tenant, la corde au col, tenant en leur main une torche de cire ardente du poids de deux livres: et là, dire et déclarer à haute voix et intelligible que fausement, malheureusement et comme mal avisés elles ont fait et soutenu les plaintes mentionnées au procès dont elles se repentent et demandent pardon à Dieu, au Roi et à Justice:

Ce fait seront les dits Desperon et Labadens, fustigés de verges et fletées d'une fleur de lis sur l'épaule, sur la place publique d'Auch.

Condamne les dits Baylac, Montcassin et Garlin faire amende honorable dans la chambre de l'auditoire des requêtes de l'hôtel, l'audience tenant, la corde au col, tenant en leurs mains chacun une torche de cire ardente et là, dire et déclarer à haute et intelligible voix, savoir: les dits Baylac et Montcassin

que faussement, malicieusement et comme mal avisés ils ont fait et soutenu leurs dépositions sur les dites plaintes; et ledit Garlin que faussement, malicieusement et comme mal avisé, il a fait et fabriqué le rapport en chirurgie mentionné audit procès, dont ils se repentent et demandent pardon à Dieu, au Roi et à Justice; ce fait seront les dits Baylac, Montcassin et Garlin menés et conduits aux galères du Roi pour en icelles être détenus et servir ledit seigneur Roi, comme forçats à perpétuité.

Les dits B. Daignan dit d'Orbessan, et J. Daignan dit La Marguerie, avoir la tête tranchée sur un échafaud qui, pour cet effet, sera dressé en la place publique de la ville d'Auch, si pris et appréhendés peuvent être, si non par effigie, en un tableau attaché à une potence qui sera dressée en la dite place publique de la ville d'Auch.

Ledit Mont a été pendu et étranglé à une potence qui, pour cet effet, sera dressée en ladite place publique de la ville d'Auch, si pris et appréhendé peut être, sinon par effigie, en un tableau attaché à la dite potence.

Et ledit Ortolan a fait amende honorable en ladite chambre de l'auditoire des requêtes de l'hôtel, Audouine

tenant, tête nue et en chemise, la corde au col, tenant en la main une torche de cire ardente du poids de deux livres, et lui dire et déclarer à haute et intelligible voix que faussement, malicieusement et comme mal avisé il a fait et soutenu la déposition contre lesdits Lamarque et Boulon, dont il se repent et demande pardon à Dieu, au Roi et à Justice : ce fait mené et conduit aux galères du Roi pour y servir comme forçat à perpétuité, si pris et appréhendé peut être, si non par effigie, en ladite ville d'Auch en la manière accoutumée,

ont banni et bannissent les dits B. Desperon et J. Labadens pour neuf ans des ressorts des parlements de Paris et de Toulouse, leur enjoignant de garder leur ban à peine de la vie, les condamnant en 24 livres parisis d'amende envers le Roi.

ont déclaré et déclareront tous et chacun les biens desdits Baylac, Montcassin, Jarlin, Bernard Daignan dit d'Orbessan, Daignan dit Lamarguerie, Mont et Ortolan, acquis et confisqués au Roi ou à qui il appartiendra, sur lesquels biens et autres non sujets à confiscation sera préalablement pris savoir :

Sur ceux desdits Baylac, Montcassin et Jarlin 24 livres parisis chacun, d'amende envers le Roi.

Sur ceux desdits Mont et Ortolan, pareille somme

de 24 livres parisis d'amende envers le Roi :

Sur ceup dudit Daignan d'Orbessan, la somme de 3000. livres d'amende vers le Roi ; et celle de 6000. livres de dommages-intérêts vers ledit Cazenove ; celle de 3000. livres de réparation civile vers ledit Toulon, et celle de 2000 livres aussi de réparation civile vers le dit Lamarque ;

Et sur ceup dudit Daignan dit La Marguerie, sera préalablement pris la somme de 1500. livres d'amende vers le Roi ; celle de 3000 livres de dommages-intérêts vers ledit Cazenove, celle de 1500 livres de réparation civile vers le dit Toulon, et celle aussi de 1000 livres de réparation civile vers ledit Lamarque. Et outre la somme de 200. livres à laquelle les maîtres des requêtes ont liquidé et liquident la restitution du cheval, armes et manteau pris audit Toulon, au paiement de laquelle somme de 200. livres seront les dits Leonard, Bernard et Joseph Daignan, solidairement contraints et pour les cas résultant du procès, après que ledit Leonard Daignan de Castelvieil a été admonesté en la chambre, ont ordonné et ordonnent qu'il s'abstiendra pendant trois ans des villes, faubourgs de Paris, Toulouse et aux environs du lieu d'Orbessan et suite de la Cour

ensemble de l'exercice de sa charge, lui fait défense
 d'y contrevenir sous peine de faux et de punition
 exemplaire. le condamne en 2000. livres d'aumône et 1200.
 livres de réparation civile vers ledit Loulon, 1000. livres
 aussi de réparation vers ledit Lamarque, et en 3000 livres
 de dommages intérêts vers le sieur Cazenove et en outre
 la susdite somme de 300. livres adjugée audit Loulon
 pour la restitution de son cheval, manteau et armes,
 pour le paiement desquelles aumône, restitution et
 réparations civiles ledit Leonard Daignan tiendra
 prison, adjugeant le profit des défauts et contumaces
 contre lesdits Duties, Despez, Pague, Caillault, Mothe,
 Bonnebayre, Desgrax, Ehoré et Lafosse; pour les cas
 résultant du procès, ont condamné et condamnent
 ledit Duties à servir le Roi comme forçat en ses galères
 le temps et espace de trois ans, en 100. livres d'amende
 vers le Roi 200 livres de dommages intérêts vers Cazenove,
 100. livres de réparation civile vers ledit Loulon, et 50 livres
 aussi de réparation civile vers ledit Lamarque.

ont l'anné et bannissent les dits Despez, Pague, Caillault,
 Mothe, Bonnebayre, Desgrax, Ehoré et Lafosse des ressorts
 des parlements de Paris et de Toulouse. savoir les dits
 Despez et Caillault pour neuf ans, ledit Pague pour
 sept ans, et lesdits Mothe, Bonnebayre, Despez, Ehoré

et Lafosse, pour trois ans, leur enjoignant de garder leur bon à peine de la vie, les condamnent savoir:

Ledit Despez en 500. livres d'amende vers le Roi, 200 livres de dommages intérêts vers ledit Cazenove, 100 livres de réparation civile vers ledit Toulon, 50 livres aussi de réparation civile vers ledit Lamarque.

Ledit Caillaud en 100. livres d'amende vers le Roi, 200 livres de dommages intérêts vers ledit Cazenove, et 50 livres de réparation civile à chacun dedit Toulon et Lamarque.

Ladite Saque en 300 livres d'amende - 200 livres de dommages intérêts vers ledit Toulon et 50^l à Lamarque.

Ledit Mothe et Bonnebeye en 50^l d'amende vers le Roi, 100^l de dommages intérêts vers ledit Cazenove, et 50^l de réparation civile vers chacun des dits Toulon et Lamarque.

Les dits Despax, Thore et Lafosse chacun en 25^l d'amende vers ledit Roi; 50^l vers ledit Cazenove, et 25^l aussi chacun de réparation civile vers chacun dedit Toulon et Lamarque.

Et seront les susdites amendes, réparations civiles, dommages et intérêts auxquels lesdits Daignan dit d'Orbessan, Daignan dit la Marguerie, Mont, Ortolan, Dutres, Despez, Saque, Mothe, Bonnebeye,

Orbessan.

531.

Caillaud, Despax, Ehoir et Lafosse, défaillans ont été condamnés par eux payés solidairement, toutes les amendes adjugées applicables à ce qui sera arrêté et ordonné par lesdits maîtres des requêtes.

ont renvoyé et renvoient ledit Barbié, absous de l'accusation contre lui intentée: condamnent ledit Cazonoue en ses dommages, intérêts et depens liquidés à 200^l, de laquelle somme de 200^l, les maîtres des requêtes ont condamné et condamnent ledit Leonard Daignan de Castelvieil à acquitter ledit Cazonoue, pourquoy aussitôt il tiendra prison; Et sur les accusations contre lesdits Lepet et Bourdonnier, Danezan et G. Labadens père, ont mis et mettent les parties hors de cour et de procès, et en consequence seront les dits Danezan, Bourdonnier et G. Labadens mis sous le bon plaisir du Roi hors du chateau de la Bastille et le dit Lepet hors du petit chatelet, à ce faire le geolier contraint par corps, ce faisant, demeurera bien et valablement déchargé.

Condamnent lesdits Leonard Daignan de Castelvieil, Baylac, Montcassin, Garlin, Desperon et Labadens solidairement en tous les depens du moien vers ledit Cazonoue, Coulon et Lamarque.

Et lesdits B. Daignan dit d'Orbessan, Daignan dit

la Marguerite Mont, Ortolan, Duties, Desprez, Lague,
 Caillaud, Mothe, Bonnebeye, Desprez, Lhone et
 Lafosse, aussi aux dépens chacun à leur égard,
 ordonne, en outre, que les nommés Dessougeault,
 fils dudit Castelvieu, Saint Roman et un quidam
 valet du sieur de Puiseux, seront pris au corps
 et amenés prisonniers es prisons du Fort l'Évêque,
 pour être ouïs et interrogés sur aucuns faits
 résultant du procès, si pris et appréhendés peuvent
 être, sinon ajournés à trois breis jours, à son de
 trompe et cri public, leurs biens saisis et annotés,
 et commissaire à récup établis pour être leur procès
 fait et parfait en la manière accoutumée, et
 sera le nommé Rivière ajourné à comparoir
 en personne au greffe des requêtes de l'hôtel, pour
 être aussi ouï et interrogé sur aucuns faits
 résultant dudit procès, pour ce fait et communiqué
 au procureur général du Roi; être ordonné ce que
 de raison, et les pièces des productions civiles dudit
 Daignan de Castelvieu, demeureront au pouvoir
 icelles préalablement paraphées par le sieur
 rapporteur.

Prononcé à l'égard de l'amende honorable aux
 dits Daylac, Montcassin, Garlin en la chambre

Orbessan.

523.

des requêtes de l'hôtel, le lundi 19 Avril 1666.

Prononcé audit Leonard Daignan de Castelvieil, aux prisons du fort l'Evêque, pour ce atteint entre les deux guichets le 24 Avril 1666.

Depens = Commissaires au nombre de trois pour 200 vacations .2.300. ecus. = epices . 1200 ecus = Huissiers pour leur service extraordinaire pendant unq mois au nombre de trois 400. ecus. - sur lesquels Lizouard prendra hors part 300. ecus.

Etienne Foule à Colbert.

(Etienne Foule, seigneur de Bunevault, maître des requêtes, mort à Rennes en 1673.)

de Paris le 19^e avril 1666.

J'ai bien jugé, monsieur, lorsqu'il vous a plu me proposer au Roi pour presider au procès de Castelvieil, que c'était dans la confiance que vous avez eue, que j'y agirais avec l'exactitude et la circonspection convenables à un bon juge, sans autre vue que d'y faire mon devoir. C'est la raison pour laquelle, dans tous les incidents et toutes les traverses qui s'ont survenues durant l'instruction et la visite de ce procès qui ont été très grands, j'ai eu devoir prendre sur moi tous les moyens justes de les surmonter sans vous en

importuner : et qu'il était même de la bienséance pour la justice de m'abstenir de vous voir jusqu'à ce que le procès fût jugé, et qu'en cela, je ferai chose qui vous serait agréable. Mais à présent qu'il est fini autant qu'il a été au pouvoir des juges, et que M^r le procureur du Roi, des requêtes de l'hôtel, vous a informé, de l'arrêt lequel est plus exemplaire et de plus grand éclat qu'il ne l'avait appris avant son départ, ainsi que M^r Poucault vous en pourra informer, je crois, monsieur, vous pouvoir et devoir remercier très humblement, comme je fais, de l'honneur qu'il vous a plu me faire en cette rencontre, et de vous supplier aussi d'avertir les défauts que j'ai pu faire connaître en moi dans cet emploi, de croire que j'emploierai de plus en plus mes soins, pour me rendre capable de mieux servir le Roi, sous vos ordres en d'autres occasions.

La punition de Castelnéel pouvait être plus sévère à l'encontre de lui, mais néanmoins, le mélange de sa condamnation avec celle de ses enfans supplians, et de toutes sortes de gens de la plus basse lie du peuple condamnés à des amendes honorables des galères perpétuelles, des bannissements et autres peines infamantes par un seul et même

Orbessan.

535.

arrêt, et l'admonition severe faite à un vieillard de 72 ans, dans la chambre, avec les autres peines contre lui ordonnées, peuvent, à mon sens, satisfaire la justice du Roi, reparer le scandale fait au public, et servir d'un grand exemple dans la Guyenne et toutes les autres provinces les plus éloignées, de sorte qu'il ne reste plus rien à faire en cette occasion qu'à vous supplier très humblement, Monsieur, de trouver bon que mon fils et moi nous nous présentions de temps en temps, devant vous, pour y recevoir l'honneur de vos commandemens, et de nous mettre en état de servir S. M. sous vos ordres. et par ce moyen de vous plaire. etc...

Le Roi à M^r de Besmaus.

20 Avril 1666.

Monsieur de Besmaus, par arrêt des requêtes en mon hotel des 16 du present mois, rendu contre le sieur de Castelvieu et ses complices les nommés Montcassin, Baylac, et garlin Habitants du lieu d'Orbessan, auraient été condamnés à me servir comme forçats dans mes galeres, et les nommés Labadens, Donezan et J. Bourdonnier, renvoyés absous, et ordonné qu'ils seraient mis hors de mon chateau de la Bastille. ce que voulant être

sacauté, je vous fais cette lettre pour vous dire qu'en contenant
après l'avoir reçue vous ayez à faire transférer sous
bonne et sure garde, de mon château de la Bastille
et prison de la porte Saint-Bernard, de ma bonne
ville de Paris, les dits Montcastin, Baylac et Garlin
pour de là être mis à la chaîne, pour être menés
en mes galères, comme aussi mettre en liberté et
hors du château J. Labadens, L. Danezan et G.
Bourdonnier pour se retirer où bon leur semblera,
moyennant quoi la présente vous servira de bonne
et valable décharge.

M. Pellot à Colbert.

D'agen ce 26 Juin 1666.

L'on a exécuté à Auch l'arrêt contre Cartelviil avec assez
d'éclat: il ne reste plus qu'à faire rembourser les frais
à ceux qui les ont avancés, à quoi je m'emploierai,
étant une affaire terminée pour la justice que
l'on doit attendre, et qui a fait l'effet que l'on
peut souhaiter dans la province.

- Vers 1720. Marguerite Daignan d'Orbessan épouse
Jean Pierre de Foucaut d'Alzon, conseiller, puis
président au parlement de Toulouse, dont postérité.

- 9 mai 1697. Gaston Pierre d'Orbessan, seigneur de Sabatut épouse (par ^{testa} le 12 février) 1726) Andrie Urbeuine de Liréan d'Evée dont il eut - 1^{re} Anne Daignan d'Orbessan, mariée à François de Bonfontan, baron d'Endoufielle par contrat du 11 mai 1724. - 2^{re} Françoise Daignan d'Orbessan mariée à Joseph André d'Espagne, baron de Ramefort. 3^{re} Gabrielle. - 4^{re} Guyonne. 5^{re} Cécilienne. 6^{re} Alexandrie Daignan d'Orbessan, qui fut tuée au siège de Quésnoy en 1712 - il était cornette au Régiment de Guyenne, suivant certificat du 24 mars 1736.
- En 1735. Jean Saul Daignan d'Orbessan, tuteur des enfants mineurs du baron d'Endoufielle.
- En 1724. Clement Daignan seigneur d'Orbessan.
- En 1737. Anne Marie Daignan d'Orbessan, conseiller au parlement de Toulouse. Président honoraire en 1789.
- En 1767. François Clement Jean Baptiste Daignan d'Orbessan, conseiller au parlement de Toulouse.
- (nob. de Toulouse I. 7. et 8.)
- Jean François Daignan d'Orbessan épouse Anne de Vendomois, dont: Marie mariée le 9 février 1689 à Bernard de Lamesan, seigneur de Juncet. Montirou et Larruumeau.
- Anne Daignan d'Orbessan, mariée, comme il est marqué plus haut à François de Bonfontan, baron

d'Inoufielle, dont posterité jusqu'à feu M^r de Bonfontan en 1826. qui eut deux filles Mad. de Peylaroque et Mad. de Paraza qui en 1826 avait cinq filles et un garçon.

- Françoise Daignan d'orbessan mariée à Joseph André d'Espagne, baron de Ramefort. comme il est dit plus haut, on laisse une descendance qui en 1826 se composait de deux filles vivant dans la pauvreté à Paris et à Toulouse. Le fils aîné périt à Quiberon le 16 Juillet 1795 à l'attaque du camp républicain.

Deux autres fils s'établirent en Espagne, l'un d'eux y étoit général.

- Orbessan cadastre de 1758. —————

M^r Marie Daignan d'orbessan, président à mortier au parlement de Toulouse.

(Arch. Dep^{te} Auch. C. 142.)

- Le président d'orbessan, le publiciste, laissa un enfant naturel reconnu, le sieur Beaugrand, membre de l'athénée d'auch, propriétaire d'une maison de campagne à St Guig, près Auch.

Quelques mots sur lui dans la Revue d'Aquitaine Tome IV. page 16.

- Notice sur le président d'orbessan par M^r Castastor. Revue d'Aquitaine. 28. 69. 105. —

Orbessan.

Ordan.

529.

- Vue du château d'orbessan dans la geyenne
monumentale de Ducournau. Tome II.

autre vue dans mes Albums de La Plagne

on trouve encore au dernier siècle dans le diocèse
de Mirepoix, en Languedoc, Léon d'Orbessan
Saint Aulaire, capitaine de cavalerie au régiment
d'Aumont, qui épousa Marie d'Auberjon, dame
de la chevalinière, et on eut un fils François
d'Orbessan lequel testa le 7 Avril 1771. en faveur
de son cousin éloigné Antoine d'Auberjon et lui
laisa la terre de la chevalinière.

(Pachenaie. I. 920. 921.)

Ordan.

Terre et paroisse au comté de Fezensac; l'église sous
le vocable de St. Jacques dépendait de l'archidiaconé
de Vic. demembré de celui d'Angles. -

Ordan, Orzan, Odejan, était une des plus anciennes églises
du pays d'angles, elle est citée au Cartulaire noir d'Auch
au folio 46 R^e Elle est aussi comprise dans la bulle du
pape Celestin III en 1195. parmi les protestations de
l'archevêché d'Auch. -

Ordan.

- Eglise de St. Marie d'ordan, dans l'archidiaconé d'Angles est citée au cartulaire noir d'auch. aux folios 16. R^o et 191 R^o.

Cette terre dépendant de Biran, relevait des comtes de Fezensac et fut une des seigneuries des barons de Montaut.

- En 1088. Dozon d'ordan est nommé dans une charte du cartulaire noir. au folio 33. R^o.

- En 1224. Arnaud d'ordan, chevalier est cité dans une charte du cartulaire noir. f^o 196 R^o.

en 1232. au folio 19. R^o - en 1256 folio 18. V^o.

- En 1238. Desbrand d'ordan. charte au second cartulaire blanc. folio 1. V^o. Il est frère d'ordon de heissac.

- En 1256. Desbrand d'ordan frère d'arnaud d'ordan cartulaire noir. f^o 18. V^o.

En 1271. Sanche d'ordan. charte du second cartulaire blanc. f^o 28. V^o.

- au commencement du XIII^e siècle. Hugues d'ordan vicairé de l'archevêque d'auch. cart. noir. f^o 185. V^o.

- La seigneurie d'ordan. revint aux comtes d'armagnac et à ceux de Pardiac, puis à la couronne qui engagea successivement cette terre à divers.

- En 1392. Echange fait entre Arnaud comte de Pardiac et Jean de Martiques, du lieu d'ordan en Fezensac.

- En 1261. charte de privilèges accordée aux

habitans du lieu d'Ordan par Jean d'Armagnac
baron d'Ordan.

(arch. Dep^{te} Auch. C. 259.)

- 1^{er} mai 1484. acte passé au nom de Dominique de Nelson,
prêtre et recteur d'Ordan.

- En 1607. gages payés au capitaine Marsolan, capi-
taine du château d'Ordan.

(arch. Pau. B. 3411.)

- En 1617. gage de Joseph Thomas, capitaine du
château d'Ordan. idem pour 1621.

(arch. Pau. B. 1704.)

- 23 Juin 1618. Les consuls du lieu d'Ordan, donnent
à bail, moyennant 18 sacs de bled passé à deux
cribles, les pièces de terre appartenant à la communauté.

(Bellarogue not^{re} Béran. page 111.)

- 19 Décembre 1623. Dominique Lafargue, prêtre du
lieu d'Ordan. passe un acte. (idem. p. 212)

- 24 Juin 1639. M^{re} Jean Duribab, prêtre et recteur
d'Ordan, est arbitre pour le partage de famille
Gourcelle, en présence de Pierre Gourcelle, recteur de Miranès.

- 24 mai 1640 - Jean Duvéas, recteur d'Ordan.

(Bellarogue. not^{re} Béran.)

- Ordan. Haute, moyenne et basse justice. —
Consuetudine sur le pied d'un demi denier mortel par

casal de terre. - Droit de quête, un demi sac de blé. -
un sac d'avoine, 7 sous 6 deniers et une poule par
chaque homme marié, payable à la fête de tous les
saints - 7 sous 6 deniers par chaque veuf ou veuve,
enfants orphelins, bordiers et locataires - (8 sous 6 deniers
mortes faisant 7 sous 6 deniers de monnaie courante).
Deux paires de pigeons et une poule par chaque
particulier ayant colombier.

Rente due par l'engagiste 600. livres. —

- Engagé le domaine et seigneurie d'Ordan le 10 février
1678. moyennant 4700^l. à Mr. Despe, conseiller
au parlement de Toulouse.

- Contrat du 2 août 1766. qui engage ce domaine
moyennant une rente de 550. livres. au sieur
Armand de Larroque.

- arrêt du conseil du 5 juillet 1785. qui maintient
l'engagement pendant le règne de Sa Majesté
moyennant un supplément de 50^l.

- Le bois de Cassan contenant 344. arpents $3\frac{1}{2}$.

- 9 Janvier 1573. Lettres patentes du roi Henri IV.
autorisant de bailler à nouveau fief le bois
de Cassan. 81 concedes.

- 11 Aout 1578. Inféodation du bois de Cassan
à Jaquette de Lacroix seigneur de Larroque.

avec faculté de defrucher les vacans et de batis maisons
et pigeonniers - 2^e 16 cuirs de cressives nobles.

- 1631. Vente du bois de Cassan a un sieur Courent.

- 1668. maintenance des sieurs de Larroque et autres en
possession du bois de Cassan, contenance 344 arpents.

- 27 novembre 1730. visite et arpentement du bois
de Cassan qui contient :

1. un grand bois 20 arpents $\frac{2}{3}$ dont 3 arpens en
futaie.

2. Petit Cassan. 42 arpents $\frac{1}{3}$ dont 11 arpents futaie.

3. le grand Cassan, 20 arpents $\frac{2}{3}$.

Total 122 arpents $\frac{2}{3}$.

- 23 Janvier 1719. - Jacqueline de La Croux, veuve de
François de Larroque, tutrice de ses enfans declare
devant l'intendant d'Auch, et exhibe la donation
faite le 2 Janvier 1461 dudit bois a Maneud de Larroque.

- 10 Aout 1461. Charte du comte d'Armagnac, par
laquelle il engage, moyennant une rente de 16 sacs
d'avoine mesure de Vic et 400 deniers mortas
le domaine direct d'Ordan et un droit de paturage
dans le bois avec pouvoir de faire le partage d'un
de ces bois appelle Lespond avec le sieur Cassagne
ecuyer du Comte.

- 11 fevrier 1738. arret qui enonce cette charte.

La communauté engagiste, elle l'était aussi par la même charte de trois près et de tous les autres droits non aliénés, moyennant une rente de cent sous morles.

- Mr. armand de Larroque, demeurant à Auch, doit pour le domaine d'Ordan qui lui a été engagé le 2 août 1766. une albergue de 550⁺.

- 1790 - chapellenie de St Pierre, en l'église d'Ordan - revenu 619⁺ 12⁺.

Jouissant = Mr Larroque -

— Ordres monastiques. —

- Recherches sur la nature, et l'origine des insurrections des habitants de Vezelay. par Leon de Bastard. 1849.

- Insurrection de 1108 pour réduction des charges en faveur des habitants.

- En 1136. Conspiration des bourgeois ayant pour but l'acquisition des droits civils.

- 1155 - Insurrection non politique; elle a pour cause la rivalité de l'abbé de Vezelay avec le Comte de Nevers.

- Ateliers de copie

A la bibliothèque de Corbie - Le monastère de Corbie entretient depuis Charlemagne jusqu'à

Ordres monastiques.

535.

St Louis un atelier dont les travaux furent favorisés d'abord par les rois mérovingiens, qui lui avaient assigné une rente de parchemin à prendre sur un tonlieu, ensuite par l'abbé Adalard qui ordonna en 822 qu'un parcheminier serait attaché à l'abbaye.

In 786. Diplôme de Childébert - (Sordessus. Diplomatique. II. 309.) (Solupt. D'Armon. II. 30.)
(Delille, manuscrits IIII)

- Henri II roi d'Angleterre s'attribue les revenus des bénéfices vacants pendant que les officiers royaux gouvernent les évêchés et les abbayes. L'hospitalité était alors supprimée dans les abbayes. Les religieux n'avaient que leur ration, tout le reste des revenus allait au Roi.

(anno 1170. Eccl. des chartes. 1843. page 226.)

- associations de prières concédées à des laïques, qui font des donations aux monastères, - Il y avait aussi des frères et sœurs gratuits dont on exigeait rien.

- Cartulaire du St Sépulchre de Jérusalem. nos 96. 104. 173. 101. 77. 106.

- Ce système d'association de biens et de prières dut contribuer sans doute beaucoup à enrichir le couvent du St Sépulchre.

(Del. Eccl. des chartes. Mr Ladvif. 1852. p. 57. 58.)
le même article page 520. = duobus casualibus exalici

militis - le casuel étant une tenure féodale qui comme on voit était en usage chez les musulmans, ce qui n'est d'après de l'opinion de ceux qui pensent que les musulmans en devenant maîtres de l'empire romain y ont conservé des tenures que l'on a depuis appelé tenures féodales. - *Proprietates limitatas per cruce in reipibus factas, in quibusdam autem in petris, in terram fixis.*

(Cart. de St Lepulere. acte 71.)

Code diplomatique des chevaliers de St Jean de Jerusalem publié par le P. Paoli.

- anno 1229. - Vêtement des moines de Cluny.

St Martial de Limoges en 1229.

- Hanc ordinationem fecit scribere Elyas prior claustralis St Martialis. Statutum fuit à domino Raymundo Lemovicensi abbate ut hoc anno - 1^o Habeant omnes claustrales St Martialis pellicam et tunicas in festo St Michaelis unus quisque pellicam et tunicam sequenti anno tunicam et alio subsequenti pellicam et sic deinceps interpolatae. Pellicae erunt aquinae proccos cucullas stamineos fhemoralia caligas calceamenta congrua temporibus videlicet aestate et hyeme habebunt. Habebunt stamin capellos forratos quoties cumque necesse fuerit.

Novae recipientes vetera reddunt excepto primo anno in quo de pellicis scilicet et tunicis a sacrista perceptis nihil reddunt. Sed secundum regulam B. Benedicti utuntur eis ut postea in vestiario restituantur. Caligas calidiores et honestas recipient in festo *Sti Michaelis* aliasque delicatiores in Pascha, similiter sotulares in pascha estivallas in pentecosten. In festo omnium Sanctorum botas non tamen eas habebunt singulis annis nisi necesse fuerit. Sed secundum Deum omnia fiant in caritate ne subditi molesti sint majoribus nec minoribus majores injuriosi. Hoc autem factum fuit de consensu prepositorum, priorum et claustralium itius monasterii. anno 1229. mense Januarii.

Hoc anno erant in cenobio *Sti Martialis* monachi claustrales LXXXI.

(Bibl. nat. fonds latin. p. 126. n° 12763.)

- Sentence arbitrale entre les religieux de Grand Selve et Naudou de Durfort fils de Guillaume Taisset. Le seigneur de Clermont Soubeiran, qui ordonne que les religieux pourrout transporter tous les ans sans payer aucun peage audit seigneur.

200 cueillets de vin = 200 carterus de bled mes Boulouze.

4 mugs de sel donnés en aumône. dont 3 mugs par le roi d'Angleterre, le 4^e par le seigneur de Lesparre, le tout mesure de Bordeaux.

Un millier de harengs. - 500 morues (moulues)
Le drap pour vêtir les moines et les curiers de l'abbaye - deux navades de fusts.

Metal, plomb, étain et tota orditha de mais.

A la condition expresse que les 200 cubelots de vin et les 200 cartaux de bled seront du propre bled et du propre vin des vignes et labourages de l'abbaye sans qu'ils puissent acheter ni faire acheter autre vin. - 3 Janvier 1259.

- Du travail des moines dans les monasteres de Cluny et ensuite de Cîteaux - (Thomassin III. 635.)

Ce travail imposé 1^o pour éviter l'oisiveté.

2^o pour faire vivre les religieux qui de la sorte ne sont plus à charge aux fideles. - et laissent les aumônes au bénéfice des seuls prêtres seculiers lesquels ne peuvent travailler de leurs mains

(voir annales de Cîteaux I. 282. II. 405.

Bibl. cisterc. page 7. - St Bernard. cap. 5. 6. -

Bibl. cluniac. - p. 1365. - p. 638

Reproches que l'on fait aux Franciscains et Dominicains de ne pas travailler.

Regle de St. Francois sur le travail 1^{er} Thomas contra
impugnantes religionem =

Regle des Franciscains en 1224. dans Mathieu Paris

St. Bonaventure. Exposition de la Regle. chapitre 5.

Le concile de Trente trouva le travail aboli et ne voulant
pas intervenir se borna à ordonner (Sess. 25) que les
religieux ne seraient admis dans les monastères que
lorsqu'on pourrait les nourrir = *si tantum numerus
constituantur, vel in posterum conservetur qui vel ex
reditibus propriis, vel ex consuetis elemosinis commode
possit sustentari.* =

Travail de 2 heures par jour pour tous les ordres. In
temps de moisson tous les religieux travaillent = vont
même chanter vêpres sur le lieu du travail.

- Monastère de Vion. au diocèse de Chartres. Fondé
d'artisans qui vivent de leur travail.

- Monasterium Montis Olivæ. au diocèse de Carcassonne.
Petrus de Altopullo prior claustralis. Saupius de Mon-
tesquieu. monachus. - 14 religieux - facientes majorem
partem monasterii. - Il s'agit d'un règlement sur la
justice qui appartenait à l'abbé et aux Consuls.

Les adulteres étaient condamnés, en vertu de la loi Julia
à courir nus par la ville à l'exil et confiscation.

Les consuls et l'abbé obtiennent du Roi que l'exil -

tera converti en une amende de 60 sous. Celui qui ne pourra pas couvrir nud. 2^e Juillet 1337.

(*Tragononta Hist. Aquitanicae* 12772.)

- Sûreres pour les morts dans les abbayes. - Rouleaux des morts. - Article et détails importants de M^r. Delille dans la Bibb. Ecole des Chartes. 1846. 2^e Serie au tome 3^e page 361.-

- Statuts des provinces de Narbonne Auch. Toulouse de 1337 à 1499. - doit être imprimé dans *Habition*.

(*Bibl. nat. M. H. latin* 12773.)

- Les coutumes d'Amiane de l'an 1325. font connaître le régime alimentaire des moines noirs de cette époque.

Par suite de donations spéciales les moines avaient à certains jours de l'année une part de poisson ou de viande, ou de fromage = *caseum coctum*. =

Cette portion est réglée habituellement à deux poissons cuits dans l'eau, ou une demi livre de viande salée pour trois religieux; ou une demi quarte = *medium carterium* = de bœuf ou de mouton.

Ces jours étaient les suivants:

III. Non. Janvier. Deux poissons cuits à l'eau.

ou la ration de viande ci-dessus désignée. (Obit de Guillaume de Montpreyroux.)

8. Idus Januarii (Obit de St. Etienne de gamers.)

8 de Janvier. obit de Armand de Villanquesie -

Ides de Janvier — XI. Kalendes de février.

Le lundi de carême prenant.

28 Janvier. obit de Charlemagne. on donnait de la viande rôtie.

XI. Kalendes february. obit de maître Guillaume du Four, on donnait de la viande rôtie.

IV. non. february. Fête de la Purification. = viande rôtie ou deux morceaux de poisson dont un rôté.

Le Jeudi avant le Dimanche de Septuagesime.

Le 2 des Ides de février. S^t Benoît abbé d'aniane.

Le Dimanche de la Septuagesime, entre trois moines unum cartonem bovis, moutonis assati et de caribus salsis - l'abbé fera faire du feu.

Le 3 mars. de la viande rôtie.

Quinquagesime. rôté 5 œufs pour chaque moine.

XIII. des calendes d'Avril - deux poissons.

II des nones d'Avril. une portion d'obit.

Dimanche des Rameaux, deux poissons.

Les lundi, mardi et jeudi après Pâques. au dîner un peu de poisson, du fromage et frucham, et le vin de la pitance, pain de pur blé.

IV des calendes de Mai, portion d'obit.

VI. nones de Mai V nones de Mai. rôté et 2 poissons à l'eau.

Le jour de l'ascension - roti, deux poissons à l'eau et
un roti, du fromage, ou bien du bœuf tendre = cum
bona agresta confictum cum specijs. =

Le jour de Pentecôte, le lundi et le mardi même repas.

Le jour de St Barthelemy, idem. omet de Soupe de Canillac.

Le jeudi après l'octave de la pentecôte, jour de fête
de l'Eucharistie, même repas.

8 des calendes de Juillet. poisson et fromage.

3 des calendes de Juillet. poisson, fromage et roti.

4 des nones de Juillet. poisson ou viande au choix
du = concessus =

5 des ides de Juillet. poisson et fromage.

XII. des calendes d'Août. même repas. 3 poissons
à l'eau, un roti et fromage.

14 des calendes de Septembre. un roti.

même repas VIII. Kalendes de Septembre.

VI des ~~calendes~~ ides de Septembre - natiuitas Beate
Marie - 3 poissons et fromage.

Calendes de Novembre. 3 poissons et fromage.

L'abbé doit faire faire du feu, ou si l'on peut
manger de la viande - du bœuf = cum bona piperata
seu porradas cum bona pinguedine. =

4 des Ides de Novembre. roti. =

Fête de St Martin. roti.

10 des calendes de Decembre roti.

5 des calendes de Decembre. Fête de la Sainte Trinite
comme aux calendes de Novembre. l'abbé donnera aussi
= nebulas = des nicoules ou oublies.

Le Jeudi avant l'Avent. roti au diner, l'abbé fera du feu.

IX calendes Janvier. des oublies, on fera du feu.

VIII. des calendes de Janvier, oublies, fromage et poisson.

VII. des calendes Janvier. St Etienne, viande si l'on peut.

VI. des calendes Janvier. poisson et oublies.

V. des calendes de Janvier. poisson a l'eau, nectar et bouhetas.

Le jour de la Circuncision - poisson.

Quand on donnera du poisson il y aura deux poissons
a l'eau et un roti, assatum pour trois moines, du
fromage cuit = caseum coctum. = 5 bouhetas et nectar.
quand on donne des viandes ce sera du bœuf = cum
bona peperata. = et roti. Au diner il y aura
toujours du fromage et des fruits, c'est a dire cinq
figues avec des noisettes. = avellani. =

(Bibl. nat. M. H. latin. 12773. page 399. Reforme
interieure de l'abbaye d'Aniane en 1273.)

— A la fin du XV^e siècle les moines de Cîteaux
abandonneront le travail des mains, les frères convers
en demeureront seuls chargés, et privés de l'exemple
ils ne tarderont pas a voir leur nombre diminuer

au point qu'il fallut dans le courant du XVI^e siècle abandonner entièrement la culture monastique et confier les terres à des familles laïques dont les demeures ont formé ces maisons qui entourent les abbayes. A la Bussière les terres furent affermées toutes à un même homme dont la tombe se voit dans l'église de l'abbaye.

- Registre des visites d'Eudes Rigaud dans les mélanges - nouvelle série des Documents inédits sur l'histoire de France - compte rendu dans la bibliothèque de l'Ecole des chartes - par Delisle, 2^e série Tome 3. 479.

- Dans les mêmes mélanges - Décisions des Chapitres de l'ordre de Cluny.

- Visite par les prieurs de Barbezicq et de St Sauveur de Nevers des monastères de Cluny.

(Ecole des chartes 2^e série Tome 5. p. 237. année 1292.

- Histoire littéraire de France. Tome XXI. p.p. 66 628. Notice étendue sur Eudes Rigaud.

- Trois documents sur les visites monastiques, imprimés en 1847. lors de la publication du XXI^e volume de l'Histoire littéraire.

1^o Itinéraire du Cardinal Simon de Beaulieu,

- voir = Vetera analecta. Tome 2. p.p. 613. 654.

Saluz. Miscellanea. Tome III. p.p. 505. 510.

et surtout l'édition donnée par le P. Mansi en 1761.

au tome I^{er} 167 a 310. = 278. 302. = 304. 307 a 310.

Le procès verbal de visite est aux manuscrits de la Bibliothèque nationale n° 5536.

2^e Itinéraire d'Ambroise le Camaldule qui est publié dans Mitarelli, annales Camald. - VII. 80-109.

— un paysan voyant dans mon cabinet une gravure qui représente le Moine de Garbaran. me demanda ce que c'était. = C'est un moine, voilà comme ils sont vêtus. = Ah! c'est un moine, on dit que c'est très méchant. = Je lui répondis que j'en avais connu de très bons, assurément il ne me crut point. =

— Les traditions de la vieille femme Brocard, sur les moines de la Bussière. —

— Aux XIV^e et XV^e siècles. — Dépenses d'un moine évaluées à 20 livres. (Voir au mot Limorre.)

— Election d'abbesse de Montmartre. —

Nous humbles religieuses les prieure et couvent de Notre Dame de Montmartre très Paris, certifions que ce samedi seiziesme de novembre, jour St. Martin nous assemblées capitulairement en notre chapitre pour proceder a l'election de notre future mere abbesse, en la mesence de très venerable mettre de St. Martin nostre pere visiteur apres la messe du St. Esprit, chantée et les autres solennités, selon les

statuts de nostre observance et reformation gardez,
avons canoniquement et cordialement, par la grâce
du benoist St Esprit, eslee en nostre mère abbesse
très venerable mère sœur Anthoinette Auger
religieuse reformée et reformatrice d'iceluy lieu,
laquelle a accepté nostre dite election. Et
supplions nostre dicit reverend père vîteur qui
luy plaise presenter et faire presenter la dite
election a venerables et discrettes personnes
messieurs les Vicaires du L. R. soit en Dieu
notre porteur Monseigneur de Paris en son
absence, ce pour lalle election confirmer
selon nos statuts et observance.

Fait a Notre Dame, monastère de Montmartre
le dessus dit jour l'an de grâce mil V.^e et
X huit, sous le sceau de nostre couvent que
avons icy appose.

— Les religieux se retranchaient sur leur
pain et leur vin pour faire orner leurs eglises.

(Dulteau. Description de la cathédrale de Chartres.)

— Evaluation du nombre des prêtres et
religieux existant en France au commen-
cement du XVIII^e siècle, c'est à dire vers
l'an 1600.

Ordres monastiques.

547.

Archevêques et Evêques	136.
curés, vicaires ou chapelains	80.000.
Abbes et prieurs séculiers	5.000.
chanoines, chanoines et prébendiers.	19.000.
Religieux rentés	35.600.
Anciens mendiants.	13.500.
Reformés, Carmes, augustins, Jacobins	9.500.
Capucins et récollets. Liqueurs reformés.	21.000.
Religieux minimes.	2.500.
Hermites	500.
Religieuses, au total.	80.000.
Détail: - ordre de St Augustin.	15.000.
Benedictines.	18.000.
chez St Bernard.	10.000.
ordre de Fontevault.	1.500.
Dominicaines.	1.000.
Sainte Claire et Saint François.	12.500.
Carmelites établies au XVI. siècle	3.000.
Visitation	9.000.
Visitandines.	7.000.
Religieuses du couvent de Carles nommées dans un acte de 1631.	
Manoelise de St Lary, prieure.	
Jeanne de Cartet, sous prieure.	

- Marguerite Douzon, maîtresse d'école.
- Madeleine de Costetgasthadd, depositaire.
- Cécile de Noé, secrétaire.
- George de Montbarthier, chantre.
- Anne de Muea, religieuse.
- Françoise de Beaubean, religieuse.

- Les projets de la congrégation de S^t Maur sont résumés comme suit dans une lettre de Dom Maur au d^{eu}x de Rendrel du 11 septembre 1711. Les bénédictins ne se sont jamais écartés de ce programme.

- 1^o. Reforme la notice des gaules de M^r de Valois.
- 2^o. Refondre la compilation des historiens de France de M^r Duchesne.
- 3^o. Donner les actes originaux des saints de France.
- 4^o. Donner un martyrologe.
- 5^o. Un necrologe général avec les sepulchres, epitaphes et les inscriptions anciennes et nouvelles.
- 6^o. Les conciles de France.
- 7^o. La bibliothèque des auteurs de France.
- 8^o. Le monasticon gallicanum.
- 9^o. Gallia christiana.
- 10^o. La discipline des Eglises de France.
- 11^o. Les histoires particulières des provinces et des villes.

- 12: L'histoire des terres titrées du royaume.
 - 13: Tout ce qui peut servir au nobiliaire general de France.
 - 14: Tout ce qu'on peut trouver dans les anciens titres pour augmenter le glossaire de M^r. Ducange.
 - 15: Pour faire un dictionnaire des anciens mots gaulois.
- Enfin tout ce qui peut servir à l'illustration et à la gloire de la France.

(Collection Bourgogne 92. folio 3.

et Delisle, Cabinet des manuscrits II. page 64.)

Vois l'éloge des Benedictins - Prolegom du Solypt. - tome I. page 7. et Delisle, loco citato.)

— Edit de 1606. sur la pension des soldats, capitaines estropiez en faisant service à la Majesté oblatz placés dans les abbayes royales.

— Sarroquan, notaire à Valence. (Seminaire d'Auch.)

acte du 28 Avril 1610. qui transcrit une ordonnance, rendue par frere Claude Marson, abbé de Morimond, professeur en la sainte theologie, conseiller et aumonier du Roy, commissaire du chapitre general de l'ordre de Cîteaux, pour la reforme des monasteres d'Armagnac et de Languedoc, Limosin et gascoigne, visitant le monastere de Bonlieu, au diocese de Bordeaux, filiation de Pontigny. Il avait commis frere Guillaume Cambon pour visiter l'aveue de

au diocèse de Lescar, et le membre de Larrau, au diocèse d'Oloron. Sauvelade a été trouvé occupé par un nommé Laborde alias Lou Loup et profane. Larrau est occupé par l'évêque d'Oloron qui dit en avoir été pourvu par le Roy qui y a placé un seul religieux chargé de l'administration des sacrements. Ce lieu est d'ailleurs situé dans la montagne. On n'y peut pas plus qu'à Sauvelade rétablir la régularité.

L'abbé ordonne à frère Guillaume Cambon et à frère Jean Bose, religieux de Flaran, de se retirer au lieu de Pleychac, au diocèse de Condom, membre de Sauvelade, pour illec faire leur ordinaire résidence, y servir Dieu conformément aux vœux de leur profession et suivant l'intention de leur fondateur. Et avons ordonné afin que les frères Cambon et Bose aient moyen pour leur vie, vestement et honnête entretien, pour le double (pension) du prieur, pension et gages d'un serviteur à prendre sur les fruits dudit membre de Pleychac.

En bled froment pour trois pensions y compris le double du prieur. 36 sacs de bled net et marchand, mesuré à deux cribles, mesure de

Condom, rendus au grenier des religieux aux depens de l'abbé, payables à la feste St. Barthelemy, chaun an.

En vin, 14 barriques mesure de Condom, portées en leur cave aux depens de l'abbé chaun an à la St. Martin.

En argent pour pitans à raison de deux sols six deniers par jour pour pension, payable la moitié à la St. Jean Baptiste, l'autre moitié à la Toussaint.

En argent pour le verticair à raison de 25 livres pour chaque pension payables à la Toussaint.

Pour le serviteur. 8 sacs de bled, deux barriques de vin et 30 livres pour sa pitance et ses gaiges.

Le tout aux conditions et termes ci-dessus.

Pour l'entretien du luminaire de l'église 60^l sur les fruits.

Pour acheter un calice d'argent, une chasuble, un missel, nappes, paremens d'autel, 100^l la première année.

Defendons que l'arrentement de la place de Helychac dependant de Lauvelade ne se fasse sans l'intervention et assistance du prieur et des religieux.

à Nonlieu le 3 Avril 1610.

Prieur Cambon donne en consequence Helychac à ferme pour 66 cartaux de bled froment, 66 pipots de vin. 300^l d'argent, une charge de paille, une charge de foin - Il se reserve la maison abbatiale et le jardin pour sa demeure, sauf une

chambre, la cave et le grenier dont le fermier pourra se servir.

Bibliothèques des abbayes formées par leurs ateliers d'écrivains.
Ils prêtaient les livres aux étudiants pauvres et aux personnes qui voulaient s'instruire.

Concile de Paris en 1212, qui leur rappelle que le prêt est une œuvre de miséricorde et qu'ils doivent prêter leurs livres aux pauvres écoliers.

(coll. des conciles. Tables. XI. 69. 70.)

On leur prêtait aussi des livres, ainsi la Sorbonne prêtait des livres aux moines de St Victor.

(Mazarine. 576. fol. 10. 20. 23.)

La Sorbonne prêtait ses livres. exemples nombreux cités par Delisle. Bibl. de Paris. II. 195.

Il résulte d'une lettre de Symmaque adressée à Valentinien II. que les lois avaient déjà retiré aux prêtres payens vers la fin du IV^e siècle le pouvoir d'accepter les legs et les donations.

Capient legata liberti, servis testamentorum
iusta commoda non negantur. Tantum nobiles,
virgines et fatalium sacrorum ministri exclu-
duntur mediis hereditate quaesiti Symmaque
Livre IX. épit. L. IV.

Une loi de Justinien 18 octobre 530. autorise

l'acceptation des successions laissées à Jésus Christ =
*Li quidem Dominum nostrum Jesum Christum scripsit
 quis heredem ... si vero unius ex archangelis meminerit
 vel venerandorum martyrum.*

(Codo Justinien. Livie I. L. 2. cap. XXVI.)

(premier. classes nobles. 228.)

— L'Eglise et l'antiquité, voilà les deux principes de
 notre civilisation. Les germains, si l'on veut qu'ils y aient
 été pour quelque chose, n'ont fourni que l'étoffe, la
 matière passive : car tout ce qu'ils ont apporté ou
 inspiré ne valait rien, et toutes les fois que leur génie
 a triomphé, il n'en est rien résulté que de funeste.

(Quérard. Louet de géographie. Bibl. de l'E. des Chartes
 année 1848. page 369.)

— Dans l'encyclique du 17 février 1847. Le pape parle
 ainsi : *Optatissimas illas auxiliares Christi militum
 turmas quae maximo tam christianae tum civili
 reipublicae usui momento atque praesidio semper
 fuerunt.*

— Hugues d'Azillieres, chevalier associé de
 l'abbaye de Montierender, ayant été blessé et fait
 prisonnier par coup de Beaufort, se reclama de
 l'abbaye et voulut s'y faire moine : l'abbaye
 paya sa rançon et il donna son allou de Haucourt.

en se faisant recevoir. Pierre d'Argillières, son neveu, et Ludes
gendre de Pierre, obtinrent de la dite abbaye cet alleu
mais leur vie durant seulement en 1088,

(Cartulaire de Montierender. folio. 94.)

— Abbayes, sans y comprendre les abbayes réunies
à des collèges hospitaliers ou autres établissements pieux.

— abbayes en commande, à la nomination

du Roi. — 625. — — — — — revenu = 5.109.100^l.

— chefs d'ordres ou de congrégations

avec Fontevault. — 15 — — — — — 650.000^l.

— Abbayes régulières avec élection

par les Religieux. — 115. — — — — — 1.110.000^l.

— Abbayes régulières de filles sans y

comprendre les abbayes et chapitres nobles. — 253 — — — — — 2.654.000^l.

— Statutum est convenienter in Anglia quod
unumquodque monasterium a regibus fundatum
haberet de ipso loco suum certum scribam vel
scriptorem, a quo omnia notabilia tempore
regis saltem in regno vel e vicinis contingentia,
secundum quod veritas facti se haberet, cum
data annotarentur: ad propinquum generale
concilium post obitum regis omnes illi chrono-
graphi convenirent, et sua vere dicta vel
scripta in medium producerent: et delectis

a concilio sagacioribus et in talibus peritis et expertis, scripta examinarent, et diligenti habita collatione, de congestis summarium extraherent et chronicam compingerat, ac in cenobiciis archivis libroriorum pro authenticis chronicis quibus fides daretur, scripta reponerent; ne temporum labilitate memoria gestorum in regno deperirent.

(D. Bouquet. Tome XIII. Prefacio. III.)

— Jean François de Brizay, chanoine de Chartres, abbé de la Bussière, fils de Pierre de Brizay, seigneur de Denonville, évêque de Comminges. 6 Décembre 1693. — (d'argent à 4 fesses de gueules.)

— Dans les mémoires du duc de St. Simon, au Tome II. pages 199 a 210. longs et très intéressants détails sur Dom François Gervaise, second abbé régulier de l'abbaye de La Trappe.

— Les ordres monastiques sont le sang et la vie de l'Eglise, les monuments du vrai christianisme apostolique, le refuge de la spiritualité dans les temps mauvais, la première des évêques, le soin qui enfante les missionnaires à la main forte et au cœur puissant.

William Faber, ministre protestant. Il devint plus tard catholique et fut le premier supérieur de l'Oratoire.

de Londres. (vie et lettres du R. S. Falcoer publiées par le R. S. Bowden, traduites par le R. F. Shilpin de Ruines Tome I, p. 35.

(Dans la Revue des questions historiques. à la page 13. du 1^{er} Juillet 1873.)

- Monastère erigé en prélatrice, régi par un abbé.
 - En règle gouverné par les abbés élus par les religieux et confirmés par la cour de Rome.
 - En commande séculière, les abbés sont nommés par le roi, selon les règles établies par le concordat passé à Bologne entre Léon X et François I^{er}.
 - abbayes secularisées et alors converties en collégiales de chanoines.
 - Les abbayes de filles ne sont pas comprises au concordat, et sont toutes électives. quoique les abbesse soient presque toutes nommées par le roi, leurs bulles portent qu'elles sont élues par la Communauté des religieuses.
- En 1762. on comptait 625 abbayes d'hommes en commande à la nomination du roi.
- 15 abbayes, chefs d'ordres.
115. abbayes régulières d'hommes. et 253 abbayes régulières de filles.
- (voir le tableau de la page 554.)

— Sur diverses observations qui peuvent s'appliquer à l'église de la Bussière voyez l'histoire de l'abbaye de Morimond. p. p. 198. 199.

— Le privilège de l'ordre de Cîteaux relativement aux droits curiaux, qu'il soutient être attachés à chacune de ses maisons fut invoqué par l'abbé de la Bussière contre un sieur de Roquette, lequel sous prétexte qu'il n'y avait pas de titulaire s'était fait pourvoir de la cure de cette abbaye, à laquelle le droit de paroisse et celui de percevoir la dîme sont attachés; et par arrêt du 14 septembre 1722. il fut ordonné que la cure continuerait d'être desservie par un des religieux de l'abbaye sans titre.

(collection de jurisprudence de Denisart. Tome I: page 93. verbo Cîteaux.)

— Les religieux Augustins avaient des couvents:
a. Fleurance, et Navillac, dans le diocèse d'Auch.
a. Merignac, dans le diocèse de Condom.

(Revue de gascogne. XXII. 386.)

— L'ordre de St. Jean de Jerusalem ou de Malte avait les seigneuries qui suivent:

Demu - Jout - Arno - Viozes - Gimbrede -
Cadeillan. - Fajolles - Fonsorbes - Le Burgaut -
Lafitte. - Combernac. - Le Planté. - Ausstein.

Figarol. — Aureillan. — Bordes. — Seyruguere. — Pinctac.

— Dans le nobiliaire universel de St. Allais au tome II. page 64 et suivantes. — Détails intéressants avec pièces à l'appui, sur la capitulation de Malte sur celle particulièrement du fort Marsa Brocco attaqué par le capitaine du génie Garbé et défendu par le chevalier du Sin de la guerivière.

43 jeunes chevaliers, ayant servi à l'armée de Condé et deü lors sans asile, sans patrie, suivirent le general Bonaparte en Egypte.

Le plus grand nombre résidant à Malte avant la révolution dut se rendre à Antibes : quelques vieillards restèrent ; tous les chevaliers étrangers des autres nations rejoignirent leur patrie.

La capitulation était du 11 Juin 1798. Elle fut ratifiée par Bonaparte, devenu, premier Consul, le 18 Brumaire. Les chevaliers purent alors se montrer et furent payés de leur pension.

— Citoyens, tous les cartulaires des ci-devant instituts religieux doivent être remis aux archives de la republique. Ces titres fruits des siècles barbares se lient trop essentiellement à leur histoire pour pouvoir en être distraits. Il faut qu'ils attestent à la posterité

Ordres monastiques.

559.

ce que l'ambition et l'artifice des corporations privilégiées ont obtenu de la credule ignorance de nos pères, et qu'ils lui fassent apprécier l'heureuse révolution qui s'est faite dans l'esprit humain.

(Circulaire du ministre. 11 Decembre 1798. - 21 février au VII.
Catalogue des manuscrits des départements, II. XXV.)

— Statistique Catholique de l'Angleterre. —

Eglises et chapelles. en 1830. 200. — 1850, 577. — 1853. 812.

Couvents d'hommes. — en 1843. 75.

do. de femmes. do. 15.

Prêtres séculiers. 1840. 587. — 1853. 1126. —

— En 1853. Il y a en Angleterre et pays de Galles.

678. chapelles catholiques. 1127. prêtres dont un archevêque cardinal et 13 évêques.

11 collèges catholiques. — 17 couvents d'hommes.

82. couvents de femmes.

(Annuaire Catholique. 1854.)

— on compte en 1855. trois mille deux cents couvents de religieux franciscains et plus de cinquante mille religieux de cet ordre.

(Sermon du P. d'Arezo à Corbié. Janvier 1855.)

Relevé des couvents d'hommes existant dans les
diocèses d'Auch, Condom, Combes et Lectoure. année 1767. —

Condom. —

ordre de cluny. —	Mezin.	4 religieux.	2139 ^{fr} revenu.
Et. observance. —	Layrac.	10.	12000 ^{fr} .
	moirac.	6.	7200 ^{fr} .
grands Carmes.	Condom.	5.	1915 ^{fr} .
Cordeliers.	Condom.	5.	2321 ^{fr} .
	La montjoie.	2.	436 ^{fr} suppl.
	Le mas d'agnac.	1.	1190. suppl.
	Nerac.	2.	1773 ^{fr} .
Piepus —	Barbaste —	1.	905 ^{fr} sup.
Capucins —	Condom.	10.	"
	Nerac.	9.	"
grand Augustins.	Mezin.	3.	1012 ^{fr} .
Dominicains. —	aurillac.	5.	1618 ^{fr} .
	Condom.	5.	2605 ^{fr} .

— Lectoure. —

Trinitaires —	Lerraulée.	2.	1309 ^{fr} .
grands Carmes.	Lectoure.	4.	864 ^{fr} .
Cordeliers.	Lectoure.	6.	2000 ^{fr} .
Capucins.	Lectoure.	8.	"
Dominicains.		3.	1126 ^{fr} .

— Combez. —

Cluny. —	Louget.	3.	1622 ^{fr} .
minimes.	a Caumont.	5.	800 ^{fr} .

Ordres monastiques.

561.

Minimes -	Tamaten.	1.	250 ^u suppl.
Cordeliers.	Tamaten.	2.	1326 ^u .
Piepus.	Colagne.	4.	520 ^u suppl.
capucins.	Gimont.	6.	"
capucins.	Lombes.	5.	"
Dominicains.	Mauvezin.	2.	954 ^u suppl.
- Auch.			

Benedictins -	Saramon.	7.	5389. suppl.
Cluny.	Eauze.	6.	3690 ^u .
id.	S ^t . Mont.	6.	6728 ^u .
id.	Montaut.	4.	1831 ^u .
Citeaux.	Berdoues.	6.	5997 ^u .
id.	Bouilhac.	9.	5800 ^u .
id.	Flaran.	4.	3927 ^u .
id.	Gimont.	9.	10.200 ^u .
Siemontins.	La case Dieu.	16.	5669 ^u .
La Merci.	Rivels.	1.	224 ^u .
grands Carmes.	Pavé.	5.	1317 ^u suppl.
id.	Erie.	2.	1280 ^u .
Cordeliers.	Auch.	9.	1278 ^u .
id.	Mirande.	9.	990 ^u .
id.	Nogaro.	2.	836 ^u .
id.	Vic. Fegusac.	3.	296 ^u .
Capucins.	Auch.	9.	"

Ordres monastiques.

Capucins -	Caup.	—	5.	—	"
id.	Nogaro.	—	7.	—	"
id.	Viè Fezensac.	—	2.	—	"
Recollets.	Fleurance.	—	4.	—	"
id.	Gondrin.	—	4.	—	"
id.	Jegun.	—	4.	—	"
grands augustin.	Fleurance.	—	4.	—	1750 ⁴ .
id.	marcade.	—	2.	—	1150. suppl.
Dominicains.	Auch.	—	7.	—	1642 ⁴ .
id.	marcade	—	2.	—	1546. suppl.
(Bibl. nat ^{le} fond fr. 12858.)					

aux archives départementales à Auch, dans
les classes non inventoriées. nombreux renseignements
relatifs aux maisons religieuses d'hommes et
de femmes dans le diocèse ci-dessus nommés
pour l'année 1790-1791. —

Il y existe les plans de Doulauc, du Brouet et des
couvents des Jacobins et des Capucins d'Auch.

Orfeuilh.

Oriol.

563.

Orfeuilh.

Jean d'Orfeuilh. receveur des decimes pour le roi
au diocese de Comminges en 1610.

son frere Jean Antoine d'Orfeuilh. habitans tous
les deux la ville de Valence, ou Fezensac.

Ils ont un frere religieux Cordelier a Vie Fezensac.
cité. de Larroque. not^{re} à Valence.

Organisation judiciaire en gascogne et en
Languedoc.

article de Doustarie. Code des chartes. année 1849.

Oriol.

Oriol Dat. raconte... cité dans la charte de donation
de l'église d'Espas vers 926. charte du cartulaire
noir de St^e Marie. folio 78. V^o.

Oriol Elle. - signe parmi les premiers de la province
la même charte. - cart. noir. fol^o 79. R^o.

Oriol mans. - signe parmi les principaux de la
region. la même charte. cart. noir. fol^o 78. V^o.

- Oriole. - chateau en Condomois. -

— Ornano. —

Famille d'ancienne noblesse originaire d'Italie -

Alphonse d'Ornano, colonel general des Corses au service de France, devint marechal de France 6 Septembre 1596. fut un des fideles conseilless du roi Henri IV. Il fut gouverneur general de la province de Guyenne en 1597. - Il mourut a Paris en 1610. - le 21 Janvier agé de 63 ans. Il avait épouse en 1576. Marie Marguerite Louise de Pontevér dont il eut plusieurs enfans. entre autres un de ses cadets.

Pierre d'Ornano, seigneur de Mazargues, mestre de camp du regiment d'Orleans, il epousa Hilaire de Lupé, dont il eut un fils et une fille Marie qui epousa Francois de Passeran de Massencôme. Son fils Jacques Theodore d'Ornano, dit le marquis d'Ornano epousa Catherine de Pordeac de Dassabat dont il n'eut pas d'enfant.

- 25 Septembre 1640. - dame Hilaire de Lupé dame d'Ornano, consigne 7000 livres pour offes reelles faites à noble Pierre de Riviere baron de Lengros, contre lequel elle reclame des biens vendus par le feu vicomte de Labatut.

(Labazan. nob^{le} a Nogaro.)

- Le 25 mai 1639. Hilario de Lupo, dame d'Ornano
vend une coupe de bois. (Sabayan nota Nogaro.)

- 23 Juillet 1678. Catherine de Battabest de
Pordeac, veuve de Jacques Chesdore, marquis
d'Ornano, a les fruits de ses terres saisis a la
requête de H. de Lamotte. Mondaneourt, archevêque
d'Auch.

(acte de Dithau. notaire a Nogaro.)